

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

UNE ALLOCATION POUR LES JEUNES?
ENTRE AUTONOMIE ET DÉPENDANCE...

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR
MYRIAM THIROT

AVRIL 2006

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ABRÉVIATIONS	iv
RÉSUMÉ	v
INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE : PROBLÉMATIQUE ET RECENSION DES ÉCRITS	
La période de la jeunesse s'allonge dans une société en mutation	7
CHAPITRE I. 1 : LA JEUNESSE ET SES INCERTITUDES	8
1. 1 La jeunesse est faite de passages	8
1. 2 Socialisation et identité : les clés de compréhension	17
CHAPITRE I. 2 : LA JEUNESSE COMME NOUVELLE	
QUESTION SOCIALE ?	26
2. 1 La société évolue	27
2. 2 La problématique de l'autonomie : un débat national	34
2. 3 Les dispositifs publics alimentent la question sociale	38
CHAPITRE I. 3 : CADRE D'ANALYSE ET METHODOLOGIE	
Un double regard et une double enquête	45
3.1 Le cadre d'analyse	45
3.2 Une méthodologie compréhensive	49
PARTIE 2 : L'AUTONOMIE EST AU BOUT DE LA ROUTE, MAIS LA ROUTE EST LONGUE	58
CHAPITRE II. 1 : DES EXPERIENCES MULTIPLES SOLDEES PAR DES ECHECS	59
1.1 Les parcours se construisent au jour le jour	60
1.2 La période moratoire est réelle	83
CHAPITRE II. 2 : LES PASSAGES SONT-ILS BLOQUES ?	86

2.1 De l'enfance à la vie adulte : le doute	86
2.2 De la famille à la société : sans réseau	91
2.3 Entre la sphère privée et la sphère publique : un fossé	97
 PARTIE 3 : FAIRE SOCIÉTÉ : UN ENJEU PERMANENT	 105
 CHAPITRE III. 1 : ENTRE IDÉOLOGIE ET PRAGMATISME, LES NECESSAIRES COMPROMIS	 106
1.1 L'autonomie : Une interprétation ambiguë	106
1.2 La solidarité comme valeur, l'échange comme moyen de la mettre en œuvre	109
1.3 Les hommes politiques sont ambivalents	117
1.4 Les responsables d'action sociale sont interloqués	123
 CHAPITRE III. 2 : LES DÉCALAGES SONT-ILS SURMONTABLES ?	 128
2.1 Une dialectique global / individuel	128
2.2 Une dialectique décideurs / bénéficiaires	133
2.3 L'ambivalence de la notion de projet	138
 CONCLUSION	 143
BIBLIOGRAPHIE	147
ANNEXES	151

LISTE DES ABRÉVIATIONS

- A. E. S. : Administration économique et sociale.
- A.N.P.E.: Agence Nationale Pour l'Emploi.
- ASSEDIC : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
- B.E.P. : Brevet d'Etudes Professionnelles.
- B.T.S. : Brevet de Technicien Supérieur.
- C.A.P. : Certificat d'Aptitudes Professionnelles.
- C. I. O. : Centre d'information et d'orientation.
- C.V. : Curriculum vitae.
- D.D.A.S.S. : Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.
- D.E.U.G. : Diplôme d'Etudes Universitaires Générales.
- D.U.T. : Diplôme Universitaire et Technologique.
- F.N.A.R.S. : Fédération Nationale des Associations de Réinsertion Sociale.
- I.N.S.E.E. : Institut National de la Statistique et des Etudes.
- R.M.I. : Revenu Minimum d'Insertion.
- S.D.F. : Sans Domicile Fixe.
- S.I.V.P. : Stage d'Initiation à la Vie Professionnelle.
- S.T.T. : Sciences et Techniques du Tertiaire.
- T.U.C. : Travaux d'Utilité Collective.
- U.N.A.F. : Union Nationale des Associations Familiales.

RÉSUMÉ

La jeunesse revendique son autonomie. Les hommes politiques tentent d'y répondre en envisageant la création d'une allocation versée dès la majorité....Que se passe-t-il en France, en ce début de 21^{ème} siècle ? Depuis plusieurs années, le débat national portait sur la perte d'autonomie liée au grand âge et sur l'avenir des retraites ; serions-nous aussi confrontés à des difficultés chez les jeunes ? Nous avons voulu apporter notre éclairage à cette réflexion.

Dans cette recherche, nous apportons d'abord des éléments de clarification en exposant deux aspects de la réalité sociale. La jeunesse a des caractéristiques propres, modifiant ainsi son rapport à la société, elle-même, en période de mutation. Les dispositifs créés pour faciliter son insertion ont permis de « colmater des brèches », il en va souvent ainsi de l'action du politique. Puis notre travail s'attache à comprendre où se situent les blocages chez les jeunes. En utilisant les concepts de socialisation et d'identité, nous avons bâti une enquête permettant d'analyser la vie quotidienne de six d'entre eux. Ensuite, nous tentons de comprendre la stratégie mise en place par les décideurs et ainsi dévoiler le rôle et l'action du politique dans la société. La question centrale est de savoir si la proposition d'allocation est une stratégie de renouvellement du lien social entre les différents acteurs.

Les éléments recueillis auprès de jeunes, d'hommes politiques et de responsables d'action sociale sont éloquents et enrichissent largement les discussions. Leur confrontation permettra, à qui voudra bien lire cet ouvrage, d'engager une réflexion sur le rôle des institutions en général, et du travail social, en particulier, dans le domaine de l'insertion, comme dans d'autres....

Mots clés : jeunesse, autonomie, politique sociales, lien social.

INTRODUCTION

Accéder à l'autonomie. C'est certainement le souhait de chacun mais à bien y regarder, est-ce vraiment réaliste ? Ne serait-ce pas un rêve insensé, un de plus ? Depuis notre enfance, nous sommes bercées par un idéal de liberté, d'égalité, de fraternité. Force est de constater que bien des embûches sont semées sur notre passage.

En 1986, le mémoire que nous avons présenté pour obtenir le Diplôme d'Etat d'assistant de service social portait sur l'orientation scolaire subie par des jeunes élèves. Après le collège, des jeunes se retrouvent dans des « sections placards » en Lycée d'Enseignement Professionnel (L.E.P.)¹. L'hypothèse était la suivante : l'orientation subie vers un enseignement professionnel a des incidences sur les perspectives d'avenir des élèves. Après enquête et analyse, nous avons pu mettre en évidence que, face à un avenir incertain, la scolarité était considérée par les élèves comme gratifiante et protectrice. Plus tard, en travaillant dans une Mission Locale², nous avons rencontré les jeunes étudiés. Ils³ étaient en difficulté d'insertion sociale et professionnelle.

En 2000, plusieurs organisations nationales de la société civile française ont débattu sur le bien-fondé de la création d'une allocation autonomie pour la jeunesse. Les rencontres nationales de la jeunesse de janvier 2000 auxquelles ont participé des syndicats d'ouvriers et d'étudiants, des associations de parents d'élèves et A. T. D. Quart Monde concluent :

¹ Lycée d'Enseignement Professionnel : Équivalent à un CEGEP.

Pour tous les sigles, la première utilisation sera effectuée en toute lettre, puis l'abréviation sera utilisée dans le reste du texte. Une table des sigles et abréviations est consultable après la bibliographie.

² Mission Locale : organisme associatif chargé de l'accueil et de l'insertion socio-professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans. Réseau national créé en 1982.

³ Le genre masculin est utilisé pour faciliter la lecture.

« L'autonomie de la personne humaine, de chaque personne doit être assurée. Pour la jeunesse, cette condition n'est absolument pas remplie. C'est un problème sociétal majeur.... La jeunesse est un âge à risque social majeur. Elle est dans la plupart des cas en situation de dépendance, de non autonomie, de précarité et d'insécurité sanitaire et sociale. Un problème d'égalité fondamental n'est pas respecté. C'est le seul âge de la vie qui ne bénéficie pas de droits sociaux et économiques propres⁴ ».

Alors que l'attention porte plutôt sur le vieillissement de la population française parce qu'elle devient de plus en plus dépendante, d'où vient ce débat ? La jeunesse serait-elle aussi dépendante ? Ce problème concerne-t-il toute une classe d'âge ? En quoi et vis-à-vis de qui est elle dépendante ? Les députés se sont emparés de la question à la fin de la même année. En décembre 2000, leurs réflexions, menées par le groupe communiste aboutissent au vote d'une loi, six mois plus tard. Cette dernière prévoit la création d'une Commission Nationale chargée de faire le bilan des dispositifs existants, d'étudier la création d'une allocation et de proposer la mise en place d'un dispositif expérimental. L'échéance de la remise du Rapport au Premier Ministre est fixée à décembre 2001, un an après le débat parlementaire. Pendant ce temps, au cours du 1^{er} trimestre 2001, le Conseil Economique et Social et le Commissariat Général au Plan prennent position (voir l'article du Monde en annexe I). Ils seraient favorables à un prêt ou un capital disponible pour mener à bien une formation. La Conférence de la Famille du 11 juin n'a pas retenu la proposition d'une allocation d'autonomie, choisissant la mise en place d'une réforme de l'allocation logement. Cependant, le 19 juin, le Sénat a voté le texte de l'Assemblée Nationale, présenté et soutenu par la Ministre déléguée à la Famille et à l'Enfance⁵.

⁴ Rencontres Nationales « Autonomie de la jeunesse » 2000

⁵ Concernant les différents protagonistes, le débat est venu des syndicats étudiants, ils ont été relayés par les partis politiques. Puis A. T. D. Quart Monde, partenaire de taille du gouvernement au moment du vote de la loi contre les exclusions en 1998, a défendu les revendications. Les Associations Familiales regroupées dans l'U. N. A. F. étaient plus réservées.

Sans attendre le contenu des conclusions de cette Commission, nous nous sommes interrogées sur le thème de la jeunesse et sur les raisons qui expliqueraient ce débat. Où en est la jeunesse ? Quelles sont ses pratiques sociales ? Comment tente-t-elle de s'approprier et de s'imprégner des réalités qui l'entourent ? Comment devient-on un adulte au sein d'une société de plus en plus complexe ? Pourquoi ce débat fait-il son entrée dans la vie publique en 2000 ? Après 15 ans de politiques publiques d'insertion, qu'en est-il des mesures destinées aux jeunes ? Quel est le rapport entre les revendications des jeunes et les finalités de l'action politique ? Notre objet est construit autour de ces deux pôles. D'une part, la jeunesse comme catégorie sociologique et d'autre part, l'action publique comme vecteur de l'échange entre les acteurs de la société.

Notre objectif est double. En premier, nous voulons connaître la population visée, objet de notre recherche et, au delà, qualifier et caractériser cette phase de vie pour définir ce que pourrait être la jeunesse aux alentours de l'an 2000. Cette recherche n'a pas la prétention de définir clairement les contours de cette catégorie de la population française car les questions seraient les suivantes : A partir de quand devient-on un jeune et à partir de quand n'est-on plus un jeune ? Faut-il retenir une borne subjective liée à l'âge ? Classe d'âge, génération, cohorte, bien des essais de classification ont été effectués, en vain. Faut-il plutôt s'attacher à décrypter la place et les rôles occupés au sein de la société ? Un regard historique révèle des évolutions. Le libertinage sous la monarchie a cédé la place à celle de l'intérêt de la jeunesse comme force de travail (pendant l'industrialisation) et, selon la conjoncture, comme force de guerre. Après les années 50, nous en sommes arrivés au temps de son éducation et des apprentissages. Faut-il alors tenter de définir les caractéristiques d'un adulte et donc par défaut définir la jeunesse ? Qui n'est pas encore adulte, serait donc jeune. Là encore, les évolutions mettent en échec l'essai de catégorisation. A quel âge est-on adulte ? Dans quelle situation matrimoniale ? Quelle place occupe-t-on alors dans le monde du travail ? Selon le sexe, l'origine (socioprofessionnelle ou ethnique) et le diplôme aujourd'hui, bien des différences apparaissent. Rapidement, une certitude se

dessine: il existe des jeunes mais aussi des jeunesses, vécues différemment, s'impliquant différemment dans la société. L'image de la jeunesse est aujourd'hui largement exploitée comme modèle de toutes les classes d'âge : comment rester jeune après la quarantaine, après la retraite ? Rester jeune, physiquement, psychologiquement, socialement c'est à dire consommer, évoluer, participer, s'adapter, voyager.... Toutes ces interrogations nous permettent d'ores et déjà de poser les limites de cette recherche. Puisqu'il faut bien s'arrêter et cibler un objet précis, nous nous proposons alors d'étudier le témoignage de jeunes personnes, âgées de 20 à 25 ans, et qui peuvent être considérées, pour des raisons que nous découvrirons, comme de futurs adultes. Des auteurs comme Galland, « le sociologue français de la jeunesse » (1991) et Dubar pour les processus de socialisation (1991) nous permettront de mettre en perspective les contours de cette classe d'âge, mouvante et mouvementée. La construction de l'identité est une composante majeure de cette phase de vie, que nous allons analyser avec Erikson (1972).

Puis nous allons tenter de comprendre le rôle et l'action du politique à travers les dispositifs publics de lutte contre l'exclusion. Pour nous éclairer dans la compréhension de notre société, dans la visualisation des rapports sociaux et dans le repérage des enjeux autour du lien social, les sociologues de « la marge » (Barel, 1982, Castel, 1995, Paugam, 1996, Thomas, 1997) vont nous apporter les analyses nécessaires à la nuance d'une problématique telle que celle de l'exclusion. Cette lutte menée par les pouvoirs publics se transforme en liste de mesures destinées aux jeunes. Une présentation de ces dispositifs nous permet de faire le lien avec le deuxième pôle de notre problématique. Si la jeunesse fait l'objet de l'attention des hommes politiques, résume-t-elle, à elle seule la nouvelle question sociale (définie par Rosanvallon, 1995) ou alors faut-il aller chercher dans les fondements de l'action publique, une justification plus profonde ? Freund (1965) et à travers lui Weber, nous permettront de comprendre les enjeux de l'action politique à travers l'analyse de ses buts et ses moyens.

Pour comprendre la réalité cachée derrière la catégorie appelée jeunesse, plusieurs options étaient possibles. Nous aurions pu traiter le sujet en comparant des publics d'origine différente ou en interrogeant des parents sur les détails de cette phase de vie. Nous avons choisi de donner la parole à des jeunes pour tenter de comprendre de quoi est constituée leur vie quotidienne et avoir une approche approfondie de leur réalité. Le nombre d'entretiens a été réduit, faute de moyens et de temps d'investigation. Les données recueillies n'en sont pas moins riches. Les résultats sont présentés et interprétés dans la deuxième partie.

Pour traiter le deuxième aspect, nous avons tenté de connaître les représentations possibles des hommes politiques vis-à-vis de la notion d'autonomie. Nous posons alors comme principe qu'elles permettent en partie de comprendre le contenu des propositions. La thématique est celle de la finalité de l'action politique au sein d'une société moderne. Nous nous sommes livrées à une analyse de documents écrits et avons également rencontré des responsables politiques et d'action sociale. Nous avons ensuite comparé les éléments recueillis entre les personnes qualifiées et aussi avec les réponses des jeunes : Quelles sont les représentations réciproques des uns envers les autres ? Où se situent les décalages ? Quels sont les enjeux ? La restitution de notre analyse est l'objet de la troisième partie. Elle devrait nous permettre d'analyser le mode de relation entre une catégorie sociologique – la jeunesse – et les actions qui y sont destinées.

Par cette recherche, nous avons voulu alimenter les termes du débat à notre manière, grâce à une démarche de recherche sociologique, un moyen de mettre en évidence les conflits inhérents à la vie en société. Les enquêtes ont été réalisées en 2001 et un premier travail d'analyse nous a permis de présenter un mémoire en vue de l'obtention d'une Maîtrise de Sciences de l'Éducation (option développement social). Quelques années et un océan nous séparent du recueil des données et de la présentation de ce travail. Le mémoire qui vous est présenté ici est le fruit d'une nouvelle analyse. En effet, le temps nous a permis de prendre du recul par rapport à l'actualité. Nous nous sommes aussi efforcées de répondre aux exigences normatives

de présentation. Puis en conservant certains des concepts de départ, nous avons approfondi notre cadre théorique. Ainsi en utilisant les données de notre enquête, et grâce à une recherche méthodologique plus fine et plus poussée, nous avons bâti une analyse plus pertinente et questionné notre problématique sur le thème central du lien social. De plus, dans un souci de compréhension de la part de lecteurs québécois, nous avons explicité et « converti » les différents sigles et dispositifs français existants. Notons enfin que notre volonté d'alimenter les différentes composantes de ce débat s'avère pertinente puisque, en cette fin d'été 2005, en France, le débat est relancé, par d'autres acteurs, avec d'autres références porteuses de contradictions et sources de nouvelles controverses. Preuve que la vie continue.

PREMIÈRE PARTIE : PROBLÉMATIQUE ET RECENSION DES ÉCRITS

LA PERIODE DE LA JEUNESSE S'ALLONGE DANS UNE SOCIETE EN MUTATION

Notre problématique s'articule en trois temps. Dans le premier chapitre nous décrivons et analysons les phénomènes caractérisant la jeunesse d'aujourd'hui. Deux concepts clés guideront ce travail : la socialisation et la construction de l'identité. Pour situer notre recherche dans une échelle d'espace-temps, nous présentons dans le deuxième chapitre le contexte socio-économique du phénomène de l'allongement de la jeunesse en abordant l'idée de sa conception en une nouvelle question sociale. Une fois le décor planté, il s'agit dans le chapitre trois de questionner cette réalité, énoncer des hypothèses et présenter le protocole d'enquête, éléments constitutifs de notre cadre d'analyse.

CHAPITRE I. 1

LA JEUNESSE ET SES INCERTITUDES

Nous allons tenter de décrire un phénomène majeur mis en évidence par de nombreux indicateurs : l'allongement de la période de la jeunesse. Cette phase d'observation, « notre décor », sera éclairée d'apports théoriques qui nous amèneront à une réflexion personnelle.

1. 1 La jeunesse est faite de passages

Les observations historiques des représentations de la jeunesse permettent de mettre en évidence une ambiguïté : « la jeunesse fait peur en même temps qu'elle est une figure sociale positive ». Sous l'Ancien Régime, elle oscille de l'âge de l'impatience à l'âge des emportements. Les rapports fondamentaux au sein des familles ont deux caractéristiques majeures : l'autorité paternelle et la situation de dépendance prolongée. Puis, au cours du 18^{ème} siècle, deux évolutions sont signalées : la jeunesse prend place dans la société de cour. Elle devient l'âge d'apprendre et est considérée comme une force de progrès au moment de la révolution. L'ambiguïté énoncée plus haut se dessine plus clairement au 19^{ème} siècle. Pour Galland (1991), « la jeunesse est un personnage collectif, en partie fantasmé, dans lequel la société investit craintes et espoirs, sous le double signe de la menace et du renouvellement des générations⁶ ».

Au début du 20^{ème} siècle, une nouvelle phase de vie est inventée : l'adolescence, période marquée par un profond changement de personnalité, dont la puberté constitue le pallier décisif. Peu à peu, la famille cesse d'être une institution forte. L'individu acquiert le droit à une vie privée individuelle. L'école et les mouvements de jeunesse prennent une part grandissante dans le processus de socialisation et

⁶ O. GALLAND, *Sociologie de la Jeunesse*, 1991, p. 28

d'éducation. La sociologie de la jeunesse fait son apparition en France dans les années 60. Elle pose un paradigme : « la jeunesse, période de transition et de passage, devient un processus de socialisation⁷ ». Ce paradigme est le fondement de notre analyse théorique, nous y reviendrons.

1. 1. 1 Les repères se brouillent

Depuis les années 70, plusieurs évolutions majeures ont marqué la société française. Tout d'abord, l'apparition de la délinquance et du chômage de masse ont totalement transformé l'image de la jeunesse. Depuis les années 80, les politiques d'insertion se succèdent.

«Les politiques sont orientées autour de l'animation et de l'aide psychologique. Elles visent à traiter des populations qui vivent une période de désadaptation temporaire ou une inadaptation sociale structurelle due à de graves déficits personnels ou familiaux. D'autre part, il s'agit de gérer une situation de précarité de masse, centrée sur la problématique des inégalités⁸ ».

Dirn⁹ (1999) observe d'autres évolutions clés. L'opposition ville – campagne a disparu du fait des modifications des formes d'urbanisation. Les institutions majeures (église, école, armée) se sont affaiblies au profit d'associations et de réseaux locaux ou virtuels. La diversification des valeurs : absence d'un modèle dominant, chacun veut se constituer son système personnel. Le réseau familial (ou famille élargie) a été substitué par la cellule conjugale. Le modèle salarial est en crise depuis l'apparition de nouvelles formes de travail. Les inégalités se diffusent aux professions intermédiaires et aux nouvelles générations. Même si cette énumération est rapide, elle révèle les mutations profondes de la société. Nous aborderons certains aspects en

⁷ Ibid., p. 59

⁸ Ibid., p. 91

⁹ Louis, Dirn, « Société française, 20 ans de changement », *Sciences Humaines* N° 84, 1998

détail. Nous pouvons tout de même retenir un aspect fondamental : de nouvelles stratégies sont nécessaires pour entrer et faire sa place dans la société. Ainsi commence à se dessiner un des nouveaux défis lancé à la jeunesse.

La contribution de Boutinet (1998) nous permet d'apporter un éclairage différent : il met en évidence une nouvelle configuration de la vie adulte. Il fait référence à plusieurs auteurs. Lapassade, en 1963, a écrit : « L'entrée dans la vie, essai sur l'inachèvement humain ». Il remet en cause la conception normative et traditionnelle de l'adulte vu comme un accomplissement définitif. Puis, deux travaux publiés en 1995 ont retenu l'attention de Boutinet. Boulte dans « l'individu en friches » et Ehrenberg dans « l'individu incertain » évoquent les mutations de l'humanité. Le premier a une vision pessimiste de cette évolution et envisage la détresse humaine comme essentielle, inévitable et invincible. Ehrenberg (1995) caractérise l'individualisme « post » moderne par des responsabilités croissantes à assumer sans être certain des places disponibles. Boutinet (1998) se sert de ces analyses pour nous convaincre des transformations en cours du statut du monde adulte.

Pendant longtemps, l'âge adulte a été considéré comme un état, celui d'une maturité acquise. L'adulte se pense dorénavant comme perspective, celle d'une maturité vocationnelle jamais acquise. « L'adulte, parce que socialement inséré et pragmatiquement efficace dans les rôles qu'il tient, reste la seule référence possible pour les autres catégories d'âge ; et pourtant il tend de moins en moins à assurer ce pôle d'identification¹⁰ ». D'un côté, les témoignages actuels d'adultes montrent leur souci de rester jeune le plus longtemps possible. Mais d'un autre côté, par son nouveau statut d'être individualisé, l'adulte ballotté, vulnérabilisé et confronté à des situations complexes, éprouve une frustration. Il se sent aux prises avec de multiples dépendances. Ainsi, le stade ultime de la jeunesse serait lui-même malmené. Le modèle, la référence tomberaient en désuétude. Entre l'adolescence, période

¹⁰ J-P, Boutinet, *L'immaturation de la vie adulte*, 1998, p. 12

tumultueuse, et la vie adulte, qui doute, la jeunesse ne peut qu'éprouver un sentiment d'incertitude quant à son devenir. C'est le deuxième élément majeur et nouveau.

1. 1. 2 La sociologie de la jeunesse selon Galland : expérimentation et transition

Pour compléter la description du phénomène, il est nécessaire de revenir à Galland (1991). Ce temps de la jeunesse permet de franchir trois étapes : le départ de la famille d'origine, l'entrée dans la vie professionnelle, la formation d'un couple. Il va démontrer, chiffres à l'appui, que cette période dure plus longtemps qu'avant, et ce depuis une vingtaine d'années.

En France, l'allongement de la scolarité est considéré comme un des facteurs explicatifs du séjour prolongé dans la famille. L'enseignement secondaire et universitaire présente des courbes exponentielles d'effectifs depuis les années 50. Dès la fin des années 80, la volonté politique d'amener 80% d'une classe d'âge au baccalauréat, a été annoncée. 10 ans après, l'Éducation Nationale annonce 70% de réussite à cet examen. Les exigences de qualifications exprimées par le monde du travail ont suscité les poursuites d'études à des niveaux supérieurs. En 1999, sur les huit millions de 16-25 ans, 26% sont étudiants. Les formations techniques et technologiques ont du succès, notamment avec la création des baccalauréats professionnels.

« Évolution des scolarités »

	Année de sortie (effectifs en milliers)					
	90-91	92-93	94-95	96-97	1998	1999
Ecoles, licences et plus	88	101	131	154	146	162
DEUG ¹¹ , paramédical et social	34	30	30	33	43	36
BTS ¹² /DUT ¹³ et équivalents	65	75	93	92	95	89
Total des diplômés du supérieur	187	206	254	279	284	287
Bac généraux	52	61	69	80	86	74
Bac techno., professionnels et assimilés	63	82	91	97	93	103
CAP ¹⁴ /BEP ¹⁵ et équivalents	151	142	129	134	130	146
Total des diplômés du 2^d cycle secondaire	266	285	289	311	309	323
Brevet seul	59	60	53	49	54	55
Aucun diplôme ou Certificat d'Étude	128	112	107	101	102	103
Total des peu diplômés	187	172	160	150	156	158
<i>Ensemble des sortants</i>	<i>640</i>	<i>663</i>	<i>703</i>	<i>740</i>	<i>749</i>	<i>768</i>

Source : « *Premières synthèses* », Direction de l'Animation de la recherche, des études et de la statistique, 2001¹⁶.

¹¹ D. E. U. G. Diplôme d'Enseignement Universitaire Général (correspondant à deux années de baccalauréat au Québec).

¹² B. T. S. Brevet de Technicien Supérieur. Diplôme technique correspondant à un D. E. P. plus deux années de formation.

¹³ D. U. T. : Diplôme Universitaire Technologique, même type de diplôme qu'un B. T. S.

¹⁴ C. A. P. : Certificat d'Aptitude Professionnelle, équivalent à un Diplôme d'enseignement secondaire mais technique.

¹⁵ B. E. P. : Brevet d'Études Professionnelles, même type de diplôme que le C. A. P.

¹⁶ Tableau présentant "l'évolution récente des scolarités et de l'insertion professionnelle des jeunes pour 1998-2000, *Premières synthèses* de la D. A. R. E. S., Direction interne au Ministère de l'Emploi, 2001

En 10 ans, la part des diplômés du supérieur et des bacheliers augmente chacune de 8% des sortants (élévation du niveau de sortie et de la durée de la scolarité). La proportion de sortie des « peu diplômés » baisse de près de 10%. Pour Galland (1991), « l'école a réussi à imposer la croyance en la nécessité vitale du titre scolaire dans une trajectoire d'ascension sociale au moment même où la rentabilité professionnelle de la scolarité se met à décroître¹⁷ ». L'allongement de la scolarité a des incidences évidentes sur la durée de la cohabitation familiale. L'éloignement peut être hebdomadaire en fonction du lieu des études mais les parents restent largement sollicités. Le développement des sites universitaires dans les villes moyennes permet de rester plus longtemps au domicile familial. Malgré les aides existantes (bourses d'enseignement supérieur, allocation de logement social), la dépendance financière vis-à-vis des parents est réelle car quelques étudiants seulement (environ 5%) déclarent travailler tout au long de leur cursus.

Le développement des formations par alternance n'apparaît pas dans le tableau ci-dessus car les signataires ont un statut de salarié. Par contre, cette nouvelle formule d'emploi illustre le deuxième aspect dont parle Galland. L'entrée dans la vie professionnelle est non seulement plus tardive mais aussi l'accès au monde du travail plus progressif. Un ensemble de situations intermédiaires s'intercale entre la fin de la scolarité et l'emploi : chômage, emplois précaires, stages de formation. Deux faits ont particulièrement marqué les années 90 : au développement de la précarité de l'emploi, notamment chez les jeunes, s'ajoutent des phases d'insertion plus longues et plus incertaines pour les diplômés.

En 1987, 34,6% des 16-25 ans sont scolarisés. Les situations d'activités des autres sont les suivantes : 43,9% en emplois stables, 21,7% en situations précaires, 16,9% sont chômeurs, 13,1% sont inactifs et militaires. Douze ans plus tard (en 1999), la proportion de jeunes scolarisés a doublé (67%). Pour la part restante, 69% occupent un emploi, 26,8% sont chômeurs, 4,3% sont inactifs et militaires. Ces chiffres

¹⁷ op cit p. 128

confirment la scolarisation massive de cette tranche d'âge. Entre ces 10 ans, des écarts importants apparaissent : le taux de chômage a augmenté de 10 points. Les inactifs et militaires ont baissé de 10 points. Le taux d'emploi a légèrement augmenté. Pour 1999, nous ne connaissons pas la part des situations précaires chez les 16-25 ans mais pour les 15-29 ans elle se situe à 30%. Les formes d'aide à l'emploi se sont multipliées. Depuis 1990, le nombre d'emplois aidés¹⁸ pour les jeunes a progressé de 60%.

Dans le Portrait social de 2000, L'I.N.S.E.E.¹⁹ précise des éléments concernant le chômage. En 1999, 27% des jeunes chômeurs n'ont jamais travaillé, 25% recherchent un emploi depuis plus d'un an et 10% depuis plus de deux ans, 11% des jeunes actifs diplômés du supérieur sont au chômage. L'augmentation du taux de pauvreté chez les jeunes est également à signaler : 18% des 20-29 ans en 1998 contre 11% en 1990. L'entrée dans la vie professionnelle s'effectue de manière progressive et discontinue. Une alternance de périodes d'emplois ou d'activités et de périodes de chômage se met en place. « Les jeunes sont obligés de redéfinir une relation satisfaisante entre leurs ambitions et un objectif professionnel crédible. Ils sont souvent contraints à accepter une position inférieure à celle que leur diplôme leur permettait d'obtenir²⁰ ». Cet état de fait prolonge la dépendance à la famille et retarde l'installation dans un logement personnel.

Le troisième indicateur retenu par Galland (1991) pour caractériser la jeunesse concerne la formation d'un couple. Cette expérience est également repoussée. Là aussi, l'âge et la manière de formation du couple se sont modifiés. En 1982, les hommes vivaient majoritairement en couple à partir de 24 ans, les femmes à partir de 23 ans. En 1987, l'âge moyen a reculé d'un an pour chaque groupe. Même si l'âge moyen de départ du domicile familial reste stable à 21 ans, seuls 17% des jeunes

¹⁸ Les emplois aidés : expression permettant de résumer tous les contrats de travail spécifiques existants qui consistent pour l'État à prendre en charge une part plus ou moins importante des charges sociales. Ils font partie intégrante des mesures d'insertion et participent à la redéfinition des interventions de l'État-Providence, dans un contexte de forte perte d'emplois salariés.

¹⁹ I. N. S. E. E. : Institut National de la Statistique et des Études. *Les jeunes. Portrait social*, 2000.

²⁰ Op. cit. p. 141-146

vivant dans un logement paient eux-mêmes leur loyer. Une véritable indépendance vis-à-vis des parents n'est pas acquise. Le tableau ci-après donne des précisions par sexe et tranche d'âge.

Mode de cohabitation des jeunes	15 – 19 ans		20 – 24 ans		25 – 29 ans		Ensemble	
	1990	1999	1990	1999	1990	1999	1990	1999
Hommes chez parents	91.3	93.2	60.4	66.6	24.4	28.2	58.8	62
Femmes chez parents	91.7	92.5	48.4	52.2	12.1	15.2	50.1	52.1
Ensemble chez parents	91.5	92.8	54.4	59.4	18.2	21.7	54.5	57.1

Source I. N. S. E. E., enquêtes Emploi de janvier 1990 et janvier 1999. En %²¹

Ce tableau nous indique que en 10 ans, les taux de cohabitation augmentent tous et principalement pour les 20-24 ans. En 25 ans, le nombre d'unions concernant des hommes de 15 à 29 ans a chuté de 63%, et celui concernant les femmes de 55%. Galland (1991) note également le recul du mariage mais repère de nouvelles formes de vie en couple. Il tente trois analyses. « Une nouvelle idéologie amoureuse » accompagnerait le déni des institutions avec une évolution des attitudes concernant le patrimoine, l'autorité et la cellule familiale. Sa deuxième interprétation, non exclusive, met l'accent sur la modification des relations entre les sexes et des attitudes des filles. Leur autonomie financière liée au taux d'activité et un système d'association symétrique au sein du couple introduisent un changement des modèles. Enfin, la dernière tentative d'interprétation est la transformation du calendrier de l'installation matrimoniale, la norme étant de s'établir professionnellement avant de former une union stable. Même si les unions (de fait ou informelles) sont plus précoces et peuvent être vécues sous le toit des parents, il faut noter que de plus en

²¹ L'I. N. S. E. E. a bien enregistré l'allongement de la jeunesse. Les investigations concernent désormais les 15-29 ans.

plus de femmes retardent l'arrivée du premier enfant. L'âge moyen de la maternité augmente régulièrement : 29,2 ans en 1997 contre 26,5 ans en 1977.

Ces éléments constituent un phénomène sociologique qu'il s'agit de circonscrire. Le passage de l'adolescence à la vie adulte est modifié et retardé. La jeunesse, cycle de vie, s'allonge car l'obtention d'un diplôme est devenue synonyme de lutte acharnée. La scolarisation et la lutte acharnée pour l'obtention d'un diplôme. La situation économique et institutionnelle a fragilisé et précarisé l'ensemble de la classe d'âge. Des trajectoires nouvelles se constituent pour atteindre l'âge adulte, comme par exemple la formation d'un couple.

Ainsi, le scénario serait le suivant :

Les études sont suivies jusqu'à l'obtention d'un diplôme, supposé donner des garanties d'accès à l'emploi et une ascension sociale. Pendant ce temps, l'étudiant habite chez ses parents. A l'issue de cette période d'apprentissage scolaire ou universitaire, il s'agit de mettre en œuvre une énergie et des stratégies nécessaires à la recherche d'un emploi. Sans expérience professionnelle, le candidat se heurte à la concurrence de ses pairs mais aussi de ses aînés. Le doute s'installe... Aussi, il est plus sûr de rester chez ses parents. Obtenir un logement sans ressource personnelle relève de l'utopie. La relation amoureuse bat son plein mais, là aussi, il existe des périodes de doute et de ruptures. Pour avancer dans ce parcours déjà incertain, peut-être faut-il se spécialiser ? Partir de sa région ou à l'étranger ? Faire jouer un réseau socioculturel plus ou moins riche ? Peut-être faut-il se faire connaître par un stage en entreprise, celle où travaille un membre de la famille ? Pendant ce temps, les mois défilent. La cohabitation familiale s'organise. Il n'est plus question de vivre en couple, ni d'autonomie financière.

Deux modifications majeures apparaissent. D'abord, « la transmission d'un modèle commun des parents à leurs enfants, l'identification des derniers à leurs ascendants ne suffisent plus à la construction du statut adulte et de l'identité ». Ainsi pour reprendre Galland (1991), la jeunesse pourrait être une phase d'expérimentation, faite d'avancées et de reculs, de réussites mais aussi d'échecs. Ensuite, la jeunesse serait une période moratoire vécue plus ou moins facilement selon le cursus scolaire et l'environnement familial existant. Chacun calcule ses chances d'atteindre une position sociale et professionnelle, une place au sein de la société, tout en faisant référence à ses ambitions personnelles nourries dans le passé.

Ainsi, alors que les vertus de la jeunesse sont mises en avant (force, beauté, vivacité, esprit de décision, compétition), les jeunes eux-mêmes n'ont plus accès à l'ascension sociale promise et attendue. Le processus de socialisation se complexifie. L'entrée dans la société ne va plus de soi, Galland (1991) parle « d'ambiguïté sociale ».

1. 2 Socialisation et identité : les clés de compréhension

Identité et socialisation sont liées. Pour Dubar (1991), l'identité est un produit des socialisations successives. Alors par quel concept commencer ? Il nous semble logique d'aborder en premier lieu celui de socialisation puisqu'elle est un processus, encore existant à la période de la jeunesse, et que son aboutissement serait la construction d'une identité.

1. 2. 1 La socialisation chez Dubar : des exercices d'apprentissage

Selon le Dictionnaire de Sociologie (2004), la socialisation peut se définir comme suit.

« Les processus par lesquels les individus s'approprient les normes, les valeurs et rôles qui régissent le fonctionnement de la vie en société. Elle a deux fonctions essentielles : favoriser l'adaptation de chaque individu à la vie sociale et maintenir un certain degré de cohésion entre les membres de la société ».²²

Cette définition donne déjà des repères : les références culturelles sont les contenus indispensables à approprier par toute personne en devenir. Cet apprentissage conditionne l'intégration dans la vie sociale soit l'entrée en société. La socialisation contient un enjeu collectif à moyen terme, le lien social et sa continuité. Derrière cette notion, deux perspectives s'opposent. La première, relevant du déterminisme, est défendue par Durkheim et Parsons. Ce modèle considère ce travail comme celui du conditionnement d'un individu, objet perméable aux principes éducatifs ou normatifs inculqués par les adultes (ou les institutions), imprimés de manière indélébile dans ses pratiques. Cet apprentissage est nécessaire à la reproduction de la société dans ses formes et dans ses principes. La deuxième perspective relève de l'interactionnisme (Mead en est le pionnier). La socialisation vise alors l'épanouissement d'un individu en devenir et en interaction avec un entourage bienveillant.

Dans son ouvrage de référence sur ce thème, Dubar (1991) fait lui aussi référence à différents auteurs pour étayer son analyse et tenter de faire comprendre ce que recouvre ce processus de socialisation. Selon nous, ils se situent dans la deuxième conception. Tout d'abord nous retenons celle de Weber (1920) qui précise le type de société dans laquelle l'activité humaine s'inscrit. Il reprend l'idée d'une réciprocité entre des sujets en précisant que le comportement d'autrui induit le déroulement de l'activité humaine. Chacun fait en fonction de ce que l'autre attend de lui. « La

²² Dictionnaire de Sociologie, 2004, p345 et suiv.

socialisation sociétaire est l'expression d'une constellation d'intérêts variés (à la différence de la socialisation communautaire) du fait de la rationalisation de cette société. Elle est basée sur la fragmentation de l'espace social en domaines juridictionnels distincts fixés officiellement et déterminés par des règles spécifiques c'est à dire des lois ou des règlements administrés²³». Weber nous alerte sur un point essentiel : les champs de l'activité sociale sont de plus en plus cloisonnés. Pour entrer en société, il est nécessaire d'en connaître les règles spécifiques. Il met en valeur le rôle central des institutions et des lois qui leur correspondent. Ainsi cette analyse nous amène à une idée nouvelle. La socialisation imposée aux individus par la rationalisation dépasse la sphère du travail, notamment. Elle consiste à être un expert doté de compétences et de savoirs, permettant de décoder le fonctionnement institutionnel.

L'autre réflexion nous vient de Habermas (1981) qui considère la socialisation comme le premier processus explicatif de l'individualisation. Il distingue deux systèmes d'activités sociales. L'agir instrumental relie autour des processus de travail les finalités économiques et les moyens techniques et organisationnels pour les atteindre. Le sujet a un travail à fournir, une stratégie à mettre en place pour entrer dans un système économique et social préexistant. L'agir communicationnel structure l'interaction entre les individus au moyen des pratiques langagières. Le sujet doit nécessairement entrer en communication avec autrui. Cette interaction est réciproque. Elle lui permet de « naviguer entre pouvoir et légitimité », donc de définir sa place. « La question de la socialisation se joue dans cette relation entre système de production et monde vécu des relations sociales²⁴ ».

Ces premiers éclairages nous permettent d'élargir notre analyse par rapport à la jeunesse. Jusqu'à maintenant, nous avons parlé de transition entre deux âges, entre deux cycles de vie, d'un passage entre enfance et vie adulte. Ces auteurs nous suggèrent que la socialisation va bien au-delà. Il est nécessaire de considérer le sujet

²³ C. Dubar, *La socialisation*. 1991. p. 90

²⁴ Ibidem, p. 93-95

comme devant entrer dans une société édifée : complexe, faite de codes et de règles à découvrir, dans un collectif de sujets où la réciprocité, mais également le pouvoir, sont la base de toute relation. Le temps de la jeunesse serait un temps de passage entre une sphère privée (famille, activités personnelles, groupes de pairs) et une sphère publique composée des principales institutions existantes dans la société (politique, religion, lois et administration...).

Dubar (1991) lui-même propose une approche compréhensive de la socialisation. Elle suscite tout notre intérêt, d'abord d'un point de vue méthodologique. «C'est par l'analyse des mondes construits mentalement par les individus à partir de leur expérience sociale que le sociologue peut le mieux reconstruire les identités typiques pertinentes dans un champs social spécifique....Les représentations actives structurent le discours des individus sur leurs pratiques sociales spécialisées grâce à la maîtrise d'un vocabulaire, à l'intériorisation des recettes, à l'incorporation d'un programme, bref à l'acquisition d'un savoir légitime²⁵». Puis au niveau analytique, nous retenons sa conception de la socialisation comme un apprentissage de contenus préalablement établis et précise les indicateurs permettant de les repérer. La communication est basée sur la maîtrise d'un vocabulaire, sous-entendu spécifique à chaque champ. Les lois et règlements deviennent des recettes et un programme. Il nous suggère d'observer les expériences et pratiques sociales des individus, des indices précieux pour l'enquête à venir.

Avant d'aborder le deuxième concept, il est important de synthétiser ce que recouvre le processus de socialisation. Elle s'opère par des échanges avec d'autres sujets. Elle suppose un apprentissage de normes et de valeurs fixées à l'avance. Ce travail nous a permis de préciser les différents types de passage sensés s'opérer pendant cette phase d'apprentissage que représente la jeunesse. L'individu passe de l'enfance à la vie adulte, souvent appelée socialisation primaire en psychologie. L'école en est un des moyens. En même temps, il sort progressivement de la famille pour aller vers la

²⁵ Op.cit. p. 107

société. La valeur travail en est la base mais n'est pas la seule. Un troisième mouvement s'opère de la sphère privée à la sphère publique, les institutions réglementant la vie en société.

Nous reviendrons plus en détail sur ces passages dans la deuxième partie. Il est temps maintenant d'éclairer l'objectif de ce processus de socialisation : la construction d'une identité.

1. 2. 2 La construction de l'identité selon Erikson, une œuvre de longue haleine

L'identité est un mot issu du latin *identitas* : Qualité de ce qui est le même, et de *idem* : le même. Cette première indication nous amène à penser que l'identité est liée à un modèle de référence. Le Dictionnaire de Sociologie (2004) interpelle notre analyse critique en questionnant l'appartenance ou non de ce concept à la sociologie. En réalité, son utilisation est largement partagée avec la psychologie et la psychosociologie qui va s'intéresser aux identités individuelles et à leur processus de construction. Les sociologues étudient, plus « traditionnellement » les identités collectives (genres, professions, classes sociales). Deux alternatives sont alors possibles. Le groupe peut être restreint aux pairs, à la famille ou alors plus élargi à la Nation, à la classe sociale. Mead et Goffman vont par exemple s'intéresser aux processus d'individualisation par interaction avec l'environnement. Ces différentes approches nous permettent de comprendre que l'identité représente l'articulation entre plusieurs instances sociales. Cette construction identitaire évolue du fait même de l'évolution des cadres de socialisation (et de transmission) que sont la famille, le travail,...

C'est Erikson (1972) qui va guider notre analyse. Dans la mesure où il se base sur des observations et expériences de thérapeutes, nous serons prudentes en terme de référence. En effet, il tente de définir l'identité en étudiant les crises d'identité de ses patients. Cet aspect ne nous concerne pas directement. Par contre dans la mesure où il

traite de la construction de l'identité pendant l'adolescence et aborde la phase de la jeunesse, ses apports sont essentiels.

Dans sa préface, une phrase clé a retenu toute notre attention. « On peut seulement explorer le thème de l'identité en constatant, dans toute sorte de contextes, à quel point elle est indispensable.²⁶ » D'emblée il met en garde sur la complexité de cette notion et reste humble quant à ses travaux. Mais en même temps, il révèle son caractère fondamental.

1. 2. 2. 1 L'identité ou la marque intime.

Ce processus se met en œuvre au moment des profondes mutations biologiques et psychologiques de l'adolescence. La formation de l'identité commence là où cesse l'utilité de l'identification (effective pendant toute l'enfance). L'identité, au terme de l'adolescence, est subordonnée à toute identification singulière à des individus du passé : elle renferme toutes les identifications signifiantes, mais elle les transforme aussi de façon à faire un tout raisonnablement cohérent et spécifique. Le sentiment optimal d'identité est vécu simplement comme un bien-être psychosocial : être chez soi dans son corps, savoir où l'on va, assurance extérieure d'une reconnaissance anticipée de la part de ceux qui comptent²⁷ ».

Deux éléments extérieurs peuvent ralentir ou prolonger sa construction : le défaut d'une éthique d'adultes, garante d'une égale chance d'expérimenter le cycle de l'humanité (comment prendre soin de ceux à l'égard desquels on se trouve engagé ?), un contexte fort de progrès scientifique et technique.

²⁶ E. Erikson, *Adolescence et crise. La quête d'identité*, 1972. p. 5

²⁷ Ibidem.p. 165-168/173

« La jeunesse, dans toute sa variété, partage un sort commun, à savoir une transformation au niveau du processus générationnel lui-même. A aucun autre stade, la promesse de se trouver et la menace de se perdre ne sont aussi étroitement liées. Elle ressent à la fois un sentiment d'une identité personnelle, dérivée peu à peu d'expériences infantiles, et d'une identité partagée, expérimentée dans des rencontres avec une communauté de plus en plus large. Le jeune doit opérer des sélections de plus en plus serrées en matière d'engagements personnels, professionnels, sexuels et idéologiques²⁸ ».

L'identité d'une personne se construit par identifications, expériences et communication avec des cercles qui s'élargissent au fil du temps (cercle que l'on pourrait appeler réseau). Elle joue entre l'originalité (chaque personne se veut unique) et la conformité (nécessaire à l'entrée en société).

Érikson (1972) parle aussi de période moratoire comme « un délai accordé à quelqu'un qui n'est pas encore prêt à faire face à une obligation ou imposé à celui qui aurait besoin de prendre son temps. C'est une période caractérisée par une marge d'options diverses, accordée par la société²⁹ ». Cette période retarde le moment où ce groupe d'âge aura la place dont il a besoin et dans laquelle on a besoin de lui. Il présente cette période d'une manière plus optimiste et positive que Galland (1991) puisqu'il la considère comme nécessaire et non comme une parenthèse, même si les deux s'accordent sur sa caractéristique principale : le doute.

Erikson complète ce qui a été vu précédemment. Au-delà d'un processus individuel, la construction de l'identité dépend de la relation établie avec autrui, de la place qu'il vous laisse, de la reconnaissance qu'il vous porte. Autrui évolue de la sphère privée (les relations interpersonnelles) à la sphère publique (que nous définissons très schématiquement par l'appartenance à une société régie par l'action politique).

²⁸op. cit. p. 260-261

²⁹op. cit. p. 164

1. 2. 2. 2 Identité sociale et identité professionnelle : deux vecteurs clés

Pour approfondir la notion d'identité sociale, il est nécessaire de revenir au travail de Dubar (1991) qui s'inspire de Freud et de Goffman. Du psychanalyste il retient une dualité : « identité pour soi et identité pour autrui sont inséparables mais liées de façon problématique³⁰ ». L'on comprend que l'une et l'autre doivent se rejoindre d'une manière cohérente. Puis pour élargir sa réflexion, il reprend le schéma de Goffman (1963). Les « identités sociales virtuelles » (attribuées par les institutions) et les « identités sociales réelles » (intériorisées par les individus eux mêmes) (Goffman, 1963, p. 12) évoluent dans le temps et l'espace. Dubar propose alors que « l'analyse sociologique repère les mouvements qui affectent les modèles sociaux d'identification³¹ ».

On voit apparaître une explication possible à l'idée d'ambiguïté sociale posée par Galland (2001) à propos de la jeunesse. Pour la société d'aujourd'hui, elle serait un modèle, ses caractéristiques sont mises en valeur. Mais, à l'inverse, les attributs que portent la jeunesse ne sont pas forcément gratifiants. On associe trop souvent le jeune au chômeur et le jeune au délinquant pour que la jeunesse n'en soit pas dupe. Ce paradoxe nous paraît être un possible élément de compréhension des situations qui vont être étudiées.

³⁰ Op.cit. p. 112

³¹ Op.cit. p. 120

Dubar (1991), dont le terrain d'étude est la socialisation professionnelle met l'accent sur plusieurs indicateurs déterminants.

« Les choix d'orientation, la spécificité disciplinaire, la sortie du système scolaire représentent une anticipation forte et un acte significatif du futur statut social. La confrontation avec le monde du travail représente un enjeu identitaire important : reconnaissance par autrui de ses compétences, de son statut et de sa carrière, construction par soi de son projet, de ses aspirations donc de son identité possible³²».

La stratégie mise en œuvre met en jeu l'image de soi, l'appréciation de ses capacités, la réalisation de ses désirs. Il développe le même thème que Galland appelle l'expérimentation : cette identité est vouée à des ajustements et des reconversions successives. Il termine en soulevant un paradoxe que Erikson pourrait appeler la confusion d'identité : la jeunesse est marquée par l'incertitude alors même qu'elle accompagne le passage à la vie adulte donc à une forme de stabilisation sociale.

Ce concept d'identité avec celui de socialisation paraît donc essentiel pour éclairer le cycle de vie qui nous intéresse. Nous en retenons deux idées majeures. La jeunesse est un processus de socialisation dans la mesure où elle est un passage entre différents états qui nécessite, pour se réaliser : connaissance et reconnaissance, communication, incorporation des règles de vie en société, apprentissage des lois. La jeunesse serait le stade majeur de la construction d'une identité, pour soi et pour autrui, mais aussi une identité sociale et notamment professionnelle. Elle nécessite un temps plus ou moins long. Elle suppose que la société lui fasse une place. Nous allons donc tenter, dans le chapitre suivant, de situer le contexte sociétal dans lequel évoluent les jeunes.

²⁰Op.cit. p. 122-123

CHAPITRE I. 2

LA JEUNESSE COMME NOUVELLE QUESTION SOCIALE ?

Le titre de ce chapitre est pour le moins inquiétant et pourtant il nous semble résumer l'apparition de plusieurs phénomènes structurels et conjoncturels au sein de la société. Nous allons tenter de définir ce que recouvrent les termes utilisés dans les différentes tendances du débat portant sur l'autonomie de la jeunesse. Le consensus existe sur une posture générale qui pourrait être la suivante : les jeunes de 16 à 25 ans sont dépendants de leurs parents. Ils n'arrivent pas à trouver un travail stable et, pour être autonomes, ils devraient être aidés financièrement par la collectivité. La première question soulevée par les revendications des jeunes (par l'intermédiaire de leurs syndicats et associations) est celle de la raison majeure qui fonde la nécessité d'une intervention. Le chômage et la paupérisation qu'il entraîne touchent majoritairement les jeunes, incapables, de ce fait de se procurer les moyens matériels nécessaires à leur autonomie. « Ils sont privés de droits sociaux » dénonce le Président de la Mutuelle Étudiante. Il aborde ainsi le problème d'une partie de la jeunesse, celle qui ne travaille et qui n'est pas scolarisée. Le deuxième problème est celui des règles d'attribution d'une allocation d'autonomie. Le syndicat étudiant majoritaire et proche des partis de gauche, « souhaite une allocation universelle, non contingentée et individualisée, avec un montant fixe pour tous et un montant variable en fonction de la situation du jeune et de celle de sa famille ». L'allocation servirait alors, à résoudre des problèmes graves tels que la précarité, la marginalité, l'exclusion et, dans ce cas, pourrait être soumise à certaines conditions. Mais, elle serait aussi versée à tous les jeunes, à partir d'un certain âge, d'un certain stade. Comment peut-on répondre au paradoxe contenu dans la formule « universalisée et individualisée » ? Le dernier aspect qui nous intéresse est le glissement du débat vers l'émergence d' « une question sociale ». Véritable « épée de Damoclès » au dessus de la tête des

gouvernants, son évocation fait référence à leur responsabilité en terme de maintien de la cohésion sociale. Que deviennent les liens entre les générations, puis entre les acteurs économiques et les jeunes ? Nous approfondirons le terme de la question sociale avec Rosanvallon (1995) au cour de ce chapitre. En mettant au défi la capacité de la société française à maintenir une solidarité vis-à-vis d'une partie de sa population en détresse, les protagonistes questionnent le rôle du politique dans la régulation des rapports sociaux. C'est ce qui fonde notre analyse.

Pour tenter de comprendre les différents aspects de ce débat, il nous a semblé indispensable d'en situer le contexte socio-économique et d'approfondir ce que recouvrent les notions de précarité, de marginalisation et d'exclusion, si présentes dans les différents avis et contributions. Pour alimenter notre problématique, nous verrons comment la notion d'autonomie peut être comprise à partir de nos lectures et des deux rapports qui ont fondé le débat de l'Assemblée Nationale. Dans un cadre d'analyse plus général de l'action politique, nous présenterons les différentes mesures existantes.

2. 1 La société évolue

2. 1. 1 Une chronique du salariat par Castel : les écarts se creusent

Plusieurs indicateurs ont déjà été évoqués dans le Chapitre I.1. Nous allons les passer en revue en les précisant. Les mutations de la société française sont nombreuses, d'un point de vue sociologique, économique et politique pour nous rappeler que la réalité sociale est complexe.

Un premier phénomène se distingue : les inégalités de revenu se creusent à nouveau : Le chômage de masse et les échanges économiques d'échelle planétaire sont les principales causes de la montée des inégalités depuis 20 ans. Les mutations de l'organisation du travail expliquent certains écarts. En 1975, 80% de la population active est en contrat à durée indéterminée ; en 1995, il en reste moins de 65%. Le

nombre de salariés à temps partiel est passé de 7% en 1980 à 17% en 2001. 41% des demandeurs d'emploi étaient indemnisés en 1999 contre 52% en 1992 ³³.

Dans son ouvrage sur le salariat, Castel (1995) observe les mutations de la société salariale. Depuis les années 30 et jusqu'aux années 70, plusieurs transformations se sont opérées. Deux nouvelles catégories sont apparues, ce sont les employés puis les cadres moyens et supérieurs. Le développement des activités tertiaires a entraîné la croissance du nombre de salariés non ouvriers dans les services, commerce, banques, administration, communication. Ainsi l'auteur nous montre que le salariat, « cet espace social, est traversé par le conflit et le souci de différenciation ³⁴ ». Un certain nombre de blocs coexistent. Ils sont à la fois séparés et unis par une logique de distinction (individualisme, consommation, efficacité, dynamisme) qui joue au sein de chaque ensemble comme entre les différents ensembles.

En cette fin de 20^{ème} siècle, il constate une nouvelle rupture : « le retrait de la croissance et la fin du quasi plein emploi se mêlent à la réapparition d'un profil de travailleurs sans travail, lesquels occupent littéralement dans la société une place de surnuméraires, d'inutiles au monde ». Le chômage en est la manifestation la plus visible. La précarisation du travail en est une autre caractéristique. Elle se manifeste par une foule de situations hétérogènes et différentes, par exemple les emplois aidés³⁵, c'est à dire soutenus par les pouvoirs publics. « Ces mesures ressemblent à d'anciennes formes d'embauche, lorsque le statut du travailleur s'effaçait devant les

³³ Alternatives économiques N° 195 « Les inégalités ». 2001

³⁴ R. Castel *Les métamorphoses de la question sociale*. 1995. p. 591

³⁵ Les emplois aidés : expression permettant de résumer tous les contrats de travail spécifiques existants qui consistent pour l'État à prendre en charge une part plus ou moins importante des charges sociales. Ils font partie intégrante des mesures d'insertion et participent à la redéfinition des interventions de l'État-Providence, dans un contexte de forte perte d'emplois salariés.

contraintes du travail ». La flexibilité et le recours à l'intérim³⁶ notamment permettent d'ajuster le flux de la force de travail à celui des commandes.

Castel (1995) parle alors de dualisation du marché du travail, constitué d'« un marché primaire formé d'éléments qualifiés, mieux payés, mieux protégés et plus stables et d'un marché secondaire constitué de personnels précaires, moins qualifiés, directement soumis aux fluctuations de la demande³⁷ ». Ces salariés sont principalement des jeunes sans qualification, des immigrés, des femmes, des travailleurs âgés incapables de suivre les reconversions. Pour de nombreux jeunes en particulier, il faut tenter de conjurer l'indétermination de leur position, c'est à dire choisir, décider, trouver des combines et garder une estime de soi pour ne pas sombrer. Ces expériences sont des aventures à hauts risques.

Ainsi apparaît un troisième phénomène : la « nouvelle » pauvreté ou plutôt la réapparition de certaines formes de pauvreté. La création par le gouvernement d'un Observatoire National de la Pauvreté et l'Exclusion en 1998 atteste de la gravité de la situation. Son premier rapport, en 2000, tente une approche sémantique et statistique. La pauvreté signifie une insuffisance de ressources. Se pose alors la question des seuils et du type de ressources à prendre en compte. La précarité renvoie aussi à l'instabilité et la fragilité des situations. En conclusion, ce rapport admet qu'il est quasiment impossible de donner un chiffre qui permettrait d'évaluer l'ampleur du phénomène au sein de la société. Quelle catégorie administrative ou sociale retenir ? Quel critère de ressource choisir ? Dans un souci d'information, le rapport signale tout de même une étude réalisée auprès de jeunes sortis du système scolaire sans diplôme. En 1992, 35% soit 146000 jeunes sont dans cette situation. Cinq ans plus tard, 50% sont autonomes, 21% dans une situation de dépendance (chômeurs, pas de

³⁶Le travail intérimaire s'organise sous forme de missions. Un employeur qui a besoin de personnel temporairement, s'adresse à une agence intérimaire qui le met en relation avec d'éventuels employés. Ce travail se développe beaucoup en France depuis les années 80. Certains salariés restent ainsi plus de deux ans dans la même entreprise. D'autres changent toutes les semaines. Les salaires sont intéressants car une prime de précarité est versée régulièrement. Les jeunes sont souvent embauchés de cette manière. Mais personne n'est assuré de la continuité d'une mission.

³⁷ Op. cit. p. 658

moyens de subsistance propre), 33% sont dans une situation transitoire voire précaire. Dans ce cas, le soutien familial paraît indispensable. Qu'en est-il si ce dernier ne peut pas ou plus jouer son rôle ? On retrouve la phase d'expérimentation évoquée par Galland (1991) mais le risque de marginalisation est réel si le réseau familial ou de proximité est absent.

Il nous semble intéressant de circonscrire cette notion en explorant les différentes approches sociologiques déjà effectuées sans énumérer des données chiffrées.

2. 1. 2 La marginalité et l'exclusion : les risques d'implosion sont réels

Barel (1982) analyse la marginalité sociale. Selon nous, son apport a un intérêt méthodologique et théorique. En effet, il envisage la notion d'objet et d'événement invisible. Il propose, pour comprendre un phénomène, d'observer le non-événement, le non-objet. La tâche s'avère difficile mais elle revêt, nous semble-t-il un intérêt scientifique original : chercher à voir, à observer et à décrire ce qui ne se voit pas. « L'événement est toujours à la fois une chose et une autre, souvent son contraire ou son contradictoire.³⁸ » L'invisible social est réel. Cette réalité est de l'ordre de la relation, relation entre fait et cause ou conséquence. Il argumente et illustre sa méthode par sa recherche sur la marginalité sociale. En effet, il remet en cause l'ouverture d'un débat sur la marginalité du fait d'une probable réapparition du phénomène. A la manière de Castel (1995), il nous rappelle qu'il est plutôt constitué de « vieux problèmes ». L'hétérogénéité des situations entraîne une impossible analyse statistique. Ainsi le marginal est un être perçu comme se mettant hors système du fait d'une inadaptation quelconque. Barel (1982) propose alors d'utiliser « la métaphore de la particule et du champ ». Sa démonstration peut se traduire par une posture sociologique de type empirique. En observant le particulier et ses logiques, il est possible de découvrir les propriétés du général, la métaphore étant un

³⁸ Y. Barel, *La marginalité sociale*, 1982, p. 13

procédé de représentation par analogies. Barel nous dit que « il n'y a pas seulement reflet passif de l'un sur l'autre , il y a transformation active, par le biais de toutes sortes de pratiques sociales, du champ social en particule marginale ». ³⁹ Il veut ainsi montrer ce qui relie la marginalité à la société, tout en rendant ce lien invisible, puisque la marginalité est la rupture rendue visible d'avec la société.

Le rapport du marginal à l'argent est perçu comme inhabituel, anormal. « L'absence sociale » (forme de négation sociale ou puissance négative) peut être un critère de marginalité. Toutes les marginalités portent ce stigmate de refuser ou de ne pas pouvoir gérer correctement le rapport au travail et à la production. Le mode de vie du marginal présente des signes extérieurs tels que le langage, la gestuelle, les vêtements. Pour chacune de ces particules, Barel (1982) démontre que le fonctionnement invisible de la société « normale » relativise ce qui est de l'ordre de la marginalité visible. Cette analyse et la connaissance que l'auteur transmet nous permettent de rappeler et de mesurer que ce risque est couru quotidiennement par les personnes dont parle Castel (1995). Quel que soit leur âge, les travailleurs en situation précaire, instable, peuvent se retrouver à la marge du marché du travail, à la marge de la vie collective. L'autre figure largement usitée depuis les années 90 est celle de l'exclusion, un concept controversé depuis.

Paugam (1996) avance qu'elle est « un paradigme sociétal » dans le sens où elle regroupe « un ensemble de représentations de l'ordre social. Elle suscite une réflexion sur ses fondements et ses modes de régulation ⁴⁰ ». L'exclusion sous-tend une idée de menace et révèle une crise du lien social. Thomas (1997), par comparaison avec le phénomène de la pauvreté, y voit un élargissement du champ d'étude aux exclus potentiels, envisagés comme précaires, fragiles. Thomas (1997) y voit aussi « une catégorie d'action publique et de classement social, un repérage d'états et de processus ⁴¹ ». Cette notion a été controversée au fur et à mesure de son apparition et

³⁹ Ibiem, p. 71

⁴⁰ S. Paugam, *L'exclusion, l'état des savoirs* 1995, p. 16

⁴¹ H. Thomas, *La production des exclus*, 1997, p. 2-3

de sa « surmédiation » mais aussi grâce à la connaissance accumulée par l'étude des situations multiples rencontrées. En effet, force est de constater que ces situations d'exclusion regroupent trois caractéristiques intrinsèquement fluctuantes. Leur hétérogénéité (regroupement des handicapés, des jeunes de banlieues,...), leur instabilité (culture de l'aléatoire) et leur évolution (profils sans cesse renouvelés) nous empêcheraient de les nommer avec le même sème, de les réduire à la même notion. D'autre part, les deux auteurs renvoient aux mêmes incertitudes, interrogations : est-ce un état ou un processus ? Est-ce un phénomène individuel lié à une trajectoire de vie ou un phénomène de masse lié à des mécanismes précis ? Quelles en sont les représentations ?

Thomas (1997) met en évidence deux logiques différentes qui, à notre avis, se complètent. « Une logique statique » renvoyant au cumul des manques et des handicaps dans les domaines des bas revenus, de l'habitat, de la santé, de la formation puis des relations sociales. « Une logique dynamique » dans laquelle un accident, un déséquilibre provoquent une faiblesse définitive. Paugam (1996) apporte une analyse différente dans la mesure où il souligne les représentations de cette catégorie de la population. « Ceux que l'on appelle les pauvres ou les exclus sont désignés comme tels en fonction des normes spécifiques de bien être et de participation à la vie collective en vigueur dans chaque société à un moment de son histoire⁴² ». C'est dire toute la subjectivité de ce terme. Le rapport social à l'exclusion peut se définir à partir d'une dimension « macro-sociologique ». Les formes institutionnelles des interventions sociales auprès de ces populations traduisent la perception sociale de l'exclusion, l'importance que les sociétés accordent à ces questions et la manière dont elles entendent les traiter. A l'inverse nous pouvons analyser des phénomènes micro-sociologiques que sont le sens des expériences vécues, les comportements, les modes d'adaptation des personnes qui rencontrent ces situations.

⁴²Op.cit. p. 389

Au delà de cette conception, Paugam (1996) distingue trois types de pauvreté du point de vue du lien social.

- « Une pauvreté intégrée : souvent liée au retard économique. Les pauvres sont peu distincts des autres couches de la population. La pauvreté est une composante du système social et contribue même à sa régulation » (exemple : l'Europe du Sud).
- « Une pauvreté marginale : les inadaptés de la civilisation moderne. Cette population est jugée incapable sans appui extérieur. Cette minorité, non menaçante, doit être combattue sans accaparer l'attention des responsables » (exemple : en France de 1950 à 1975).
- « Une pauvreté disqualifiante : déchéance matérielle, dépendance à l'égard des transferts sociaux, seules sources de revenus, inutilité sociale. Phénomène menaçant pour l'ordre social et la cohésion des individus, elle génère une angoisse collective ⁴³ ».

Pour Castel (1995), « l'inutilité sociale se transforme en vulnérabilité sociale : zone instable qui conjugue précarité du travail et fragilité des supports de proximité⁴⁴ ». En effet, il précise que cette situation n'est pas uniquement due aux nouvelles règles de fonctionnement de l'économie. Les institutions supports d'intégration (famille, école, État) ne jouent plus le même rôle qu'avant. Ainsi, il introduit et substitue la notion de désaffiliation sociale à celle d'exclusion. Elle retrace un parcours et met en évidence des trajectoires et des dynamiques plus larges que celle d'exclusion, trop statique, pense-t-il. La désaffiliation n'équivaut pas nécessairement à une absence complète de liens mais aussi à l'absence d'inscription du sujet dans des structures qui portent un sens. Nous retiendrons ces deux termes significatifs de vulnérabilité et de désaffiliation. Le premier parce qu'il relativise l'idée de fatalité face à la pauvreté, sous-entendue dans les logiques de Thomas. Les risques ne sont pas portés de la même façon par tous les jeunes. Le deuxième car il évoque les notions d'identité et de

⁴³ Op.cit. p. 394-399

⁴⁴ Op.cit. p. 17

socialisation. Comment ce processus peut-il conduire à un certain type de parcours ? Si désaffiliation il y a, qu'en est-il alors de l'identité ?

Ces différentes approches permettent de dégager plusieurs remarques pour comprendre le contexte de notre débat. Les mutations de la société française font renaître une pauvreté monétaire chez une partie de la population et apparaître l'existence de situations intermédiaires. La cohésion sociale semble menacée. Parallèlement, les transformations de la famille (éclatement de la cellule parentale), le déclin des grandes institutions (école, religion, politique) participent à la remise en cause de certaines valeurs et imposent une adaptation des modes d'entrée en société. Une partie de la jeunesse connaît cette culture de l'aléatoire faite de sociabilités restreintes voire d'absence de socialisation professionnelle, d'un délitement ou de l'absence de lien social pour la construction d'une identité.

Compte tenu de ce contexte particulièrement instable, comment les jeunes négocient-ils les différents passages évoqués dans le chapitre I.1 ? Le problème sociétal majeur annoncé par les associations militantes est-il essentiellement économique et financier ? Que signifie acquérir son autonomie dans ce contexte ?

2. 2 La problématique de l'autonomie : un débat national

2. 2. 1 L'autonomie : une notion ambiguë

La deuxième partie de notre enquête, menée auprès de personnes qualifiées tentera de préciser leurs représentations concernant la jeunesse, mais aussi le bien fondé de cette allocation, en insistant sur la notion d'autonomie. Le Dictionnaire Critique d'Action Sociale (1995) la définit comme «la capacité et le droit d'établir ses propres lois et la capacité de se gouverner soi même, qu'il s'agisse d'un peuple, d'un Etat ou d'un individu»⁴⁵. Pour Memmi (1995), l'autonomie est l'autogestion équilibrée des multiples réseaux et chaînes de dépendances que nous entretenons avec les autres

⁴⁵ Dictionnaire Critique d'Action Sociale, 1995, p.59.

individus ; groupes, institutions, objets, réels ou idéels ; tissu de relations où tour à tour nous sommes pourvoyeurs et receveurs. C'est à cet exercice, nous semble-t-il, que sont confrontés les jeunes aujourd'hui. Nous pourrions peut être le vérifier par l'enquête.

Le Dictionnaire de Psychosociologie (2003) s'intéresse à cette notion dichotomique. Dès la Grèce Antique, l'autonomie a été politique et collective, une revendication de la Cité. La signification individuelle est apparue au 19^{ème} siècle, ce qui correspond à l'avènement de la société moderne, rationaliste et individualiste. « Penser l'autonomie c'est penser son rapport aux autres, dans le double but de ne pas leur être assujetti et de leur montrer les bénéfices qu'ils peuvent tirer de l'autonomie. »⁴⁶. Elle est à la fois refondation du sujet - elle intéresse en ce sens le jeune dans la quête de son identité - et transformation de l'altérité, qui peut aboutir à une revendication de sa reconnaissance. Même si cette notion n'appartient pas vraiment au vocabulaire sociologique, on voit poindre l'idée d'un rapport social entre acteurs individuels et / ou collectifs.

Pour notre part, la proposition d'une allocation d'autonomie interroge. De quelle autonomie parle-t-on ? Par rapport à qui, à quoi ? Quels critères seront pris en compte ? Il semble que l'on passe de l'obligation alimentaire parentale à l'obligation alimentaire sociétale. Est-ce au nom de l'égalité des chances ou à cause d'un souci d'unité de la société, de cohésion et de paix sociale que les hommes politiques s'attachent à cette revendication ? Ou alors faut-il aller chercher une relation plus symbolique, un rapport social intergénérationnel ? Le projet défend l'idée d'une contrepartie, un engagement du jeune en cas de versement de l'allocation. Le rapport se situerait-il alors à un autre niveau, celui de l'échange ? du donnant – donnant ?

Le Dictionnaire d'ethnologie et d'anthropologie (2000)⁴⁷ nous rappelle qu'un échange est constitué de trois obligations fondamentales : donner, recevoir et rendre. Sans entrer en détail dans les travaux de Mauss sur le don et le contre-don, dans les

⁴⁶ Dictionnaire de Psychosociologie, 2003, p. 50.

⁴⁷ Dictionnaire d'ethnologie et d'anthropologie, 2000

sociétés qu'il a étudiées, sa formulation de « prestations sociales totales » (1924) pourrait s'apparenter à notre système de solidarité. Ce système d'échange se formalise dans les dispositifs publics relevant de l'action politique dont nous avons allons parlé avec Freund (1965). Avant cela, nous proposons de compléter notre étude de la notion d'autonomie.

2. 2. 2 L'autonomie, des réponses législatives à une demande financière ?

Deux rapports ont inspiré les travaux des différentes instances politiques. Le Rapport 2000 a été effectué par l'Observatoire National de la pauvreté et de l'exclusion (créé par la loi de 1998). Il nous semble que le fait même de s'inspirer de ce rapport révèle la représentation qu'ont les hommes politiques de la jeunesse. Le Rapport « Jeunes et Politiques Publiques » a été élaboré par Charvet, (publié en 2001) Président de la Cour d'Appel de Paris, à la demande du Commissaire au Plan en décembre 1998. Il est également intéressant de relever que l'auteur travaille au Ministère de la Justice. Le Rapport 2000 tente de définir les notions de pauvreté et de précarité tout en mettant en évidence la difficulté à trouver des indicateurs pertinents. L'observation statistique et les critères monétaires sont partiels car ils ne reflètent pas les changements de « statut » des jeunes, ni la complexité de leurs parcours. C'est seulement dans la conclusion que les auteurs attirent l'attention sur des éléments pertinents : « les liens distants des jeunes avec les institutions », « le cloisonnement des dispositifs inadapté à un certain type de jeunes » et « les risques de marginalité et de déviance encourus par ceux qui cumulent échec scolaire et rupture familiale ⁴⁸ ». Ce rapport a largement inspiré le débat des députés en décembre 2000 qui définissent les objectifs d'une allocation. Ils veulent créer un droit nouveau, un droit individuel et universel à la formation et proposer un accompagnement plus efficace des parcours de tous les jeunes. Cette mesure respecterait quatre principes ou fondements.

⁴⁸ Observatoire National de la pauvreté et de l'exclusion. *Rapport 2000*. p. 87

- Privilégier une logique d'insertion par la solidarité entre les générations,
- Etablir une véritable égalité des chances et montrer la conception qu'ont les hommes politiques de la place des jeunes dans la société,
- Placer le revenu sur le même plan que le droit de vote,
- Refuser une logique d'assistance tout en répondant aux besoins d'autonomie des jeunes.

Dans son travail, Charvet (2001) établit un diagnostic des limites atteintes par les politiques et actions destinées aux jeunes. Il trace des perspectives qui tournent le dos à l'idée de faire de la jeunesse une catégorie particulière de l'action publique. Il dénonce l'institutionnalisation de la période de la jeunesse par la création de mesures et dispositifs spécifiques. Il remet aussi en cause la règle de l'obligation alimentaire familiale pour la prise en charge financière de l'allongement de la jeunesse (résumé dans la formule « être jeune c'est être un grand enfant »). Il propose des perspectives sur le principe d'une obligation éducative partagée. Les mesures sont plutôt novatrices et réformatrices. La création d'un droit-créance individuel à l'éducation et à la formation accessible tout au long de la vie serait mis en place par le service public. Parallèlement deux réformes sont envisagées, elles touchent successivement la politique familiale et l'éducation. Dès 18 ans, les jeunes seraient destinataires directs des aides publiques, constituant un foyer fiscal autonome. L'Éducation Nationale aurait une obligation de résultat, cherchant une meilleure implication des familles et le renouvellement des relations entre les jeunes et les institutions. Ce rapport rendu public le 28 février 2001 annonce une allocation de formation d'un montant de 170 euros à 200 euros par mois versée dès la majorité civile.

Ces différentes propositions suscitent réactions, débats et controverses au sein de la société civile : syndicats, associations familiales, mouvements de jeunes. L'analyse se situe toujours autour de la notion de besoin mais aussi de solidarité, sous-entendue financière.

2. 3 Les dispositifs publics alimentent la question sociale

Par la description fine de l'évolution du salariat au fil des siècles, Castel (1995) explique le titre de son ouvrage. « La question sociale peut être caractérisée par une inquiétude sur la capacité de maintenir la cohésion d'une société ». Elle met en question l'ensemble de la société en pointant les marges de la vie sociale. Pour lui, la nouvelle question sociale, envisagée sous l'angle du travail, revêt trois points de cristallisation : sur l'échelle des statuts occupés, les stables sont déstabilisés et se sentent menacés de basculement, la précarité s'installe avec un univers traversé par le réalisme du désespoir et la culture de l'aléatoire, enfin le nombre de places occupables dans la structure sociale est déficitaire. Parallèlement, « il se produit un glissement d'un système d'assurances, selon lequel les actifs payaient surtout pour les actifs, à un système de solidarité nationale, pour lequel les actifs devraient payer surtout pour des inactifs de plus en plus nombreux.⁴⁹ ». Pour Castel (1995), la France a évolué d'une politique d'intégration à celle de l'insertion. La première avait pour objectif « la recherche de grands équilibres, l'homogénéisation de la société à partir du centre, le développement des protections et la consolidation de la condition salariale ». La deuxième conception, apparue au cours des années 80 cible davantage « des populations particulières et des zones singulières de l'espace social, met en œuvre des stratégies spécifiques et s'inscrit dans une logique de discrimination positive⁵⁰ ».

2. 3. 1 L'action du politique selon Freund

Ces changements d'orientation ne sont pas dûs uniquement aux mutations socioéconomiques. Ils dépendent des orientations politiques définies par les représentants de l'Etat. Les dispositifs publics sont le résultat de l'action politique, institution fondamentale de la vie en société. Pour Donzelot (1991), « le principe

⁴⁹ Op.cit. p. 37

⁵⁰ Op.cit. p. 662/640/676/677

fondamental, issu de la Révolution Française, est que le progrès social reste une affaire d'état ⁵¹».

Dans son ouvrage « Qu'est ce que la politique », Freund (1965) nous interpelle sur le but de cette activité humaine, à savoir l'action (à l'instar de Weber qui a remarquablement distingué la science de la politique dans son ouvrage « Le savant et le politique », 1959). Son objectif serait alors « une unité politique par la conservation de son intégrité et de son indépendance dans la concorde intérieure et la sécurité extérieure »⁵². Tout ce qui peut mettre en péril cette unité doit alors être combattu. Pour remplir cet objectif vis à vis de l'extérieur, l'État, institution à la disposition du politique, a différents moyens à sa disposition : ce sont la diplomatie ou la Défense. Dans les frontières de l'État Nation, l'ordre public et le droit sont les deux outils les plus formels. En France, des valeurs telles que l'égalité et la solidarité ont porté l'élan vers le bien commun. Les situations de marginalité et d'exclusion sont alors considérées comme des menaces à la cohésion sociale.

Freund (1965) nous permet de définir plus précisément le domaine propre à l'action du politique en distinguant le privé du public.

« Est dite publique (car c'est là le domaine de compétence du politique), l'activité sociale qui a pour but de protéger les membres d'une collectivité indépendante en tant qu'ils forment cette collectivité là, et qu'ils ont, comme tels, un bien commun à sauvegarder qui est la raison d'être de cette collectivité. Est dite privée la relation qui concerne l'individu et les rapports inter-individuels comme tels, qu'ils soient de l'ordre de la réciprocité ou d'ordre associatif. Privé et public sont donc des relations sociales, mais dans un cas la relation a pour fondement l'autonomie des personnes et dans l'autre elle a pour fondement l'indépendance de la collectivité formant un tout. Régisseur du domaine public, le politique peut l'étendre à son gré. ⁵³ »

⁵¹ J. Donzelot, *Face à l'exclusion, le modèle français*. 1991. p.134

⁵² J. Freund, *Qu'est ce que la politique*. 1965, p. 37.

⁵³ J. Freund, *L'essence du politique*. 1965. p. 291

La première remarque est celle de la qualification de la politique par une activité sociale, mettant en jeu des acteurs. On retrouve aussi les deux aspects de l'autonomie, celle de la collectivité, synonyme d'indépendance et de souveraineté ; et celle de la personne.

Comme toute activité humaine, la politique se dote d'un système pour organiser son intervention. L'administration, les lois et règlements qui régissent la vie en société sont une empreinte précieuse – des objets sociaux et sociologiques – pour comprendre la manière dont les gouvernants envisagent le règlement des conflits d'intérêts, nombreux dans une société rationalisée.

2. 3. 2 Les dispositifs existants

Concernant la jeunesse, de nombreux dispositifs ont été mis en place depuis une vingtaine d'années. La première décision remonte à 1982 avec la création des Missions Locales. B. Schwartz⁵⁴ en est l'instigateur. Par la suite, des mesures d'accès à l'emploi ont été créées : Travaux d'Utilité Collective (T. U. C.)⁵⁵, Stage d'initiation à la Vie Professionnelle (S. I. V. P.⁵⁶), contrats de qualification⁵⁷, élargissement des contrats d'apprentissage au secteur public puis aux niveaux scolaires supérieurs. Dans les années 90, l'allocation de logement social a été créée pour aider les jeunes à accéder à des logements autonomes. Puis, le Fond d'Aide aux Jeunes, enveloppe financière abondée par l'État et les collectivités territoriales est destiné à apporter un soutien à la réalisation des projets des jeunes : entrée en formation ou recherche

⁵⁴ Bertrand Schwartz, homme politique français, conseiller du premier gouvernement socialiste de F. Mitterrand.

⁵⁵ T. U. C. : Première mesure d'insertion incitant les collectivités locales à proposer des contrats à mi-temps à des jeunes en difficultés.

⁵⁶ S. I. V. P. : Mesure destinée aux entreprises pour proposer un contrat accompagné de six mois aux jeunes non diplômés.

⁵⁷ Contrat de Qualification : mesure de formation en alternance en entreprise, réservée aux jeunes 16-25 ans. Relativement bien utilisée par les entreprises. Le contrat dure deux ans et le jeune peut préparer une formation qualifiante, tout en étant rémunéré par l'entreprise.

d'emploi. Les dossiers sont présentés par les Missions Locales à des commissions mises en place par arrondissement.

Avec la mise en place du Revenu Minimum d'Insertion (R.M.I.)⁵⁸, en décembre 1988, un nouveau principe est apparu au sein des politiques sociales : celui du minimum vital garanti à tous, aide versée par l'État en contrepartie d'un engagement. Les grandes associations nationales (Union Nationale des Associations Familiales (U. N. A. F.⁵⁹), Aide à Toute Détresse Quart Monde⁶⁰, Fédération Nationale des Associations de Réinsertion Sociale, syndicats) ont rapidement dénoncé la lacune du dispositif vis-à-vis de la tranche d'âge des 21 – 25 ans : trop âgés pour bénéficier de prestations familiales, trop jeunes pour percevoir le R.M.I. A plusieurs reprises, le débat est revenu sur la place publique : faut-il créer un R.M.I. Jeunes ? Jusqu'à maintenant, aucune décision n'a été prise dans ce sens. L'argument essentiel est celui du risque de l'assistanat. Le coût en serait sans doute colossal. En attendant, les emplois jeunes, institués en 1998, ont pris la mesure de l'allongement de la période de la jeunesse au-delà de 25 ans (accès possible jusqu'à 30 ans) mais, les jeunes de 21 – 25 ans ne sont pas ciblés prioritairement.

Tous ces dispositifs ont été mis en place sur fond de décentralisation. En effet, depuis 1983, les collectivités territoriales sont compétentes dans le domaine de la solidarité et de l'action sociale. Les actions d'insertion en faveur des bénéficiaires du R. M. I. sont financées par les conseils généraux. La formation professionnelle est confiée aux Régions depuis 1993. Cependant, le pilotage de ces dispositifs est bicéphale. L'Etat exerce toujours un droit de regard important dans la mise en œuvre des actions. Les

⁵⁸ Revenu Minimum d'Insertion : Allocation différentielle assurant un maximum de 350 euros de ressources par mois pour une personne seule. Même principe que le bien-être social au Québec mais accordé seulement aux personnes de plus de 25 ans (sauf si elles sont chargées de famille). Donnent des droits annexes tels que assurance maladie, aide au logement, exonération de taxes locatives. Un suivi social est obligatoire pour la signature d'un contrat d'insertion permettant à la personne de définir un parcours d'insertion (sociale et/ou professionnelle).

⁵⁹ L'U. N. A. F. est un partenaire de poids dans les négociations sur la politique familiale. Cette union rassemble toutes les tendances et défend une politique nataliste.

⁶⁰ A. T. D. Quart Monde : Mouvement national et international d'aide humanitaire créé par le Père Joseph WRESINSKI. Les interventions se font dans les quartiers, auprès des populations : Bibliothèque de rue, aide aux devoirs,...

commissions du Fond d'Aide aux Jeunes sont coprésidées par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales⁶¹, représentant le Préfet, et un conseiller général. Les communes sont également présentes puisqu'elles participent financièrement. Ainsi les responsabilités semblent partagées.

L'évaluation de ces politiques d'insertion conduit à un bilan mitigé. La juxtaposition des différents dispositifs, pilotés par une instance nouvelle à chaque fois, a engendré l'existence d'un système complexe, d'un manque de coordination et d'un éclatement des moyens mobilisés. Les responsabilités sont confuses. Le public touché n'est pas celui visé, soit les jeunes les plus en difficultés (niveau scolaire, familial, logement). L'insertion sociale et professionnelle n'est pas suffisamment portée par les acteurs économiques. « La formation a été érigée en réponse principale au chômage comme une 2^{ème} chance. Ceci a occulté une autre question : à quoi bon qualifier et rendre les chômeurs employables si l'on n'accroît pas le volume des offres d'emploi et si l'on continue de détruire les emplois qui leur seraient accessibles ou à les faire occuper par des salariés surqualifiés ?⁶² ». L'interventionnisme des différents gouvernements se résume toujours dans la formule de l'Etat-Providance. Elle a été consolidée pendant une conjoncture de croissance économique intense et une période de plein-emploi. Les mutations en cours depuis 20 à 30 ans nécessiteraient une adaptation.

2. 3. 3 La question sociale vue par Rosanvallon

L'approche de la question sociale proposée par Rosanvallon (1995) met en évidence l'échec relatif de l'Etat-Providance. Il rappelle que le système d'assurance sociale consolidé dans les années 50 est fondé sur une mutualisation des risques. Il a été instauré dans une conjoncture de plein emploi et de croissance massive. Il est lié à l'exercice d'un travail. Le système de solidarité, dont l'Etat est garant, trouve son origine dans des principes plus anciens (égalité, fraternité). Il est conçu pour traiter

⁶¹ Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales : Équivalent des Directions de la Santé publique au Québec.

⁶² Op.cit. p.194

des risques conjoncturels. Rosanvallon (1995) résume bien leur différence : « L'assurance est une technique, la solidarité est une valeur⁶³ ».

La crise de l'Etat-Providence, accentuée au cours des années 80 par la croissance du chômage et l'apparition de nouvelles formes de pauvreté, fait apparaître une nouvelle question sociale : une inadaptation des méthodes de gestion du social. L'analyse de Rosanvallon nous semble pertinente quand il aborde la notion d'Etat-Passif-Providence. Tout se passe comme si, au nom de la solidarité nationale, principe sacré de la République, l'État indemnise les « laissés pour compte » de la libéralisation économique, sans pourtant tenter de remédier aux conséquences ; c'est à dire à l'accroissement du nombre de personnes exclues du marché du travail.

Il observe, en effet, un phénomène majeur au sein de la société, depuis les années 70 : la séparation entre la sphère économique et la sphère sociale, conçue comme une exigence de progrès. La radicalisation du processus de modernisation économique serait la cause de la dissociation, toujours plus franche entre le citoyen, membre de la collectivité et le travailleur, membre de la société civile. Ainsi, Rosanvallon (1995) précise le titre de son ouvrage : la question sociale de la fin du 20^{ème} siècle aurait du nouveau dans le passage d'un système assurantiel à un système solidariste, révélateur du glissement d'une analyse globale de fonctionnement de la société (exploitation, répartition) à une approche focalisée sur le segment le plus vulnérable de la population. C'est, selon nous le revers de ce que l'on a appelé la discrimination positive qui n'a pas toujours les conséquences souhaitées. En stigmatisant une population, un territoire, les dispositifs mis en place n'engendrent pas forcément un véritable élan de solidarité.

Comme le démontre Gauchet (1989)⁶⁴, la révolution française, au nom de l'égalité, a mis en avant l'obligation pour la société de venir en aide aux « indigents » de l'époque. Selon nous, ce devoir perdure et justifie encore l'intervention de l'État, 200 ans plus tard. Pourtant le contexte a changé. Est-ce vraiment de moyens financiers

⁶³ P. Rosanvallon, *La nouvelle question sociale*. 1995. p. 83

⁶⁴ M. Gauchet, *La révolution des droits de l'homme*, 1989.

dont les jeunes ont le plus besoin ? Ne faudrait-il pas plutôt proposer autre chose aux jeunes de notre époque ? L'État ne risque t-il pas de s'engouffrer à nouveau dans un tunnel sans issue ? de construire ou d'encourager une jeunesse dépendante ? Serait-ce un moyen pour la contrôler ? Bref, comment penser l'intervention du politique dans la société ? Pourquoi doit-il intervenir ? Jusqu'où peut-il le faire ? Quels peuvent être les effets pervers ? Ces questions fondent la deuxième partie de notre enquête

Après avoir présenté les apports permettant de situer les deux pôles de notre objet, nous pouvons les mettre en perspective dans la problématique.

CHAPITRE I. 3

CADRE D'ANALYSE ET MÉTHODOLOGIE

UN DOUBLE REGARD ET UNE DOUBLE ENQUÊTE

Avant de présenter notre méthodologie, il est nécessaire de reprendre les éléments théoriques déterminants et exposés dans les deux chapitres précédents. La question principale qui motive notre démarche est la suivante :

Même si une frange de la population jeune est menacée d'exclusion, de marginalisation, en quoi une solution essentiellement financière offerte à toute la classe d'âge est-elle adaptée à la nature des blocages à l'entrée en société ?

3.1 Le cadre d'analyse

Avec Galland (1991), nous retenons le paradigme des passages de statuts et de sphères. Synonyme de changements, ces déplacements, ces glissements s'opèrent par l'intermédiaire de processus de socialisation que Dubar (1991) nous a permis de comprendre. Cette période de transition, appelée la jeunesse, suppose des phases d'apprentissage, d'expérimentations, en lien et en relation constante avec la société et ses acteurs. L'analyse de Goffman (1963) sur les identités sociales réelles et virtuelles nous permet de relever un aspect essentiel de notre travail. La sociologie, discipline des sciences humaines et des sciences sociales, a, selon nous, pour objectif de comprendre la réalité sociale dans sa diversité et dans sa complexité. Ainsi pour comprendre ce que représente la jeunesse, nous ne pouvons nous contenter des clichés ou du sens commun, contenus dans les appellations, tranches d'âge ou catégories publiques retenues. Les jeunes ont des identités à se construire que nous

avons à explorer, selon les activités sociales ou la sphère qui nous intéresse. Nous en avons identifié trois principales. La vie adulte formalisée par l'occupation d'un logement autonome et la vie de couple. Puis la vie sociale et professionnelle, regroupant les relations avec les pairs, le quartier et le rapport au travail. Enfin la sphère publique et ses institutions (politique et citoyenneté, religion). A travers leur témoignage, nous verrons comment se négocient ou non ces différents passages.

Comme nous l'avons évoqué, entrer dans la société suppose qu'elle soit prête à vous y accueillir. Nous avons tenté de tracer les contours de celle de la fin du 20^{ème} siècle, en France. Entre un monde adulte et un modèle familial en profonde transformation, la sphère adulte ne serait plus en mesure de fournir des références stables aux jeunes (c'est la thèse défendue par Boutinet, 1998). Du côté de la sphère professionnelle, nous nous répéterions en disant que le marché du travail est, lui aussi en mutation profonde. Il est plutôt intéressant, selon nous, de voir comment les jeunes négocient et s'adaptent à ces changements. Nous retenons principalement l'idée de précarité et de vulnérabilité mise en avant par Castel (1995). Enfin nous signalons que les dispositifs publics ont tenté un renouvellement conséquent dans leur forme (en instaurant des mesures d'insertion catégorielles).

En posant le débat de la jeunesse comme nouvelle question sociale, nous avons voulu participer à celui qui a eu lieu en France quelques mois auparavant. Dans un article intitulé « Une jeunesse qui dure », Dirn (1999) regroupe toutes les tendances :

- « La prolongation des études, l'installation tardive dans un logement indépendant, l'âge d'obtention d'un emploi, de formation d'un couple.
- Une période intermédiaire, la multiplication de situations atypiques.
- La césure entre jeunes et adultes se brouille, ce qui fragilise l'identification sociale des jeunes.
- L'insertion professionnelle est devenue un processus plus long, plus complexe, plus précaire. Ni étudiants, ni travailleurs, la situation des jeunes ne correspond à aucune référence identitaire traditionnelle.

- Instabilité et déclassement : l'ambiguïté du statut social des jeunes explique qu'ils participent peu à la vie politique institutionnelle et syndicale »⁶⁵.

Selon la place qu'ils occupent ou l'idéologie qu'ils défendent, les hommes politiques, relayés par les économistes et le monde associatif, mettent en avant certains aspects : la jeunesse manque de ressources, manque de reconnaissance, a des besoins non satisfaits, vit une longue dépendance financière. Bref, elle dure trop longtemps. Ainsi une proposition unique est avancée : le versement, sous des formes différentes, d'une allocation serait le garant de l'acquisition d'une autonomie, d'un statut et donc d'une reconnaissance par la société des jeunes comme citoyens actifs.

Dans le chapitre 1. 2, nous avons vu que la notion d'autonomie, marche vers l'indépendance, est révélatrice d'un certain type de rapport social. Au niveau individuel, elle serait un objectif à atteindre. Au niveau collectif, elle interpelle les autres acteurs sociaux puisqu'elle pourrait signifier une perte de relation, une rupture de lien social. Certains jeunes sont stigmatisés par les figures de la marginalité ou de l'exclusion (elles-mêmes sources de désaffiliation). D'autres se retrouvent dans le rôle des grands enfants à protéger tout en les incitant à passer à un autre statut. Parallèlement, l'État-Providence est en crise de légitimité. Le modèle solidariste – universaliste ne fonctionne plus face aux mutations de la sphère économique. Les questions posées par les jeunes semblent résumer celles de toute la société. Le rôle de l'action politique est-il de répondre à une revendication telle que le versement d'une allocation alors que son but est de garantir le bien commun. L'allocation versée permettrait-elle de remplir cet objectif vis-à-vis des jeunes ? Permettrait-elle d'instaurer un échange entre deux types d'acteurs actuellement « étrangers » les uns vis-à-vis des autres : les dirigeants de la classe politique et les jeunes ?

Plusieurs questions peuvent être ainsi posées pour cibler le contenu de notre enquête. Auprès des jeunes, nous souhaitons savoir comment cette période de transition est-elle vécue, appréhendée ? Sous quelle forme a-t-elle lieu ? Quelles peuvent en être les

⁶⁵ L. Dirn, « Une jeunesse qui dure », dans *Sciences Humaines*, n. 26, 1999.

causes et les conséquences ? Pour effectuer les différents passages, quels moyens existent ou sont mis en œuvre ? S'agit-il d'une période moratoire telle que définie plus haut ? Se trouvent-ils dans une situation « extrême » de marginalité ou d'exclusion ou retrouve t-on les caractéristiques d'une certaine vulnérabilité ? Deviendraient-ils la nouvelle question sociale ? Comment certains hommes politiques ou responsables d'action sociale se représentent-ils la jeunesse et l'autonomie ? Quels commentaires expriment-ils vis-à-vis de la proposition d'une allocation ? Quel est le rôle du politique dans la société ?

Selon notre perception et en fonction de ce que nous avons acquis sous forme d'expérience et de lectures, nous émettons les hypothèses suivantes. Les jeunes enquêtés ne sont pas en mesure de vivre cette période expérimentale leur permettant cet exercice des passages car des blocages existent à plusieurs niveaux : les relations avec les parents, la formation d'un couple, les relations sociales (le groupe de pairs, le quartier, la mobilité, les associations, les loisirs), les relations publiques (administration, lois, institutions, droits sociaux). Le politique et l'économique occupent une place prépondérante dans le fonctionnement de la société. Conjuguer solidarité, égalité et finances relève de la quadrature du cercle. L'allocation autonomie versée à des jeunes de moins de 25 ans permettrait à la société de concrétiser un rapport nécessaire avec une génération qui a grandi sur fond de crise de la cellule familiale traditionnelle, de plans de restructurations industrielles et de matérialisme.

Les différents entretiens réalisés devraient permettre de vérifier le bien fondé de ces différentes hypothèses, de les confronter, les enrichir par les témoignages recueillis.

3.2 Une méthodologie compréhensive

Après avoir posé les hypothèses permettant, selon nous, de répondre à la question principale, il est temps d'exposer la méthode d'enquête utilisée pour mener à bien cette recherche. Dans les deux premiers chapitres, nous avons mis en évidence deux phénomènes majeurs. Le premier concerne une population, des personnes jeunes et leur manière d'entrer en société. Elles sont la cible de nos premières investigations. Le deuxième phénomène, corrélé au premier, est plus « diffus » ou « abstrait » mais les acteurs concernés peuvent être identifiés, les représentations peuvent être dévoilées. Ainsi notre recherche comporte deux volets et les outils utilisés sont à dissocier.

Pour décrire et comprendre la réalité des jeunes, nous avons opté pour une recherche exploratoire et qualitative, basée sur la méthode du récit. Selon Kaufmann (1996), « la démarche compréhensive s'appuie sur la conviction que les hommes ne sont pas de simples agents porteurs de structures mais des producteurs actifs du social, donc des dépositaires d'un savoir important qu'il s'agit de saisir de l'intérieur, par le biais du système de valeurs des individus »⁶⁶.

3. 2. 1 Comment saisir les passages ?

Nous avons choisi de mener des entretiens avec des jeunes habitant chez leurs parents, en centre ville d'Orléans⁶⁷, sortis de l'école avec un diplôme (B. E. P. ou baccalauréat) et sans activité professionnelle stable.

En 1999, le département du Loiret compte 38 519 jeunes de 20 – 24 ans. 21 062 d'entre eux sont entrés dans la vie active. Le taux de chômage est de 21,7% (10,4 pour la population totale du département). Il s'agissait d'en rencontrer 6, âgés de 20 ans, selon les critères définis plus haut. Nous nous sommes tournés vers la Mission

⁶⁶ J.-C. Kaufmann, *L'entretien compréhensif*, 1997, p. 23.

⁶⁷ Orléans : Ville de 100 000 habitants, Préfecture du département du Loiret et de la région Centre. Située à environ 100 km de Paris.

Locale. Plusieurs entrevues avec une partie de l'équipe des conseillers ont permis de repérer une vingtaine de jeunes répondant à ces critères, soit une partie infime du public connu par cette structure. Parmi ces 20 jeunes, quelques-uns n'avaient plus de contact depuis plusieurs mois, malgré des relances téléphoniques ; d'autres avaient démarré une action d'insertion, de formation ou un emploi et n'étaient donc pas, a priori, disponibles. Faute de candidats, nous avons revu l'âge de la population à enquêter et décidé finalement de sélectionner la tranche des 20 – 24 ans, selon les mêmes autres critères. Dans un souci d'innovation, nous avons délibérément choisi des jeunes ne présentant pas de difficultés majeures (illettrisme, placements familiaux, prison, Sans Domicile Fixe). Nombre d'études donnent la parole ou s'intéressent aux personnes vivant des situations « extrêmes ». Sans minimiser leur importance, nous souhaitons justement nous en distancier. Par ailleurs, il nous semble que, même si les observateurs constatent que la notion de classe moyenne en France tend à se déliter, la majorité des Français y appartient encore. Nous avons donc volontairement choisi des jeunes issus de cette classe moyenne. Notre intention principale est de rencontrer des jeunes dont on ne parle pas, qui ont eu une enfance « normale », élevés par deux parents, et qui, représentent certainement une part importante de la jeunesse française. On ne peut pas pour autant parler d'échantillon représentatif puisque aucune proportion n'a été recherchée.

La grille d'entretien (reportée en annexe 2) a été élaborée à partir d'indicateurs propres à chaque sphère : celle de la vie adulte, la sphère sociale et publique. Nous rappelons ici que ces trois sphères ont été retenues du fait de la problématique particulière de la jeunesse et de son nécessaire travail de passage. Selon nous, elles symbolisent les trois dimensions essentielles de l'appartenance à une société, trois types de relations sociales fondamentales. Les trois thèmes ont été abordés par l'intermédiaire de multiples questions. Notre unique volonté était de pouvoir recueillir des faits précis de la vie quotidienne permettant d'alimenter les deux caractéristiques actuelles de la jeunesse. Une entrevue exploratoire a permis d'éprouver la grille d'entretien, de tester les questions permettant de faire apparaître

les deux thèmes majeurs de l'expérimentation et des passages (tels que présentés dans le premier chapitre), de valider en partie l'opportunité des hypothèses. Par l'intermédiaire des données disponibles à La Mission Locale, et en respectant la confidentialité des informations, nous avons contacté les jeunes individuellement en tentant d'équilibrer les critères de sexe et de diplôme. Nous avons rencontré plusieurs difficultés : indisponibilité, oubli du rendez-vous, portable hors service ou pas de téléphone. Mais nous y sommes tout de même parvenus.

Les entretiens ont consisté à recueillir des témoignages de vie pour visualiser les parcours de jeunes et faire émerger les embûches et les blocages. La méthode choisie a été celle de « l'entretien compréhensif » utilisée par Kaufmann (1996). Il se réfère lui-même à Elias (1991) qui explique comment « l'individu peut être considéré comme un concentré du monde social »⁶⁸. La démarche théorique est similaire à celle de Bertaux (1997)⁶⁹. Même si ce dernier se place dans une perspective ethnosociologique (ce qui n'est pas contradictoire, loin de là, avec la sociologie compréhensive de Weber), il nous apprend que son esprit est de « remonter du particulier au général grâce à la mise en rapport de cas particuliers, de ce qu'ils contiennent de données factuelles replacées dans leur ordre diachronique, d'indices descriptifs ou explicatifs proposés par les sujets, grâce à la découverte de récurrences d'un parcours de vie à l'autre et à la mise en concepts et en hypothèses de ces récurrences »⁷⁰.

En se référant à ces deux auteurs, nous avons donc tenté de retracer les trajectoires de vie de ces jeunes et d'identifier les événements marquants de leurs différents parcours (personnels, scolaires, professionnels). Nous avons tenté de connaître leurs positions, leurs choix et leurs valeurs pour toutes ces sphères.

⁶⁸ Op. cit., p. 59.

⁶⁹ D. Bertaux, *Les récits de vie*, 1997.

⁷⁰ Ibidem, p. 21

3. 2. 2 Indicateurs et restitution des résultats

Le recueil des données est un exercice qui demande empathie et professionnalisme. Mais leur analyse et leur transcription font, selon nous, appel à une éthique particulièrement aiguë vis-à-vis du statut des témoignages recueillis par rapport à celui de l'apprenti chercheur. C'est à nouveau Kaufmann (1996) qui nous permet de guider et de qualifier notre tâche d'étudiante s'exerçant à un de ses premiers travaux de recherche. Il nous suggère la figure de « l'artisan intellectuel » prônée par Mills (1967). « Il est celui qui sait maîtriser et personnaliser les instruments que sont la méthode et la théorie, dans un projet concret de recherche. Il est tout à la fois : homme de terrain, méthodologue et théoricien, et refuse de se laisser dominer ni par le terrain, ni par la méthode, ni par la théorie »⁷¹. Nous avons donc bricolé, avec méthode, rigueur et attention des modes de retranscription qui nous paraissent être les plus fidèles aux données recueillies. Notre grille d'analyse a été constituée à partir des deux thématiques de l'expérimentation et du passage. Notre volonté de compréhension a nécessité une posture ouverte pour saisir ce que l'on ne peut prévoir. Nous voulons découvrir leur réalité, leurs analyses sans « écraser » leur récit par notre investigation théorique.

Expérimenter, c'est tenter, explorer, découvrir dans des domaines aussi divers que les loisirs, les relations sentimentales ou le travail. Que signifie exactement l'expérimentation ? Quelles sont les stratégies mises en place ? Les parcours ne sont pas linéaires ou établis à l'avance. Quelles en sont les étapes ? S'enchaînent-elles avec une certaine cohérence, progression ou se succèdent-elles en fonction des opportunités ? Retrouve-t-on l'idée de période moratoire ? Quel vocabulaire est utilisé pour la représenter ? Est-elle faite plus souvent d'échecs ou d'essais relativement concluants ? A-t-elle déjà des conséquences en terme de construction d'identité ?

⁷¹ Op. cit. p. 12.

Réaliser des passages, c'est faire ressortir les stades, les progressions, les aspirations, les stratégies utilisées. Comment le processus de socialisation se déroule-t-il ? Quel discours est porté sur la vie adulte, la société, les institutions ? Quels sont les apprentissages en cours, acquis ou à venir dans ces différents domaines ? Les expériences vécues et accumulées permettent-elles d'envisager un nouveau stade de la vie ? Peut-on retrouver les indices énoncés plus haut concernant l'anticipation sur l'identité sociale ?

La première technique utilisée est celle du portrait car elle permet de rester fidèle à la personne interrogée. Le détail du cheminement permet d'emblée de prendre connaissance du parcours et de situer la personne dans sa globalité. La mise en évidence de l'expérimentation sous forme de graphique présente le recueil des données. Les différentes phases, leur durée, leur contenu, transformés en diagrammes permettent de visualiser toute la trajectoire, échecs compris. Ainsi, en exposant simultanément le parcours et les étapes, il nous sera possible de comprendre ce que vivent les jeunes depuis leur entrée dans la vie active, et même bien avant. Nous essaierons de trouver les indices permettant ou non d'identifier la période moratoire évoquée dans le Chapitre I. 1.

Les catégories retenues vont permettre de dégager des nuances mais aussi des constantes. Sans être un échantillon représentatif, les personnes rencontrées n'en sont pas moins réelles. Il est alors possible d'évoquer le détail et le multiple. L'exercice n'est pas statistique. L'objectif est la compréhension d'une partie de la réalité dont les 6 jeunes sont des indices. Les arrêts sur image que représentent les différentes catégories d'analyse vont permettre de saisir des réalités, mais aussi une réalité : celle d'une certaine jeunesse. Après avoir recueilli un matériau relativement riche et diversifié, nous nous sommes efforcées de concevoir des catégories d'analyse pertinentes, d'imaginer un mode de restitution cohérent. Nous avons déjà abordé les stades, les sphères de départ et ceux visés. Les critères d'observation sont variés et dépendent de chacune des sphères. Nous essaierons de décrire chaque passage et de comprendre où se situent les blocages.

Il nous a semblé essentiel de tenter de définir les relations entretenues par les jeunes avec le monde des adultes. Les parents, individuellement, et au-delà, le couple parental, sont la première sphère relationnelle. La place occupée, les rôles attendus, les échanges au sein de cette cellule familiale sont des indicateurs de l'avancée ou non du jeune vers un autre stade. Il en est de même avec les autres générations et les autres membres de la famille. Si les rapports existent, ont-ils lieu sur un pied d'égalité ou existe-t-il une distance, un écart ? La formation d'un couple, aspiration du monde des adultes, peut être réelle, attendue, espérée, in-envisagée, inenvisageable. C'est ce que nous chercherons à découvrir. Ces trois principaux thèmes devraient nous permettre d'en savoir un peu plus sur l'état du passage de l'enfance à « l'adultéité ».

La société est multiplicité d'appartenance à des réseaux. Elle est mobilité spatiale, sociale et professionnelle. Nous chercherons à connaître quelles sont les sphères dans lesquelles évoluent les jeunes. Elles peuvent se représenter par des cercles plus ou moins vastes, plus ou moins accessibles, plus ou moins proches. Le groupe d'amis, ce qu'il représente, ce qui le constitue, ce qui l'anime, est le premier de ces cercles. Il est un indice d'éloignement de la famille. Le quartier, la ville sont des espaces de socialisation possibles. En leur sein, peut être sollicitée, fréquentée une myriade d'associations, de clubs. Appartenir à un tel réseau permet d'élargir le cercle. Le travail, valeur essentielle dans la société française, fondatrice des rapports entre acteurs économiques est un mode de socialisation non négligeable. La place occupée, dans cette sphère, détermine en partie celle réservée par la société. Nous verrons si la mobilité géographique imposée par un nouveau type d'organisation est une contrainte intégrée. Enfin, nous chercherons à connaître l'implication des jeunes dans la dernière forme de communication « inventée » de nos jours : le virtuel. Appartenir à des réseaux, c'est nouer des relations, vivre des interactions, instaurer des interdépendances. Comment et où se situent les jeunes dans ce maillage ? A travers cette analyse, nous évoquerons les processus de socialisation en cours.

La sphère publique se caractérise par le droit et les institutions, organes supports de l'existence d'une collectivité publique. Pour aborder ce dernier aspect du passage,

nous avons choisi deux types d'indicateurs. La réalisation et la maîtrise de démarches vers les organismes publics (avec l'utilisation ou non de l'écriture), la connaissance de leurs droits sociaux permettent d'observer le rapport des jeunes aux codes et aux normes en vigueur au sein de la société. Par ailleurs, nous avons choisi deux institutions fondamentales. La politique joue un rôle dans la sphère privée et constitue le deuxième aspect de notre problématique. Nous ne souhaitons pas savoir si les jeunes rencontrés tiennent le même discours que leurs pairs. Nous chercherons à connaître leurs représentations en tant que citoyen en devenir. La deuxième institution retenue est la religion, car elle peut représenter une valeur ou constituer le support d'un réseau.

Ces éléments nous permettront de connaître l'état d'avancée des différents passages et ainsi comprendre la situation actuelle des jeunes rencontrés. Cette première phase d'enquête, provisoirement terminée et présentée dans la partie 2, nous pourrions aborder le deuxième aspect de l'objet de cette recherche.

3. 3 La solidarité devient échange

Trois questions sous-tendent cette deuxième partie de l'enquête (restituée dans la partie 3). Quelles représentations les acteurs politiques et sociaux ont-ils de la jeunesse et de leur accès à l'autonomie ? Si elle est une catégorie particulière de l'action publique, comment faut-il la traiter ? Comment les responsables entendent-ils répondre à la demande des jeunes ?

Pour cette deuxième phase, nous avons utilisé deux types de données différentes. Le corpus est constitué du compte rendu intégral de la séance du 12 décembre 2000 de l'Assemblée Nationale (annexe 3). Sous l'œil vigilant du Président, une proposition de loi a été discutée. Elle a été présentée par le rapporteur de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales qui a modifié le texte initial déposé par le groupe communiste. D'une création d'une allocation, il est proposé de former une commission nationale. Cependant les débats ont plus porté sur le fond que sur la

forme, c'est tout leur intérêt. Après une longue intervention reprenant les différentes conclusions de rapports récents (cités par nous), la parole a été donnée à la Ministre déléguée à la famille et à l'enfance. Elle a elle-même commenté et abondé dans le sens de la proposition avant de laisser s'exprimer la Ministre de la Jeunesse et des Sports. Plusieurs autres responsables politiques sont intervenus, l'opposition et les Verts. Ces débats vont faire l'objet d'une analyse thématique inspirée de l'analyse de contenu. Au delà des signifiants, nous souhaitons nous saisir de leur logique. Bardin (1991) est notre guide méthodologique. Sa contribution à la définition de cette technique nous intéresse car elle propose « une description objective, systématique et quantitative du contenu manifeste des communications, ayant pour but de les interpréter »⁷².

Deux unités vont être plus particulièrement visées : les termes- pivots ou mots-clés, occurrences de l'autonomie pour saisir les différents images, définitions et enjeux de l'utilisation de ce terme. Nous pourrons alors procéder à une catégorisation sémantique. Puis, pour savoir si l'action politique envisagée correspond à un échange, comme nous le présumons, nous utiliserons une grille de lecture inspirée de l'apport de Freund. Nous tenterons de répondre aux trois questions suivantes :

- Quels sont les principes fondateurs de l'action à venir ?
- Quels sont les bénéficiaires ciblés par le projet ?
- Quelles sont les propositions ?

Pour approfondir et rendre plus vivant le débat, nous avons souhaité le prolonger directement, en le soumettant à des acteurs socio-politiques. Nous avons donc à nouveau utilisé des entretiens au cours desquels nous avons rencontré deux types de personnes. D'abord, deux hommes politiques, choisis dans notre environnement « proche », ayant des responsabilités différentes, du même parti politique, celui au pouvoir au moment de l'enquête. Puis, nous avons rencontré deux représentants d'institutions sociales locales auxquels nous avons posé les mêmes questions.

⁷² L. Bardin, *L'analyse de contenu*, 1991, p. 40

- Quelles représentations ont-ils de la jeunesse ? La considèrent-ils comme une catégorie particulière ou non ?
- Quelle définition peuvent-ils donner de l'autonomie ?
- Que pensent-ils de la proposition d'allocation d'autonomie ? Comment se conjuguent liberté, égalité, solidarité ?

Pour chacun des intervenants, nous tenterons de mettre en évidence leurs idées clés, leurs préoccupations, leurs commentaires, leurs questionnements. Sont-ils similaires à ceux que nous avons évoqués plus haut ? Quels sont les enjeux ? Nous en tirerons peut-être des perspectives, des alternatives. Tel est notre souhait. L'exercice ne serait pas terminé sans confronter leurs réponses à celles effectuées par les jeunes : où se situent les points de convergence mais sans doute aussi de divergence ? Existe-t-il des liens entre les logiques mises en scène ? Si tel n'est pas le cas, nous pourrions certainement ouvrir le débat et ainsi contribuer à la réflexion et peut-être à l'action....

PARTIE 2 :
L'AUTONOMIE EST AU BOUT DE LA ROUTE,
MAIS LA ROUTE EST LONGUE

Comment présenter les portraits de jeunes qui ont bien voulu nous témoigner leur confiance en acceptant de répondre aux questions, et qui se sont finalement, tous, plus ou moins, dévoilés, sans trahir leur parole, leur intégrité ? Ne pas déformer, ne pas juger, ces écueils sont à éviter et à proscrire absolument. La déontologie et plus simplement, la relation instaurée exigent, de notre part, le plus grand respect. Ainsi, l'exercice auquel nous nous livrons a, pour seul objectif, la compréhension des modes de vie, des valeurs et des références. La mise en évidence des caractéristiques de cette phase de vie, en fonction des hypothèses annoncées, permet d'éclairer ce phénomène de l'allongement de la jeunesse. Ce travail n'a pas d'autre ambition, ni finalité. Certaines remarques seront peut-être « choquantes ». Nous nous en excusons à l'avance.

Après chaque rencontre, la première impression est celle de la différence par rapport à l'entrevue précédente. Chacun a exposé son expérience, ses particularités. Entre le récit de vie et les entretiens utilisés ici, il existe bien des nuances. Pourtant, en écoutant les bandes, en lisant les premiers échanges, il est aisé de percevoir les singularités. De nouvelles questions viennent à l'esprit. Aurait-il fallu les poser ? De toute façon, il est trop tard. Des clés manqueront pour que l'exercice soit parfait. Mais peut-il l'être ? Certainement non. Alors, pour balayer toutes ces incertitudes, un seul remède : l'analyse.

Dans cette partie, nous présentons les résultats de l'analyse des entretiens pour tenter de dévoiler les deux attributs de la jeunesse que sont l'expérimentation et les passages de sphères à d'autres.

CHAPITRE II. 1

DES EXPÉRIENCES MULTIPLES

SOLDÉES PAR DES ÉCHECS

La vie n'est pas un long fleuve tranquille.... Dans la première partie, nous avons défini l'expérimentation comme un mode de socialisation particulier composé d'avancées, de reculs, de réussites, d'échecs. Ainsi, nous allons détailler les étapes de ces parcours de vie, préciser leur enchaînement, leur durée, les raisons de leur fin, les moyens mis en œuvre pour en construire une autre en utilisant deux outils de restitution des réponses. Pour définir l'image que chaque jeune renvoie de lui-même, nous dressons un portrait, presque « une caricature », de leur trajectoire depuis l'année « fatidique » de la classe de troisième⁷³ et de déceler les changements de cap et leurs circonstances. Puis sous forme de graphique (reporté à la fin de la présentation de chaque jeune), nous reconstituons les différentes étapes du parcours de chaque jeune. Cette présentation permet de visualiser les cycles vécus par les jeunes depuis l'obtention d'un diplôme. Chaque type d'étape correspond à une couleur. Une valeur arbitraire a été attribuée de 1 à 4 : le jaune (1) pour les vacances ou l'inactivité, le bleu (2) pour les études ou la formation, le vert (3) pour l'activité salariée, le rouge (4) symbolise chaque échec rencontré.

Ces deux méthodes vont être utilisées simultanément pour chaque témoignage, ce qui permet de garder une certaine cohérence vis à vis du discours.

⁷³ Equivalent à la fin du secondaire 5, c'est une classe décisive pour l'orientation scolaire et la projection professionnelle. Les élèves ont entre 14 et 16 ans.

1.1 Les parcours se construisent au jour le jour

Nous allons tenter de répondre à deux questions de la problématique : en habitant dans leur famille, quelles sont les expérimentations vécues par les jeunes ? Le doute quant à leur avenir et leur insertion est-il déjà installé ?

1. 1. 2 Anne : « hébergée provisoire »

Elle a 24 ans et habite un quartier résidentiel au sud d'Orléans. Son beau-père a 52 ans, il est dessinateur industriel. Sa mère a 50 ans, elle est infirmière psychiatrique. Son frère âgé de 29 ans travaille et n'habite plus là. Elle a aussi une sœur de 11 ans.

Elle a terminé sa scolarité à 21 ans (en 1998) par deux premières années de D. E. U. G.⁷⁴ de psychologie à Tours. Elle travaille depuis trois mois et perçoit environ 760 euros de salaire. Elle s'est achetée un ordinateur à crédit, elle a un téléphone portable sans abonnement.

Au collège, « il y avait eu une réunion je me rappelle, c'était des éducateurs qui étaient venus, et puis, ça m'avait vraiment plu, et comme, j'ai ma maman un peu dans le social et tout, j'ai vu que j'allais finir là-dedans, je voulais être éducatrice Puis, j'ai cherché ce que je pouvais faire ». Elle a choisi une filière générale « C'était bien quand on savait pas trop où on allait ». En seconde, ANNE ne savait pas quelles options choisir. Elle a commencé par sciences économiques puis elle a pris l'italien et a finalement passé un bac littéraire. Depuis sa sortie de l'école, elle a vécu diverses expériences tant sur le plan professionnel que personnel. Au cours de la deuxième

⁷⁴ D. E. U. G. Diplôme d'Enseignement Universitaire Général. Correspondrait à deux années de Baccalauréat ici.

année de faculté, elle a tenté deux concours d'entrée à l'école d'éducateur spécialisé, qu'elle a ratés. Exemple d'identification au secteur professionnel de la mère.

De retour à Orléans, elle a cherché du travail et a trouvé un contrat de qualification dans la vente de matériel informatique à la FNAC⁷⁵ alors que « à la base, je suis partie de Tours en voulant faire une formation dans l'audiovisuel donc je suis allée à l'A. N. P. E.⁷⁶ ... ils me proposaient un contrat de qualif⁷⁷, pour faire de la vente à la FNAC, donc pas du tout ce que je voulais faire. Mais, on m'a poussée quand même à aller à l'entretien et j'ai été prise ». La première idée a été abandonnée au profit d'un projet plus personnel semble-t-il. Durant ces trois années, ANNE habitait seule dans un logement et gisait son propre budget.

A l'issue du contrat, elle a fait ses valises et est partie à l'étranger. Son projet n'a pas abouti et de retour en France, elle s'est retrouvée sans travail et sans logement. En juillet 2000, elle est revenue chez ses parents, a cherché un stage de formation dans l'audiovisuel, qu'elle a trouvé dans une école privée parisienne en janvier 2001. Depuis la fin de ce stage, elle fait des piges pour FR3 CENTRE⁷⁸.

Elle résume sa situation « d'hébergée provisoire » par

« Toutes mes affaires sont dans le garage, dans des cartons.... C'était pas prévu aussi longtemps ». En fait cette période est vécue difficilement « Euh, c'est pas facile parce que, enfin, je sais pas comment ça se passe pour les autres mais, en tout cas pour moi, je sais que je suis pas à l'aise, j'ai l'impression de gêner tout le monde et je suis pas chez moi, c'est euh.... c'est surtout que, euh, on est grand, enfin quoi la vie c'est ça, quand on est grand on n'est plus sensé habiter chez les parents hein. C'est normal ».

⁷⁵ FNAC : entreprise commerciale similaire à Futurshop.

⁷⁶ A. N. P. E. : Agence Nationale Pour l'Emploi.

⁷⁷ Contrat de Qualification : mesure de formation en alternance en entreprise, réservée aux jeunes 16-25 ans. Relativement bien utilisée par les entreprises. Le contrat dure deux ans et le jeune peut préparer une formation qualifiante, tout en étant rémunéré par l'entreprise.

⁷⁸ FR3 Centre : Chaîne de télévision nationale avec antennes régionales. Orléans est chef lieu de région donc cette chaîne y a installé une locale.

ANNE semble avoir peu de loisirs. Elle dit avoir essayé le sport mais être peu motivée. Du côté sentimental, elle a déjà eu une expérience « qu'elle n'est pas prête à recommencer ». Elle a un nouvel ami mais est prudente sur l'évolution possible de cette relation.

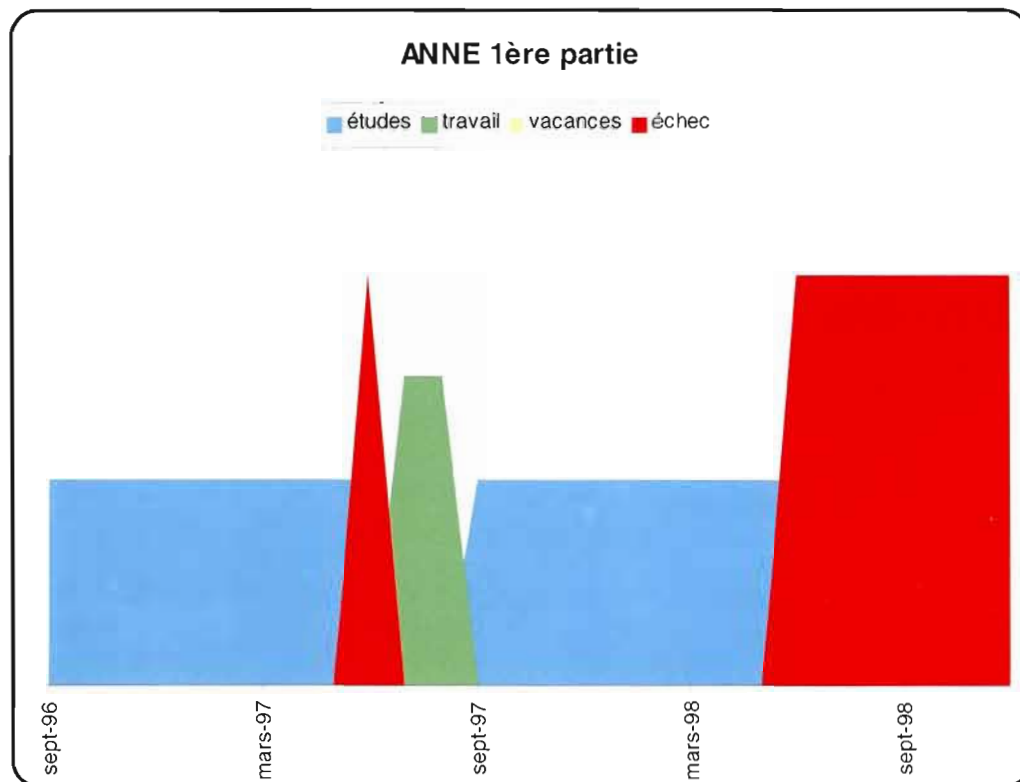
Les trois premières années suivant la fin de la scolarité ont été vécues pleinement. Entre indépendance et recherche de soi jusqu'à tout mettre en carton et partir à l'étranger. Le retour dans la maison familiale constitue une régression, une expérience qui la fait douter. Elle n'évoque pas de projet sérieux avec son ami actuel. Elle cherche un nouvel appartement pour elle seule. Ses premières expériences du monde du travail sont valorisées. Elle explique tout le déroulement, le cheminement de son parcours et y trouve une cohérence

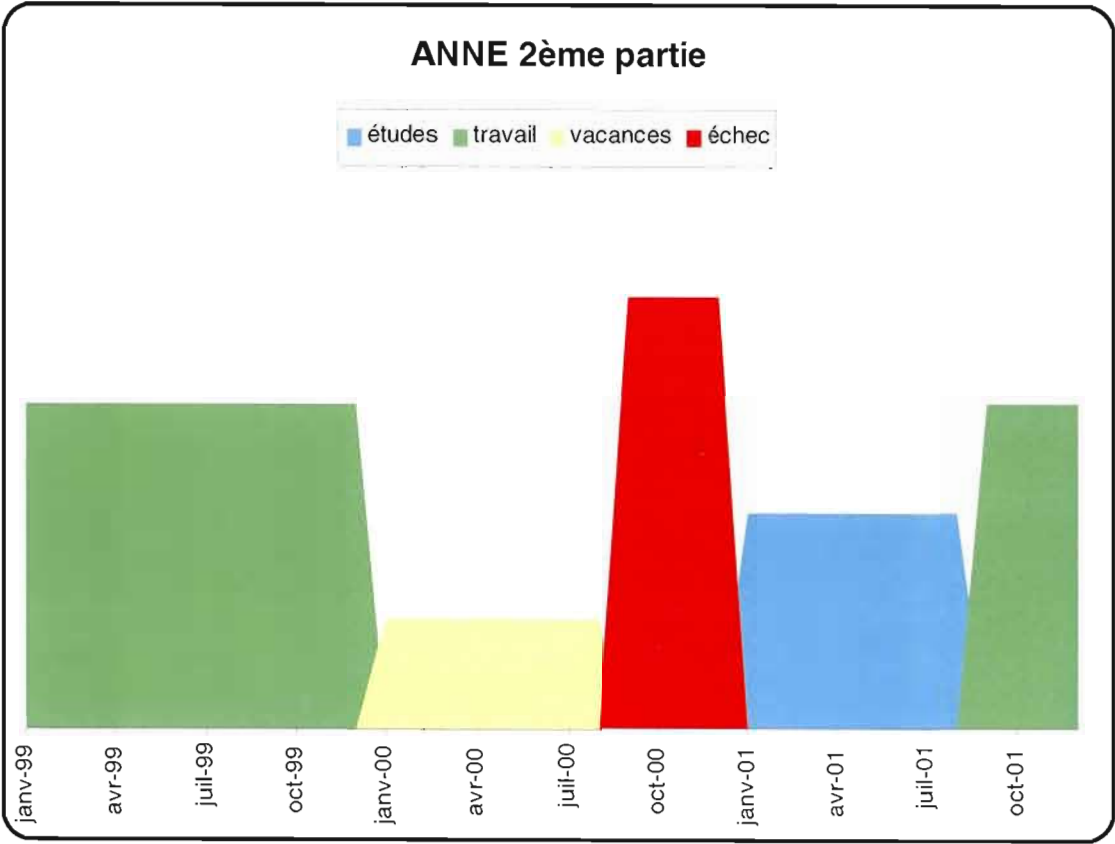
« Et ben, de ces expériences, je crois que tout est bien, parce que j'aurais pas fait une chose, j'aurais pas fait la 2^{ème} et la 3^{ème} et ainsi de suite ». Elle semble avoir trouvé sa voie dans le troisième secteur d'activité « Mon cursus est compliqué ... Je précise comment je me suis retrouvée là... moi la vente, c'est vraiment pas mon truc mais ça m'a plu, c'est une bonne expérience parce que ça m'a permis de faire ce que je voulais vraiment faire, donc euh... »

Son parcours (page suivante) fait apparaître que les deux années d'études supérieures font bien partie d'une expérimentation tant au niveau personnel que scolaire. A la fin de chaque étape, elle a vécu un échec : études, puis échec au concours ; études, puis échec des recherches de formation ; travail, puis départ ou fuite ; retour, puis doute et nouvelles recherches. Très tôt, elle a fait l'expérience de l'indépendance financière. Elle a occupé des jobs étudiants pour assumer certaines charges, en même temps qu'elle bénéficiait du soutien de sa famille.

Elle vit une période moratoire sur le plan personnel depuis un an et demi : elle s'est résignée à la sécurité, à un filet de protection, au niveau du logement. Son insertion professionnelle a également été reportée « je savais pas que c'était possible d'aller

travailler en souriant, on a plaisir à travailler, et j'apprécie d'autant plus que j'ai fait d'autres petits trucs avant ».





1. 1. 2 Dimitri : « Le bohème calculateur »

Il a 21 ans et habite dans le centre ville d'Orléans. Son père a 47 ans, il est responsable d'équipe chez JOHN DEERE. Sa mère, 46 ans, est secrétaire chez FRANCE TELECOM⁷⁹. Il a un plus jeune frère en Terminale S⁸⁰.

Dimitri a eu un Bac Sciences et Techniques du Tertiaire en 1999 puis a fait deux premières années de D. E. U. G.⁸¹ Administration Economique et Sociale (A. E. S.) jusqu'en juin 2001. Il vit de petits boulots, n'a pas de salaire fixe. Il a une dette familiale pour l'achat d'une voiture, une carte FNAC. Il paie le forfait de son téléphone portable, l'essence et l'assurance de sa voiture.

Son orientation scolaire s'est effectuée d'une manière assez originale. Malgré l'obtention du B. E. P. C.⁸², il a redoublé la troisième au grand désespoir de ses parents. Il a choisi une seconde en maintenance parce qu'elle se faisait dans le même établissement scolaire. « Disons que ça me plaisait. Je crois qu'en fin de 3eme c'était trop tôt. Je voyais au jour le jour, même si j'avais des échecs, c'était pas très grave. Donc après la 2de, je me suis dit et puis tiens, si j'allais vers S. T. T.⁸³ et j'y suis allé ». En fait, la bifurcation vers S. T. T. se justifie par des notes moyennes et certainement pour éviter un autre redoublement. « J'avais trois de moyenne en allemand donc ça m'a un peu fermé les portes ».

⁷⁹ France Telecom : Equivalent de Bell mais entreprise publique en cours de privatisation donc restructuration et plans sociaux à répétition depuis près d'une dizaine d'années.

⁸⁰ Terminale S : Equivalent à la fin d'un D. E. C. option scientifique. La porte d'entrée vers l'université et surtout les grandes écoles d'ingénieur.

⁸¹ D. E. U. G. : Voir table des sigles.

⁸² B. E. P. C. : Brevet d'Etudes Principales du Collège, équivalent à un D. E. S., mais diplôme symbolique.

⁸³ S. T. T. : Sciences et Techniques du Tertiaire. Formation en secrétariat.

A 19 ans, avec le bac en poche, il s'inscrit en faculté d'A. E. S.⁸⁴ « avec ceux avec qui j'étais au collège, donc forcément, les retrouvailles... ». « Je l'ai pas eue et j'ai dit, on va recommencer et j'ai joué la facilité. Donc même les bonnes notes en contrôle continu, ça n'a pas suffi, et j'ai décidé d'arrêter ». En juin 2001, il sort donc de l'école et est « sur une année sabbatique ». Il fait des petits boulots. « Je passe des concours pour l'armée de l'air... Ça me prend du temps, il faut les préparer quand même ».

A la question *C'est une branche que vous avez choisie au hasard?* Dimitri répond « Non, ça c'est déjà plus du projet, parce qu'il y a des avantages, et pourquoi l'armée de l'air ? Ben parce que d'abord j'aime les avions, donc vu le cursus que j'ai fait c'est la seule branche qui permet un travail avec les avions, et sans avoir fait quatre ou cinq ans après le bac ».

Cette année sabbatique constitue une étape dans sa vie qui revêt deux aspects : D'abord, elle lui permet une réorientation professionnelle qui est loin d'avoir abouti mais en même temps, les mois à venir dépendent essentiellement de ce projet. Tous les espoirs sont concentrés. C'est un arrêt sur image. Et elle est remplie par des activités professionnelles inintéressantes mais profiteuses financièrement.

« Je ne suis pas en situation d'échec. C'est sûr que ça me fait suer d'avoir raté la fac parce que j'ai passé deux années absolument géniales, en plus les parents assuraient derrière donc bon euh, ça c'est une tranche de vie que j'ai gâchée, mais bon ». « Je trouve des boulots de merde. C'est de l'intérim. J'ai fait un choix de bosser en intérim parce que c'est bien payé et comme c'est juste pour un an, ça m'intéresse pas de trouver un autre boulot et puis j'ai un problème d'argent, il faut que j'en dispose d'un maximum ».

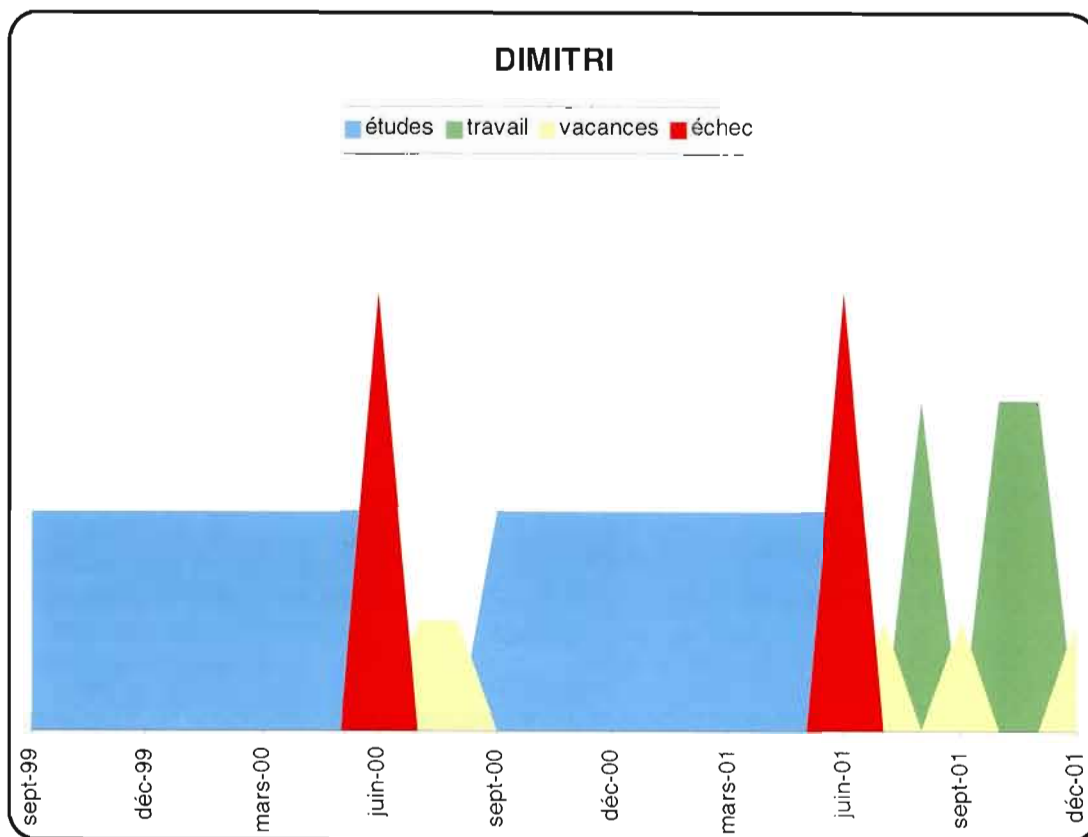
Cette année sabbatique, période moratoire, mais également expérimentale, pourrait être aussi celle du purgatoire. « Je déteste ce monde. Le travail, on se marche dessus,

⁸⁴ A. E. S. : Voir table des sigles.

chacun pour sa peau... Quand on est jeune, on rêve, c'est pas génial....C'est pas pareil dans l'armée de l'air, en tout cas j'espère ». Les différents échecs scolaires ont altéré et fait douter des capacités à accéder à certaines ambitions. Elles ne sont pas exprimées dans les réponses mais, sont sous-entendues. Le statut professionnel des parents est peut être un modèle, une référence. Ce qu'il fait actuellement ne lui plait pas. L'armée de l'air a une image prestigieuse. Il rêve de mieux.

Vis-à-vis de ses parents, Dimitri veut être indépendant financièrement, mais, en même temps, il cherche à sauvegarder une relation satisfaisante. Il évoque un départ inévitable, en fonction de la réussite aux concours, à moyen terme. Il envisage cependant, un retour tous les week-ends. Actuellement, « J'ai pas les moyens. Ma situation est trop instable, ça me permet pas d'avoir des impératifs mensuels ». Il sait que le « confort » actuel risque de s'interrompre, donc il trouve une explication rationnelle au fait de rester chez ses parents. Il a une amie depuis plusieurs mois. Ils se voient chez les parents respectifs. Les projets communs dépendent de ce qu'il fera l'année prochaine. Cette relation est également dans une phase d'attente.

Le parcours de Dimitri (page ci-après) est une alternance de périodes occupées par les études ou le travail et de périodes inoccupées en vacances ou consacrées à des recherches. Nous avons fait apparaître les deux années d'études supérieures car elles constituent une expérimentation réelle. Nous pouvons constater qu'il a peu travaillé. Son avis sur le monde du travail a été vite construit. L'alternance mission intérim – recherches au cours des six derniers mois, symbolise bien la période moratoire.



1. 1. 3 Christophe : « Le fils sacrifié »

Il a 22 ans et habite dans un F2⁸⁵ avec ses parents, dans un quartier ouvrier au Nord d'Orléans. Il est fils unique. Son père a 52 ans et est artisan plâtrier, sa mère a 55 ans, est ouvrière à QUELLE⁸⁶.

A l'issue de sa scolarité, il a obtenu un B. E. P. carrosserie peinture en 1997 (17 ans). L'entretien a eu lieu en décembre 2001, il retravaille depuis un mois. Il n'a pas de crédit particulier.

Christophe a quitté l'école depuis quatre ans et demi, et a suivi une formation professionnelle à plusieurs reprises. Nous verrons quelles étapes précises se sont succédées. Son « originalité » se situe dans son mode de vie : « Tous les jours, je suis obligé de déplier le canapé. J'ai pas de coin à moi, ma chambre, c'est la salle de séjour mais à part ça, le problème c'est plus pour moi, sinon ça se passe bien... Moi, un appart, je suis pas concerné, vous voyez. Et puis même moi, je me dis que je suis jeune, j'ai le temps, donc le temps de voir venir et le temps de profiter encore. » Son BEP carrosserie peinture est un hasard :

« A la fin de 3^{ème} ils m'acceptaient pas pour aller au lycée, donc j'avais le choix : avec le lycée technique, mais ils m'ont dit, on vous prend mais on vous donne une réponse début septembre, donc ma mère a dit et, si vous le prenez pas, où il va aller, donc je suis allé voir Maréchal Leclerc dans la foulée, et ils m'ont dit, c'est OK. Je savais pas quoi faire à cet âge là. En fait, carrosserie peinture, personne veut faire ça (rires) et c'est tous ceux qui ont été rejetés, c'est leur 3^{ème} vœu. J'ai fait ça, mais je connaissais pas. »

⁸⁵ F2 : Logement équivalent à un trois et demi, ici.

⁸⁶ Quelle : Entreprise de vente de vêtements bon marché par correspondance

A la sortie de l'école, la proposition d'intégrer une classe sportive à Nancy lui a été faite : « Je jouais au football et j'étais payé. J'ai fait du foot et j'ai continué mes études. Y'avait de la vente et de la comptabilité, donc j'ai fait vente. » N'ayant pas été sélectionné, il est revenu à Orléans et « C'est quelqu'un qui nous pistonne, qui nous renseigne sur le GR. ETA⁸⁷. C'est une formation sur 6 mois et à la fin de l'année on passe le B. E. P., j'ai obtenu le C. A. P. J'étais payé et j'allais en cours. » Après un B. E. P. de carrosserie, Christophe obtient donc un C. A. P. dans la vente en deux ans. Après les vacances, « moi, je faisais rien de spécial parce que je recherchais à faire un bac pro⁸⁸. C'est le gars qu'avait fait la formation avec moi en vente qui me dit, ouais y'a une formation qui va se faire en électronique. J'ai été à l'entretien et ils m'ont accepté. J'ai eu mon B. E. P./C. A. P. et grâce à ce diplôme, à cette formation, je pouvais continuer au niveau bac pro, c'était conducteur de ligne. Je l'ai pas eu mais j'ai travaillé grâce à cette formation là. »

Avoir des copains « c'est la vie quoi ! ». Avoir une copine « Ça viendra tout seul. Je cherche pas, ça se passe tout seul. »

Christophe n'a pas choisi son orientation scolaire. La filière carrosserie-peinture est arrivée par hasard, surtout par défaut. Il a tenté une décohabitation en allant à Nancy pour jouer au foot. Il est revenu au bout d'un an : « J'étais bien, je le ressentais mais bon, j'étais loin de ma famille, de mes amis mais, j'étais bien d'être tout seul, quand t'es tout seul tu fais ce que tu veux, bref je m'assumais voilà. Chez moi ma mère, ça la dégoûtait parce que je partais. J'aimerais bien être tout seul, mais tant qu'on peut rester le maximum ensemble, avec mes parents, ben autant le faire, donc moi, c'est clair, je veux pas repartir. » L'expérience d'éloignement semble avoir fait souffrir toute la famille. Elle ne peut être renouvelée.

Sur le marché du travail, Christophe a trouvé in extremis des missions intérim. A 22 ans, il a travaillé 5 mois en réalité. Juillet, août « c'est les vacances ». Il dit avoir frôlé

⁸⁷ GR. ETA : Groupement d'Etablissement : Des établissements scolaires, en collaboration avec un centre de formation pour adultes, organisent des formations en cours d'emploi ou dans le cadre de programmes d'insertion.

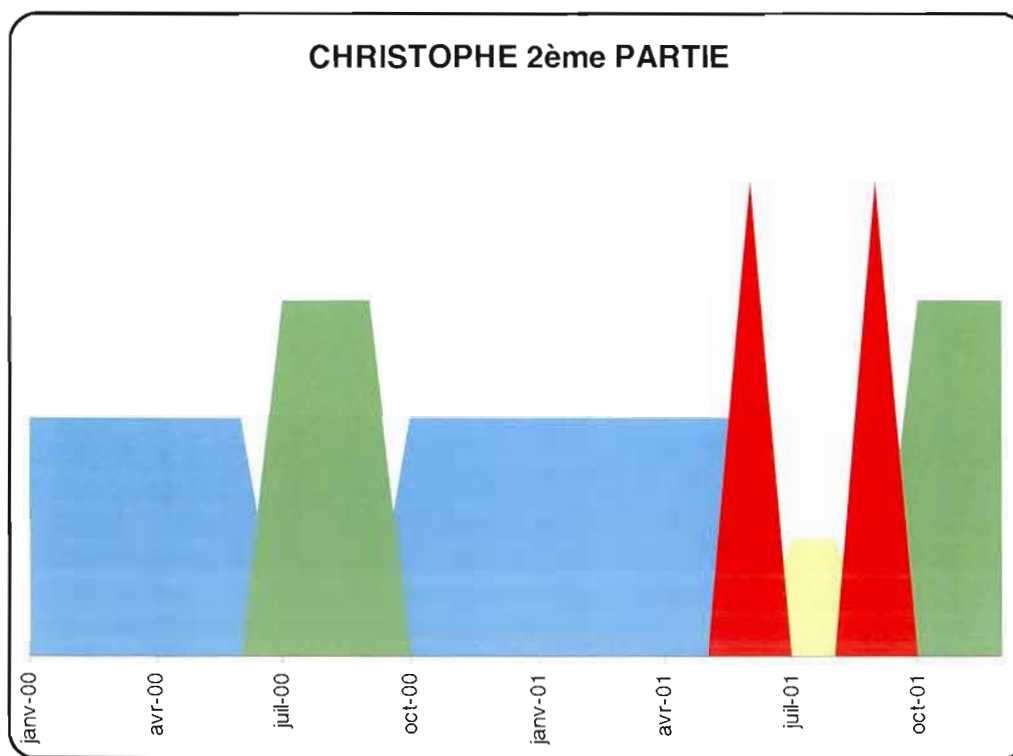
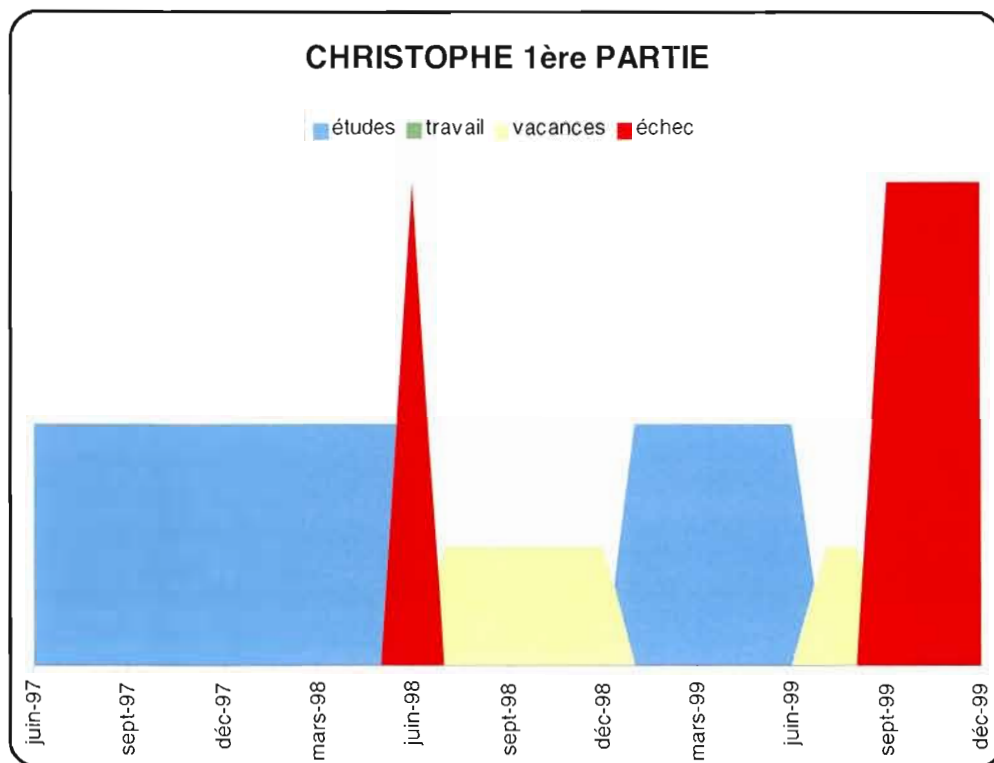
⁸⁸ Bac pro : Bac professionnel, encore un diplôme équivalent à un D. E. P.

la catastrophe en septembre, « après les attentats aux USA. » Ses économies arrivaient à leurs fins et il n'avait plus d'argent. Il semble avoir déjà eu quelques expériences sentimentales mais ne développe pas le sujet.

La visualisation de son parcours, depuis la fin de la scolarité en juin 1997, fait apparaître trois éléments essentiels (page suivante):

- Trois des quatre longues périodes de formation se sont soldées par un échec : il n'a pas été sélectionné à Nancy pour continuer le foot (juin 1998), il n'a pas trouvé d'entreprise pour préparer un bac professionnel en alternance (septembre à novembre 1999), il n'a pas obtenu le bac professionnel tant espéré en juin 2001.
- En quatre ans et demi, il a travaillé cinq mois. Ses périodes d'études ont été rémunérées. Il a pu économiser et ainsi bénéficier d'une courte période d'indemnisation chômage.
- Après certains échecs, il prend une période de vacances. C'est seulement avec son BEP électro-technique qu'il a travaillé pendant l'été.

A aucun moment, Christophe ne s'avoue vaincu, ne fait référence à son origine culturelle, à son milieu d'appartenance sociale comme mode d'identification. Sa stratégie semble reposer sur un système d'opportunités naissantes au fil des rencontres. Il a déjà expérimenté un éloignement géographique d'un an, et trois secteurs d'activités professionnelles très différents. Le dernier semble lui permettre d'entrer, plus facilement, sur le marché du travail. On ne ressent pas, dans son discours, l'idée d'une période moratoire. Il est plutôt en quête, à l'affût. Un temps, le doute s'est installé, mais il a trouvé une issue qui semble lui convenir.



1. 1. 4 Mickaella : « Elle n'est pas encore elle... »

Elle a 21 ans et habite un quartier au Nord d'Orléans. Son père a 49 ans, il est gendarme. Sa mère, 48 ans, elle est mère au foyer. Son frère, âgé de 23 ans, fait une formation en alternance sur Paris

Mickaella a obtenu un bac S. T. T.⁸⁹ à 20 ans (2000). Elle percevait moins de 450 euros d'ASSEDIC⁹⁰, verse une pension à sa mère et épargne. Mickaella a fourni un effort important lors de l'entretien car elle est timide et émotive. Elle explique qu'elle pleure facilement car elle n'aime pas sa situation. Les réponses sont restées assez brèves.

Le choix de la filière S. T. T. à l'entrée en seconde s'est fait par défaut. « En troisième, j'avais pas un très bon niveau. Les maths, c'est pas la peine. Littéraire, il faut un bon niveau. Economique et social, ça m'intéressait pas, donc il restait S. T. T. ». « Ma mère voulait me mettre en BEP, mais moi je voulais faire une seconde.... Je me suis dit si ça marche pas, je reprendrai, mais j'ai réussi ». Elle a vécu une épreuve de test quant à ses capacités et s'est opposée à sa mère. Grâce à ses efforts, Mickaella a obtenu son bac. Mais, elle échoue au concours d'entrée à l'école d'infirmière, ne trouve pas d'entreprise pour préparer un B. T. S. par alternance d'assistante de direction, et se retrouve sur le marché de l'emploi. Elle expérimente les missions intérim de courte durée pendant plusieurs semaines et trouve finalement du conditionnement en cosmétiques pendant neuf mois. Malgré un succès apparent, elle laisse tomber cette mission pour rechercher à nouveau une entreprise, qu'elle trouve. Mais « avec ma tutrice, ça n'allait pas du tout, donc j'ai préféré arrêter, j'ai

⁸⁹ S. T. T. : Voir table des sigles.

⁹⁰ ASSEDIC : Organisme chargé du versement des allocations de chômage.

tenu un mois....C'est l'ambiance qui n'a pas été....Après c'était trop tard, pour trouver une autre entreprise ». Puis, « je suis restée un mois sans rien faire.... Et après, j'ai refait des petites missions par ci par là, et bon ben là, j'attends pour retourner éventuellement dans les cosmétiques, mais je préférerais un travail dans la journée ».

Pour combler le vide, Mickaella s'est inscrite à des cours d'anglais dans un institut privé et a commencé à apprendre le langage des signes deux heures par semaine.

« Ça n'a rien à voir avec le secrétariat, mais maintenant, je suis plus attirée par ça, c'est à dire, le contact avec les gens, le langage avec les mains, ça m'a toujours été plus facile ».

« Je ne considère pas ça comme un loisir. Dans un sens oui, comme ça me plaît, mais dans un autre non parce que j'ai envie d'y arriver avec... Je me renseigne pour après, mais il faut aussi des diplômes. Interprète, c'est bac plus quatre. Sinon éducateur spécialisé, avec le bac, on peut, donc. Y'a des écoles je vais me renseigner ».

Mickaella cherche encore sa voie. Elle croit avoir trouvé une piste. Elle cherche des opportunités mais la finalité est ambiguë. Est-elle professionnelle ? La recherche d'un premier emploi a été difficile. Ce qu'elle trouve, elle le prend, faute de mieux « Y'a pas de sot métier, mais travailler à la chaîne euh, c'est pas, pis les 2/8⁹¹ c'est pas ».... Ce que j'espérais ?

Sa relation avec ses parents est particulière, nous y reviendrons. Mickaella n'a fait aucun essai de décohabitation. Elle vit à leur rythme, au gré des affectations de son père. Il semble que son projet et avenir personnel dépendra de celui de ses parents. Concernant les relations sentimentales, Mickaella a un ami, depuis peu de temps, mais en parle très peu. Pour elle, « l'homme idéal n'existe pas mais on sait jamais ».

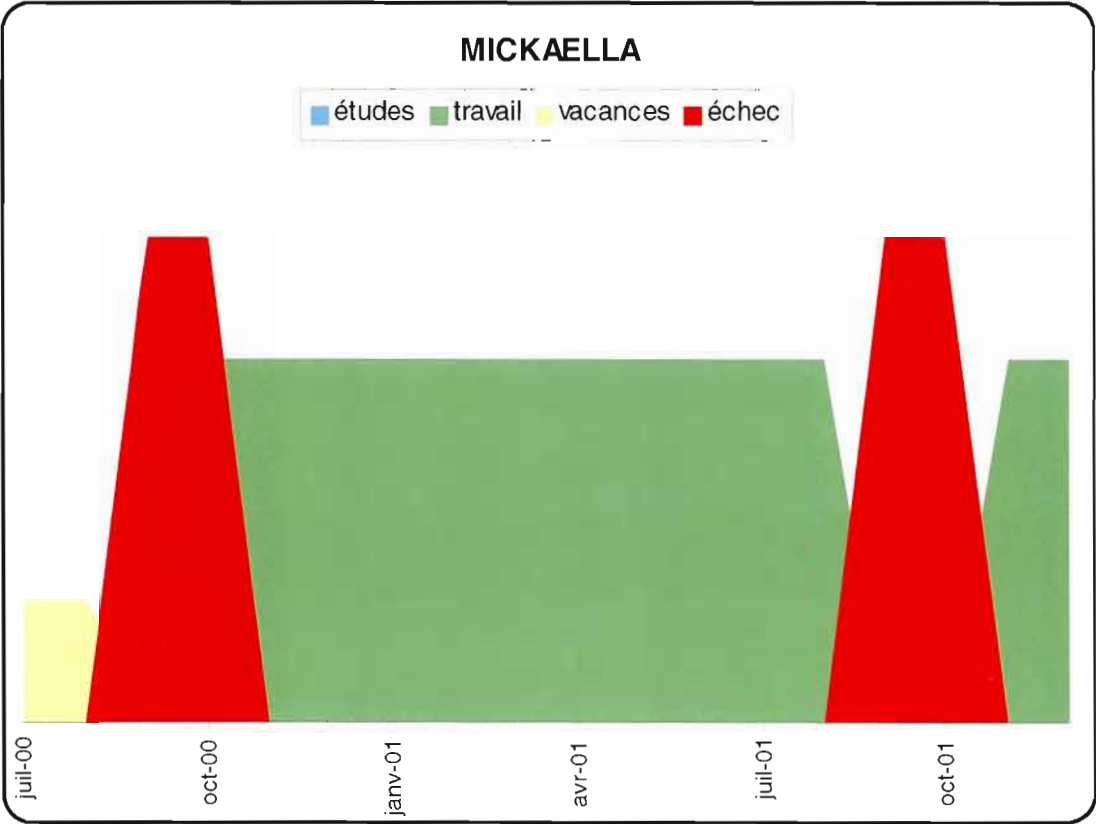
⁹¹ Les 2/8 : mode d'organisation du travail en deux « shifts », alternants toutes les semaines ou tous les mois. Souvent un horaire le matin et un horaire du soir.

Son parcours (page suivante) fait apparaître deux éléments.

- Deux périodes d'échecs importants d'une durée de quatre mois chacune mais dissociées. En 2000, en sortant de l'école, elle recherchait une solution : un concours, un contrat d'apprentissage. Travailler comme assistante de direction paraît logique après une formation en secrétariat. Le choix du concours d'infirmière n'a pas été expliqué. La deuxième période a été différente. Elle a trouvé un contrat, c'est elle qui l'a rompu. Elle avait déjà travaillé et a retrouvé des missions. Mais un mois lui a été nécessaire pour se ressourcer. Elle a mis à profit cette période pour rechercher d'autres pistes, trouver des activités autres que professionnelles : cours d'anglais et langage des signes.

- L'expérience du travail intérimaire lui a fait connaître le travail en équipe et à la chaîne. Il semble que cela ne répond pas à ses souhaits, à ses désirs, voire à ses ambitions. La longue période d'intérim n'a pas été détaillée. Les missions n'ont pas été datées mais il semble qu'elle ait éprouvé de réelles difficultés à trouver un premier job. Sa confrontation au marché du travail et ses caractéristiques a été réelle. Elle ne s'y était certainement pas préparée.

Mickaella ne semble pas inquiète sur ses capacités à retrouver une activité professionnelle similaire à ce qu'elle a déjà pratiquée. Pourtant, elle est en pleine phase d'expérimentation mais aussi, de construction d'un projet de vie.



1. 1. 5 Océane : « Une fille avec sa mère »

Elle a 22 ans et habite au sud d'Orléans. Son père est décédé depuis 5 ans, il était douanier en Afrique. Sa mère a 58 ans, était aide ménagère, et a arrêté de travailler depuis plusieurs années. Elle a un frère (30 ans), agent de sécurité dans une banque ; une sœur, âgée de 27 ans, au chômage avec une licence de droit. Son autre sœur a 24 ans, elle fait du conditionnement avec un B. T. S. Elle a eu un bébé et habite dans un appartement à proximité de sa mère.

Océane a eu un bac S. T. T. en 2000, à 19 ans. Elle percevait les ASSEDIC, 609 euros, d'allocation dégressive⁹². Elle n'a pas de crédit et paie son forfait téléphone.

Elle vit en France depuis l'âge de 14 ans. Auparavant elle vivait en Afrique. Elle a choisi de faire un bac S. T. T. « parce que c'était polyvalent ».

« Après le bac, j'avais envie d'être autonome, libre, j'en avais marre de toujours demander à ma mère. Je me suis dit, bon ma grande, va bosser. Je me suis inscrite sur les intérim, je les ai harcelé, j'ai fait du conditionnement. Ils ont vu que je travaillais bien, ils m'ont proposé un poste plus intéressant : assemblage électronique à ST JEAN DE LA RUELLÉ⁹³. C'était pépère, c'est minutieux mais moins fatigant. J'ai eu un contrat de 6 mois ».

Océane expérimente le monde du travail en usine. Elle met six mois à décrocher un contrat de six mois. En même temps que ses recherches d'emploi, elle est allée au

⁹² Allocation Dégressive : L'allocation unique dégressive (allocation chômage) diminue avec le temps d'indemnisation par tranches dégressives.

⁹³ St Jean de la Ruelle : ville périphérique d'Orléans où sont installées de nombreuses usines.

cours du soir, faire une fac de droit. « Le droit c'est trop spécialisé... J'étais fatiguée, j'ai arrêté au bout de deux mois ». Son contrat de travail s'est arrêté en juin 2001 et depuis « je ne fais rien ». « Travailler pour quoi faire ? » Océane est inactive depuis six mois. Elle ne cherche pas vraiment, elle attend une proposition. C'est la nébuleuse la plus complète : « Je pense que je vais reprendre le droit l'année prochaine ». « D'ici l'année prochaine, je vais chercher un B. T. S. par alternance, si je trouve un patron, l'ordinateur, j'adore ça ». « Quand j'étais petite, je voulais travailler sur les bateaux mais j'ai découvert que j'avais le mal de mer, donc je vois ce qu'on me propose ». En trois phrases, Océane répond des éléments différents.

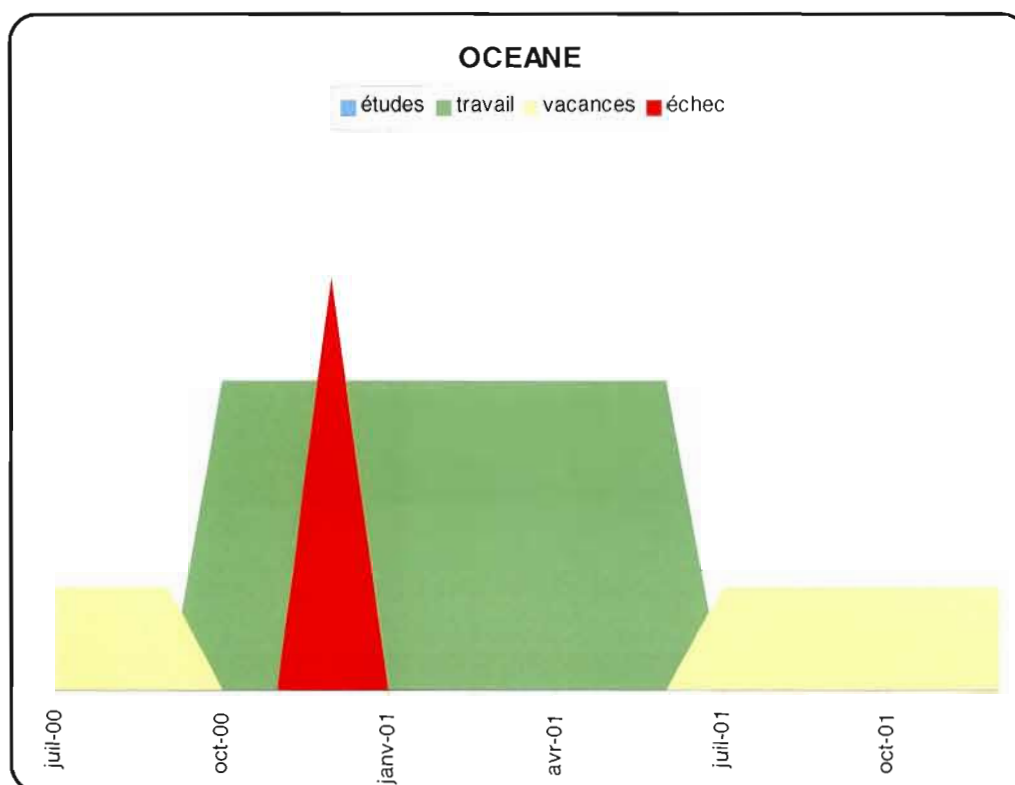
Il semble que les six mois après la sortie de l'école ont été fatals. Elle a épuisé toute son énergie à chercher un travail. Elle a atteint son objectif mais pour une courte durée. Elle pensait être adulte et qu'une place l'attendait quelque part. L'expérience de l'intérim lui a permis d'avoir un salaire mais aussi de tester la dureté de la tâche.

Le père d'Océane est décédé depuis 5 ans. L'épreuve est encore présente. « Ma mère est cool, elle fait tout.... Elle aime pas trop sortir, quand je l'oblige, elle vient au ciné avec moi ». Elles veillent réciproquement l'une sur l'autre. Elles tentent de se motiver, de se dynamiser. « Je suis bien avec elle, elle me pose pas de problème ». Océane n'envisage absolument pas de quitter ce cocon protecteur. Il s'est certainement constitué depuis le décès de son père. « Je n'ai aucun intérêt à chercher un appartement, chez ma mère tout va bien ». Sur le plan sentimental, Océane n'a pas d'envie particulière semble-t-il. Elle paraît être sur la défensive. « Je n'ai pas de petit ami, non je suis insupportable, paraît-il ... Un petit ami c'est emmerdant, ça fait du mal. J'aime bien qu'on me fasse des compliments, mais ça s'arrête là. J'ai peut-être peur de souffrir, j'en sais rien ». Elle se protège avant tout.

A la question, *Vous ne vous imaginez pas dans une vie de famille ?* Elle répond « J'aime pas rêver. Je vis au jour le jour, ma priorité, c'est le travail ». Elle ne fait pas de projet, évite ainsi les déceptions. Elle se sert de l'exemple de sa sœur comme modèle pour étayer ses réponses, mais est-ce vraiment de cela dont elle a envie ? Cette phrase, « ma priorité c'est le travail », constitue une véritable contradiction avec

ses autres réponses sur les perspectives d'avenir professionnel. Tout cela nous amène à penser qu'Océane est en pleine période moratoire. Elle a expérimenté un certain nombre de choses mais après un an de recherche, elle semble adopter une attitude de repli.

Son parcours est assez révélateur. Pendant un an, elle a été active. Elle a réussi à travailler. Elle a essuyé un échec, qu'elle exprime d'une manière consciente : la fac de droit. Ses réponses font apparaître un autre échec, plus latent. Il se révèle par la longue période d'inactivité dans laquelle elle s'est installée depuis six mois.



1. 1. 6 Nadia : « La petite fille modèle »

Elle a 21 ans et habite au sud d'ORLEANS. Son père, âgé de 68 ans est retraité. Il était chauffeur horticole jusqu'à 65 ans. Sa mère âgée de 63 ans est au foyer. Nadia est la dernière enfant d'une fratrie de neuf. Deux de ses frères sont célibataires, un dort de temps en temps à la maison. Les autres sont tous mariés, vivent à Orléans ou en France.

Elle perçoit des ASSEDIC, environ 457 euros. Elle n'a pas de crédit, achète des cartes pour son téléphone portable.

A l'issue de la 3^{ème}, « j'hésitais... donc j'ai fait un B. E. P. secrétariat en deux ans, après j'ai fait une 1^{ère} d'adaptation pour rattraper le cursus général, mais en fait, c'est pas vraiment général parce que j'ai fait un bac S. T. T. ». Alors que dans tous les autres aspects de la vie de Nadia, la famille est omniprésente, l'orientation scolaire a été supervisée par les professeurs. « Je savais pas trop ce que je voulais faire en 3^{ème}... Mes parents ils connaissent pas trop.... Des frères et sœurs y'en a pas beaucoup qui ont continué ». « Ca m'a vraiment pas plu, j'aurais préféré faire, non honnêtement j'étais vraiment déçue, parce que j'aurais voulu faire un bac pro en secrétariat parce qu'il y a plus de débouchés en faisant un bac pro, ça n'a rien à voir ».

Après son bac S. T. T., elle a essayé trois orientations différentes, trois échecs successifs : refus pour un B. T. S. « j'avais pas un bon niveau », pas d'entreprise pour un contrat en alternance, « donc après j'ai dû faire, comment on appelle ça, une fac, une année de fac, une fac A. E. S. mais ça m'a pas plu donc euh,... je suis restée deux mois et j'ai arrêté ». Les six mois qui ont suivi l'obtention du bac ont été « terribles ». Le choix d'A. E. S. s'explique par « c'était le plus adapté au secrétariat et y'a des

copines qui m'ont conseillée ça aussi parce qu'au début je voulais pas du tout m'inscrire, quoi. Mais en fait, c'était pas du tout ce que je voulais faire ». On sent l'hésitation mais également la méconnaissance des filières.

En janvier 2001, Nadia s'est « inscrite en intérim pour des petits boulots en secrétariat comme hôtesse d'accueil, standardiste, et tout ça. Et seulement, y'avait pas beaucoup de demandes dans ce domaine là, donc euh, j'ai pris ce qu'il y avait, quoi ». Sa vie ne lui appartient pas vraiment. Elle se résigne et tient jusqu'en juin à faire des préparations de commandes et du conditionnement⁹⁴.

En septembre 2001, elle recherche à nouveau une entreprise mais ne se fait pas d'illusion : « J'ai tenté, mais, euh, en fait, je savais bien que c'était limité (rires). Donc, j'ai quand même tenté jusqu'au 1^{er} novembre ». Depuis, « j'ai dû faire une semaine d'intérim ». « Mais, actuellement, je fais, en attendant de trouver un bon boulot, et tout ça, je m'occupe des personnes âgées.... C'est un boulot, mais c'est pas ce que j'ai envie de faire, quoi.... Je préfère faire ça, que de faire des boulots en intérim, que d'aller travailler en usine ». Nadia a trouvé une activité occupationnelle qui lui permet d'avoir de l'argent de poche et d'attendre.

A la question *J'ai l'impression que vous êtes en train de faire une pause ? Par rapport à votre projet professionnel ?* Elle répond :

« En ce moment là ? Ah ouais, parce que j'ai rien à faire, en ce moment là. A part attendre, jusqu'à septembre prochain. Mais bon, là, il faut que je m'y remette à partir du mois de mars pour trouver une entreprise, c'est ce que je compte faire d'ailleurs. Même, au mois de février là, je vais me renseigner pour faire des lettres de motivation et postuler dans les différentes entreprises, pas que sur Orléans d'ailleurs, sur Paris, enfin on va voir, il faut tenter ».

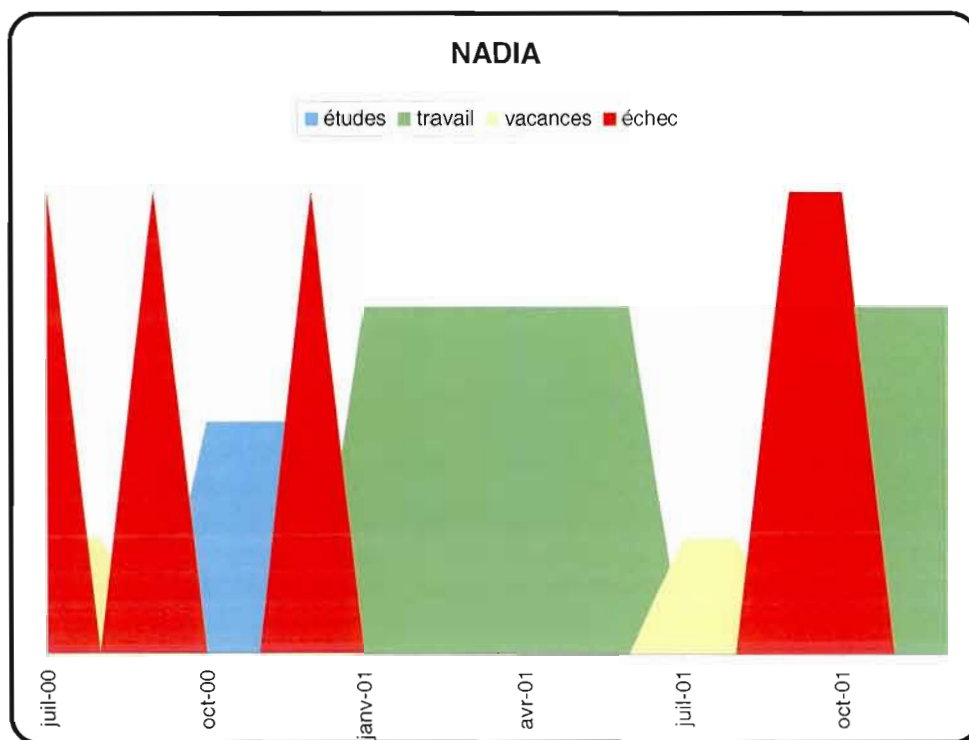
La famille a une place prépondérante. Nadia part en vacances au Maroc avec ses parents. Nous verrons dans un autre chapitre le poids que représente ce réseau. Il n'est pas envisagé de décohabiter. « Mes parents, c'est, tant que t'es pas mariée, il

⁹⁴ Travail en conditionnement : travail répétitif de mise en boîtes de produits.

vaut mieux que tu restes à la maison.... Ca me pose pas de problème. Je suis plutôt bien, j'ai pas à me plaindre ».

Concernant les relations sentimentales, Nadia reste secrète. Elle hésite à répondre aux questions. C'est un secret total vis-à-vis de ses parents. Avec ses amies, « elle parle des mecs accessoirement ». La liaison des deux mots atteste que ce n'est pas la préoccupation du moment.

Le parcours de Nadia fait apparaître un cumul d'échecs sur une période courte. Entre expérimentation et période moratoire, elle s'est confrontée aux exigences des formations supérieures et du monde du travail. Elle n'était certainement pas prête à ces épreuves. L'obtention du bac est fortement valorisée au sein de la famille. C'est un gage fort de succès. Une fois ce pallier passé, elle s'est retrouvée démunie. La phase de travail en intérim a été acceptée, elle ne sert qu'à savoir ce qu'elle ne veut pas faire. La deuxième activité également.



Nous avons tenté de retracer le parcours de 6 jeunes depuis leur sortie de l'école en mettant en évidence les différentes étapes et leur enchaînement.

Le choix de l'ordre de présentation n'est pas anodin. Nous avons commencé par la personne qui nous paraît être la plus avancée dans son parcours. Anne a deux à trois ans de plus que les autres, elle navigue encore pour quelques mois. Dimitri a su nous présenter un projet à moyen terme. Il vit une relation amoureuse assez stable et envisage, plus ou moins, de quitter le domicile parental. Christophe s'est réfugié chez ses parents pour un certain temps, mais semble assez satisfait de ses expériences intérimaires. Il a trouvé une certaine logique entre sa dernière formation et les missions qu'on lui confie. Les trois filles Mickaella, Océane et Nadia sont « ex æquo ». La construction d'un projet de vie est à réaliser à tous les niveaux.

Tous les parcours des jeunes sont constitués d'expériences multiples et variées. Néanmoins les styles des étapes se confondent, alternant courte et longue durées. Chacun vit ou a vécu des périodes de doute plus ou moins importantes.

1.2 La période moratoire est réelle

Tous les parcours sont constitués d'échecs qui laissent plus ou moins des traces, qui nécessitent plus ou moins de temps pour repartir. Les stratégies mises en place relèvent des opportunités liées aux rencontres fortuites, semblent être le fruit du hasard. Certains parlent de harcèlement auprès des agences intérim, d'autres ont tenté de se fondre dans la masse, en suivant le flot des amis.

L'orientation scolaire est problématique pour tous. Les chemins pris ne relèvent pas du choix, d'une projection en terme de métier mais plutôt de la nécessité d'une occupation. Les filières ont été décidées par défaut, soit après avis des professeurs, de la famille ou contre l'avis de la famille. Ce moment, situé à l'âge de 15/16 ans paraît les avoir pris de court « je savais pas quoi faire ». Mais 5 à 6 ans plus tard, savent-ils enfin ce qu'ils veulent faire ? D'une manière générale, les parents semblent être restés en retrait, soit par manque de moyens de persuasion, soit par manque d'autorité, soit

par volonté de laisser faire le jeune, pour qu'il trouve sa voie. Les formations en alternance sont connues mais aucun n'en bénéficie, malgré quelques recherches. Là aussi les échecs sont réels.

Il semble qu'Anne ait trouvé sa voie. Pour les autres, aucun nom de métier, aucun projet fixe n'est annoncé, amorcé avec certitude, engagé dans sa réalisation. La valeur travail est présente à chaque fois : c'est l'étape première, la valeur centrale. Les représentations vis-à-vis du travail sont liées à la manière dont est vécue cette phase expérimentale. Partis la fleur au fusil, avec un diplôme ou un bon stage, le fait d'avoir trouver de l'intérim est rassurant, à défaut d'autre chose. Au fil des mois, la motivation baisse, l'inquiétude s'installe (Christophe, Océane). Pour Dimitri et Nadia, les perspectives étaient ailleurs. Une certaine peur, une crainte de ne pas en sortir se manifestent, soit par un calcul savant d'apport financier, soit par la démission et l'arrêt des recherches. Mickaella essaie de trouver une certaine valorisation personnelle.

Vis-à-vis de la cohabitation, seule Anne exprime clairement la volonté de partir, elle s'en explique. Dimitri serait sur le point de devoir partir mais tout ne dépend pas de lui. Les autres n'envisagent pas un départ, se demandent pourquoi prendre un appartement et partir du nid plus ou moins douillet dans lequel ils sont installés. Christophe a expérimenté la décohabitation. L'amertume qui en résulte, le cantonne ou le condamne à ne pas renouveler et lui permet de justifier le fait de rester chez ses parents. Nadia et Océane vivent dans un cocon protecteur, bien encadrées, secondées. Il n'est pas question de partir, elles n'en ont pas envie. La formation d'un couple est un thème surprenant pour les jeunes. Trois vivent une liaison récente. Mais les préoccupations semblent ailleurs. Le sujet a été difficile à aborder et a suscité des réponses brèves. Personne ne parle d'engagement, de projection.

Chez tous les jeunes, on retrouve des périodes d'expérimentation pour les études et le travail. Elle ne se fait pas dans le même contexte : les études, même sans avoir été choisies, leur ont permis d'acquérir un diplôme. Pour certains, c'est la seule réussite objective à leur actif. Les périodes de travail ont lieu faute d'avoir abouti sur d'autres

recherches. Pour certains, même le gain financier n'est plus assez motivant pour renouveler l'expérience. Tous ont testé les missions intérim, non valorisantes, faute de mieux. Ils en ressortent déçus alors qu'ils ont dû se battre pour les décrocher. On retrouve bien l'idée de période moratoire soit sous la forme d'un purgatoire, une étape obligée après plusieurs tests non concluants, soit sous la forme d'un vide, où la vie semble suspendue, duquel il faudrait bien pouvoir sortir.

CHAPITRE II. 2

LES PASSAGES SONT-ILS BLOQUÉS ?

Les trois passages évoqués dans notre méthodologie (première partie, chapitre I.3) constituent la base de notre interprétation. L'entrée dans l'âge adulte, les rôles et places de la vie en société et les relations avec la sphère publique sont les repères utilisés pour analyser le discours recueilli. Nous rappelons que nous cherchons à identifier les blocages, les « nœuds » qui expliqueraient le non-passage d'une sphère à l'autre.

2.1 De l'enfance à la vie adulte : le doute

Un adulte autonome est en capacité de se gouverner lui-même. Voilà l'enjeu de ce passage. Entrer dans la vie adulte c'est voler de ses propres ailes, encore faut-il le vouloir et y avoir été préparé. Nous allons tenter de déterminer où en sont les jeunes ? A quel stade en sont nos protagonistes ?

2. 1. 1 Quelle est la teneur des relations avec les parents ?

L'identification au modèle parental constitue un moyen essentiel de construction de soi. Au moment de l'adolescence, et a fortiori au stade d'après, la recherche de la singularité et le détachement vis-à-vis de ce modèle, paraissent indispensables pour bâtir sa propre identité.

Nous avons d'abord cherché à savoir quel est le mode de relation établi avec les parents en construisant quatre catégories. Les deux extrêmes regroupent des réponses claires, sans équivoque : la dépendance voire la fusion d'une part, le conflit plus ou

moins latent d'autre part. Les deux autres n'apparaissent pas d'emblée dans le discours, elles sont plus diffuses : la bonne entente, la relation d'égal à égal et l'utilisation du modèle en tant que tel ou comme contre modèle. Chaque jeune peut se retrouver dans une ou plusieurs catégories.

LES JEUNES	1. RAPPORT A UN MODÈLE
<i>Anne</i>	Sa mère lui a inspiré son premier projet, elle s'en est distanciée depuis.
<i>Dimitri</i>	Evoque le statut socioprofessionnel de ses parents.
<i>Nadia</i> <i>Océane</i>	Vivent une relative complicité avec leur mère quant aux activités domestiques ou de loisirs.
<i>Christophe</i>	Considère plutôt son père comme un « contre-modèle » dans la mesure où son activité professionnelle n'arrive pas à faire vivre la famille.

LES JEUNES	2. RAPPORT D'EGALITE
<i>Anne</i>	Avec son père. Il a participé au financement de ses études. Aujourd'hui, il ne lui verse plus de pension.
<i>Mickaella</i>	S'entend bien avec son père.

LES JEUNES	3. RELATION DE DEPENDANCE
<i>Christophe</i>	Apporte un réel soutien à sa mère avec qui il est très lié. La relation de dépendance économique est réciproque. Aucun éloignement n'est possible.
<i>Mickaella</i>	Même si elle tente de s'opposer à sa mère, de s'en distancer, elle est dépendante d'elle dans le quotidien. La fusion est totale quant à son avenir. Seule la forme impersonnelle est utilisée pour répondre.
<i>Dimitri</i>	Fait plaisir à sa mère en allant en vacances avec ses parents.
<i>Anne</i>	Se sent redevable de quelque chose dans la mesure où elle est hébergée.
<i>Nadia</i>	Respecte totalement l'autorité de son père. Elle apporte une aide concrète par devoir. Elle prend peu de décisions par elle même.

LES JEUNES	4. RELATION CONFLICTUELLE OU TENDUE
<i>Christophe</i>	Semble en conflit avec son père. La place et le rôle confus de chacun renforcent la rivalité.
<i>Mickaella</i>	Sa relation avec sa mère paraît basée sur la méfiance, avec peu de communication.
<i>Dimitri</i>	Des conflits ont eu lieu au moment de la scolarité, dûs aux échecs, correspondant aussi à l'adolescence.

Les relations avec les parents sont complexes. Le mode de relation est varié et multiple. Peu se serviront sans doute du modèle parental pour leur avenir. Il est cité, reconnu, mais ne sera pas copié. Il faut donc en trouver un autre, à construire de toute pièce. Les relations de dépendance, vis-à-vis des parents, sont encore importantes et bien réelles. Mickaella ne peut répondre par « je ». Christophe et Océane sont très attachés à leur mère. Dans ces conditions, on voit mal comment le départ du domicile parental pourrait avoir lieu.

Puis nous nous sommes attachées à déterminer la place occupée par le jeune au sein de la famille. L'espace physique occupé donne une indication géographique : cinq ont une chambre, un espace intime identifié et attitré mais il est vécu différemment : jardin secret, chambre partagée par la communauté ou provisoire. Au niveau économique, trois n'ont aucune participation financière et sont totalement pris en charge. Il s'agit de Nadia et Océane mais aussi de Dimitri alors qu'il travaille régulièrement. Anne et Mickaella participent par devoir, en fonction de leurs revenus. Christophe est prêt à tout donner à sa mère. La situation financière de ses parents paraît alarmante. Aucun des jeunes ne verse un montant fixe, n'a établi un budget précis avec ses parents. Peu d'entre eux participent aux tâches ménagères. Nadia semble avoir un rôle précis vis-à-vis de ses parents : les aider au quotidien (ménage, courses, papiers). Christophe a une place ambiguë voire contradictoire : pas d'espace, mais rôle économique. Il essaie de banaliser l'organisation telle qu'elle est, il en ressort peut être valorisé. Dimitri offre des cadeaux, fait des compromis avec ses parents. Anne met en avant la notion d'entraide. La nouvelle cohabitation a été négociée, discutée mais elle s'achète sa propre nourriture. Mickaella se considère redevable vis-à-vis de ses parents mais sa marge de manœuvre est limitée au ménage. Océane laisse sa mère prendre en charge les tâches quotidiennes. L'entraide paraît naturelle.

2. 1. 2 La solidarité intergénérationnelle est limitée

Anne a bénéficié de cette solidarité élargie aux grands-parents pendant ses études. Elle sait qu'elle peut encore compter sur eux. Aucun des jeunes ne demande de l'aide à leurs grands-parents ou collatéraux. Nadia vit au sein d'une communauté familiale. Le soutien de la fratrie est réel mais non financier. Quelques-uns parlent de cadeaux offerts à Noël ou pour les anniversaires mais rien de plus.

Tout est basé sur la relation parent/enfant. Il n'existe pas d'échange économique au-delà de ce niveau de parenté. Seul Dimitri semble utiliser ses parents comme pourvoyeurs de fonds, sans contrepartie particulière. Pour lui, c'est un soutien normal. Il se laisse porter et en est conscient. Océane se laisse porter également. Christophe semble prendre la place de son père. Mickaella et Anne évoquent la notion de dette vis à vis de leurs parents. D'une manière générale, le réseau familial est restreint. Christophe mentionne une cousine pour l'aider dans ses démarches de recherche d'emploi. Mickaella se rend chez une tante car elle a de jeunes enfants. Elle a vécu un an chez ses grands-parents, au moment où son père a été affecté en Corse, après la Réunion. Elle était en 1^{ère}. Mais maintenant, « ils ne se voient plus ».

Le scénario de la construction des différentes étapes de vie - évoqué dans la première partie - ne fonctionne pas. Les échanges, l'entraide n'existent pas entre le jeune et les adultes de la famille.

2. 1. 3 La formation d'un couple n'est pas d'actualité

Les entretiens montrent que les jeunes n'en sont pas encore à ce stade. Anne et Dimitri ont une relation depuis plusieurs mois. Anne, qui a déjà vécu une rupture, une déception, pense que ça n'est pas sérieux. Son ami est étudiant à Tours, mais ses parents habitent à Orléans. « Des fois, il est invité. Mes parents l'invitent à passer la soirée, voilà ». Sa situation d'hébergement semble freiner cette relation. Elle ne le rejoint pas encore à Tours. Par contre, Dimitri et son amie dorment chez les parents. Elle est étudiante et leur relation dépendra de leur point de chute respectif. Mickaella

flirte avec un garçon depuis deux mois. « On se voit à l'extérieur, c'est beaucoup mieux ». Ils habitent, tous les deux, chez leurs parents. L'élaboration d'un projet matrimonial semble éloignée. Plusieurs évoquent l'idée avancée par Galland (1991) : avoir un travail, trouver un appartement, puis fonder une famille.

Christophe, Océane et Nadia n'ont aucune relation en cours. Pour Christophe, « les femmes, c'est plutôt un poids avec qui on se prend la tête ». Nadia a eu une relation. Elle s'est arrêtée du fait de la distance à parcourir. Il habitait Paris. La liaison était totalement secrète vis à vis des parents, elle était obligée de trouver des alibis pour se déplacer. Le mariage est une affaire organisée par la famille. Océane semble avoir une idée plutôt négative du couple. Elle ne formule aucun projet, voire même, dénie le modèle « traditionnel » : « Y'a pas besoin de mari pour faire des petits ».

D'une manière générale, les jeunes ne se sont pas longuement expliqués sur ces relations. Ont ils été surpris par ces questions ? Ce stade est-il tellement lointain de leur quotidien et de leur phase de vie ? La relation forte vécue avec les parents, la mère notamment, explique peut-être la situation actuelle. Les jeunes sont loin d'avoir atteint le stade adulte. Les relations avec les parents sont de l'ordre de la dépendance économique, mais aussi spatiale et surtout affective. Quitter les parents, c'est dissoudre, faire disparaître le dernier filet protecteur existant.

2. 2 De la famille à la société : sans réseau

Vivre en société, c'est appartenir à différents groupes sociaux. Les cercles de socialisation s'élargissent. La notion de réseau implique celle de mobilité. Au sein de chaque réseau d'appartenance (amical, associatif, professionnel) nous chercherons à connaître quelle relation en est le support et à déterminer quel type de mobilité est exercé. Là encore, nous avons émis l'hypothèse de l'existence de blocages au sein des relations sociales établies ou à établir.

2. 2. 1 Le réseau amical ou le groupe de pairs est essentiel à l'existence.

Les jeunes ont des amis. Pour Christophe et Dimitri, ils sont issus d'une pratique sportive associative, nous en reparlerons plus tard. Mickaella a peu d'amis, ils sont issus des expériences de travail. Ce sera l'objet d'un autre paragraphe. Anne, Océane et Nadia évoquent surtout des amis issus de l'école. Certains sont accueillis à la maison, mais ils se rencontrent, plus souvent, dehors. C'est l'occasion d'une première mobilité. Ils se voient en ville, dans les bars, chez d'autres amis quand ceux-ci ont un logement, seuls. Anne se déplace même, jusqu'à Paris. Ceux d'Orléans, « je les retrouve dans la rue, en fait, on circule.... On boit un café, on va au cinéma, au resto ». Elle insiste sur la similitude de leurs situations : « Aller à la fac et ça marche pas, donc petit travail à côté ou même travail un peu plus sérieux, mais finalement rien de concret pour l'avenir.... Donc, ils ont pas pu trop m'aider parce qu'ils étaient un peu dans la même situation que moi. Eux aussi, ils étaient en recherche de quelque chose de plus intéressant que ce qu'ils faisaient ». Nadia reçoit ses copines dans la maison. « On se regarde une petite cassette vidéo.... J'ai deux vraies amies.... Des fois, on sort, on fait les magasins, on va dans un café et on discute.... Des fois, on va sur Paris, mais c'est juste à l'occasion ». Son réseau amical est plutôt restreint. Il lui permet de sortir de chez elle. Elle n'en parle que pour des loisirs. Océane dit « être très sociale ». Ses amis jouent au bowling, ils partagent cette passion. « Avec les filles, on regarde la télé seulement.... Quand y'a une soirée étudiante, j'y vais.... De temps en temps, en boîte, j'adore danser.... Mes amis viennent me chercher en voiture ». Océane a gardé des contacts avec ceux de la fac. Le bowling, loisir/passion, lui permet de rencontrer des personnes d'un autre milieu. « Ils sont en couple, ils travaillent, ils ont les parents derrière ». Epreuve-t-elle de l'amertume, de la jalousie vis à vis d'eux ? Les considère-t-elle comme des modèles ? Elle se démarque, d'autant plus, qu'elle est noire, dit-elle (en fait, elle est à peine métissée). Anne avait une voiture pendant ses études, mais depuis un accident, elle se déplace en transport en commun. Elle a financé son permis avec des économies personnelles et a

commencé dès l'âge de 16 ans. Océane a arrêté de passer son permis, car c'est trop cher, elle se déplace en bus et prend « son tram ». Le père de Nadia l'a obligée à passer son permis, elle-même, n'en voyant pas l'utilité. Son frère lui a acheté une voiture. Elle s'en sert pour aller en ville.

2. 2. 2 Le réseau associatif, de quartier existe à peine

Seule Nadia évoque ses voisines car elle peut s'y identifier : des filles du même âge, du même quartier, qu'elle croise. Les autres jeunes n'ont pas de contact particulier avec le voisinage, dans le quartier. Mickaella évoque la vie en caserne : « On est en appartement, donc c'est pas évident, en gendarmerie faut toujours passer la barrière donc, c'est pas facile ». Cette phrase se veut expliquer pourquoi Mickaella ne reçoit pas d'amis chez elle. Elle est également symbolique et révélatrice des difficultés qu'elle éprouve à sortir. Les quatre filles n'ont pas de réseau lié à une association. Anne a été bénévole dans une association sociale de quartier, en lien avec son premier projet professionnel. Nadia dit ne pas connaître les associations existantes dans son quartier, pourtant nombreuses.

Christophe pratique le football depuis l'âge de 6 ans dans le même club. C'est à cette occasion, qu'il lui a été proposé d'aller à Nancy. Depuis, c'est toujours, pour lui, un mode de socialisation important. Ils rencontrent ses amis à l'entraînement. C'est lui qui les véhicule. Sa mère lui a payé le permis de conduire à 18 ans. Il a acheté la voiture. Avec ses amis, « il fait des tours en ville.... On fait un barbecue en bord de Loire ». Ils se retrouvent, aussi, chez l'un ou chez l'autre, pour regarder des films. Dimitri pratique le handball. Il voit souvent ses amis à l'entraînement, mais aussi en dehors. « Je connais plein de monde, donc, ce serait trop petit chez moi. J'ai pas mal d'amis qu'ont des apparts et tout, donc on va chez eux.... On mange un truc sympa et après on sort, mais pas trop... A la maison, ça coûte moins cher et c'est plus sympa ».

Les loisirs sont souvent pratiqués avec les amis : sorties, cinéma, pique-nique. La plupart des jeunes en évoquent le coût et justifient le peu de loisirs pour cette raison. C'est l'occasion d'une mobilité, d'un éloignement physique du domicile parental.

2. 2. 3 La socialisation professionnelle n'a pu avoir lieu

Seule Anne n'a pas travaillé en intérim. Elle valorise son parcours en y trouvant une cohérence. Son contrat actuel lui permet de s'identifier à un collectif travail et métier. Elle espère pouvoir trouver des perspectives professionnelles intéressantes. Elle ne parle pas de relations particulières avec ses collègues. Pour elle, c'est le moyen d'accéder, à nouveau, à un logement autonome.

Mickaella et Nadia ont pu, par l'intermédiaire de leurs contrats, rencontrer des personnes et nouer des relations amicales. Pour Mickaella, c'est la seule source de socialisation. Les cours de langage des signes sont peut être une autre opportunité, mais l'expérience est trop récente. Les différentes expériences et missions exercées ont une incidence commune : les jeunes sont très ambivalents par rapport au monde du travail. L'énergie consacrée à trouver quelque chose est retombée. Ils avaient la motivation pour aller travailler. Mais, les missions qui leur ont été confiées, le statut qu'ils ont occupé constituent un véritable revers de médaille. Objectivement, ils ont réussi à trouver du travail, mais le cadre est resté bien en dessous de leurs espoirs.

Christophe, Mickaella, Nadia et Océane ont élaboré une échelle de valeurs : l'usine c'est mieux que de rester chez soi. Nadia a pu établir des contacts humains. Mickaella a une image négative de l'intérim : c'est une main d'œuvre éphémère, sans valeur, corvéable à merci « C'est souvent l'horreur ». Christophe a testé la hiérarchie des missions : le travail à la chaîne n'a rien d'intéressant à côté du montage de composants électroniques. Océane a pu rester six mois dans le même lieu de travail. C'est la seule conclusion positive qu'elle tire de cette expérience. Ils tentent de se rassurer, chacun à leur manière : Pour Christophe, « le travail me plait, je suis pas dégoûté. Je me lève le matin, j'aime bien aller au travail comme tout le monde,

voilà ». Mickaella se fond dans la masse : « J'ai remarqué que, de plus en plus de jeunes, ils travaillent en intérim, ils n'ont pas de travail fixe ». Nadia et Océane ne cherchent plus de missions. C'est le rejet total. Nadia a une occupation en travaillant auprès des personnes âgées : « J'ai vraiment arrêté l'intérim, je suis dégoûtée ». Océane voit ce qu'on lui propose. Elle ne sait plus pourquoi elle irait travailler.

Aucun des jeunes n'est sorti d'Orléans pour travailler. Plusieurs reconnaissent que leur véhicule a été indispensable à trouver les missions. Nadia remercie son père pour cela. Dimitri est entré de force dans un monde du travail qu'il déteste, même s'il dit qu'il « fait un choix de bosser ». Son année de purgatoire trouve son apogée dans « ça ne m'intéresse pas un C. D. D. (Contrat à Durée Déterminée) ou un C. D. I. (Contrat à Durée Indéterminée) ». De toute façon, il est quasiment certain de ne pas en trouver.

L'entrée ou plutôt l'arrivée dans le monde du travail s'est opérée d'une manière assez brutale. Ils en ont découvert certains codes, certaines règles. Ils tentent de trouver la place qu'on leur réserve, mais celles qu'ils ont occupées les ont déçus. Anne et Dimitri espèrent encore. Christophe veut se rassurer. Mickaella, Nadia et Océane sont déjà à la marge, temporairement, mais elles ne savent pas où elles vont. Leur identité professionnelle est loin d'être définie. Le réseau se rétrécit. A-t-il seulement, un jour existé ?

2. 2. 4 La communication virtuelle n'est pas un outil utilisé.

Dimitri, Mickaella et Christophe n'en parlent pas. Mickaella est très mal à l'aise avec les gens, communiquer lui demande un effort important. Nadia connaît l'existence d'Internet mais « ça ne l'intéresse pas ». Océane lance une phrase banale : « Internet, n'importe qui peut s'en servir » mais.... Pas elle. Anne utilise cet outil à son travail. Quatre d'entre eux ont un bac STT et se sont servis de l'outil informatique au lycée. Depuis tout est arrêté. L'utilisation d'un ordinateur ne fait pas partie de leur quotidien. Par contre, ils ont tous un téléphone portable dont ils assument le coût.

A partir des différents éléments recueillis et en guise de conclusion provisoire, nous pouvons avancer plusieurs points de connaissance. Le réseau principal d'appartenance est celui du groupe des pairs, des amis. Il est plus ou moins élargi. La mobilité physique est obligée en ce qui concerne le travail, mais également, par la vie chez les parents. Pour rencontrer leurs amis, les jeunes se déplacent. L'aire de vie est limitée à la ville. Quelquefois, certains osent une escapade à Paris. Les loisirs sont peu onéreux et sont partagés avec les amis.

Les relations interpersonnelles sont rares dans le cadre du travail. Compte tenu des expériences vécues, il n'existe pas de socialisation professionnelle en tant que telle basée sur l'appartenance à un métier, à un collectif de travail ou à un statut au sein d'une entreprise. La place majoritaire, occupée temporairement, est celle d'intérimaire : statut éphémère, dévalorisé. C'est pourtant le seul qu'ils connaissent, et auquel ils peuvent s'identifier.

Non seulement, le passage de la famille à la société est bloqué, mais aussi les essais tentés se sont soldés par des échecs, conduisant même à un repli sur soi. Il n'existe pas de mobilité professionnelle, ni même de mobilité sociale. La sphère d'identité est en majorité rattachée aux relations familiales. Les amis ne sont pas toujours sources de références.

2.3 Entre la sphère privée et la sphère publique : un fossé

Le stade ultime de la socialisation, l'accès à la citoyenneté, n'est pas aisé à atteindre. Il suppose des apprentissages spécifiques, la référence à des valeurs fondamentales.

2. 3. 1 La navigation s'effectue sans boussole

Connaître l'environnement institutionnel dans lequel nous vivons, pour entrer dans la société, tel est l'enjeu de ce passage. Il suppose une autonomie dans les démarches, une connaissance de l'organisation sociale. La communication s'établit par l'écriture, outil qu'il faut maîtriser. Ses différents indicateurs vont nous permettre d'identifier et de situer les blocages existants chez les jeunes.

Dimitri reconnaît avoir eu besoin de ses parents pour apprendre à remplir des papiers, mais semble assez autonome dans ses démarches. Ecrire des lettres ne lui pose pas de problème, mais il préfère se déplacer dans les agences d'intérim deux à trois fois par semaine. Il n'est pas inscrit à l'A. N. P. E. car il ne cherche pas de contrat, autre que l'intérim. Il n'est pas revenu à la Mission Locale car on lui proposait des stages qui ne l'intéressaient pas.

A la question *si vous aviez un appartement, est ce que vous savez à quel type d'aide vous pouvez prétendre ?* Il répond par « J'ai plus le statut étudiant donc ça m'en a pas mal enlevé. Si je pars d'Orléans, je serai obligé à me ré-intéresser à ce dont j'ai besoin ». Il semble confondre les deux notions. En tout cas, aujourd'hui il n'a besoin de rien.

Anne a su utiliser différents ateliers de recherche d'emploi en sortant de la faculté. Elle cite l'A. N. P. E., l'INFREP⁹⁵. « Se secouer et aller taper à plein de portes pour trouver des solutions ». Elle est allée à la Mission Locale et aux ASSEDIC pour financer sa formation. L'échec de la faculté, les exemples de ses amis lui ont donné

⁹⁵ INFREP : organisme de formation professionnelle financé dans le cadre des mesures d'insertion.

une certaine motivation. Elle s'est débrouillée pour écrire ses lettres de candidature. « J'ai une bonne étoile, où je sais pas (rires), j'ai toujours eu de la chance ».

Mickaella est allée à la Mission Locale, s'inscrire à l'A. N. P. E. et aux ASSEDIC. « Les boîtes d'intérim lui ont trouvé du boulot »... « C'était dur, j'en ai fait plusieurs et ça a donné ses fruits »... « Le C. I. O.⁹⁶, ils sont pas très accueillants ». Tout le reste est pris en charge par sa mère. Pour les lettres, « elle a un bon coup de stylo, j'aime bien qu'elle relise, c'est plus prudent ». Pour les papiers, c'est sa mère aussi « comme elle est toujours derrière nous, de toute façon on a l'habitude ». Mickaella connaît les contrats de formation en alternance. Elle a mis à profit son enseignement scolaire pour l'écriture ; mais n'a pas suffisamment confiance en elle.

Nadia fait beaucoup de démarches sur les conseils d'un membre de sa famille. Sa sœur lui a parlé de l'association d'aide à domicile. Ses amies lui ont donné les adresses des agences d'intérim. C'est également sa sœur qui relit et, donne son avis sur les lettres. Son père l'a inscrite pour passer son permis de conduire et a assuré la voiture achetée par son frère. Elle est inscrite à l'A. N. P. E. et regarde les offres. Elle est venue une seule fois à la Mission Locale, mais pense que cette structure ne peut l'aider. Elle connaît et a cherché un contrat de formation en alternance.

Christophe a quelques doutes pour l'écriture. Il a suivi des ateliers de recherche d'emploi à la Mission Locale pour effectuer CV et lettres de motivation. Il fait relire ses lettres par ses amies. Sinon il se déplace dans « les intérim ». Il est réfractaire au remplissage des imprimés, mais le fait quand même. Il s'est inscrit à l'A. N. P. E., mais n'en comprend, ni le fonctionnement, ni le traitement du dossier. Utiliser les ordinateurs « c'est dur pour remplir les choses ». Son stage, financé par la formation professionnelle, se transforme en « c'est un système de formation, comme j'avais cotisé, j'avais les ASSEDIC ». Pour chercher une entreprise, il entre dans tous les magasins de la rue commerçante d'Orléans.

⁹⁶ C. I. O. : Centre d'Information et d'Orientation : service public d'orientation dépendant du Ministère de l'Éducation Nationale.

Océane remplit ses dossiers et rédige ses lettres elle-même. « En français, ça va, à l'école, on a appris ». Elle utilise un magasin pour les étudiants pour accéder à un ordinateur. « Je fais tous mes papiers toute seule. La mairie renseigne les gens aussi ». « Pour avoir les ASSEDIC, il faut être chercheur d'emploi, je me suis donc inscrite à l'A. N. P. E. C'est sur leurs conseils, que je me suis inscrite à la Mission Locale..... A chaque fois, ils ont rien à me proposer.... pour bosser, je me suis inscrite sur les intérim, je les ai harcelés ». Les réponses d'Océane sont révélatrices d'une méconnaissance du fonctionnement des organismes. Elle connaît ses droits en étant au chômage.

Pour aborder la question du rapport au droit social, il a semblé important de citer littéralement les réponses des jeunes. Les acquis de base en français sont maîtrisés. Seul Christophe (dont le niveau scolaire est le plus faible) semble avoir quelques difficultés. Ils connaissent tous l'existence des contrats en alternance. Ils sont tous inscrits à la Mission Locale mais aucun ne la fréquente vraiment. L'A. N. P. E. et les ASSEDIC sont souvent vécus comme passages obligés : accès aux offres d'emploi d'Orléans, uniquement, et allocations chômage. Les démarches de la vie quotidienne sont souvent supervisées par les parents. Les agences d'intérim ne sont pas souvent citées comme telles. Les méandres du droit du travail et de l'accès à la formation professionnelle continue sont ignorés. Anne semble les avoir découverts par hasard et par nécessité. Ils ont appris des gestes répétitifs : faire des CV et des lettres, passer ou téléphoner dans les agences.

Dans la mesure où louer un appartement n'est pas d'actualité, les aides à l'accès au logement ne sont pas évoquées. A plusieurs reprises, les réponses contiennent des formes impersonnelles, vagues, mal identifiées. Le « ils » et le « on » sont souvent utilisés. Le dédale des organismes sociaux, la complexité des dispositifs, les codes d'accès à la sphère du public ne sont pas maîtrisés, intériorisés, utilisés, voire connus.

2. 3. 2 Les institutions sont des entités « étranges »

Deux des principales ont été retenues : la politique et la religion. Les réponses des jeunes peuvent être classées dans sept catégories, allant du rejet à la pratique ou à l'implication.

2. 3. 2. 1 Un goût amer vis à vis de la politique

TYPE DE RELATION	AVEC LA POLITIQUE
<i>REJET</i>	Christophe, Océane
<i>DECEPTION / MEFIANCE</i>	Dimitri, Océane, Anne, Mickaella, Christophe.
<i>INDIFFERENCE</i>	Christophe, Nadia
<i>IGNORANCE</i>	Mickaella
<i>REFERENCE</i>	Nadia
<i>SYMPATHIE</i>	
<i>PRATIQUE</i>	

Les trois premières catégories reflètent des sentiments plutôt négatifs. Ce sont là que se situent les jeunes pour la politique ou pour leurs représentants. Seule Nadia fait référence à l'œuvre du politique c'est à dire aux lois. Cinq d'entre eux expriment une déception entraînant une méfiance vis-à-vis des hommes politiques. Les réponses sont « c'est tous les mêmes », « au secours », « des promesses et pas de retour ». Christophe et Océane rejettent cette institution, mais l'expriment différemment. Christophe n'est pas inscrit sur les listes électorales : « Ça passe pas dans ma tête ». Océane les « déteste tous ». Christophe et Dimitri évoquent le fossé qui sépare les deux mondes « Les jeunes ne sont pas représentés », « les hommes politiques ne savent pas s'y prendre avec les jeunes, c'est trop. Ils arrivent pas à nous

comprendre ». « Ils parlent trop bien pour nous ». Mickaella, Anne et Christophe sont noyés dans la masse, ne sont pas convaincus du poids qu'ils peuvent peser dans les décisions. Nadia et Mickaella ne sont pas inscrites sur les listes. « J'y ai pas pensé », « ça me manque pas pour l'instant ». Dimitri et Anne votent pour des raisons différentes. Anne revendique un droit à la prise de décision et aurait envie de participer davantage. Dimitri vote également pour donner son avis, mais il le fait parce que après « *j'ai le droit de gueuler* ». En dehors de cette réponse - choc, il admet avoir suivi le débat municipal. Tous les deux abordent ce sujet avec leurs parents et amis, ce sont les seuls.

Plusieurs autres réponses méritent d'être citées même si elles sont isolées. Christophe associe le politique au contrôle de police, ce qui ne fait qu'augmenter le rejet. Alors qu'elle a fortement été encouragée par sa famille, Nadia n'a pas fait la démarche d'aller s'inscrire. Dans la famille, trois d'entre eux ont la nationalité française. Contrairement aux autres actes de sa vie, Nadia ne vote pas par délégation. Océane exerce son droit de vote depuis sa majorité. Elle évoque le combat des femmes pour acquérir ce droit et en fait son devoir. Elle exprime une demande précise vis à vis des hommes politiques : « Moi, je demande la sécurité dans les quartiers. Quand les gens se battent, et tout, les flics sont à côté, ils se barrent. Ce que je trouve inadmissible, les politiciens promettent aux policiers et ils ne font rien. Il faut qu'ils les aident ». Dimitri donne une réponse illustrant le « faire société » : « Je crois que, c'est peut être un peu naïf, mais c'est le minimum vis-à-vis de la société dans laquelle on est, parce que si tout le monde se met à en avoir rien à foutre, et ben ça peut pas fonctionner. Je trouve que c'est une chose normale ».

2. 3. 2. 2 Un certain respect vis à vis de la religion

TYPE DE RELATION	AVEC LA RELIGION
<i>REJET</i>	
<i>DECEPTION / MEFLANCE</i>	Dimitri, Océane.
<i>INDIFFERENCE</i>	Dimitri
<i>IGNORANCE</i>	
<i>REFERENCE</i>	Christophe, Nadia
<i>SYMPATHIE</i>	Mickaella, Anne, Océane, Nadia.
<i>PRATIQUE</i>	

Les réponses sont beaucoup plus pondérées, voire plus positives vis à vis de la religion. Dimitri est relativement indifférent. C'est le seul à ne pas avoir été baptisé. Océane et lui sont méfiants en évoquant les guerres de religion et leurs conséquences humaines. Océane associe rapidement religion et secte. Mickaella apporte peu de réponse. Elle dit être croyante et non pratiquante.

Nadia, musulmane, suit quelques principes et évoque le sujet « tabou » du voile très aisément. Elle ne ressent aucune pression. Anne paraît être en pleine réflexion. Elle dit être croyante mais ne sait pas de quelle religion. Elle préfère parler de foi. Elle estime avoir besoin de temps pour mûrir et décider d'un quelconque engagement. Christophe dit être athée, mais pense qu'il y a « quelqu'un qui surveille là haut ». Il associe religion avec morale et loi. Des règles sont dictées, il s'agit de les respecter.

Le discours n'a pas la même teneur. Face à la politique, s'exprime une certaine révolte. Face à la religion, les paroles sont plus mesurées. On retrouve les attributs de la jeunesse en général : remise en cause, indifférence, revendications. Là encore, vis à vis de ces deux institutions fondatrices, les relations sont réduites. La sphère privée aspire l'énergie nécessaire à l'accès à la citoyenneté.

D'une sphère à l'autre, le chemin est encore long à parcourir. D'une manière générale, aucun des jeunes n'a atteint son entrée dans la vie adulte ni dans la société. La mobilité est réduite dans tous les sens du terme. Les réseaux se limitent à celui des amis. Les expériences vécues permettent à certains d'en envisager une autre, évolutive. Pour les autres, elles ne sont qu'échecs, résignation, apprentissage par défaut. On voit bien que le processus est en panne. La place occupée au sein de la famille est encore importante. La place que l'on espérait trouver dans la société est dissimulée dans un labyrinthe. Les imbroglios administratifs et les institutions creusent un fossé, plutôt qu'ils ne permettent d'avancer.

La notion d'ambiguïté sociale évoquée dans la première partie, en référence à Galland, a été illustrée à plusieurs reprises dans les entretiens : elle est vécue de plein fouet concernant le monde du travail. Les jeunes n'ont pas accès à la société de consommation qui les entoure, aux statuts professionnels auxquels ils avaient rêvés.

« Notre diagnostic » est qu'ils ne maîtrisent pas les caractéristiques du fonctionnement de la société dans son ensemble. Ainsi, l'hypothèse de l'existence de blocages est conforme à la réalité mise en évidence par ces jeunes. Il faut toutefois émettre quelques nuances. La première concerne le nombre de jeunes rencontrés. Il est restreint et ne permet d'effectuer aucune généralisation. La deuxième concerne l'âge des jeunes. Ils sont vraiment jeunes et nous ne pouvons qu'espérer que la phase qu'ils traversent leur permette de construire leur avenir. Anne, la plus âgée, se détache des autres sur plusieurs plans. L'espoir est permis.

Cette partie a été consacrée à la compréhension du cadre de vie, des pratiques sociales de six jeunes. Il est important de souligner qu'ils ne portent pas les « stigmates de l'exclusion », de la désaffiliation. Même si nous avons pu démontrer que les cercles dans lesquels ils évoluent, sont restreints, il n'y a pas d'absence sociale au sens d'Y. BAREL. Cependant, certains peuvent être situés dans une période de vulnérabilité dans la mesure où ils conjuguent précarité du travail et fragilité des supports de proximité, comme l'a précisé R. CASTEL.

La seule stabilité dont ils sont certains, est celle de leur place dans la famille. Nous imaginons aisément ce qu'il adviendrait si, éclatait un conflit, entraînant une rupture de ce lien. Ils n'en sont pas là et n'envisagent pas de partir, hormis Anne.

Nous devons maintenant questionner la proposition de loi faite en décembre 2000 pour tenter d'avancer à la question posée par cette recherche. A cette occasion, il nous sera possible d'aborder plus généralement le rôle du politique au sein de la société.

PARTIE 3 :

FAIRE SOCIÉTÉ : UN ENJEU PERMANENT

Après avoir exposé les résultats de notre enquête auprès des jeunes, il s'agit maintenant de construire une analyse permettant d'éclairer le deuxième phénomène retenu. A travers les termes du débat sur la création d'une allocation d'autonomie, nous voulons tenter de comprendre comment les hommes politiques, détenteurs du pouvoir, vont orienter leur action. Comment ont-ils l'intention de répondre aux revendications de la jeunesse ? Pourquoi s'orientent-ils vers un soutien financier ? Le thème d'une nouvelle question sociale a même été évoqué, chargé d'inquiétudes et de défis. Après avoir tenté de mettre en évidence une certaine réalité de la situation des jeunes, nous voulons d'abord donner la parole aux « parties adverses » que sont les députés et leurs représentants. Nous souhaitons ainsi aboutir à une réflexion plus générale sur le bien fondé ou non de la mise en place d'une allocation et sur la question fondamentale posée dans notre problématique : Quel est le rôle de l'action politique au sein de la société ?

Nous rappelons que cette deuxième étape de nos investigations est constituée de deux sources de données. Une analyse de contenu des débats des députés en décembre 2000 et des entrevues menées auprès de responsables politiques et de services sociaux.

CHAPITRE III. 1

ENTRE IDÉOLOGIE ET PRAGMATISME, LES NÉCESSAIRES COMPROMIS

L'analyse de contenu thématique des débats issus des discours politiques tenus à l'Assemblée Nationale en décembre 2000 permet de répondre à deux questions essentielles :

- Quelle décision concrète ressortira des débats ? Quel est le contenu de l'action envisagée ?
- Quelles positions occupent les hommes politiques ? Quel est leur dessein ? Quelle est l'essence du politique ?

1.1 L'autonomie : Une interprétation ambiguë

Dès le départ des discussions, les présentateurs et défenseurs du projet situent leur proposition dans un univers plus vaste que celui de la jeunesse. En décembre 2000, la France est en pré-campagne électorale municipale et présidentielle. Les batailles partisans commencent à faire rage dans le paysage politique. Cependant, le corpus retenu⁹⁷ pour notre analyse est composé d'interventions axées sur le fond des problèmes, dépassant largement le discours type « langue de bois » ou polémique politicienne.

L'autonomie est considérée comme une question nationale qui comporte des enjeux complexes, qui concerne une variété de politiques publiques et qui implique une multitude d'acteurs. Preuve du sérieux de la demande et/ou du besoin d'autonomie

⁹⁷ Pour rappel, le corpus est constitué du Compte Rendu intégral de la séance de l'Assemblée Nationale en date du 12 décembre 2000.

exprimé par les jeunes. Les députés semblent se saisir d'une question de cohésion sociale. La conception de l'autonomie est prioritairement et majoritairement financière et matérielle, même si, cette autonomie financière n'est pas une réponse en soi. Cette représentation trouve sa source auprès des résultats de recherches sur la jeunesse. Les députés citent les différents passages que nous avons identifiés. « Les modalités d'accès progressif à l'âge adulte tiennent compte du profond changement intervenu dans la famille, ou plutôt dans les familles, et dans le monde du travail »⁹⁸. Puis le constat d'échec posé vis à vis des mesures existantes est sévère. « La logique des dispositifs actuels vise t-elle réellement à favoriser la construction de l'autonomie ? [...] L'ensemble des dispositifs existant en France, parce qu'ils sont caractérisés par leur cloisonnement, ne permettent pas d'apporter une réponse globale à la question de l'autonomie »⁹⁹. Cette affirmation suggère que le problème viendrait de la gestion pure et simple de mesures. Nous nous permettons d'en douter. « Leur situation actuelle – celle des jeunes – met en évidence la nécessité de trouver, plus que des réparations ciblées, de nouvelles formes de régulations durables et de sécurisation des trajectoires professionnelles qui seraient valables pour tous »¹⁰⁰. Cette approche remet en cause le ciblage de certaines mesures et sous entend que l'accès à l'autonomie est bloqué pour toute la classe d'âge. Le dernier argument utilisé pour concevoir une autonomie financière est de dénoncer les phénomènes de précarité économique et d'instabilité de situation.

« En amont de bien des misères juvéniles, il y a d'abord des familles. La pauvreté et la précarité les empêchent d'assumer comme elles le souhaiteraient leur tâche éducative. [...] Accompagner plus efficacement les parcours de tous les jeunes qui cheminent vers l'âge adulte dans les conditions très différentes et parfois très difficiles, c'est aussi cela : s'efforcer de ménager à tous l'accès au droit commun à commencer par

⁹⁸ Journal Officiel, Décembre 2000, p. 10099

⁹⁹ Ibidem, p. 10098

¹⁰⁰ Ibidem, p. 10100

celui de vivre pleinement sa jeunesse, et mobiliser pour se faire les moyens adaptés aux situations vécues »¹⁰¹.

Le droit est une réponse possible à la revendication. Il permettrait de faciliter les passages, de remédier à des situations précaires. Dans quelques interventions on retrouve ainsi l'idée de processus et de construction qui permet d'accéder à l'autonomie. Deux sphères sont dissociées. L'aspect personnel ou privé concerne la vie chez les parents ou la formation d'un couple. L'autonomie peut être aussi professionnelle dans le sens de l'insertion dans le monde du travail.

L'autonomie est donc un but à atteindre par une classe d'âge, en référence au modèle de l'adulte autonome. Elle est un travail à réaliser. Pour les opposants au projet, c'est une étape naturelle, l'envie d'être autonome justifie sa conquête. Il ne saurait être question pour l'État d'intervenir dans ce processus. Pour les Verts, parti écologique, elle est plutôt une épreuve qu'il s'agit d'adoucir avec le versement d'un revenu. Ce sont les deux positions extrêmes. Comme nous l'avons évoqué dans le chapitre I. 2 de la première partie, l'autonomie devient une question de société car elle est porteuse d'un enjeu socio-politique majeur. Malgré les convictions des défenseurs du projet de versement d'une allocation, ils sont conscients du risque qu'ils font courir aux familles et à leur unité. Ils ne veulent pas agir sur la solidarité intrafamiliale tout en voulant intervenir de manière extensive et sans critère particulier. Ils ne veulent pas non plus entraîner une classe d'âge dans une logique d'assistance. Ainsi le projet se veut novateur, dynamique et responsable.

L'ambiguïté que nous soulevons dans le titre se manifeste par une posture politique à double sens : d'un côté la jeunesse, parce que représentant la société de demain, doit y prendre sa place en devenant autonome ; de l'autre côté, il s'agit que les liens continuent d'exister avec les autres acteurs donc de préserver une interdépendance. Nous allons voir comment les députés tentent de résoudre ce dilemme en analysant la question des principes et des destinataires de l'allocation.

¹⁰¹ Ibidem, p. 10100

1.2 La solidarité comme valeur, l'échange comme moyen de la mettre en oeuvre

1. 2. 1 Le bonheur commun, un idéal de gouvernance

Poser la question de l'action politique dans la sphère sociale, c'est tenter de répondre aux questions suivantes. Quels droits la société doit-elle garantir ? Le droit naturel est-il compatible avec la liberté individuelle ? Comment combattre les inégalités de fait et ainsi garantir l'égalité tant attendue ? Comment articuler entre eux, droits et devoirs ? « Quelle contrepartie en terme de devoirs donner à la revendication des droits ?¹⁰² » Cette série de questions contient nombre de paradoxes et représente nombre de controverses. Les débats de décembre 2000 à l'Assemblée Nationale les illustrent quand la Ministre déléguée à la Famille conclut que « le cœur du problème, ce sont les inégalités entre les familles, et la façon dont elles peuvent transmettre à leurs enfants une solidité intérieure¹⁰³ » Alors, faute de trouver des réponses précises et adéquates, chacun énonce des principes qui, tantôt se placent du côté de l'individu et de ses droits, tantôt privilégient la réciprocité et les devoirs. L'énoncé de ces principes constitue un premier élément de connaissance.

Tout d'abord, une logique d'insertion est privilégiée au profit d'une logique d'assistance. Son corollaire étant l'existence d'une contrepartie à l'attribution de l'allocation. Après 12 ans d'existence du R. M. I., les objectifs fixés n'ont pas été atteints. Des personnes seraient « installées » dans le dispositif. Les députés semblent vouloir tirer les leçons de cet échec, en misant sur le dynamisme de l'âge (au détriment, selon nous, d'interventions plus affirmées vers le monde économique). Le deuxième principe, non énoncé formellement mais sous entendu, est celui de la précaution. Avant toute implication et prise de décision, les gouvernants vont consulter, réfléchir et diagnostiquer, bref, négocier et calculer.

La motivation annoncée est celle du pari sur l'avenir : chaque génération doit s'entraider. Les jeunes sont considérés comme des citoyens et des acteurs de l'avenir

¹⁰² M. Gauchet, La révolution des droits de l'homme, Gallimard, 1989, p. 25

¹⁰³ Op. Cit. p. 10114

du pays. Les raisons exposées au moment des débats concernent la cohésion sociale et les risques de désintégration de la société. Les intentions sont diverses : « établir une véritable égalité des chances, assurer aux jeunes un revenu d'autonomie, ce revenu se plaçant sur le même plan que le droit de vote, créer un droit nouveau, individuel et universel »¹⁰⁴. On retrouve les fondements de l'Etat-Providence et de la démocratie.

Ainsi, nous cernons mieux la finalité de ce débat : garantir une sécurité à des jeunes pour qui l'état de la société dans laquelle ils vivent n'est pas propice à leur autonomie. Les députés ont le souci de réguler les différentes activités humaines (économiques, familiales, sociales) qui sont en pleine mutation. Le risque d'exclusion est bien perçu. A deux reprises, il est question de rendre les parcours plus sûrs. Nous sommes bien sur le chemin de l'égalité. En même temps, il s'agit d'un droit individuel et il est nécessaire de prendre en compte des trajectoires personnelles. La liberté de chacun est respectée. Enfin, l'entraide et la solidarité intergénérationnelle ne sont pas écartées. Les députés eux-mêmes étant responsables, en tant qu'hommes politiques, mais aussi en tant que représentants d'une génération œuvrant pour le bonheur de sa jeunesse. Alors pour régler l'incontournable tension entre ces deux pôles que sont l'égalité et la liberté, la valeur avancée par les députés est celle de la solidarité. En cas de défaillances au sein des familles, l'Etat doit garantir un revenu, gage de prise d'autonomie. Il n'est pas question de chercher des modes de socialisation nouveaux, des modèles d'identification adéquats. Les députés veulent montrer leur conception de la place des jeunes dans la société. Ils leur souhaitent la meilleure possible. Ils veulent répondre aux attentes des jeunes en trouvant de nouvelles formes de régulation durables et de sécurisation des trajectoires personnelles, valables pour tous. Un devoir leur incombe : assumer le choix d'investir pour l'avenir car « la jeunesse est cette partie de nous mêmes qui devra affronter

¹⁰⁴ op. cit. p. 10114

demain ». Ils ont pour les jeunes une autre ambition que l'expérience précoce du R. M. I.

Cette première analyse nous permet de retrouver les indices des raisons fondamentales de l'action politique, c'est-à-dire maintenir la cohésion et ainsi garantir la survie de la société. On voit poindre le paradigme de l'échange dans le principe de la contrepartie. A ce stade de la réflexion, nous pouvons avancer quelques éléments supplémentaires de compréhension : les hommes politiques agissent avec leurs moyens spécifiques. Soucieux d'assumer leurs responsabilités et conscients de l'enjeu posé par leur activité, ils ne cessent de répondre aux problèmes émergents. L'œuvre est infinie, interminable.

1. 2. 2 Les bénéficiaires

Longtemps, les pouvoirs publics ont tenté de cibler « les populations nécessiteuses, méritantes ». Les effets pervers de certaines politiques sont encore dénoncés de nos jours. Les députés parlent de logique d'assistance, voire d'effets désastreux.

Castel (1995) en parle précisément dans son ouvrage¹⁰⁵.

« Les populations qui relèvent d'interventions sociales diffèrent fondamentalement selon qu'elles sont ou non capables de travailler, et elles sont traitées d'une manière différente en fonction de ce critère. Le 1^{er} profil utilisé est celui de « l'handicapologie » au sens large du terme. Les secours s'adressent à ceux qui ne subviennent pas par eux-mêmes à leurs besoins de base parce qu'ils ne peuvent pas œuvrer pour le faire. Ils sont de ce fait dédouanés de l'obligation de travail. Il existe un noyau de situations de dépendance reconnues, constitué autour de l'incapacité à entrer dans l'ordre du travail du fait de déficiences physiques ou psychiques manifestes dues à l'âge, à l'infirmité, à la maladie, et qui peuvent même s'étendre à certaines situations familiales ou sociales désastreuses ».

¹⁰⁵ Op.cit. p. 40-41

Ce modèle a été appliqué, jusque dans les années 50, en France. Peu à peu, le sens métaphorique de l'handicapologie apparaît.

« La catégorie est hétérogène quant aux conditions qui mènent à ces situations. En revanche, le critère est d'une grande cohérence quant au rapport au travail qu'il qualifie. Si l'indigent arrive à faire reconnaître cette incapacité, il peut être secouru. Si l'existence de ce type de population est toujours source d'embarras, elle ne met pas fondamentalement en cause l'organisation sociale ».

Ce phénomène a été résumé dans le terme « Quart Monde » à partir des années 60.

« Il faut dissocier son sort de celui d'un autre profil d'indigents, qui lui, pose la question sociale sous sa forme aiguë : ceux qui, capables de travailler, ne travaillent pas. Ils apparaissent sous la figure de l'indigent valide. Celui-ci ne peut pour autant bénéficier directement des dispositifs concernant ceux qui sont exonérés de l'obligation de s'auto-suffire. Il est aussi le plus souvent repoussé au dehors de la zone de l'assistance ».

Dès la mise en œuvre des secours et œuvres caritatives, ces populations ont été pointées du doigt. De nos jours, le système d'assistance est financé par l'impôt et géré par les élus au niveau local. Des tensions existent entre les actifs et les inactifs. Pourtant les intentions sont toujours là.

L'analyse de Castel nous permet de comprendre le statut dévalorisé attribué aux bénéficiaires des minima sociaux¹⁰⁶. Dans les débats de l'Assemblée Nationale, le spectre de l'assistance, de la passivité et de l'oisiveté existe et est surtout avancé par les détracteurs du projet d'allocation (l'opposition au Gouvernement socialiste). Les autres interventions ciblent deux catégories de bénéficiaires. Selon les conceptions, ce sont soit les jeunes directement (c'est la perspective « novatrice » allant jusqu'au versement d'un revenu), soit leur famille (pour la perspective plus « traditionnelle », paternaliste). L'enjeu est de taille identique à celui portant sur le principe d'aider les

¹⁰⁶ Minima sociaux : expression utilisée pour évoquer toutes les prestations sociales existantes comme le R. M. I. par exemple.

jeunes à devenir autonomes. Faut-il le faire au détriment des relations familiales ? Et si le jeune tournait le dos à sa famille ? Quelques nuances auraient tendance à distinguer les diplômés des non diplômés, les jeunes mineurs et les autres. Ces indécisions expliquent en partie la proposition de création d'une Commission Nationale de concertation (voir en annexe 4a et 4b) mais ces remarques restent minoritaires. La majeure partie des intervenants veut s'adresser à l'ensemble des jeunes de 16 à 25 ans et ne retient que la catégorie de l'âge. A partir de là, les défenseurs de l'allocation ne posent qu'une seule condition. Le jeune doit viser un projet ou bénéficier d'un accompagnement pour en construire un. Les responsables politiques veulent toucher tous les jeunes qui cheminent vers l'âge adulte. Le principal rapporteur les appelle même « des concitoyens », c'est dire l'importance accordée aux requêtes exprimées et au statut des interlocuteurs. Les députés veulent associer les jeunes, tisser des liens avec les acteurs de la société. Nous allons voir comment ils transforment cette volonté concrètement.

1. 2. 3 La teneur des propositions

A partir des principes énoncés et après avoir « ciblé » les bénéficiaires, les propositions se précisent. Il s'agit de « sécuriser les trajets des jeunes adultes en assurant à la fois l'inscription de tous dans une chaîne générationnelle solide et l'aptitude de chacun à trouver à son rythme ses propres marques¹⁰⁷ ». Les députés insistent sur les risques de parcours chaotiques, alors la chaîne générationnelle doit garantir le pari sur la jeunesse. L'allocation suppose donc une intervention à deux niveaux. La dimension collective et solidaire rappelle que la société et les générations sont redevables vis-à-vis de la jeunesse. La responsabilité collective est ainsi énoncée face aux situations de détresse. La prise en compte de l'individualité entraîne la nécessité de respecter la liberté et le rythme de chacun. En posant cette précaution, les

¹⁰⁷ op. cit. p. 10101

députés veulent éviter l'éclatement des familles. Ils redoutent aussi un éventuel désengagement familial alors qu'ils attendent l'effet inverse.

« L'attribution d'une allocation serait la contrepartie d'un projet de formation et d'accès à l'emploi ». ¹⁰⁸ « Ce concept de projet est fondamental : ce devra être un critère d'attribution. ¹⁰⁹ » Comme nous l'avons déjà évoqué, depuis la mise en place du R. M. I., le régime de solidarité tend à instaurer le principe d'une contrepartie, d'un engagement à améliorer sa situation. Nous interrogerons cette obligation d'établir un projet au regard des entretiens menés auprès des jeunes dans le chapitre suivant. Elle nous paraît être détachée de la réalité que nous avons pu mettre en évidence. Les députés espèrent pouvoir proposer des solutions d'accompagnement. Le dispositif contient deux volets. Le versement d'un soutien financier et un suivi personnalisé, si besoin, pour définir un projet de formation ou d'emploi. Cette analyse permet de noter que les principes sont de l'ordre de la solidarité, de l'interdépendance des membres d'une collectivité. Au nom de l'égalité, les bénéficiaires doivent être secourus, la responsabilité collective est assumée par le gouvernement.

Selon Freund, « le moyen ne vaut pas par lui-même, il n'a de signification que par le but. Il y a toujours plusieurs moyens possibles pour parvenir à un résultat. ¹¹⁰ » Le seul moyen retenu par les députés étant le versement d'une allocation, il nous est possible de douter du bien fondé de ce choix, compte tenu de l'objectif officiellement visé. Nous allons tenter d'expliquer notre réserve. Créer un droit nouveau et universel à la formation appartient à la sphère publique. La loi est l'outil essentiel de sa concrétisation. Les méthodes de calcul et de gestion sont diverses tout en tenant compte des inégalités de fait au sein des familles. Mais garantir l'accès à l'autonomie par l'insertion sociale et l'accès à l'emploi relève de la sphère privée. Dans ce domaine, les députés peuvent légiférer et impulser également. Pourtant, les décisions opérationnelles ne dépendent plus d'eux, mais de la volonté et des intentions de

¹⁰⁸ op. cit. p10103

¹⁰⁹ op.cit. p. 10107

¹¹⁰ Op.cit. p. 64

chacun à la place qu'il occupe : les jeunes eux-mêmes, les familles, les entreprises, les associations....

Se pose alors la question de l'efficacité et des conséquences probables de cette décision. Plusieurs députés, notamment de l'opposition, sont intervenus pour alerter sur une conséquence prévisible : la dépendance de la jeunesse à cette allocation et le risque de démotivation. Au cours des débats, il a été relevé le problème de l'inefficacité des dispositifs existants pour justifier la refonte de la politique d'insertion. Là encore, la dialectique individuel / collectif est mise en évidence. Comment adapter une mesure nationale à des itinéraires individuels ? Comment répondre à toutes les inégalités de fait et à leurs origines par une mesure jugée nécessaire à toute une classe d'âge ? Des questions similaires aux nôtres.

Par souci d'efficacité, et aussi par prudence, la première action concrète est de créer une commission d'étude avant de prendre toute décision définitive (Voir la loi et le décret décidant de sa création en annexe 4a et 4b). Elle nous amène au thème de la responsabilité politique. Les députés disent assumer, en partie, l'état de la société. Ils disent vouloir assumer leur responsabilité vis à vis de la jeunesse, mais veulent, avant de s'engager, attendre les conclusions d'une commission créée de toute pièce, et avec des objectifs précis. Sa composition est plurielle et traduit une volonté de concertation nationale et élargie. Le message envoyé est que le débat a commencé, la mesure du problème est en cours. Les jeunes doivent savoir que les députés s'intéressent à leur situation mais le choix final n'est pas encore possible. Il s'agit d'étudier les intérêts, les enjeux, les compromis possibles. « Dans un monde aux intérêts multiples, la vie en commun n'est pas possible sans arrangements à l'amiable, sans concessions réciproques.¹¹¹ »

Beaucoup de questions restent en suspens, sans réponse, vraiment définitive. Cette analyse nous permet pourtant de comprendre les principes, les valeurs qui sous-tendent l'action politique. L'action politique ne peut, à elle seule, régler tous les maux

¹¹¹ J. Freund. Op.cit. P78

de la société. D'autres acteurs se sentent peut-être également responsables ? Mais faut-il à tout prix, et quel que soit le thème, avoir recours à une commission et au consensus pour légiférer ? A l'échelle d'une société, comment alimenter le lien social ? Le versement de l'allocation serait conditionné à l'élaboration d'un projet. Cette contrepartie participe au renouvellement continu de l'échange. Il nous a semblé que telle était la volonté des députés. Cependant, nous verrons en quoi cette exigence ne nous semble pas adaptée à la population ciblée.

Nous pouvons ainsi dégager les grandes tendances du débat pour les thèmes qui nous intéressent. L'autonomie à laquelle aspirent, non sans mal, les jeunes du pays, comporte un risque sociétal, celui de son effritement. Si tous les jeunes bénéficient d'un accompagnement, comme le souhaitent les députés au pouvoir, leur autonomie et le processus qui y conduit, serait « orchestré » par les pouvoirs publics, en concertation avec les représentants des autres acteurs concernés. Les discours analysés nous permettent de voir que la configuration toquevillienne des rapports entre égalité et liberté est toujours d'actualité. La solidarité nationale (sous la forme d'une allocation) représente la solution avancée pour enrayer le conflit mais elle ne serait viable que si elle est résiduelle, c'est-à-dire par défaut de solidarité intrafamiliale. Ainsi il semble que, pour « calmer » les revendications des jeunes, pour ne pas « déplaire » aux associations familiales et pour tenter de rassembler de nouveaux électeurs, les députés trouvent un compromis qui satisferait toutes les composantes. Ils répondent au souci de l'égalité par une solidarité universelle, en même temps qu'ils reconnaissent la liberté individuelle d'un jeune citoyen en adaptant l'accompagnement. Il reste à trouver la manière de ne pas déresponsabiliser les familles dans leur rôle d'obligation alimentaire, une loi datant du Code Napoléon, toujours en vigueur. Le débat semble ainsi se cristalliser autour de la notion de l'échange comme forme de lien social et politique, comme nous l'avons suggéré dans notre hypothèse. Nous pouvons poursuivre les investigations à travers les réponses recueillies aux entretiens avec les hommes politiques et responsables d'action sociale pour voir si cette tendance se confirme.

1.3 Les hommes politiques sont ambivalents

Les rencontres avec deux hommes politiques et deux responsables d'action sociale avaient deux objectifs. D'abord, commenter le phénomène de l'allongement de la jeunesse en questionnant leur représentation et leur définition de l'autonomie. Ensuite commenter la proposition de l'allocation en terme de dispositif public. Les quatre entretiens ont été d'une grande qualité car chacun à sa manière, a pris le temps de la réflexion et du débat. Les mêmes questions ont été posées aux quatre personnes rencontrées pour essayer de comparer le type de réponses mais aussi pour enrichir l'objet étudié. Pour plus de clarté, nous traitons d'abord, des entretiens avec Jean Pierre SUEUR, sénateur d'Orléans et Jean Michel BELORGEY, Conseiller d'Etat. Après avoir étudié le discours de personnes qualifiées, nous pourrons confronter cette analyse avec celle des entretiens menés auprès des jeunes.

1. 3. 1 La jeunesse, des jeunesses, dépendance et engagement

Nous avons senti une certaine nostalgie dans les réponses à la première question : *Quels regards portez-vous sur la jeunesse et sur le phénomène de sa durée ?*

Pour répondre, l'un se servira de ses connaissances personnelles, l'autre aura plutôt le regard de l'homme politique de terrain, à l'écoute des revendications syndicales et associatives. La première représentation est celle de la jeunesse comme « une catégorie de la population qui a des attentes différentes des autres générations » mais « les jeunes doivent être considérés comme tout être humain, inséré dans la société ou qui cherche à l'être ». Leurs problèmes ne se résument pas à leurs loisirs, leur expression artistique et culturelle. Ils sont d'ordre divers tels que le logement, la santé, les études et l'insertion. « Il n'y a pas une jeunesse : elle est clanique, segmentée. Ils souhaitent une vie cool, ils ont besoin d'argent, mais ont des difficultés à s'engager ». Il est cependant nécessaire de croiser les effets de sexe, de catégories

socioprofessionnelles et d'origine ethnique. « A partir du même milieu, il peut y avoir des cheminements très divers ».

La deuxième partie de la réponse nous informe sur leur manière de percevoir l'image de la jeunesse au sein de la société. « Le trait caractéristique général est l'instabilité de la ferveur », se manifestant par l'absence d'endurance et de persévérance. Jean Michel BELORGEY modère son propos, avançant une explication possible : celle de la perte de sens, des idéologies. Il estime qu'ils sont « victimes d'une usurpation sociale sur l'idéal de liberté ». Elle se manifeste par le principe de protection : la génération d'avant tient à protéger sa jeunesse (des dérives sexuelles, économiques, sanitaires...) mais la réalité est tout autre. Elle se transforme en autorité et contrôle.

Jean Pierre SUEUR propose une autre version et dit « être fâché de voir qu'on présente toujours les jeunes comme des délinquants ». Pour lui, « la société ne doit pas avoir peur de sa jeunesse, elle doit travailler pour les jeunes ». Enfin, les deux responsables politiques associent rapidement jeunesse et dépendance, notamment vis à vis de la famille. Les jeunes vivent un véritable paradoxe : ils sont à la fois plus dépendants et moins dépendants selon tel ou tel aspect.

Plusieurs facteurs liés à l'allongement de la jeunesse sont cités : la vie en couple plus tardive, la prolongation des études et une dépendance financière de leur famille. Les modes et circonstances de décohabitation familiale sont des indicateurs importants de « danger » ou de « risque ». « Il faut sûrement dissuader des « décohabitations désespoir » et ainsi ne pas les provoquer ». Il ne faut pas croire aux idéaux de la génération précédente. L'association jeunesse et dépendance permet la transition avec la notion d'autonomie, deuxième thème central abordé.

1. 3. 2 L'autonomie : un piège sémantique

La première tendance concerne l'évolution du lien familial. « L'autonomie, c'est l'articulation du rapport, entre les générations, qui fait une place suffisante à la liberté de choix et d'organisation de vie, de chacune des parties, et une place suffisante à la

solidarité affective, matérielle ». L'autonomie serait une sorte de divorce par consentement mutuel : au sein d'une cellule familiale unie, certains membres vont évoluer et vivre comme des êtres à part entière : c'est l'accès à l'autonomie. Le départ et la sortie doivent être préparés et négociés. Il est inévitable au nom de la liberté de choix. Le lien fort de dépendance doit se transformer en solidarité, soutien, veille. Il ne s'agit pas de forcer ce passage, de le rendre artificiel.

La deuxième tendance concerne l'évolution du lien social avec la complexité que recouvre une telle notion. L'autonomie est synonyme de liberté, de choix de vie, mais avoir une démarche autonome, c'est aussi « je vais devenir un acteur, un entrepreneur, ça passe par la prise de risque ». « Il faut que les jeunes prennent des initiatives, qu'ils aient envie de se battre quoi ». Une nouvelle représentation de la jeunesse apparaît à travers cette réponse : celle d'une génération qui manque de ferveur, d'engagement, de prise de responsabilité. Le rapport des jeunes étudiants au travail étonne également. « Être obligé de travailler pendant ses études, est-ce une chose aussi noire ? » « Dire, on doit être payé quand on fait ses études et ne pas se poser le problème de l'insertion sociale ou professionnelle, est-ce que c'est bien ? »

La notion d'autonomie de la jeunesse comporte là aussi un paradoxe et une ambiguïté : « Est-ce que la collectivité de gens qui choisissent leur vie est compatible avec l'idée de faire société ? C'est un vrai sujet ». Il faut trouver un bon équilibre entre l'autonomie et la solidarité et les règles collectives qui permettent à chacun de s'épanouir et de se développer. « Il faut « du sur mesure », mais c'est compliqué ». Dans cette réponse, nous retrouvons le dilemme posé au début de cette partie, et auquel, les hommes politiques sont confrontés (quel attribut faut-il privilégier ? La liberté ou l'égalité ?).

La question de l'autonomie permet ainsi de nuancer le contenu des réponses apportées sur la jeunesse qui paraissent presque idéalistes. Avec ce thème, la complexité apparaît : Comment conjuguer autonomie et solidarité familiale ? Conjuguer autonomie et vie en société ? Nous avons abordé ces thèmes dans la première partie. Ils s'avèrent pertinents. La société actuelle est faite de réseaux qu'il

s'agit de maîtriser. Pour cela, il est nécessaire d'avoir atteint une certaine autonomie. Autonomie n'est pourtant pas synonyme de liberté puisque vivre en société signifie aussi gérer des interdépendances. Mais nous avons pu constater que les jeunes rencontrés n'appartiennent pas à de nombreux réseaux et qu'ils ne décident pas encore eux-mêmes de leur présent et a fortiori de leur avenir. Les relations entretenues avec les différents groupes et institutions sont « négligeables » et pourtant intrinsèques à la vie en collectivité.

Les hommes politiques, œuvrant dans la sphère publique, sont garants de l'unité de cette collectivité, donc de l'interdépendance de ses membres entre eux et avec les institutions. La prise d'autonomie ne peut être que régulée, contrôlée, dosée. La nuance vient de la nécessité du compromis entre intérêts individuels et intérêts collectifs. Même en devenant autonome, un sujet reste toujours un citoyen. Jean Pierre SUEUR insiste sur le fonctionnement du service public, outil de l'action politique : « Est-ce qu'un bon service public fonctionne avec des lois et des normes hyper centralisées ou est ce qu'il doit donner davantage d'autonomie ? » Le fonctionnement d'une démocratie est basé sur le respect du droit par chaque citoyen. L'accès à l'autonomie, la liberté supposent l'innovation, l'initiative et la prise de risques. Comment conjuguer deux mouvements simultanés et parallèles ? Cette question reste ouverte, sans réponse tranchée possible. Le débat sur l'allocation d'autonomie ne fait que renforcer l'énigme.

1. 3. 3 Une allocation, oui... mais

Jean Michel BELORGEY est très critique vis-à-vis de la proposition d'allocation telle qu'elle est suggérée dans le rapport de Charvet (2001). La dépendance familiale et à la société existe. Elle est incontournable. Créer une allocation, c'est créer une illusion : « donner à tout le monde évite de s'occuper de la vraie situation de chacun, alors on donne de façon ciblée en essayant de définir intelligemment les frontières ». Créer une allocation, c'est « donner le goût de la facilité à certains et donner une

illusion aux autres, avec en prime le problème de l'installation dans cette situation ». En même temps, il met en garde sur le durcissement des politiques et des contraintes budgétaires. Pour éviter d'encourager la paresse, la société renforce les contrôles et « devient flic ». Il ne veut pas croire en cette fatalité et pense que la société peut être « intelligente », c'est-à-dire, à la fois, « cibler l'utilisation de l'argent public et verser à travers les gens qui en ont besoin, et à la fois, ne pas aller fliquer les relations intra-familiales ».

Il a réfléchi à une proposition, elle s'appelle l'Allocation Jeunes Isolés. Il cible la frange des 2% des jeunes exclus durables du marché du travail ou des circuits de formation. « Il peut s'agir, pour éviter les risques de dérapage, d'un droit interprétable, assorti d'un accompagnement social ». Elle s'adresse à des jeunes isolés ne bénéficiant d'aucune prise en charge (environ 70 000 personnes). Les jeunes dépourvus de soutien familial (parents démunis ou démesurément autoritaires) sont la principale cible de cette proposition.

Jean Pierre SUEUR est plus nuancé dans ses propos. Il pense que si la revendication est exprimée d'une manière forte, on ne peut pas dire non. Il suggère d'emblée deux à trois ans de concertation sur ce sujet, car plusieurs aspects sont à traiter simultanément : les politiques familiales, fiscales et d'insertion (vis à vis des étudiants en particulier, et des jeunes en général). D'autre part, il reprend l'expression même de la revendication : Droit à être un jeune en formation et qui, de ce fait, bénéficie d'une prestation mais aussi un droit à la santé, à un logement. « Je n'imagine pas une réponse immédiate et qu'on mette en place une prestation généralisée aux jeunes parce qu'ils sont jeunes ». Nous retrouvons la même réserve que la proposition précédente : il est nécessaire de cibler une population pour trois raisons essentielles.

- « je suis contre le RMI Jeunes, droit universel : Tout le monde commencerait dans la vie en recevant un revenu. C'est une idée perverse. La pire des choses qu'on peut proposer à un jeune c'est de l'assister ».
- L'obligation d'un contrat en contrepartie de l'allocation c'est à dire du donnant/donnant. Les organisations familiales revendiquent une allocation quel que soit le revenu des parents. « En théorie, on peut comprendre, mais est ce que c'est juste ? »
- « Il faut une substance, tenir compte des conditions sociales de la famille, prendre en compte le rapport au travail, développer l'alternance, créer un service civil ».

En réalité, ces réponses reprennent les termes du projet de Contrat Autonomie proposé par le Parti Socialiste (auquel Jean Pierre SUEUR est adhérent)¹¹². C'est une illustration du nécessaire compromis, exercice inhérent à l'action politique.

En deux ans, il nous semble que la proposition évoquée à l'Assemblée Nationale ait évolué quant aux bénéficiaires potentiels de la prestation. L'universalité ne permet pas de répondre aux inégalités de fait. « L'autonomie doit-elle nous conduire à fermer les yeux sur l'inégalité ? ». Chacun avance prudemment. Deux solutions sont avancées : un ciblage plus précis de la population et une large concertation.

Les réponses recueillies sont nuancées mais deux idées majeures se dégagent. La décohabitation et la prise d'autonomie ne sont pas des actes anodins. sans conséquence sur le lien familial. Il s'agit de les préparer. La conscience de la gravité de ce passage est totale. L'autre thème est celui du faire société. Cette dernière serait prête à tendre les mains à une population prête à s'investir. Le devoir n'est pas à sens unique. Ces deux éléments relativisent l'image qu'ont les hommes politiques de la jeunesse. Même si leur exercice n'est pas toujours très facile, les jeunes doivent tout faire pour avancer. Cette représentation du rapport des jeunes à la société nous amène à revoir une partie des faits décrits dans la première partie. Certains attributs sont intrinsèques à la jeunesse : l'insouciance, la spontanéité, l'éphémère et également les

¹¹² Entre décembre 2000 et notre entrevue en mars 2001, la France est entrée en campagne présidentielle. Le Parti Socialiste visant sa réélection a voulu, lui aussi, apporter sa contribution.

expérimentations. Une nouvelle idée émerge : entrer en société, c'est chercher à poser sa pierre, c'est apporter sa contribution à l'édifice commun. La sphère publique est exigeante vis-à-vis de ses citoyens, elle compte sur leur participation.

Après cette interprétation des réponses effectuées par les hommes politiques, nous allons restituer le résultat des entrevues avec les responsables d'action sociale.

1.4 Les responsables d'action sociale sont interloqués

Nous avons choisi d'interroger deux responsables d'action sociale locaux pour recueillir le témoignage de professionnels sur les mêmes thèmes que ceux abordés avec les hommes politiques. L'un est responsable d'Unité Territoriale¹¹³ au Conseil Général du Loiret, sur la partie Nord de la ville d'Orléans. L'autre est le Directeur de la Mission Locale avec laquelle nous avons collaboré pour trouver les jeunes à enquêter. Ils n'ont pas directement de contacts avec le public, mais sont responsables d'équipes de terrain et contribuent à la mise en œuvre des politiques d'insertion.

Nous avons longuement abordé la proposition de l'allocation. L'objectif était de recueillir l'avis de représentants institutionnels susceptibles d'être directement concernés par sa mise en œuvre. Enfin, nous avons également débattu des réponses obtenues auprès des jeunes. Nos premières analyses ont servi à transmettre leurs témoignages, à élargir les représentations. Nous avons ainsi pu tester leur aptitude à prendre en compte la diversité, et à réfléchir sur les conséquences de telle décision ou tel dispositif. La première remarque générale est celle de la « déformation professionnelle ». Il leur a été difficile de répondre en tant que citoyen et adulte, notamment sur la représentation de la jeunesse.

1. 4. 1 Ils rencontrent une autre jeunesse

Le directeur de la Mission Locale répond d'abord en tant que professionnel et parle du public accueilli dans sa structure. 75% des jeunes reçus n'ont pas de diplôme. Il

¹¹³ Unité territoriale : Les services sociaux sont territorialisés et découpés en unité géographiques.

met rapidement en cause le système scolaire, mais relativise néanmoins, précisant que seulement 10% des 16 – 25 ans de l'Orléanais fréquentent la Mission Locale. Le deuxième constat porte sur celui des carences par rapport aux apprentissages fondamentaux et au mode relationnel : situations de rupture familiale et absence de réseau de proximité. Le troisième élément concerne la capacité réduite de projection : « ils vivent à quelques jours, quelques semaines. Ils sont dans la demande immédiate, sans avoir conscience de la force ou de la faiblesse de leurs acquis, du potentiel nécessaire pour aller plus loin ». Enfin, il pense que chez les jeunes, la valeur travail existe encore, est un modèle dominant. Alors, se pose le problème de l'accès à l'emploi comme étape incontournable vers la construction d'un projet de vie. Quand il tente de se situer en tant qu'adulte, il déplore le manque d'anticipation et le mode unique de réponse : un système palliatif. La lacune principale se manifeste dans l'absence de repères et de valeurs transmis aux adolescents.

La responsable d'Unité Territoriale se positionne aussi comme professionnel : le service reçoit des jeunes majeurs, en rupture familiale, en situation d'échec scolaire, et ayant des comportements de prises de risque importants. Il existe également la situation des grands enfants majeurs (au-delà de 25 ans) qui sont à la charge totale de parents démunis. Soit, ils cherchent quelque chose, soit, ils sont dans un processus de délinquance. D'un point de vue personnel, en réfléchissant un peu, elle trouve des exemples avec lesquels elle n'est pas d'accord sur le fond. « Les études sont programmées jusqu'à 25 ans mais les jeunes ne travaillent pas l'été. Ils passent de la mobylette à la voiture. La maison est réaménagée pour laisser un espace important à l'intimité du jeune. Les parents paient tout ». Elle s'étonne qu'ils acceptent. Pour elle, « avoir des mômes qui sont à ce point dépendants, ça me semble consternant ». « L'échange est inégal, le droit de regard des parents se prolonge au delà du normal ». L'autonomie ne saurait être que financière. Accumuler des formations et des diplômes, n'est pas la solution. Les parents doivent dire « stop, tu choisis ta vie, tu te débrouilles ».

Ces réponses révèlent des représentations différentes en fonction de la place occupée. Les exemples tels que TANGUY, héros d'un film sorti en 2002, sont rarement clients d'un service social...

1. 4. 2 L'autonomie se prépare en famille

Nous demandons de commenter les histoires des jeunes rencontrés pour notre enquête, sans rupture familiale, sans échec scolaire important, sans envie de partir du domicile parental. La réponse est intéressante : « L'extérieur est menaçant. La solitude peut être un poids énorme. Des amis, y'en a peut-être pas tant que ça ». Les deux responsables mettent en avant le rôle des adultes face à ce comportement : autonomie et soutien familial ne sont pas incompatibles. Faut-il encore trouver le bon équilibre. Dans une famille, on s'entraide toujours mais, à un moment donné, la solidarité devient réciproque, c'est une relation d'adulte à adulte. « Aujourd'hui, les enfants deviennent adolescents vers 10-11 ans et après, ce sont des personnes qui ne sont jamais adultes. Les parents « cocoonent » sans en avoir toujours les moyens matériels. Ils continuent d'être parents d'un adulte. C'est problématique ». Alors, la rupture peut être une étape formatrice et peut aussi donner un sens à sa vie d'adulte.

Le directeur de la Mission Locale pense que l'accès à l'autonomie se manifeste par des repères essentiels autour de la formation qualifiante et l'accès à l'emploi. « Le modèle est du donnant / donnant, de l'ordre du rapport investissement / rendement. La société donne et s'investit sur les jeunes, les jeunes doivent s'investir à titre personnel dans un certain nombre de choses. En théorie tout être, à partir de 18 ans, exerce ses propres responsabilités, a son propre investissement. La société a des devoirs. C'est un modèle social idéal qui ne fonctionne pas pour tous de la même manière, auquel chacun ne peut accéder ».

Ces réponses révèlent plusieurs aspects. D'abord les pratiques sociales évoluent au sein des familles sans pour autant que les jeunes soient plus autonomes qu'avant. Plusieurs exemples étayaient cette affirmation : les ruptures familiales alors que la

famille constitue le premier socle et repère, les difficultés d'accès au monde du travail. Mais aussi, les réponses faites aux jeunes par le monde adulte qui ne leur permettent pas d'accéder, voire même de vouloir accéder à l'autonomie ; les méthodes éducatives se veulent quelquefois plus protectrices. Le système scolaire manque de valeurs. La société, redevable envers ses enfants, ne propose que des solutions éphémères. Nous notons que tout cela s'exerce dans un cadre qui, lui, ne change pas : celui du donnant / donnant. Dans une société de droit, chacun a des devoirs réciproques.

1. 4. 3 Les limites de la redistribution sont posées

La proposition d'allocation autonomie est relativement mal accueillie par les responsables d'action sociale. Les arguments sont d'abord pragmatiques. Elle ne peut résoudre tous les problèmes que l'on rencontre aujourd'hui à 18 ans. La somme annoncée est « une supercherie ». Elle améliore éventuellement le quotidien de toute la famille mais, en aucun cas, ne permet d'en sortir. Dans ce cas de figure, la conséquence directe aboutit à un résultat contraire : un lien créé de fait entre le jeune et ses parents alors que l'on cherche à transformer celui qui existe déjà.

Après ces réserves, les responsables cernent les répercussions idéologiques. Le premier risque est de fabriquer à nouveau des « bons assistés de l'Etat-Providence ». On ne peut pas dire : « parce que vous êtes né, vous avez droit à... ». Le deuxième danger est celui du modèle de société à véhiculer et à transmettre. L'objectif est de rendre les gens autonomes et qu'ils vivent en dehors de la famille. Pour cela, il faut des relais, un accompagnement sur lesquels ils peuvent s'appuyer, construire quelque chose. Il est nécessaire de trouver un sens à ce type de prestation. Elle ne peut être uniforme et doit prendre en compte les inégalités de fait. De là découle le financement de cette prestation. « Si la source principale est l'impôt, il faut verser à tout le monde. Dans ce cas, on est dans l'assistanat ». Si cette prestation est sociale, il

faut cibler sur une partie de la population. Se pose alors, le problème des critères d'attribution et de l'insuffisance du montant.

Tous les paradoxes déjà évoqués au début de cette partie se retrouvent dans les réponses. Entre adulte et professionnel, entre technicien et décideur, les deux responsables d'action sociale ont mis en évidence deux enjeux : l'autonomie passe par l'éducation et la formation, la solidarité est une valeur dont il faut user avec prudence.

Cette enquête nous permet de répondre à plusieurs questions posées dans la première partie. Les réserves face à une proposition d'allocation d'autonomie universelle, les représentations et attentes vis à vis de la jeunesse (entre insouciance autorisée et investissement nécessaire), les impératifs rappelés de la conjugaison entre intérêts individuels et intérêts collectifs nous amènent à penser que si une allocation était créée, la jeunesse deviendrait la nouvelle question sociale ou pour le moins une catégorie d'action publique stigmatisée, étiquetée, estampillée « assistée ».

L'action politique a un but et des moyens spécifiques. Elle intervient autant dans la sphère publique que dans la sphère privée. Mettre en place une allocation d'autonomie supposerait une évaluation de l'état des relations entre parents et enfants. L'action politique peut-elle ou doit-elle interférer à ce point dans les relations intra – familiales ? Le lien intergénérationnel serait remis en cause et avec lui, la solidarité familiale.

Nous pouvons aller plus loin dans l'interprétation après la confrontation entre les différents éléments de compréhension révélés par les deux enquêtes.

CHAPITRE III. 2

LES DÉCALAGES SONT-ILS SURMONTABLES ?

A ce stade, il est nécessaire de terminer notre analyse. De nombreux éléments ont été apportés par l'exploitation des entretiens et l'analyse des textes. Il nous semble indispensable de confronter les différentes tendances avec la réalité complexe et diverse que nous avons pu mettre en évidence dans la partie consacrée aux jeunes. Trois temps vont bâtir cette analyse : les propositions de la commission, les réponses des acteurs, le paradoxe du projet.

2.1 Une dialectique global / individuel

La commission créée en juillet 2001 a rendu son rapport, en mars 2002, au Premier Ministre (avec trois mois de retard)¹¹⁴. Plusieurs schémas sont proposés, présentant les incidences financières et le potentiel de jeunes touchés par telle ou telle proposition.

Le rapport dresse, d'abord, le bilan des aides existantes. Le système actuel comporte des lacunes et pénalise une partie des jeunes. Les caractéristiques sociales sont insuffisamment prises en compte. Les politiques de référence (famille, fiscale, emploi,...) sont nombreuses et rendent le tout incohérent. Le deuxième chapitre présente la situation des jeunes au regard de la démographie, de l'emploi, des diplômes. En 1999, 80 000 jeunes de 15 à 29 ans se trouvent dans une situation d'isolement ou d'absence de ressources. Puis le rapport pose la question de l'autonomie. Trois enjeux principaux sont énoncés :

¹¹⁴ Les élections présidentielles ont eu lieu en avril et mai 2002, le Parti Socialiste au pouvoir n'a pas été réélu. Tout ce travail est resté dans des cartons.

- L'intégration sociale, les cadres structurels nécessaires à l'entrée en responsabilité et leur entrée en société sont insuffisants.
- Privilégier la diversité des réponses pour tenter de réduire les inégalités, en abandonnant l'universalité de l'aide publique.
- La reformulation des relations familiales et le dosage entre intervention parentale et intervention publique.

Au-delà des schémas financiers, dont le choix reste de la responsabilité politique, la commission propose un compromis sur trois points chronologiques. L'accès aux études est une priorité, vient ensuite l'accès à la formation et à l'emploi. Enfin, en cas de défaillance des mécanismes précédents, il est prévu l'accès à un revenu contractuel versé à des jeunes isolés ou sans soutien familial, bénéficiant d'un accompagnement relationnel, limité dans le temps.

Par une lecture approfondie de ce texte, nous relevons d'abord l'imprécision des préconisations en dehors de la méthode de calcul de la prestation. Comment traduire en actes et en actions, le dosage solidarité familiale / solidarité collective ? La commission ne donne pas de pistes, ni de recettes. Privilégier la diversité des réponses revient à admettre que la multitude des dispositifs actuels n'est peut-être pas aussi vaine et inadaptée. Quels sont les cadres structurels nécessaires à l'entrée en responsabilité ? La question des places disponibles et les compromis avec la sphère économique ne sont pas évoqués. Dans un deuxième temps, les schémas proposés apportent des résultats médiocres en terme de redistribution. La commission alerte sur le risque que les ressources publiques en matière éducative profiteront davantage aux jeunes des familles aisées si l'allocation remplace le système des bourses d'études actuel. Dans tous les cas, le coût dépasse le milliard d'euros, atteignant même plus de 10 milliards d'euros dans l'exemple du revenu social perçu dès 18 ans. Enfin, la commission ne parle plus d'expérimentation dans plusieurs départements. Est-ce faute de volontaires ? Toutes les statistiques annoncées sont nationales. Aucun élément ne permet de situer d'éventuelles disparités régionales ou départementales.

Il semble néanmoins que le rapport réponde aux inquiétudes des quatre personnes rencontrées sur plusieurs points. Chacun s'accorde sur la nécessaire refonte du système scolaire, son rapprochement de la sphère économique, par exemple. Depuis 20 ans, le problème de l'accès à l'emploi est devenu récurrent pour les jeunes de 16 – 25 ans. Comment, par exemple, répondre aux secteurs déficitaires en main d'œuvre ? Deux types d'aide sont proposés : un prêt pour l'accès à la formation qualifiante, un revenu soumis à condition.

Les propositions permettent-elles de pallier les lacunes relevées chez les jeunes ? A la fin de chaque entretien avec les jeunes, nous avons posé la question de l'utilisation possible de l'allocation. A QUOI SERVIRAIT-ELLE ? A l'unanimité, elle serait en partie ou en totalité reversée aux parents. Certains pourraient économiser. Même Anne ne s'en servirait pas pour aménager son futur appartement. Ces réponses viennent s'ajouter aux nombreux arguments défavorables à la création de cette allocation.

Nous reprenons quelques éléments clés issus de l'analyse des entretiens.

- Les jeunes sont dans une situation difficile depuis la phase d'orientation de la 3^{ème}. Entre obligation de choisir et capacité à se projeter, ils n'ont pas pu négocier un itinéraire adapté à leurs envies, quand elles existent.
- Avoir obtenu un diplôme leur a redonné une énergie, a constitué une véritable réussite socialement reconnue, et leur a donné l'espoir d'avancer. Tout cela est vite retombé, a été annihilé par des efforts vains à trouver une place dans le monde du travail. En deux ans, ils ont expérimenté plusieurs échecs, la précarité et la flexibilité du travail, les réalités de la nouvelle organisation du processus de production.

- Pendant ce temps, que s'est-il passé ? Les parents pallient le vide des périodes intermédiaires, sécurisent la vie matérielle, apportent un lien affectif. Les organismes chargés de l'insertion, même s'ils sont nombreux, en théorie, ne sont pas des ressources mobilisées par les jeunes. Quelques-uns ont fait appel à des modules de recherche d'emploi mais le résultat est quasiment inexistant. Au fur et à mesure du temps qui passe, les jeunes rétrécissent leur cercle de sociabilité, leur mobilité. Les réseaux, quand ils existent, ne s'enrichissent pas.

A tout cela, la commission répond par la nécessité de faciliter l'accès aux études, à la formation et à l'emploi. Ces trois objectifs étaient déjà annoncés dans le rapport SHWARTZ de 1981, fondateur des Missions Locales et des premiers dispositifs de formation en alternance. Elle propose de renforcer les possibilités d'accès à des formations qualifiantes dans le système scolaire. Malheureusement, la détention d'un diplôme ne garantit plus l'accès à l'emploi durable. La formation continue est principalement utilisée par les personnes déjà diplômées. Les formations en alternance sont tributaires de la bonne santé économique des entreprises. Certains secteurs et métiers manuels et techniques sont dévalorisés et n'attirent pas les jeunes détenteurs et bercés de certaines illusions. A cela, la commission propose des rémunérations alignées sur le droit commun, un accès illimité aux emplois aidés. Les secteurs énoncés par les jeunes sont stéréotypés, n'offrent pas de débouchés. Comment trouver d'autres idées ? Développer leur curiosité ?

A aucun moment n'est posée la question de la relation entre, d'une part, les jeunes sortis du système scolaire et noyés dans les méandres du marché du travail, et d'autre part, les structures chargées de l'application des dispositifs. Comment créer des liens entre chefs d'entreprise et jeunes à la recherche d'un emploi ? Ne faut-il pas relancer l'idée de parrainage entre des personnes récemment sorties du monde du travail et les jeunes souhaitant y entrer ? L'accompagnement, la relation, l'entraide intergénérationnelle nous semble être un moyen indispensable.

La mobilisation des réseaux économiques est un objectif opérationnel « traditionnel », difficile à mettre en œuvre. Pourtant, nous l'avons vu,

l'environnement professionnel des jeunes rencontrés est à l'état de quasi-désert. La dernière proposition est un revenu contractuel d'accès à l'autonomie, limité dans le temps (un an maximum), assorti d'un fort accompagnement relationnel. La gestion serait assurée par les Missions Locales et les Centres Communaux d'Action Sociale, c'est à dire par des élus locaux, théoriquement proches et capables de mobiliser les ressources locales.

Selon nous, l'application d'une telle mesure ne tient pas compte des contraintes et réalités rencontrées. Les jeunes n'ont pas toujours la volonté de quitter leurs parents. L'absence formelle d'un projet professionnel et de vie nécessite certainement plus d'un an d'accompagnement. La prise de risque, la volonté et les capacités de se mobiliser et de s'engager est un modèle unique auxquels tous les jeunes n'aspirent pas forcément. Enfin, la nécessité absolue de tisser des liens avec les administrations par l'apprentissage des codes, des fonctionnements, des circuits, la mise en place de ponts et de liaisons avec le réseau associatif local est absente. En outre, les moyens nécessaires à la mise en œuvre d'un tel accompagnement ne sont pas énoncés. Le montant de l'allocation proposé est identique à celui du R. M. I. permettant ainsi la survie. La seule condition avancée est le montant des ressources des familles.

Ainsi les conséquences sont deux ordres. Les jeunes sont obligés de claquer la porte pour bénéficier de cette prestation. C'est justement ce que voulaient éviter les députés. Le public potentiel est plus nombreux que les 80 000 jeunes réellement en rupture familiale. Donc le montant total de la dépense initialement prévue pour l'allocation est insuffisant. En quelques lignes, nous percevons toute la difficulté de l'exercice d'une commission parlementaire alors que les raisons de sa création sont louables. Il n'y a pas eu d'investigation qualitative auprès de la population. Les contraintes budgétaires sont intégrées dans les propositions. Le document rendu au Premier Ministre constitue une base de travail. Que serait-il devenu si le gouvernement avait été réélu ? Nous abordons une des limites de notre recherche. Il nous faut pourtant continuer notre analyse et tenter de répondre aux questions soulevées.

2.2 Une dialectique décideurs / bénéficiaires

Les entretiens menés auprès des responsables permettent de saisir en partie les attentes de la société envers sa jeunesse, mais aussi d'obtenir des éléments sur les processus de décision politique.

2. 2. 1 Le don et le contre-don

La prise en compte des revendications peut constituer une méthode de gouvernement. Elle a le mérite de rapprocher, à l'occasion d'une conférence ou d'assises, les protagonistes de la société (civile et politique). Depuis l'antiquité, la cité est propice aux forums, aux débats. Elle constitue un modèle ancestral, inspirant les assemblées au fil des siècles. Cette méthode serait le moyen de relancer l'exercice de la démocratie locale, participative. Les citoyens élisent des candidats à leur représentation mais le suffrage universel direct ne constitue pas une garantie suffisante. Les élus doivent rendre des comptes, répondre aux aspirations nouvelles.

Selon nous, la conséquence majeure de cet exercice se manifeste par le déclin des idéologies. L'action serait orchestrée par des intérêts particuliers. Le terme de « lobby » ou groupe d'influence fait désormais partie du vocabulaire politique. Les revendications sont sectorielles, catégorielles. Face à elles, les hommes politiques lancent des concertations, des négociations, demandent des rapports d'experts qui, comme leur nom l'indique, analysent les aspects d'un problème spécifique. Les laissés pour compte, parce qu'ils ne peuvent pas ne pas exister se sentent lésés, bafoués, oubliés. Les autres espèrent tirer leur épingle du jeu. Les hommes politiques semblent se satisfaire de cette méthode, établissent des compromis, quelque fois opèrent des volte – faces. A la fin, ils réussissent à obtenir l'adhésion, la cohésion du plus grand nombre et finalement la paix. Quid du modèle de référence, des valeurs, de la doctrine.

Les réponses apportées par Jean Pierre SUEUR sont une illustration de cette nouvelle manière d'exercer des responsabilités politiques. Ses interlocuteurs, ses références, ses points de repères lui viennent des grands organismes représentant certaines populations. L'U. N. A. F., chargée de veiller aux intérêts des familles, et quelques fois des parents, défend une politique familiale « traditionnelle ». Les revendications et attentes financières suggèrent un allongement du versement des allocations familiales aux parents. Le rapport de Charvet (2001) le notait : les jeunes sont des grands enfants. Les syndicats étudiants de gauche et les jeunes du Parti Socialiste sont porteurs du même message : l'équité générationnelle justifie la création d'une allocation universelle.

Pour répondre, les deux valeurs essentielles avancées par Jean Pierre SUEUR sont la solidarité et l'égalité. Il n'oublie pas les inégalités et les corrections nécessaires à mettre en œuvre pour tenter de les réduire. Mais il insiste également sur la notion de contrepartie, rappelant le principe des devoirs, et sur celle d'unité, avec l'obligation de respecter des règles collectives. Ayant lui-même travaillé sur la question de l'autonomie des jeunes, Jean Michel BELORGEY s'est efforcé de commenter sa

proposition. Sa position de Conseiller d'Etat le place un peu à l'écart des revendications de la rue.

Pendant nos entrevues, aucun des deux n'a réellement commenté les analyses apportées sur les entretiens réalisés auprès des jeunes. Leurs convictions sont réelles et bien installées. Comme si le doute ne leur était pas permis. Cependant, leurs propositions respectives ne répondent pas aux lacunes que nous avons pointées pour des raisons différentes :

- Jean Michel BELORGEY a ciblé une partie précise de la population jeune, isolée, tout en reconnaissant l'importance du lien familial.
- Jean Pierre SUEUR porte le projet de contrat autonomie du Parti Socialiste, proposition électorale du candidat Lionel JOSPIN à l'élection présidentielle (l'entretien a eu lieu un mois avant le premier tour).

L'objectif de ces deux rencontres avait cette ambition non avouée, de pouvoir échanger sur des représentations et sur des pratiques sociales plutôt que sur des revendications. Nous avons pu aborder le premier aspect d'une manière assez complète. Ne pas avoir traité du deuxième volet nous semble révéler un enjeu principal de l'action politique : face au mécontentement, il faut maintenir la cohésion sociale en organisant la société, puisque celle-ci est hétérogène. Le bien commun transcende les intérêts particuliers. Ce postulat est inaltérable.

Nous avons mis en évidence la responsabilité assumée par les hommes politiques, leur devoir de prendre en compte la détresse humaine, au nom de la solidarité. Pour autant, les réponses effectuées avancent le principe du réciproque, cohérent avec l'interdépendance inhérente à la vie en société. La jeunesse a un devoir envers la collectivité. Quelle que soit la forme utilisée pour l'acquitter (l'engagement, l'investissement, la participation), les jeunes ne doivent pas se dérober, ne doivent pas s'illusionner sur les attentes des autres générations. Trouver sa place dans la société suppose de la chercher et de décoder les règles de fonctionnement. Il nous semble dommage que cette condition n'ait pas été rappelée dans le rapport de la commission.

Cette analyse nous a aussi permis de cerner les limites de l'action politique. Les intérêts particuliers sont souvent antagonistes. Jusqu'où aller dans la négociation et le compromis ? Les conséquences prévisibles et surtout imprévisibles, sont quelquefois contraires aux intentions de départ. Faut-il alors réajuster les décisions et comment le faire ? Les intentions sont-elles toujours explicitement énoncées ? A l'aube du 21^{ème} siècle, la communication est devenue une stratégie électorale forte. La politique serait-elle devenue essentiellement l'art du maniement de la sémantique ?

Nous pouvons également réfléchir à l'implication de notre analyse sur l'action sociale.

2. 2. 2 L'adaptation de l'offre de service est à réfléchir

Les responsables d'action sociale ont une mission spécifique à remplir, c'est à dire lutter contre l'exclusion des jeunes et à ce titre, concentrer leurs efforts sur la population la plus éloignée du marché du travail. Souvent, le critère exclusif retenu est le niveau scolaire, il est « ségrégatif ». Nous pouvons y émettre des réserves au regard de la situation des jeunes vus en entretien. Titulaires d'un baccalauréat, ils n'en sont pas plus prêts à accéder à un emploi durable. Nous avons découvert en partie pourquoi. Le service social départemental est aussi chargé de répondre aux demandes de toute personne en situation de détresse. Cette institution traite des problèmes rencontrés par les jeunes à l'occasion d'événements dramatiques : rupture familiale subite et grave, mauvais traitements, comportements suicidaires et dépendances toxiques. La base de son intervention est territoriale. Elle s'efforce à cette échelle de répondre au plus pressé, entre avatars de la vie quotidienne (ruptures de droits, expulsions et conflits familiaux) et protection de l'enfance (réponses aux signalements, action éducative, placements d'enfants). Nous ne savons pas si les jeunes fréquentent le service social car nous ne leur avons pas posé directement la question mais il serait assez surprenant que ce soit le cas.

Dans ce contexte, les responsables rencontrés ont répondu à deux niveaux bien distincts. Globalement, ils dénoncent une crise des valeurs fondamentales au sein de la société. Vis à vis de la jeunesse, elles se situent dans les méthodes éducatives parentales (dépendance, cocon ou carences) mais aussi au sein de l'institution scolaire (absence de remise en cause). Leurs représentations sont partielles, en lien avec leur activité professionnelle. D'un côté, l'autonomie est posée comme la modification du rapport avec la famille. De l'autre, elle suppose l'acquisition d'une formation et d'un emploi. Plus précisément, vis-à-vis de la proposition d'allocation d'autonomie, ils émettent de profondes réserves. Ils posent la question du sens et donc des valeurs véhiculées par un tel dispositif. Pour autant leurs fonctions professionnelles ne leur permettront pas de refuser son application en cas de création. Nous soulevons un des paradoxes du travail social : comment concilier éthique et action ?... Depuis la décentralisation, seule une forte volonté politique locale permet d'innover par rapport aux grands dispositifs nationaux. C'est le cas du département du Nord qui a créé en septembre 2002 un Contrat d'Accès à l'Autonomie. Il est basé sur l'accompagnement exercé par les institutions compétentes localement (Voir article sur le Département du Nord, fourni à titre d'exemple, en annexe 5).

Dans la partie 2, nous avons pu constater que, les jeunes, après un premier contact avec la Mission Locale, n'ont pas pu identifier sa mission et donc solliciter ou bénéficier d'un accompagnement particulier. Cette structure, comme d'autres (A. N. P. E., organismes de formation), n'a pas su leur présenter ses services, ses compétences. Les jeunes n'ont pas pu discerner la potentialité du réseau existant autour de La Mission Locale. Une relation d'aide, un soutien aux démarches, des orientations auraient pu leur être utiles. Les jeunes rencontrés n'appartiennent pas à la catégorie prioritaire d'action de ces deux structures. L'objectif des associations telles que la Mission Locale est de répondre à la détresse des jeunes. Ces structures ne sont pas les seules à devoir réfléchir au mode d'accès à leurs prestations et services. C'est un enjeu de taille pour leur pérennité. Une autre réflexion est à mener par les professionnels de l'action sociale : autour de la notion de projet.

2.3 L'ambivalence de la notion de projet

Combien de fois, quotidiennement, ce terme est-il utilisé dans le champ de l'action sociale ? Dans quelles circonstances et dans quel but ? Le chiffrage est impossible tellement il est gargantuesque.

Il nous est nécessaire de définir ce terme avant de l'analyser au regard de notre étude. Pour le Dictionnaire Critique d'Action Sociale, le projet renvoie à la définition d'un but. Il trouve son énergie dans les besoins, les désirs, les motivations. Il suppose la mise en œuvre de moyens. Nous distinguons une première caractéristique : l'anticipation ou plutôt la prévision de l'avenir. Construire un projet c'est annoncer ses intentions futures, c'est utiliser des espaces et des temporalités différents. Un projet conduit nécessairement à la confrontation entre des systèmes de valeurs impliquant des attentes et des pressions. Pour les jeunes, il s'agit de connaître les arcanes et les labyrinthes des institutions sociales. La deuxième caractéristique apparaît : la gestion d'une perspective personnalisée par la maîtrise des possibles et la hiérarchisation des actes. Construire un projet, c'est connaître ses points forts et points faibles et établir des priorités.

Ces éléments d'ordre théorique peuvent être utilisés, pour un projet de vie, professionnel ou plus collectivement, un projet de service ou d'établissement. Il formalise des intentions, il annonce les contraintes mais aussi les atouts en place, il dresse des objectifs (à court et à long terme), il détermine les moyens pour parvenir à les atteindre, sans oublier la définition de critères et d'indicateurs d'évaluation. S'il prend la forme d'un écrit, rien n'est laissé au hasard, les mots sont pesés, certains paragraphes peuvent être revus et corrigés. Il permet d'avoir une base commune à plusieurs interlocuteurs, d'être communiqué facilement, d'être relu, critiqué et validé. A ce titre, il peut être un outil de travail intéressant et non une fin en soi. Cette démarche, appelée aussi méthodologie de projet, est intéressante pour les institutions, quelle que soit leur taille. La recherche d'une plus grande cohérence dans les

interventions, la définition précise des compétences et des forces en présence sont des marques de recherche de qualité dans le travail.

Qu'en est-il pour les jeunes, individuellement, mais aussi collectivement ? Comment peut-on leur demander systématiquement, *Quel est ton projet ?*

Mickaella va prendre des cours de langage des signes.... *Dans quel but ?*

Océane a fait une fac de droit.... *Dans quel but ?*

Christophe a cherché à préparer un bac professionnel en vente....
Dans quel but ?

Faut-il toujours avoir un but ? Faut-il toujours pouvoir expliquer ses choix ou ses actes par rapport à un but ? Un objectif à atteindre ? Auprès des jeunes rencontrés, il nous semble difficile d'espérer la verbalisation d'un projet car nous n'avons pas pu discerner un fil conducteur, un déroulement d'idées ou une cohérence linéaire dans leurs étapes. Quels sont les moyens utilisés pour avancer ? Aller dans tous les magasins, envoyer quelques lettres, harceler les agences d'intérim. Ils utilisent ceux qui sont à leur disposition immédiate dans le temps (à court terme, au cas par cas, au jour le jour) et dans l'espace (l'échelle de vie est celle de la ville, au maximum). Tout est restreint. Nous distinguons facilement les épreuves, les stratégies du hasard, la vie rythmée à la journée, à la semaine, au mieux au mois à venir. Comment, dans ces conditions, peuvent-ils envisager des perspectives personnelles ? Leurs possibles sont limités ou ils n'ont pas encore pris conscience de leurs potentialités. Les échecs se succèdent. Les expérimentations vécues sont antinomiques à l'idée de projet. Parce qu'ils sont dans une phase de construction, de recherche, les jeunes peuvent-ils définir un projet de vie, un projet professionnel ? Il nous semble que l'exercice est plus que difficile à mettre en œuvre.

Cette recherche a permis de démontrer, comme d'autres avant, que les jeunes vivent dans l'éphémère, ne se projettent pas. Elle a également permis de distinguer où se

situent les blocages. Ils dépassent largement la mauvaise santé du marché du travail. Ils sont inhérents au vaste domaine des relations sociales avec toute la richesse qu'il contient. Quel est alors le rôle des institutions d'action sociale ? Leur mission peut se « résumer » à la lutte contre les exclusions et l'accès à la citoyenneté. Nous avons longuement abordé le premier terme. Les indices permettant de définir les processus et les risques encourus sont nombreux et connus. Cependant, pour les détecter et les connaître, il est nécessaire d'avoir un minimum de contacts avec les populations fragilisées, vulnérabilisées. Il est donc impératif d'assurer une présence dans les quartiers, tous les quartiers pour apporter une écoute vigilante et mener des actions de prévention.

Pour cela, le travail en réseau nous paraît être la seule alternative au manque de moyens faisant rage dans les services sociaux. La collaboration avec le monde associatif, le tissu économique local et les autres institutions présentes sur un même territoire doit permettre d'établir des diagnostics et d'envisager un accompagnement le plus en amont possible. Nous ne souhaitons pas détailler tous les services sociaux concernés par une telle méthode de travail, la liste n'étant pas exhaustive. La condition essentielle à remplir est celle de l'implication de chaque institution et de toute l'institution. L'enjeu en est la coordination pour une maîtrise des coûts et une action efficace.

L'accès à la citoyenneté est un des objectifs prioritaires des dispositifs de la politique de la ville. Les Missions Locales et les services sociaux y travaillent également. La notion de citoyenneté est abstraite et vaste en même temps. « Le citoyen est un individu qui vit en République » L'état de citoyen se joue sur un triple registre : politique (droit constitutionnel : élections, représentations), civil (sphère privée), national (code de la nationalité). Les jeunes rencontrés sont tous Français. Nous ne parlerons pas du troisième registre. Le code civil gère toutes les grandes activités humaines privées (mariage, divorce, filiation, propriété,...). Ils n'ont jusqu'à maintenant pas eu besoin d'y avoir recours. L'obligation alimentaire est toujours assurée par les parents, même si tous les jeunes se sentent redevables. Du point de

vue politique, ils n'exercent pas leurs pouvoirs, ni leurs droits. Nous avons pu percevoir une méfiance vis-à-vis des acteurs. Exercer sa citoyenneté, c'est aussi participer au débat, à la vie sociale. Les deux hommes politiques l'ont bien rappelé. Ils attendent et espèrent des réactions de la part des jeunes dans ce domaine. Les services sociaux pourraient trouver dans cette attente un terrain d'expériences.

Aider les personnes à être acteurs de changement tel est l'objectif du développement social. Le préalable en est le suivant : aider la personne à être acteur. Aborder les centres d'intérêt, éveiller la curiosité, développer des loisirs participatifs, partir des potentialités de la personne et l'accompagner vers un nouvel univers : sportif, culturel, manuel, créatif. Lui permettre de rencontrer des personnes nouvelles dans des conditions favorables et valorisantes. Encourager les échanges, le partage d'idées. Elargir le réseau de contacts, de connaissances, d'adultes susceptibles de susciter la prise de responsabilité. Tout cela sans avoir à élaborer et formaliser un projet qui précise le but, les intentions et les moyens d'y parvenir ? Voilà en quoi les intervenant sociaux seraient aidant vis-à-vis des jeunes éloignés de l'exercice de leur citoyenneté. Combien d'institutions sont prêtes à faire ce pari ? Comment l'encadrement peut-il encourager et faire reconnaître ces interventions ?

Dans cette perspective, les notions d'espace public et de territoire sont essentielles. Un territoire est un espace restreint, localisé, identifié. Sa topologie est le cercle. Un espace public est une étendue ouverte et libre dans laquelle on circule librement. C'est également un site où se retrouvent les gens en nombre. Leur point commun est qu'ils sont tous les deux des constructions sociales. Leur différence se situe dans leur topologie donc dans la manière de les vivre et de les expérimenter. La rue et la place sont des lieux – espaces publics – utilisés par les jeunes rencontrés en entretien. Sans contrainte, dans l'égalité mais aussi dans l'anonymat le plus complet, ils se fondent au nombre, à une diversité d'attitudes, abandonnent provisoirement l'espace protecteur de la maison familiale. Il semble qu'ils ne s'aventurent guère au-delà de ces quelques espaces, situés en centre ville. Le territoire sur lequel ils vivent est restreint par sa taille. Ils effectuent quelques démarches dans des administrations

situées en centre ville. Ils travaillent quelquefois en périphérie ce qui nécessite souvent un moyen de transport individuel. Au-delà de ces déplacements, ils ne partent pas en vacances, ni en week-ends, ils ne fréquentent pas les commerçants de leur quartier, ils ne cherchent pas de travail en dehors de l'agglomération. La pratique liée au territoire est ambiguë : sans chercher à l'étendre, il n'est pas non plus utilisé pour établir des rapports de proximité. Tout se passe comme s'il n'y avait pas d'intermédiaire entre la maison ou la rue, lieu de rendez-vous, et le lieu de travail. Le quartier semble ne pas les intéresser. L'agglomération est une entité abstraite. Le reste du monde est inconnu. L'espace vécu est restreint.

L'organisation des services sociaux est territoriale et administrative (cantons et quartiers). Comment, sans la remettre en cause, penser une autre méthode d'intervention permettant de définir les territoires de vie des habitants, voir comment les diversifier, les élargir, leur faire maîtriser de nouveaux déplacements et les moyens de communication nécessaires ?

Les enjeux d'une telle refonte des interventions sociales sont multiples :

- Entrer dans le jeu social en admettant sa métamorphose,
- Repenser ses méthodes et ses partenaires,
- Communiquer sur ses missions et ses objectifs.

Nous arrivons au terme de notre recherche, qu'il s'agit maintenant de conclure.

CONCLUSION

Plusieurs enseignements se dégagent de cette recherche. Concernant les jeunes, ils ne font partie d'aucune catégorie particulièrement stigmatisée, mais ils nous semblent tous dans une phase d'incertitude. C'est le propre du stade de vie dans lequel ils sont entrés depuis quelques années. Alors, il n'y aurait pas d'inquiétude à avoir...

Plusieurs identités typiques peuvent être mises en évidence : Ce sont des grands enfants, encore plus ou moins soumis à l'autorité de leurs parents. La cohabitation les oblige, souvent inconsciemment nous semble-t-il, à mettre entre parenthèse leur propre individualité et leur propre intimité. Après avoir tenté de suivre des études jusqu'à l'obtention d'un diplôme, ils sont en situation précaire vis à vis de l'emploi. Ils sont des citoyens anonymes, sans histoire ni revendication particulières. Sans l'avoir véritablement verbalisé, ils supportent l'ambiguïté énoncée dans la première partie : Comment conjuguer les vertus de la jeunesse avec l'inoccupation d'une place dans la société?

Concernant l'action politique, cette recherche permet de dire ou de redire qu'elle n'est à prendre ni à la légère, ni sans utopie. L'idéologie guide les pas jusqu'à un certain point. Mais très vite, l'enjeu est trop important pour se contenter des principes. L'action est le but du politique, pas celui de la science....Après le débat, apparaissent des dispositifs, des règlements. Ce sont des œuvres de compromis. Les hommes politiques, responsables de l'unité nationale, se soucient de l'esprit de cohésion et de solidarité. Au nom de la lutte contre les inégalités, une allocation paraît être la solution aux maux de la jeunesse. Deux d'entre eux nous ont rappelé un de ses préalables : la jeunesse doit être prête à s'engager dans un processus constructif. C'est bien là que se situe le décalage entre les revendications des jeunes et les attendus des responsables.

La question principale qui a conduit toute notre analyse était la suivante : Même si une frange de la population jeune est menacée d'exclusion, de marginalisation, en

quoi une solution essentiellement financière, offerte à toute la classe d'âge, est-elle adaptée à la nature des blocages à l'entrée en société ? Nous avons imaginé pouvoir trouver une réponse dans l'hypothèse d'un échange à formaliser entre deux générations, entre deux séries d'acteurs. En réalité, la situation est plus complexe. Il nous faut rappeler un certain nombre d'éléments. Compte tenu du repérage des grappes de problèmes rencontrés par les jeunes interviewés, nous pouvons, en effet, avancer que le versement d'une somme d'argent ne constitue pas une solution adaptée. Cette proposition ne serait valable que pour une partie de la classe d'âge, celle que nous n'avons pas voulu étudier et rencontrer (il s'agit des 70 000 jeunes en grande marginalisation et en rupture familiale : comme les jeunes majeurs sortant de placement familial ou institutionnel par exemple). Ceux là n'ont plus de filets de sécurité, il est nécessaire de leur assurer le minimum vital, à titre « humanitaire ». Pour les autres, et notamment pour ceux qui se trouvent dans la situation choisie pour la recherche, le problème est ailleurs. Leur minimum vital est assuré par leur présence physique au domicile parental. Leur souhait n'est pas forcément de le quitter pour plusieurs raisons : la peur de la solitude, le confort, l'affection, l'incertitude de l'avenir, le doute quant à ses capacités à s'assumer, l'omniprésence parentale par rapport à d'autres groupes d'appartenance, le manque de capacités de mobilité, l'absence de réseaux de sociabilités autres que la famille. Ce ne sont pas 350 EUROS qui permettront d'acquiescer cela.... Bien des mesures ont été prises, mises en œuvre, depuis ces 20 dernières années. Des milliers de jeunes en ont bénéficié et ont réussi à se construire, sur le plan familial, professionnel et social. Mais pour les autres, qui comme ceux que nous avons vus, vont de-ci delà, poussent les portes les uns après les autres en tentant de comprendre, de savoir ce qui peut bien les attendre.... ? Comment les aider ? A quel moment ? Dans quels domaines ? Nous avons dressé quelques pistes dans la troisième partie. Elles sont peut-être utopiques, rétrogrades ou dépassées ? Il nous semble que le cœur du problème se joue dans un déficit de communication. Les travailleurs sociaux se situent à l'intersection de la rencontre des publics avec le politique. La base de leur métier est la relation humaine. Cependant,

ils n'arrivent pas à expliquer, par des messages clairs et pertinents, leurs missions, leurs limites et leurs atouts. Ils n'arrivent pas non plus à créer les conditions de rencontres entre les jeunes et les décideurs pour réduire le fossé que nous avons pu repérer.

Nous ne pouvons terminer en insistant sur les bienfaits d'une telle recherche pour le travail social. Professionnels de terrain pour les travailleurs sociaux, gestionnaires de services pour les cadres, ils sont des hommes et des femmes d'actions. Plongés dans les contraintes quotidiennes, ils ne réussissent que rarement à regarder, réfléchir, analyser une situation, quelle que soit sa complexité. C'est en cela que de telles enquêtes peuvent être utiles et utilisées. Observer la complexité, la décrire par les faits les plus objectifs possibles, s'interroger, éveiller sa curiosité, évacuer les a priori et dresser des hypothèses. C'est l'exercice auquel nous nous sommes livrées pendant plus d'une année. Les entretiens menés auprès des jeunes nous ont amenées des éléments de compréhension considérables. Ils n'avaient rien de commun avec ceux menés par un travailleur social et pourtant, ils permettent de dresser de nombreuses pistes de travail. Comme nous l'avons suggéré dans l'introduction nous aurions pu procéder autrement. Les hypothèses auraient été différentes. Celle concernant les parents nous semble être une nouvelle piste de recherche : En quoi les parents bloquent-ils les passages ? Sont-ils eux-mêmes en réelle situation d'autonomie ? L'approche s'orienterait certainement plus vers la psychologie sociale.

Un autre thème, déjà évoqué dans la dernière partie, nous permettrait d'approfondir les investigations auprès d'un public similaire. Il s'agit de celui de la citoyenneté. Nous ne pouvons entrer ici dans une tentative de définition de cette notion. Nous avançons un de ses aspects : la participation. L'objectif ne serait pas de démontrer que les jeunes n'y accèdent pas, mais plutôt de connaître leurs représentations et cerner les évolutions quant à ses pratiques. Comment sont utilisées les nouvelles formes de sa manifestation (pétitions en lignes, rassemblements éphémères, adhésions à de nouvelles associations) ? Que recouvrent-elles ? Faut-il y voir une métamorphose uniquement formelle, ou plus profonde, concernant les valeurs défendues ? Les

grands mouvements sociaux des années 60-70 ont vécu. De nouveaux objets de recherche apparaissent.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

BARDIN, Laurence, 1991. *L'analyse de contenu*, Paris, Presses Universitaires de France, 289p.

BAREL, Yves, 1982. *La marginalité sociale*, Paris : Presses Universitaires de France, 250p.

BERTEAUX, Daniel, 1997. *Les récits de vie*. Paris : Éditions Nathan, 127 p.

BOUTINET, Jean-Pierre, 1998. *L'immaturité de la vie adulte*, Paris : Presses Universitaires de France, 267p.

CASTEL, Robert., 1995. *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris : Éditions Folio, 813p.

DONZELOT, Jacques, (sous la dir. de), 1991. *Face à l'exclusion. Le modèle français*, Paris : Éditions Esprit, 227p.

DUBAR, Claude, 1991. *La socialisation*, Ivry : Éditions A. Colin, 255p.

ERIKSON, Erik, 1972. *Adolescence et crise. La quête d'identité*, Paris : Éditions Flammarion, 348p.

FREUND, Julien, 1965. *L'essence du politique*, Paris : Éditions Sirey, 828p.

FREUND, Julien, 1965. *Qu'est ce que la politique ?*, Paris : Éditions Sirey, 187p.

GALLAND, Olivier, 1991. *Sociologie de la jeunesse*, Ivry : Éditions A. Colin, 231p.

GAUCHET, Marcel, 1989. *La révolution des droits de l'homme*, Paris : Éditions Gallimard, 341p.

KAUFMANN, Jean-Claude, 1996. *L'entretien compréhensif*, Paris : F. Nathan , 127p.

MONCOMBLE, Françoise, 2001. *La déliaison*, Paris : Éditions L'harmattan.

- OGIEN, Albert, 1995. *Sociologie de la déviance*, Ivry : Éditions A. Colin, 230p.
- PAUGAM, Serge. (sous la dir. de), 1996. *L'exclusion, l'état des savoirs*, Paris : Éditions La Découverte, 582p.
- ROSANVALLON, Pierre, 1995. *La nouvelle question sociale. Repenser l'État Providence*, Paris : Éditions Seuil, 222p.
- THERY, Irène, 1998. *Couple, filiation et parenté aujourd'hui, le droit face aux mutations de la famille et de la vie privée* Rapport à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité et au garde des Sceaux, ministre de la justice. Paris : Éditions Jacob, 413p.
- THOMAS, Hélène, 1997. *La production des exclus*, Paris : Presses Universitaires de France, 215p.
- VAN GENNEP, Arnold, 1981. *Les rites de passage*, Paris : Éditions Picard, 288p.

Revues

- BEAUCHARD, Jacques, 1991. « L'échange » dans *Actions et Recherches Sociales*, N°2, Édition Erès, Avril, p5-131.
- DARES, 2001. « L'évolution récente des scolarités et de l'insertion professionnelle des jeunes (1998 – 2000) » *Premières Synthèses*, Juin.
- DIRN, Louis, 1998. « Société française, 20 ans de changement » dans *Sciences Humaines*, N°84, Juin.
- DIRN, Louis, 1999. « Une jeunesse qui dure » dans *Sciences Humaines*, Hors série N°26, Septembre – octobre.
- FOURNIER, Martine, 2000. « Générations : volées, dorées, sacrifiées ? » dans *Sciences Humaines*, N°108, Août – septembre.
- « Un RMI pour les jeunes ? » dans *Liaisons Sociales*, Janvier 2001.
- FREMEAUX, Philippe, 2001. « Les inégalités » dans *Alternatives économiques*, N°195, Septembre

INSEE, 2000. « Les jeunes » *Portrait Social*, Septembre.

« Trop d'assistance brise t-elle l'autonomie ? » dans *Journal des Jeunes*, N°202, Février 2001.

« Bientôt une allocation pour les jeunes de seize à vingt-cinq ans ? » dans *Journal des Jeunes*, N°202, Février 2001.

« Réserves sur l'allocation d'autonomie pour les jeunes, préconisée par le Plan », dans *Actualités Sociales Hebdomadaires*, N°2204, 2 mars 2001.

« Le Plan propose un capital formation et un revenu autonome pour chaque jeune » dans *les Echos*, 23 et 24 février 2001.

« Un revenu social pour les jeunes » dans *Familles Laïques*, N°49, Juillet 1999.

Rapports et lois

Actes des 1ères rencontres nationales « Autonomie de la jeunesse », 2000. Paris - La Sorbonne, 22 janvier.

CHARVET, Dominique, 2001. « *Jeunesse, le devoir d'avenir* » Rapport de la commission, Mars.

Fond d'Aide aux Jeunes Département du Loiret, Bilan 2000 du 10 janvier 2001.

Journal Officiel de la République Française, 2001. Adoption d'une proposition de loi « allocation d'autonomie pour les jeunes », Sénat, 19 juin.

Journal Officiel de la République Française, 2000. Compte rendu intégral de la discussion d'une proposition de loi « allocation d'autonomie pour les jeunes », Assemblée Nationale, 12 décembre.

Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale. *Rapport 2000*. La documentation française, Paris.

Synthèse du Rapport de la Commission pour l'autonomie des Jeunes, 29 mars 2002.

Dictionnaires

BARREYRE, Jean Yves, BOUQUET, Brigitte, CHANTREAU, André, LASSUS, Pierre, 1995. *Dictionnaire critique d'action sociale*, Paris, Bayard.

BARUS-MICHEL, Jacqueline, ENRIQUEZ, Eugène et LÉVY, André, 2003. *Dictionnaire de psychosociologie*, Ramonville, Édition Éres.

BONTE, Pierre et IZARD, Michel, 2000. *Dictionnaire d'ethnologie et d'anthropologie*, Paris, Presses Universitaires de France, mars.

ÉTIENNE, Jean, BLOESS, Françoise, NORECK, Jean-Pierre, ROUX, Jean-Pierre, 2004. *Dictionnaire de sociologie*, Paris, Éditions Hatier, août.

ANNEXES

OCIAL Dans un rapport qu'il s'apprête à rendre public, le Commissariat général du Plan se penche sur l'autonomie des jeunes, dans la formation et le travail. Il propose la

création d'une allocation d'autonomie, une revendication ancienne des milieux associatifs et mutualistes mais qui embarrasse le gouvernement. ● LA GAUCHE PLURIELLE, en

novembre 2000, avait accepté le principe d'une telle allocation mais le gouvernement hésite à décider la réaffectation des aides aux familles vers leurs enfants. ● CETTE PRESTA-

TION vise à répondre à l'allongement des études, à la paupérisation de la jeunesse et à la précarité de l'emploi observés ces dernières années. ● PARMI LES PROPOSITIONS

du Plan figure aussi un capital formation de vingt ans pour tous, incluant la scolarité. Garanti par l'Etat, ce pécule pourrait être réaffecté par l'expérience professionnelle.

L'allocation d'autonomie pour les jeunes séduit le Plan et gêne le gouvernement

Dans un rapport qu'il s'apprête à rendre public, le Commissariat général du Plan propose la création d'une « allocation formation » pour les jeunes à partir de 18 ans. Vieille revendication des syndicats étudiants, ce soutien financier imposerait une remise à plat des prestations familiales actuelles

PROMESSE de la gauche plurielle, proposition de loi communiste, sports en cascade et premières billes gouvernementales : la création d'une allocation d'autonomie pour les jeunes a quitté l'uto- militante pour devenir un jet politique encore mal identi- Dans son rapport intitulé « Jeunes et politiques publiques », qu'il s'apprête à rendre public, le Commissariat général au Plan avance quelques propositions concrètes, tout en nourrissant le débat, évoquant déjà la polémique.

Après trois ans de travail conduit us la houlette de Dominique Jarvet, le Plan entend ainsi reformuler la question jeune. Le rapport, de deux cents pages, il fournit un diagnostic touffu et avance des propositions sur deux aspects de la vie des jeunes : la formation et le travail, censés s'imbriquer toujours étroitement. Le rapport suggère la création d'un capital-formation limité pour tous (lire ci-dessus), assorti d'une allocation versée directement aux jeunes. Il entend acte d'un allongement de la jeunesse, de sa paupérisation – le taux de pauvreté des 20-29 ans a atteint 18 % en 1998, contre 11 % en 1990 – et de sa précarité dans l'emploi : un débutant met quatre ans pour atteindre une situation professionnelle stabilisée.

À défaut d'être autonomes, de nombreux jeunes sont déjà partiellement indépendants : en 1994, un

Jeune de 16 à 18 ans sur quatre ne vivait pas avec ses parents, « chiffre qui n'a probablement fait qu'augmenter depuis », selon la version encore provisoire du rapport. Depuis dix ans, affirme-t-il aussi, les débats liés à l'adoption du RMI, à la massification des études supérieures et à l'emploi des jeunes « ont contribué à construire un problème politique autour de trois questions essentielles : la situation des jeunes sans soutien familial, la prolongation des aides à la famille pour compenser les charges liées aux « grands enfants », le développement d'une aide directe aux jeunes pour favoriser leur autonomie ».

Si le rapport juge « floue et contestable » la notion d'autonomie de la jeunesse, il se fait ainsi l'écho d'une préoccupation ancienne d'une partie des milieux associatifs ou mutualistes. Pour le Plan, le « renvoi sur les familles de la prise en charge de l'allongement de la jeunesse a contribué au renforcement des inégalités sociales ». En outre, il « est largement un processus par défaut au niveau de l'action publique ».

UN DROIT SOUMIS À CONTREPARTIE

De ce point de vue, le rapport « ne vient pas à contre-courant », juge Daniel Le Scornet, président de la Fédération des mutuelles de France (FMF). En 1995, cette dernière a présenté ses propositions « pour un statut social des jeunes de 18 à 25 ans », dont les principes



sont l'universalité, la globalité et l'autonomie. Avec 17 organisations mutualistes, familiales, syndicales et associatives, la FMF a organisé, le 22 janvier 2000, à Paris, les premières rencontres nationales « autonomie de la jeunesse ». Le sujet a fait son entrée à la conférence de la famille de juin 2000. À cette occasion, les Familles rurales, principal adhérent de l'Union nationale des associations familiales (UNAF), ont demandé « une véritable politique en direction des jeunes

adultes avec des mesures concrètes favorisant leur autonomie ».

En novembre, la question de l'autonomie des jeunes a débouché sur le champ politique : engagement fut pris, lors du sommet de la gauche plurielle, « d'agir pour assurer l'autonomie des jeunes ». « Toutes les composantes de la gauche plurielle sont prêtes à envisager le principe d'une allocation d'autonomie », indiquait la déclaration commune du 7 novembre 2000. En décembre, le groupe communiste de l'Assem-

blée nationale a déposé une proposition de loi visant à créer une allocation pour les 16-25 ans. À cette occasion, Ségolène Royal, ministre déléguée à la famille, a présenté une première mise à plat des aides existantes et souligné que le gouvernement ne s'engagera pas dans une logique de RMI jeunes. La proposition communiste débouchera finalement sur la création d'une « commission nationale pour l'autonomie des jeunes », placée auprès du premier ministre. Ce dernier a inscrit la question du « jeune adulte » à l'ordre du jour de la prochaine conférence de la famille, le 15 juin. D'ici là, le président de l'UNAF, Hubert Brin, aura rapporté l'avis du Conseil économique et social sur le sujet.

Le rapport du Plan ne prône « ni RMI, ni statut étudiant, ni allocation universelle ». Mais un droit soumis à contrepartie : une allocation contre une formation et/ou un travail. Cet appui apporté directement aux jeunes à partir de 18 ans remplacerait les aides aux familles qui ont de « grands enfants » à charge. Il s'agirait d'une allocation de 1 200 à 1 700 francs par mois (c'est le taux maximum des bourses sur critères sociaux), ce qui représente une somme de 39 à 57 milliards de francs pour 2 800 000 jeunes scolarisés. Le Plan compte sur la réaffectation de dépenses existantes évaluées à 41 milliards de francs : 12,6 milliards d'aides fiscales,

20 milliards de prestations familiales, 6,7 milliards de bourses d'enseignement supérieur, 1,5 milliard de supplément familial de traitement des fonctionnaires. En outre, une part des dépenses liées à la politique de l'emploi (53 milliards, dont 25 pour le programme emplois-jeunes) devrait aussi être réaffectée.

Il ne s'agit pas, se défend le Plan, de déboucher sur une rupture des liens jeunes-famille. Mais de « desserrer l'étau financier qui pèse sur les familles dans une phase où les charges sont les plus lourdes ». Ces propositions risquent cependant de heurter les associations familiales. L'exercice individuel du droit à la formation à partir de la majorité civile « vient remettre en cause la perspective d'allongement du versement des prestations familiales jusqu'à 22 ans, développée par la loi Famille de 1994 et soutenue actuellement par l'UNAF », précise ainsi clairement le rapport.

PAS DE « MODÈLE UNIQUE »

Au sein des organisations familiales, comme dans les partis politiques, ces questions sont loin d'être tranchées. « Entre bourses et présalaires, notre choix n'est pas fait », souligne Michel Deschamps, élu au conseil national du PC. Le gouvernement, pour l'heure, ne défend pas l'idée d'une prestation généralisée et continue d'afficher sa frilosité devant une quelconque réaffectation des aides aux familles vers leurs enfants. « Nous

Un capital formation de vingt ans pour tous, incluant la scolarité

UNE TIRELIRE garnie pour démarrer dans la vie : telle est l'une des principales propositions du Commissariat général au Plan. Celui-ci suggère que tout individu bénéficie à sa naissance d'un capital formation de vingt ans. Le rapport propose « un droit individuel, garanti à la collectivité, à l'éducation et à la formation tout au long de la vie ». Cette obligation : formation s'entend comme « partagée », car l'individu, l'école, soumise à une obligation de résultats, les services publics, les entreprises, qui doivent aller au-delà du financement légal de la formation continue, et les partenaires sociaux. Puisant ses références chez Mondor et, mais aussi chez Jacques Delors, le rapport défend un objectif : il faut mixer davantage : études et activité professionnelle. Pour les rapporteurs, le bilan de la démocratisation de l'école est très nuancé et les politiques publiques sur les champs éducatifs et de l'emploi ont connu une inflation aussi dangereuse qu'inefficace. Ainsi, 50 % d'une classe d'âge relève, dans les cinq années suivant sa sortie du système éducatif, d'une des nombreuses mesures de la politique de l'emploi. « La tyrannie des débou-

chés, le transfert sur l'école de la charge de la sélection, ont abouti à ce que la compétition l'emporte sur l'émulation, ajoute le rapport. Un des effets les plus perceptibles de ces évolutions est la persistance, voire l'aggravation, des inégalités. L'inégalité première est bien désormais l'inégalité face au changement. » En outre, « les oppositions binaires qui, dans les représentations, structurent les champs de l'éducation et de la formation sont profondément remises en cause : formation initiale/continue, formation générale/professionnelle, apprentissage individuel/collectif, savoirs fondamentaux/expérience ».

Le capital formation garanti par l'Etat dont chaque individu disposera est fixé à vingt années, en référence à la durée moyenne actuelle des scolarités. Ce pécule sera réalloué par la suite à travers l'expérience professionnelle, sous forme d'une dotation comportant une réserve de temps rémunéré et un crédit pour financer les actions de formation. Il s'agit, précise le Plan, d'un droit de créance, ou d'un « droit de tirage social », notion « qui correspond à une figure plus active du travailleur ». La première phase d'utilisation du

capital « correspond à la "formation première" ». Celle-ci ne récouvre pas forcément la scolarité obligatoire, fixée à seize ans. Car l'obligation éducative, devenue obligation de résultats, viserait désormais l'acquisition de la culture commune et une certification reconnue. Le droit de tirage pourrait ainsi débiter « à une zone d'âge qui correspond approximativement à l'âge de la majorité civile ».

UN DROIT DE TIRAGE A DISPOSITION

Si un jeune poursuit des études, il bénéficie à partir de l'âge de 18 ans d'une allocation de formation, dont « le versement est lié au déroulement normal du cursus ». Quand il dépasse les 20 ans de son pécule initial, « un abondement du capital individuel » par l'Etat sera possible, mais pour certaines catégories de jeunes seulement. Pour les autres, « une politique volontariste de prêts à taux zéro, remboursables sur plusieurs années dans le cadre de l'activité professionnelle ultérieure, pourra être envisagée ». S'il sort du système éducatif sans avoir épuisé son capital initial, le Jeune dispose du droit de tirage sur le reste du capital, mais aussi de ses droits à formation cons-

titués au fur et à mesure dans le travail, et d'un droit « à une première expérience professionnelle », pour laquelle le Plan s'en remet à la bonne volonté des partenaires sociaux.

Cette « nouveauté » - préfigurée, selon les rapporteurs, dans le programme emplois-jeunes - pourra couvrir une formation en alternance sous contrat de travail. S'il commence à travailler tout en étudiant, le jeune devrait cumuler salaire et allocation de formation. Enfin, s'il sort de l'école sans être en situation d'occuper un emploi, « la collectivité a l'obligation de proposer la mise en œuvre d'un accompagnement éducatif et social adapté », au cours duquel il touchera l'allocation de formation. Le droit de tirage pour les jeunes sortis de façon précoce du système scolaire entraînerait ainsi une augmentation de 30 milliards de la dépense éducative.

Dans ce cadre, le Plan invite « l'Etat et les collectivités territoriales à coproduire, dans le cadre de leurs responsabilités respectives, une politique éducative articulée au développement des territoires ».

ne voulons pas imposer un modèle unique ni enfermer les jeunes dans un statut », précise Ségolène Royal, pour qui le rapport du Plan a le mérite de mettre en lumière la complexité des parcours familiaux.

Si M^{me} Royal promet « des décisions opérationnelles en juin », ces mesures seront, selon elle, ciblées sur « des besoins sociaux clairement identifiés » : le logement, la situation des jeunes en rupture, ou la seconde chance pour ceux qui ont précocement quitté le système éducatif. Pour ces jeunes, l'allocation est envisageable, mais « en complément ». Quant à Jean-Luc Mélenchon, son homologue de l'enseignement professionnel, il qualifie « d'usine à gaz » les propositions du Plan. M. Mélenchon veut prochainement promouvoir un « statut du jeune en formation », assorti d'une rétribution obligatoire des jeunes lors de leurs périodes de stage. Selon lui, le rapport s'inscrit « dans une vision dépassée, celle du chômage de masse ».

N. G.

N. G.

TROIS QUESTIONS À...

DANIEL LE SCORNET

1 Pour vous qui êtes président de la Fédération des mutuelles de France, deuxième fédération mutualiste, que recouvre l'autonomie de la jeunesse ?

La FMF œuvre depuis longtemps pour que cette question soit débattue. Je suis satisfait de voir qu'elle ait partie du débat politique. Nous assistons depuis vingt ans à une paupérisation de la jeunesse. Ce diagnostic est enfin partagé : le Plan constate qu'une partie de la population se trouve privée de droits sociaux, dans une situation de dépendance à l'égard de la famille et du travail, et qu'il lui faut une réponse à caractère universel, ce qui est une grande avancée. Il ne s'agit pas de jeunisme, mais d'une question de droit commun. D'où notre proposition de créer une branche jeune de la Sécurité sociale. Entre seize et trente ans, pour être autonome, faire des choix personnels, prendre des risques et être créatif, il faut avoir une certaine sécurité. Aujourd'hui, les jeunes s'autolimitent, jusqu'à développer des pathologies très graves.

2 Etes-vous pour un RMI jeunes ?
Non. Veut-on développer un RMI à chaque âge de la vie, pour

qu'ensuite chacun se débrouille ? Ce type de propositions précipite la déconstruction de tous les systèmes de protection sociale. Celles-ci doivent au contraire devenir de plus en plus sophistiquées. Pour les jeunes, cela permettra d'éviter que la société reporte tous ses problèmes sur l'école et la famille, dont l'état est le plus inégalitaire qui soit. Il manque donc non un revenu, ou un guichet supplémentaire, mais une institution démocratique.

3 Et une allocation jeunes ?
Ni une allocation jeunes ni l'allocation formation proposée par le Commissariat du Plan ne feront le tour de la question de la jeunesse. Le Plan, dans une vision un peu ancienne, reste sur le modèle de l'enfant ou du travailleur, comme si nos droits sociaux et politiques se résumaient aux droits du travailleur ! Il se donne un peu bonne conscience en prônant un droit à l'éducation première, mais maintient que le travail, c'est le bonheur, banalisant la grande inégalité des entrées dans la vie active. Une large part de la population ne se trouve pas dans le travail, et l'allongement des périodes d'études premières sera durable : on peut désormais, ce qui n'est jamais arrivé dans l'histoire, vivre sa jeunesse hors de l'emploi.

TROIS QUESTIONS À...

CARINE SEILER

1 Pour vous qui êtes présidente de l'UNEF-ID, principal syndicat étudiant, que recouvre l'autonomie de la jeunesse ?

L'autonomie, c'est la possibilité de faire ses choix d'avenir et de les assumer. La jeunesse constitue une période de plus en plus longue, avec l'allongement de la durée des études, l'entrée plus tardive dans la vie active. Elle commence à dix-huit ans et va jusqu'à la fin des études ou jusqu'à l'accès à un emploi stable. Cette période correspond à des situations où les jeunes ne sont pas – ou mal – couverts par les dispositifs sociaux. Le Commissariat du Plan reconnaît que cela induit des situations de précarité ou de forte dépendance. Dès lors, comment assumer ses choix lorsqu'on connaît une telle instabilité ?

2 Etes-vous pour un RMI jeunes ?
Ce serait la pire des réponses. Elle signifierait que la société se dédouane de sa responsabilité d'insérer les jeunes. Nous ne voulons pas un revenu de substitution, mais la possibilité de construire un parcours de réussite, un projet. Pour les jeunes scolarisés, c'est un projet d'études qui doit pouvoir être accompagné et financé : les

« petits boulots », qui concernent un étudiant sur trois et de plus en plus de lycéens, conduisent souvent à l'échec. Pour les 70 000 jeunes qui sortent du système éducatif sans diplôme, il s'agit d'un projet d'insertion ou de retour aux études.

3 Et une allocation jeunes ?
Nous souhaitons une allocation universelle, non contingente, et individualisée, avec un montant fixe pour tous et un montant variable en fonction de la situation du jeune et non de celle de sa famille. On estime à 3 500 francs les besoins mensuels d'un étudiant. L'allocation se substituerait aux dispositifs existants d'aide aux familles et serait maintenue pendant la période de recherche d'emploi. De ce point de vue, la réponse du Plan est dramatique : il propose une allocation de faible montant, « pour que les jeunes ne soient pas incités à faire des études longues à plein temps », et renvoie ces jeunes à la formation continue. C'est inadmissible. On sait que ce sont les plus diplômés qui profitent de la formation continue. Nous n'avons jamais eu autant besoin d'un haut niveau de formation initiale. C'est une exigence démocratique mais aussi économique.

TROIS QUESTIONS À...

NICOLE PRUD'HOMME

1 Pour vous qui êtes présidente du conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales, que recouvre l'autonomie de la jeunesse ?

La question de l'autonomie des jeunes sera abordée dans le cadre de la négociation sur la nouvelle convention d'objectifs que nous devons signer avec l'Etat d'ici à la fin mars. A ce jour, notre conseil d'administration n'en a pas encore débattu. Notre politique vise à aider les familles : chacune d'entre elles veut faire accéder ses enfants à l'autonomie. Celle-ci signifie vivre si possible de son travail et avoir un logement indépendant. Elle s'entend à partir du moment où le jeune a des ressources. Les trois quarts des jeunes de vingt-deux ans vivent encore chez leurs parents : cela veut bien dire qu'il faut aider les familles.

2 Etes-vous pour un RMI jeunes ?
Je pense que tout le monde refusera cette solution, d'autant que la partie insertion du RMI n'a pas été suffisamment travaillée : on ne peut pas dire aux jeunes que leur seule perspective est de toucher tous les mois une prestation. Si on doit les aider, c'est bien

par l'insertion, et celle-ci se fait par le travail et par l'emploi.

3 Et une allocation jeunes ?
Peu importe le vocable, l'important est d'aider les jeunes à s'insérer dans la société : ils peuvent le faire par la poursuite de leurs études, par une formation en alternance, par l'emploi... Les situations sont très diverses. Les allocations familiales proprement dites sont versées jusqu'à vingt ans, le complément familial et les allocations-logement jusqu'à vingt et un ans. Il faudrait peut-être regarder si, pour les jeunes vivant avec leur famille, il ne faudrait pas aller jusqu'à vingt-deux ans pour la totalité des prestations familiales. Il va de soi que si le jeune ne vit plus au sein de sa famille, je ne suis pas opposée au versement d'une prestation spécifique, mais il faut tenir compte de ce qui existe : quand on verse une allocation-logement à un étudiant, on apporte déjà une aide à l'autonomie. Il ne faut pas, à travers une aide aux jeunes, déresponsabiliser les familles. Une allocation peut être la pire ou la meilleure des choses : pour certaines familles, elle peut conduire à favoriser la rupture, et ainsi être dévoyée de son objectif.

Propos recueillis par
Nathalie Guibert

GRILLE D'ENTRETIEN

Questions générales posées hors magnétophone : L'âge, la composition de la famille, la profession des parents, le quartier, le diplôme, le budget (ressources personnelles et charges).
Puis à la fin : comment vous utiliseriez une allocation de 2000F.F.

I. **L'autonomie vis à vis des parents :**

L'organisation de la cohabitation : les occupations à la maison, la participation aux tâches ménagères (physique, financière), le partage d'activités en commun, la réception d'amis, le degré d'équipement personnel (Hi-fi, TV, Micro,...) : **quelle autonomie ? contrat ? règles fixes, échanges, donnant-donnant, vécu de la part des deux ?**

Qu'en est il de la **solidarité intergénérationnelle** ?

Les relations amoureuses : Sont elles stables, éphémères, sérieuses, anodines, connues des parents ou non ? **Temps de l'engagement, de la construction d'un avenir, d'un projet de vie.**

II. **Les sociabilités, les réseaux :**

Existent ils ? Comment se construisent ils ? **Richesse de leur diversité, pauvreté. Type d'environnement (restreint, élargi, multiple, fermé). Echanges : statuts, rôles, places. Entrée en société, vie communautaire. Espaces et temps : modalités des échanges (privé, public, intimité), lieux, cycles. Type d'acteurs (identification, modèles, rejets).**

Le réseau amical : origine, nombre, activités en commun, mode de rencontres.

Le voisinage : proximité, de quartier, les commerçants, les voisins, entraide ? associations de quartier,

Familial : contact avec collatéraux, vacances, opportunités professionnelles, soutien aux démarches.

La vie professionnelle : son contenu : expériences, enrichissements, alimentaires.

Les rapports avec le monde du travail : les salaires, les horaires, le type de recrutement, la hiérarchie, rapport à l'autorité. **Rôle, place, statut, image.**

La mobilité : moyens de déplacement, fréquences, lieux, permis, mobilité virtuelle : le réseau informatique : quelle utilité ? quelle utilisation ? **Espace de vie** : **limité, territoire, maillage**.
Les loisirs : quelles activités, quelle fréquence, vie associative ? solitaire ou collectif ? resto, ciné ? onéreux ou gratuit.

III. L'entrée dans la sphère publique :

Les institutions : **connaissance** des droits sociaux, des types de stages ou contrats, les démarches administratives : vers quelle administration ? **autonomie ou délégation** ? Sécu, papiers d'identité, entretien des véhicules. **Termes utilisés** : **impersonnel, noms précis, nébuleuse, soumission**.

Rapport à l'écrit : recherche d'emploi, candidatures spontanées, réclamations, rapports, lettres, dossiers de candidature, imprimé types. **Termes utilisés** : **acceptation, mise en œuvre, résignation**.

La religion, le vote, la politique **Pratiques, rapport au politique, ignorance ? intérêt, indifférence, révolte, incompréhension, ras le bol**. **Symbolique** : **droit d'expression, participation à la vie collective, désintérêt, désinvolture**. **Inscriptions sur les listes et vote** : **engagement, choix, positions arrêtées**.

COMPTES RENDUS INTÉGRAL

PRÉSIDENCE DE M. YVES COCHET,

vice-président

M. le président. La séance est ouverte.

(La séance est ouverte à neuf heures.)

1

ADOPTION D'UNE RÉOLUTION
EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4
DE LA CONSTITUTION

M. le président. J'informe l'Assemblée qu'en application de l'article 151-3, alinéa 2, du règlement, la résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 97/67/CE en ce qui concerne la poursuite de l'ouverture à la concurrence des services postaux de la Communauté (COM [2000] 319 final / n° E 1520), adoptée par la commission de la production et des échanges, est considérée comme définitive.

2

SAISINE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

M. le président. J'ai reçu de M. le président du Conseil constitutionnel une lettre m'informant qu'en application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution, plus de soixante sénateurs ont saisi le Conseil constitutionnel d'une demande d'examen de la conformité à la Constitution de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001.

3

ALLOCATION D'AUTONOMIE
POUR LES JEUNES

Discussion d'une proposition de loi

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de loi de M. Alain Bocquet et plusieurs de ses collègues tendant à créer une allocation d'autonomie pour les jeunes de seize à vingt-cinq ans.

La parole est à M. le rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

M. Patrick Malavieille, rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. Monsieur le président, madame la ministre de la jeunesse et des sports, madame la ministre déléguée à la famille et à l'enfance, mes chers collègues, nous examinons aujourd'hui une proposition de loi, présentée à l'initiative du groupe communiste et apparentés, relative à la mise en place d'une allocation d'autonomie pour les jeunes de seize à vingt-cinq ans.

Selon les pays européens, l'accès des jeunes à l'indépendance matérielle est très variable. Si les jeunes des pays anglo-saxons et nordiques accèdent rapidement à l'indépendance, ceux des pays méditerranéens y accèdent à un rythme beaucoup plus lent.

Nos jeunes concitoyens, s'ils sont relativement précoces pour occuper un logement différent de celui de leurs parents, le sont beaucoup moins pour avoir un travail stable et bénéficier de revenus autonomes. Ils doivent, en effet, faire appel à la solidarité familiale avant de pouvoir pleinement s'assumer financièrement.

Le premier rapport de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale met en évidence les difficultés auxquelles doivent faire face les jeunes. Il est, de ce point de vue, assez alarmant.

Depuis le début des années 90, la pauvreté des jeunes a augmenté plus vite que celle de la population moyenne, à tel point que les jeunes sont plus pauvres aujourd'hui que dans les années 70.

Ainsi, les phénomènes d'exclusion se sont renforcés. C'est donc bien le maintien de la cohésion sociale qui est menacé.

La proposition de loi présentée par le groupe communiste et son président Alain Bocquet vise à y remédier et à améliorer les conditions de vie des jeunes en engageant une démarche en faveur de leur autonomie. Notons que cet engagement en faveur de l'autonomie des jeunes de seize à vingt-cinq ans est celui de l'ensemble de la majorité. Il figure parmi les objectifs contenus dans la déclaration commune adoptée lors du sommet de la gauche plurielle, le 7 novembre dernier.

La difficulté d'accès à l'autonomie est partagée par l'ensemble des jeunes, qu'ils soient victimes des phénomènes d'exclusion ou en phase d'intégration. C'est pourquoi la présente proposition vise l'ensemble des seize à vingt-cinq ans sans distinction.

Les jeunes sortant du système éducatif sans diplôme ont particulièrement du mal à accéder à l'indépendance. Selon une étude réalisée pour l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, sur 146 000 jeunes ayant quitté le système éducatif en 1992 sans qualification, moins de la moitié est parvenue à une situation d'autonomie cinq ans plus tard. En revanche, 21 % d'entre eux sont des dépendants, c'est-à-dire exclus du marché du travail et dépendants de leurs parents pour leur logement comme pour leur subsistance. Et il n'est

pas certain que cette situation soit en voie d'amélioration puisque, en effet, la baisse récente du chômage ne profite pas suffisamment aux non-diplômés.

Quand les moins de vingt-cinq ans entrent dans la vie active, leur situation n'est guère plus enviable, et ils doivent faire face à une aggravation de la précarité.

En janvier 1999, 30 % des quinze-vingt-neuf ans en activité occupaient un emploi à durée limitée – contrat à durée déterminée, intérim, apprentissage ou emploi aidé –, et, en mars 2000, ils étaient près d'un sur deux dans ce cas.

Quant au travail à temps partiel, qui a fortement progressé au cours des années 90, il concernait près de 20 % des jeunes en 1999.

Enfin, la baisse du chômage des moins de vingt-cinq ans s'est fortement appuyée sur le redémarrage de l'emploi à partir de l'automne 1999.

J'ajouterai quelques mots sur la situation des étudiants.

La proportion des étudiants en situation de pauvreté chronique est estimée à 1,5 % par l'Observatoire de la vie étudiante, qui nuance cette observation en précisant que ce taux est certes en apparence peu élevé mais que « si les étudiants sont rarement très pauvres, c'est parce que les très pauvres deviennent rarement étudiants », ce qui renvoie au débat plus général de l'accès démocratique à l'enseignement supérieur.

Pour faire face à ces différentes situations, il existe de nombreux dispositifs, mais ils ne répondent pas toujours aux besoins d'autonomie. Une question se pose en effet : la logique des dispositifs actuels vise-t-elle réellement à favoriser la construction de l'autonomie personnelle et professionnelle ?

Il y a, d'abord, les dispositifs traditionnels d'aide à l'emploi. Ceux de la formation en alternance, par exemple, qui sont censés répondre aux besoins des jeunes et qui sollicitent les entreprises par une baisse du coût de travail du jeune en échange d'une qualification. Or, trop nombreuses sont les entreprises qui profitent de l'effet d'aubaine de cette main-d'œuvre à bas prix sans pour autant consacrer de réels moyens à la formation.

En revanche, le programme TRACE, qui a été mis en place en 1998 par la loi relative à la prévention et à la lutte contre les exclusions, contribue de manière positive à l'insertion des jeunes sur la marché du travail. Ces trajectoires d'accès à l'emploi des jeunes visent à organiser un parcours individualisé d'insertion professionnelle sur une période de dix-huit mois pour les jeunes sortis du système scolaire sans qualification ou qui ne peuvent accéder directement à un emploi ou à une formation qualifiante. Les résultats, jusqu'à ce jour, sont plutôt encourageants.

Des actions d'insertion sociale ou des aides ponctuelles peuvent également être mises en œuvre, avec en particulier le concours des fonds départementaux d'aide aux jeunes – FAJ – financés à parité par l'État et les conseils généraux, qui délivrent des aides d'urgence en cas de difficultés matérielles particulières.

Le programme des emplois-jeunes, adopté par le Parlement avec le soutien de la majorité plurielle en 1997, constitue, lui aussi, un volet positif de l'aide à l'emploi des jeunes de moins de vingt-six ans. Raison de plus pour travailler à la pérennisation de ces emplois.

Pour ce qui est des étudiants, les bourses, qui sont des prestations versées sous conditions de ressources, constituent un moyen de rééquilibrer un dispositif d'aides qui, par le jeu des aides fiscales et des aides au logement, est largement antiredistributif.

Les mesures prises dans le cadre du plan social étudiant, décidé en 1998, ont pour objectif principal d'accroître le pourcentage d'étudiants aidés, tout en privilégiant les plus défavorisés d'entre eux. Il n'en demeure pas moins que ce dispositif pourrait être amélioré dans le sens d'une plus grande autonomie personnelle des étudiants.

En fait, l'ensemble des dispositifs existant en France, parce qu'ils sont caractérisés par leur cloisonnement, ne permettent pas d'apporter une réponse globale à la question de l'autonomie.

C'est pourquoi la proposition de loi qui a été déposée par le groupe communiste a un double objectif.

D'abord, elle vise à créer un droit nouveau : un droit individuel et universel à la formation – qu'il s'agisse de la formation initiale ou de la formation professionnelle et quel que soit le statut du jeune – par l'attribution d'une allocation autonomie.

Elle vise également à accompagner des projets. En effet, l'ouverture de droits entraînant des obligations, il s'agit de donner à chaque jeune les moyens de se construire une identité individuelle et sociale par l'accès à la formation en contrepartie d'un projet personnel.

Cette proposition de loi a pour effet de porter dès à présent le débat relatif à l'autonomie sur la place publique et de contribuer ainsi à l'ouverture d'un grand chantier, en vue des décisions qui pourraient être utilement annoncées lors de la prochaine conférence de la famille en juin 2001.

C'est pourquoi la commission a amendé ce texte afin de répondre à une nécessité immédiate : la mise en œuvre de la concertation et de l'expérimentation.

En effet, la grande diversité des situations des jeunes et des dispositifs d'aide existants conduit à privilégier dans un premier temps, dans un souci d'efficacité, un travail préalable d'étude et de consultation.

L'analyse sommaire de la question de l'autonomie des jeunes met en lumière la complexité des enjeux, la variété des politiques publiques concernées, notamment dans les domaines de l'éducation, de la formation, de l'emploi, de la famille, de la fiscalité, de la politique et du logement, ainsi que la multiplicité des acteurs impliqués. Il est donc indispensable de se donner les moyens de la réflexion, de la concertation et de l'expérimentation afin de mieux définir l'équilibre et les contours de l'allocation envisagée. Il est également nécessaire d'évaluer les dispositifs qui procurent, à l'heure actuelle, certaines ressources propres aux jeunes adultes.

C'est pourquoi il vous est proposé de mettre en place une commission nationale pour l'autonomie des jeunes.

Chargée d'une mission de réflexion au sens large, cette commission devra, en s'appuyant sur les diverses études en cours ou à venir, dresser le bilan des dispositifs en vigueur, étudier les modalités de création d'une allocation d'autonomie et d'expérimentation.

Placée auprès du Premier ministre, cette commission aura, en outre, vocation, de par sa composition, qui fait une large part au mouvement social et associatif, et de par son mode de fonctionnement, à procéder à toutes les consultations nécessaires. Sont particulièrement attendus la contribution et le témoignage des jeunes représentés en son sein, ainsi que la participation du Conseil national de la jeunesse et des conseils départementaux de la jeunesse.

Ces conseils mis en place par voie réglementaire en janvier 1998, respectivement au niveau national et dans chaque département, par la ministre de la jeunesse et des sports, Mme Buffer, constituent de réels espaces de

démocratie participative. Le Conseil national de la jeunesse, présidé par Mme la ministre et composé d'une centaine de jeunes, a en effet pour mission de formuler des avis sur toutes les questions relatives à la jeunesse. Il en va de même pour les conseils départementaux, placés sous l'autorité du préfet. Outre le fait qu'ils reçoivent ainsi une reconnaissance bien méritée de la part du législateur, ces conseils occupent donc une place naturelle dans le dispositif de la proposition de loi. Ils seront en particulier consultés dans les départements dans lesquels sera expérimentée l'allocation d'autonomie avant sa généralisation.

Le rapport remis par la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes permettra d'éclairer le Parlement, qui devra être saisi de nouveau de la création de l'allocation d'autonomie.

C'est pourquoi, mes chers collègues, je vous demande de voter en faveur de la proposition de loi qui a été adoptée par la commission des affaires culturelles familiales et sociales.

La jeunesse est à la fois le moment où l'on subit le plus les conséquences de son milieu d'origine, mais aussi celui où l'on peut le plus s'en affranchir pour porter un projet de vie personnel. Il est donc temps de s'engager dans la voie tracée par cette proposition de loi. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée à la famille et à l'enfance.

Mme Ségolène Royal, ministre déléguée à la famille et à l'enfance. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, avec la discussion de cette proposition de loi relative à la création d'une commission nationale pour l'autonomie des jeunes, nous abordons aujourd'hui la question de ceux que l'on appelait jadis les « grands enfants » et que l'on nomme aujourd'hui les « jeunes adultes », ce qui traduit à l'évidence une perception différente de cet âge aux frontières au demeurant incertaines, sans que je puisse vous garantir qu'il s'agit là d'une évidente clarification conceptuelle. Dans le langage courant, on ne s'embarrasse pas de précautions : on parle des « jeunes ». C'est plus simple, mais ça présente un inconvénient : ça sous-entend l'idée qu'un beau jour, on bascule dans l'âge adulte. Or, quand on y regarde de près, les choses ne se passent pas aussi nettement.

C'était le cas dans le temps, quand la fin des études, le premier emploi, le départ du domicile familial et le mariage, bientôt suivi de la naissance du premier enfant, se succédaient non seulement dans cet ordre, mais aussi à un rythme assez rapide, seulement suspendu par le service militaire pour les garçons. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. L'évolution des mœurs, l'allongement général de la scolarité, les mutations profondes de la famille contemporaine, notamment des relations parents-enfants, les transformations – moins heureuses durant les deux dernières décennies – du marché du travail : tout cela a bouleversé le scénario.

Dans un premier temps, on a pris acte du report et de la « désynchronisation » des étapes traditionnelles d'accès à l'âge adulte. On a donc parlé, à la fin des années 80, de « l'allongement de la jeunesse ». Cela semblait le fin mot de l'histoire, apparemment confirmé par les chiffres actuels : 91 % des jeunes de quinze à dix-neuf ans sont aujourd'hui scolarisés et 46 % des jeunes entre vingt et vingt-quatre ans poursuivent leurs études ; report notable, à partir des années 70, de l'âge de la première maternité, qui frise maintenant, en moyenne, la trentaine ; prolonga-

tion de la cohabitation familiale jusqu'à l'âge moyen de vingt ans pour les filles et de vingt-deux ans pour les garçons – âge d'ailleurs stabilisé depuis 1992 et non, comme on l'entend parfois, en constante augmentation.

Aujourd'hui, nous assistons non pas à un simple étirement de la période juvénile, puisque les chercheurs raisonnent désormais sur une catégorie d'âge qui va de quinze à trente ans, ni à un simple recul des seuils mais à des remaniements plus complexes. Ainsi, l'ordre des étapes est interverti et, à l'âge des premières relations sexuelles, beaucoup de jeunes habitent encore chez leurs parents, tandis que d'autres ont un logement mais pas encore de travail.

Ces remaniements complexes remettent en cause la notion même de seuil selon laquelle une étape franchie le serait une bonne fois pour toutes.

Les situations sont devenues plus floues, les incertitudes statutaires et les périodes d'instabilité, notamment professionnelle, s'accompagnent, malgré les effets bénéfiques de la reprise sur l'emploi des jeunes et la mise en œuvre de politiques qui soutiennent vigoureusement leur insertion, d'inégalités persistantes. Bref, des questions nouvelles apparaissent qui nous obligent, si nous voulons agir juste, à ajuster notre grille de lecture, nos catégories de pensées, nos représentations de la jeunesse.

Les modalités d'accès progressif à l'âge adulte tiennent compte du profond changement intervenu dans la famille, ou plutôt dans les familles, et dans le monde du travail. Il ne faut pas se tromper de perspective, sachant ce que cela signifie pour les jeunes et pour le pays.

La famille, chacun le sait, est aujourd'hui plurielle, moins patriarcale, moins autoritaire, moins conflictuelle qu'elle ne le fut – et elle est, pour cette raison d'ailleurs, plébiscitée par les jeunes. Elle est plus ouverte, plus tolérante et, quoi qu'il en soit, majoritairement solidaire. On estime à 100 milliards de francs le montant des transferts des ascendants vers les descendants, ce n'est pas rien. Aujourd'hui, 30 % des jeunes qui prennent un logement autonome sont aidés financièrement par leurs parents. Ce sont principalement des étudiants, mais un jeune sur quatre continue d'être aidé par sa famille après la fin des études.

Les couples parentaux sont plus fragiles et c'est désormais l'axe de la filiation qui fonde en premier le lien familial. A ce titre, il mérite d'être renforcé et protégé, notamment en droit. Il convient également de prendre en compte le transfert entre grands-parents et petits-enfants. Être jeune, ce n'est pas seulement partager une culture, où le rap tend à occuper la place qui fut celle du rock, et prendre peu à peu son indépendance, c'est aussi et surtout s'inscrire dans l'ordre des générations, y trouver sa place pour mieux s'émanciper.

Du côté du monde du travail, les jeunes ont payé un lourd tribut au chômage qui a frappé tous les âges mais aujourd'hui ce sont les premiers bénéficiaires de l'amélioration de la situation de l'emploi. Leur chômage diminue plus vite que celui de l'ensemble de la population : entre mars 1997 et septembre 2000, le nombre des jeunes demandeurs d'emploi a baissé de 40 % contre 30 % pour la population totale. L'emploi des jeunes augmente également plus vite, 9 % contre 5 % pour l'ensemble de la population, et leur taux d'activité est lui aussi en hausse du fait notamment de la stabilisation de la scolarité à un niveau élevé et du développement de l'apprentissage. Le programme emplois-jeunes a permis à 280 000 jeunes de bénéficier d'une première expérience professionnelle inscrite dans la durée. En même temps, pour beaucoup

d'entre eux, l'accès à l'emploi signifie non plus l'accès à un emploi stable, mais à de premiers emplois précaires, cela vient d'être rappelé. Il ne s'agit pas là d'un handicap spécifique dû à l'âge, mais plus vraisemblablement de l'expérimentation de nouvelles relations du travail appelées, malheureusement, à s'étendre, rançon de la prééminence de la logique économique et de la recherche de flexibilité par les entreprises.

Derniers arrivés sur le marché du travail, les jeunes sont les premiers à en vivre massivement les nouvelles règles du jeu. En ce sens, les jeunes ne font pas les frais des désagréments conjoncturels, ils ont sur la norme non pas un temps de retard, mais un temps d'avance, pour le meilleur et souvent pour le pire.

Leur situation actuelle met en évidence la nécessité de trouver, plus que des réparations ciblées, de nouvelles formes de régulations durables et de sécurisation des trajectoires professionnelles qui seraient valables pour tous.

Dans l'immédiat, l'expérience juvénile des formes d'emplois précaires explique, pour partie, ces allers et retours du domicile familial au logement autonome, qui concernent aujourd'hui 23 % des garçons de moins de trente ans et 18 % des filles du même âge. Ce sont les frontières mêmes de cet âge qui ont perdu leur netteté. Il nous faut donc, s'agissant des jeunes adultes, penser les sécurités nécessaires à leur parcours en ayant à l'esprit non pas les catégories d'hier mais les problèmes d'aujourd'hui, les libertés nouvelles, mais aussi les risques inédits au premier rang desquels les inégalités au sein d'une même génération. Vous avez très bien décrit, monsieur le rapporteur, les difficultés éprouvées notamment par les jeunes démunis de toute certification scolaire, de soutien familial, d'emploi ou de ressources. Nous devons avoir pour eux une autre ambition que l'expérience précoce du RMI et c'est l'objet de la proposition que nous examinons aujourd'hui.

L'allongement de la scolarité et l'élévation du niveau général de qualification constituent un atout indéniable pour aborder la société de la connaissance qui prend forme sous nos yeux et dans laquelle le Gouvernement engage ardemment les jeunes à prendre toute leur place. Mais trop de jeunes quittent chaque année le système scolaire sans aucun diplôme. Ceux-là ont les plus grandes difficultés à tirer parti de l'évolution positive du marché du travail et risquent d'être durablement des exclus de la reprise, d'autant plus amers, voire désespérés que, pour les autres, les choses s'améliorent sous leurs yeux.

Les résultats obtenus par le programme TRACE sont encourageants, vous l'avez souligné, monsieur le rapporteur, puisque le nombre des bénéficiaires, qui était de 39 000 en 1999, devrait atteindre cette année le chiffre de 60 000. Le Gouvernement a également renforcé les moyens des fonds d'aide aux jeunes, eux aussi mis en place dans le cadre de la loi de lutte contre les exclusions et qui ont bénéficié à 100 000 jeunes en 1999. Je salue à cet égard le travail accompli par Marie-George Buffet. Une étude de la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques du ministère de l'emploi et de la solidarité vient à ce propos d'être communiquée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de votre assemblée. Les aides au logement ont été augmentées. Les jeunes sont directement concernés par la réforme de ces aides qui s'appliquera à partir du 1^{er} janvier 2001 et pour laquelle la conférence de la famille de juin dernier a débloqué un montant de dépenses supplémentaires de 6,5 milliards de francs.

En amont de bien des misères juvéniles, il y a d'abord des familles. La pauvreté et la précarité les empêchent d'assumer comme elles le souhaiteraient leur tâche éducative ; des familles pauvres qui ne sont pas pour autant de pauvres familles ; des familles à consolider et à épauler, car le sort ultérieur de nombre de jeunes adultes dépend des efforts accomplis à temps en faveur de la famille et dans le respect de la dignité des personnes.

En amont, il y a aussi l'école, le droit de chacun à réussir sa scolarité, à y trouver des appuis nécessaires, le refus que les difficultés financières des parents décident du destin scolaire des enfants. C'est la fonction notamment des bourses, dont nous avons augmenté le nombre et amélioré le versement, des fonds sociaux collégiens et lycéens et du fonds social pour les cantines que j'ai créé dans le système scolaire. C'est le sens aussi de toutes les aides scolaires individuelles apportées aux élèves au bon moment, dès que les difficultés sont repérées. Car tout se tient et le jeune adulte est aussi le produit d'une histoire familiale.

Vous avez évoqué, monsieur le rapporteur, la situation des jeunes les plus marginalisés, ceux qui n'ont ni travail ni famille sur laquelle s'appuyer, ni logement stable, des jeunes isolés, qu'on dit en errance, et aux besoins desquels les dispositifs solidaires traditionnels correspondent mal, malgré l'augmentation des crédits - 2,5 milliards de francs en cinq ans - et des places d'accueil d'urgence.

La direction générale de l'action sociale a mis à la disposition des départements un outil qui a permis de mieux apprécier sur le terrain de l'entremêlement des causes qui conduisent à ces situations de rupture qui sont aussi des situations mouvantes, hétérogènes, exigeant en réalité des réponses non pas standardisées mais pratiquement sur mesure.

Ce sujet, ainsi d'ailleurs que la question de l'accueil des jeunes parents, pas toujours majeurs, ayant des enfants de moins de trois ans, fait actuellement l'objet des réflexions du groupe de travail « famille et pauvreté » que j'ai mis en place.

Accompagner plus efficacement les parcours de tous les jeunes qui cheminent vers l'âge adulte dans les conditions très différentes et parfois très difficiles, c'est aussi cela : s'efforcer de ménager à tous l'accès au droit commun, à commencer par celui de vivre pleinement sa jeunesse, et mobiliser pour ce faire les moyens adaptés aux situations vécues. C'est aussi tenir ferme les deux bouts de la chaîne que sont les droits individuels des jeunes adultes et ceux des familles qui les épaulent car, comme vous le savez, les solidarités privées sont d'autant plus vives que les solidarités publiques sont fortes, contrairement à ce que l'on entend dire, et à ce qu'imaginent ou feignent de croire les apôtres du « moins d'Etat », qui concrètement signifiait plus de difficultés et plus de solitude pour les familles.

Le Gouvernement a voulu tenir compte des conséquences, pour le budget des familles, de la présence de jeunes adultes sous leur toit, en portant l'âge limite de perception des allocations familiales de dix-huit à vingt ans, et à vingt et un ans pour les allocations logement, et en relevant le plafond du quotient familial, ce qui sera encore le cas l'an prochain, pour que les familles bénéficient de la baisse de l'impôt sur le revenu.

Beaucoup a été fait, donc, mais si nous sommes ici, c'est qu'il nous faut faire plus et mieux. Le Premier ministre a annoncé le 15 juin dernier, vous l'avez rappelé, monsieur le rapporteur, que la question des jeunes adultes

serait à l'ordre du jour de la prochaine conférence de la famille de juin 2001. Cette question, parce qu'elle est à l'intersection des profondes mutations que j'ai évoquées, devrait y être examinée dans toutes ses dimensions : présence sous le toit familial ou logement autonome, poursuite des études et insertion professionnelle.

Lionel Jospin a également indiqué que le problème des inégalités entre jeunes devrait y être traité – et je vois, monsieur le rapporteur, que nous partageons la même conviction –, de même que la dimension familiale pleinement prise en compte.

La question des jeunes adultes n'est pas sans lien avec celle de l'autorité et de la responsabilité parentale, également à l'ordre du jour de la prochaine conférence de la famille. Il nous faut à cet égard partager un souci de cohérence, qui recoupe notre volonté commune de prendre en compte des situations concrètes vécues par les jeunes, lesquelles ne sont pas les mêmes, je tiens à le dire, avant l'âge de la majorité légale, entre seize et dix-huit ans, ou après vingt ans, quand la tendance à la décohabitation familiale s'affirme.

La méthode du Gouvernement est, concernant les jeunes adultes, celle dont il est coutumier : diagnostic, discussion, décision. Et, pour commencer, bilan de l'existant. C'est d'ailleurs la première mission de la commission dont la création vous est proposée aujourd'hui.

Vous avez, monsieur le rapporteur, relevé que la loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 prévoyait le dépôt, par le Gouvernement, à l'occasion du débat sur le PLFSS 2001, d'un rapport sur les aides aux familles et aux jeunes adultes. Vous avez vous-même noté la grande diversité des aides en cause et le caractère largement interministériel du recensement effectué. J'ai donc voulu prendre le temps nécessaire et y associer tous les ministères concernés. Ce rapport est maintenant prêt. Le Gouvernement le remettra dans les prochains jours au Parlement.

M. Jean Le Garrec, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. Très bien !

Mme la ministre déléguée à la famille et à l'enfance. Il prendra appui sur cette présentation exhaustive des dispositifs actuellement en vigueur pour éclairer les travaux préparatoires de la prochaine conférence de la famille.

M. Pierre Cardo. On va enfin réfléchir !

M. François Vannson. C'est extraordinaire ! (Sourires.)

Mme la ministre déléguée à la famille et à l'enfance. Comme chaque année, cette conférence est précédée d'une discussion avec tous les partenaires de la politique familiale, avec, au premier rang : l'UNAF, son président Hubert Brin, et toutes ses composantes, les partenaires syndicaux et sociaux, les fédérations de parents d'élèves, les associations de parents d'enfants handicapés, les familles rurales, les grandes associations caritatives. Bref, tous ces partenaires réunis dans la conférence de la famille éclairent les travaux interministériels, et la délégation interministérielle à la famille y consacre l'essentiel de son temps. C'est pourquoi le Gouvernement est tout à fait favorable à la proposition de loi qui est déposée par le groupe communiste.

M. Pierre Cardo. Elle a été un peu tronquée !

Mme la ministre déléguée à la famille et à l'enfance. Cette commission permettra de renforcer le cheminement du travail et les consultations pour aboutir, le Gouvernement l'espère, à des propositions qui rassemblent tous ceux qui partagent les préoccupations qui concernent les jeunes adultes.

Je l'ai dit, le Gouvernement a pour les jeunes les plus en difficulté une autre ambition que l'expérience précoce du RMI. La formation et l'emploi, c'est le cap à tenir quelles que soient les phases de transition et les situations intermédiaires aménagées.

M. Pierre Cardo. Très bien !

Mme la ministre déléguée à la famille et à l'enfance. C'est aussi, je l'ai bien noté dans vos propos, la démarche préconisée pour le projet personnel de formation et d'accès à l'emploi, sur lequel la future commission pour l'autonomie des jeunes sera conduite à se pencher.

M. Pierre Cardo. Bien.

Mme la ministre déléguée à la famille et à l'enfance. Je crois que cette mise à plat des aides existantes, leur confrontation avec les besoins actuels des jeunes et les caractéristiques de la période que nous vivons seront à tous égards salutaires pour les jeunes adultes, pour les familles et pour l'efficacité solidaire de l'action publique.

Je me réjouis qu'il soit prévu d'associer largement à cette réflexion collective les jeunes qui ont, eux aussi, voix au chapitre. Respect de la liberté des choix individuels, accompagnement lucide et déterminé des mutations actuelles, correction volontaire des inégalités, tels sont nos principes et les façons de faire que j'entends adopter. L'Etat n'impose pas de modèle mais il peut reprendre à son compte ces fortes paroles de Victor Hugo : « L'idée exprimée est une responsabilité acceptée. Responsabilité entraîne solidarité. »

Sécuriser, ici et maintenant, les trajets des jeunes adultes en assurant à la fois l'inscription de tous dans une chaîne générationnelle solide, facteur d'émancipation, et l'aptitude de chacun à trouver à son rythme ses propres marques dans un monde qui change et une France qui avance, voilà l'objectif. Cela va au-delà de l'évolution de tel ou tel dispositif particulier. C'est inscrire l'actualisation des solidarités nécessaires dans un projet politique au cœur duquel les jeunes ne sont pas un problème, mais une partie active de la solution car ils nous poussent à regarder devant nous, non pas à prévoir l'avenir, mais à le permettre.

Ces jeunes adultes dont nous parlons aujourd'hui méritent autre chose que la crainte apeurée que demain ne leur soit pas favorable. A nous de les aider au plus près des situations qu'ils vivent. A nous d'assumer le choix d'investir pour l'avenir car la jeunesse est cette partie de nous-même qui devra affronter demain.

« L'avenir, disait Hannah Arendt, est comme une bombe bénéfique ou maléfique, au mécanisme d'horlogerie profondément enfoui mais dont le tic-tac raisonne dans le présent. » Elle ajoutait : « Les jeunes générations sont, plus que les autres, celles qui entendent le bruit du tic-tac. » A nous de l'entendre aussi. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de la jeunesse et des sports.

Mme Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports. Monsieur le président, messieurs les députés, monsieur le rapporteur, je me contenterai, en quelques mots, après l'intervention de ma collègue, Mme Royal, de souligner l'importance de cette proposition de loi du groupe communiste, visant à créer une commission nationale pour l'autonomie des jeunes.

Dès les rencontres de la jeunesse en 1997, notamment lors de la rencontre nationale de Marly-le-Roi avec le Premier ministre et de nombreux ministres, les jeunes ont

exprimé le besoin d'une allocation pour leur autonomie et leur indépendance. Après la mise en place des conseils, certains jeunes, lors de débats, ont manifesté le souhait que le RMI soit ouvert aux moins de vingt-cinq ans et une majorité a très nettement appelé à la création d'une allocation permettant de s'intégrer et de trouver un emploi.

Cette préoccupation ne s'accompagne nullement d'un rejet de la famille puisque, Mme Royal l'a rappelé, les dernières enquêtes qualitatives montrent que la famille est le premier modèle des jeunes aujourd'hui, avant Coluche ou le pasteur Martin Luther King qu'ils placent en deuxième et troisième position. Mais l'allongement des études, les périodes de très grande précarité et de chômage connues par des jeunes de la sortie de leurs études au premier emploi stable rendaient nécessaire cette allocation, à la fois pour les jeunes les plus touchés par les difficultés de la vie mais plus généralement pour l'ensemble des jeunes qui trouveront là le moyen d'acquiescer une autonomie et de préparer l'avenir.

Le 12 mai, lors de la réunion officielle entre le Conseil national de la jeunesse et le Gouvernement en présence du Premier ministre, tout en mettant en valeur les réalisations, les emplois-jeunes, le programme TRACE, les mesures prises par M. Besson sur le logement, l'accès aux loisirs et sachant que la conférence de la famille travaillait sur cette question, les jeunes ont souhaité que la création de cette allocation soit remise à l'ordre du jour. Elle a également été évoquée, lors de la rencontre des 450 jeunes de l'Union européenne que j'ai organisé avant le Conseil formel « jeunesse », comme un moyen d'harmoniser la construction européenne par le haut, puisqu'une telle mesure existe déjà dans certains pays européens.

Votre proposition, monsieur le rapporteur, implique les conseils départementaux et le Conseil national de la jeunesse. Ces conseils, mis en place en 1998, ont trouvé aujourd'hui leur pleine efficacité. Ils sont venus travailler sur les projets de loi en cours d'élaboration, en liaison avec les commissions départementales d'accès à la citoyenneté et toute une série d'institutions. Je pense qu'ils seront prêts à répondre à votre appel car, depuis deux ans, ils œuvrent avec beaucoup de sérieux, de rigueur et de passion et le sujet les intéressera.

J'insisterai sur un dernier point : le délai. L'attente de l'allocation « monte » depuis plusieurs années.

M. Pierre Cardo. Surtout parce qu'on l'a promise !

Mme la ministre de la jeunesse et des sports. Le rapport prévu devra être remis le 31 décembre 2001, ce qui sous-entend que le travail parlementaire le permette. Il devra rapidement déboucher sur des mesures concrètes pour répondre aux attentes des jeunes. *(Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste.)*

Discussion générale

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Alain Bocquet.

M. Alain Bocquet. Monsieur le président, mesdames les ministres, chers collègues, la fenêtre d'initiative parlementaire est une occasion trop rare pour ne pas lui consacrer un texte de justice sociale qui garantisse, par sa spécificité, l'avenir de notre pays à travers celui de sa jeunesse. C'est pourquoi le groupe communiste a inscrit aujourd'hui une proposition de loi relative à la mise en place d'une allocation d'autonomie pour les jeunes de

seize à vingt-cinq ans. Après la sortie, le mois dernier, du premier rapport de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, lequel met en évidence la situation critique des jeunes, la discussion de cette proposition est pleinement justifiée.

Aujourd'hui, ce sont environ 600 000 jeunes de seize à vingt-cinq ans qui sont en grande difficulté. Le monde étudiant n'est pas non plus épargné : près de deux étudiants sur cent connaissent une situation de pauvreté persistante ou chronique, sans compter les inscrits qui ont rapidement abandonné leurs études en raison de difficultés matérielles insurmontables ni les 40 % obligés de se salarier pour poursuivre leurs études.

L'état des lieux a été dressé par notre rapporteur et par vous-même, mesdames les ministres. Il nous prouve l'urgence de prévoir un dispositif venant positivement en aide à la population visée. Nous sommes convaincus que le pari sur la jeunesse, qu'il nous faut gagner, doit passer par l'accès à l'autonomie, d'autant plus que la volonté des jeunes d'accéder à cette autonomie sous-tend une volonté de responsabilisation dont il faut bien donner les moyens.

Est-il acceptable que, dans notre pays, en raison de la déconnexion entre l'âge de la fin du versement des prestations familiales et celui de l'ouverture du droit au revenu minimum d'insertion, le passage à l'âge adulte soit rendu très difficile, voire destructeur dans certains cas ?

Plus d'un quart des jeunes de seize à vingt-cinq ans n'étaient pas parvenus à l'indépendance en 1996. Leur nombre tend à augmenter avec les années. A notre époque, en effet, on est jeune plus longtemps avec l'allongement de la durée des études, les petits boulots, les emplois précaires, les emplois-jeunes, et la recherche de l'autonomie est souvent une gageure. Les parents doivent subvenir aux besoins de leurs enfants, parfois dans des situations conflictuelles, et on leur supprime les allocations familiales au moment où ils en ont le plus besoin.

Les jeunes aspirent à s'émanciper et à devenir des adultes pour participer pleinement à la construction de la société. Ce constat établi, quels critères doivent être retenus pour déterminer l'autonomie ? D'après les différentes études, trois critères essentiels peuvent être combinés pour apprécier l'état adulte : l'occupation d'un emploi stable, l'autonomie financière et l'occupation d'un logement payé par la personne elle-même. En fait, l'indicateur le plus lisible reste celui de l'indépendance financière, qui est généralement la conséquence d'un emploi stable et la condition d'un logement personnel.

Ces dernières années, divers dispositifs ont été mis en place pour venir en aide à la classe d'âge dont nous parlons, mais il s'agit de réponses parcellaires et d'un empilement de droits manquant, selon nous, de lisibilité, qu'il s'agisse des contrats emplois-jeunes, dont les premiers doivent venir à expiration en 2002, ce qui pose toujours avec acuité la question de leur pérennisation par leur transformation en emplois stables, du programme TRACE ou des fonds d'aide aux jeunes. Cette liste n'est pas exhaustive. Pour plus d'informations, je vous renvoie au rapport de mon ami Patrick Malavieille, qui détaille tous les dispositifs existants.

Certains pensent que ces aides sont suffisantes. Or, si les différents dispositifs se rejoignent pour assurer à la jeunesse un accès à l'indépendance et faciliter le passage à la vie active, ils ne se révèlent pas toujours satisfaisants pour garantir l'entrée dans la vie adulte. Vous le savez comme moi, outre les difficultés financières, ce passage est par nature difficile. C'est un moment de fragilité qui peut comporter de gros risques pour certaines catégories

de jeunes. D'ailleurs, les premiers concernés ne s'y trompent pas lorsqu'ils reconnaissent que l'autonomie financière n'est pas une réponse en soi. C'est pourquoi ils revendiquent la reconnaissance d'un droit au logement, à la santé, à la culture, et la possibilité de faire des choix pour leur avenir.

L'attribution d'une allocation d'autonomie faciliterait, nous en sommes convaincus, ce passage délicat. Ce serait une manière utile de mettre aux intéressés le pied à l'étrier. Qui pourrait être contre, mis à part ceux, ici ou là, dont je devine les réticences et qui pourraient considérer l'allocation comme un encouragement à l'assistance ou à l'oisiveté ? Or il n'en est rien.

Tout d'abord, les jeunes que j'ai rencontrés et écoutés ne réclament pas un « RMI jeunes » qui, comme ils le reconnaissent eux-mêmes, les installerait dans une précarité durable qui les tirerait vers le bas. C'est aussi l'avis de toutes les associations de jeunesse réunies dans le collectif pour l'autonomie, qui regroupe dix-sept organisations.

Ensuite et surtout, une telle crainte traduit une méconnaissance de notre jeunesse qui, au jour le jour, sait faire preuve d'esprit d'initiatives et de volonté. D'ailleurs, elle a su démontrer, dans le cadre des emplois-jeunes, qu'elle sait donner un sens à son activité et participer activement à la définition de nouveaux métiers correspondant à de véritables besoins sociaux.

Enfin, selon le dispositif que nous vous proposons d'adopter, mes chers collègues, l'attribution de cette allocation d'autonomie serait la contrepartie d'un projet de formation et d'accès à l'emploi. Elle serait centrée sur les moyens permettant aux jeunes d'envisager leur avenir concrètement. L'ensemble des jeunes serait concerné par ce dispositif, qui n'a pas pour vocation d'être catégoriel : il ne s'agit pas de faire une distinction entre les seize-vingt-cinq ans, même s'il est vrai que les préoccupations des jeunes de seize ou dix-sept ans ne sont pas comparables à celles des jeunes adultes de vingt-quatre ou vingt-cinq ans, le parti-pris étant de s'adresser à l'ensemble de cette classe d'âge sans autre préalable.

La seule et unique condition à l'allocation doit être un projet de formation et d'accès à un emploi choisi. Mais attention : on ne doit pas en faire un prétexte pour écarter ceux qui ne sont pas en capacité de se projeter dans l'avenir. Il faut au contraire qu'un accompagnement se mette en place pour aider ces derniers à bâtir un tel projet.

M. Pierre Cardo. Tout cela nous renvoie au RMI !

M. Alain Bocquet. Nul ne doit être exclu du dispositif, et encore moins ceux qui sont les plus fragiles et les plus isolés.

Parce que nous faisons le pari de la jeunesse, nous invitons chacune et chacun à ce débat qui, compte tenu de son enjeu, comme des limites inhérentes à ce type d'initiative parlementaire, doit être abordé de la façon la plus constructive qui soit.

Notre groupe ne dispose que d'une séance d'initiative parlementaire par an. Comme celle-ci se répartit en deux matinées de quatre heures chacune, nous disposons d'une très faible marge de manœuvre puisqu'il nous faut proposer un texte susceptible d'être examiné dans ce laps de temps relativement court. Ce n'est malheureusement pas le seul obstacle : nous sommes également soumis au fameux article 40 de la Constitution, qui nous interdit de faire des propositions ayant pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou

l'aggravation d'une charge publique, mais je ne m'y attarderai pas car chacun connaît notre opinion sur la question.

C'est conscients de toutes ces limites que nous vous proposons d'aborder ce débat dans un but constructif en actant dès aujourd'hui le principe d'une allocation d'autonomie. C'est dans cette optique que la commission des affaires sociales a adopté, sur proposition de notre rapporteur, un amendement suggérant que la mise en place définitive d'une telle allocation soit précédée de la création d'une commission nationale pour l'autonomie des jeunes. Celle-ci serait chargée de dresser le bilan des dispositifs assurant les ressources propres aux jeunes de seize à vingt-cinq ans, d'étudier la création de cette allocation ainsi que les critères à prendre en compte pour son attribution et, enfin, de proposer la mise en place d'un dispositif expérimental en vue de sa généralisation.

La commission des affaires culturelles a en effet estimé que la mise en place d'une telle allocation devait être précédée d'une phase de conciliation et d'expérimentation. Compte tenu de son importance, la question mérite d'être étudiée avec le plus grand sérieux avec l'ensemble des acteurs concernés afin que l'on puisse répondre aux interrogations légitimes.

Toutefois, il ne faudrait pas que la création de cette commission soit un prétexte pour renvoyer aux calendes grecques la mise en place d'une allocation d'autonomie. C'est pourquoi, mesdames les ministres, si la proposition de loi devait être adoptée par notre assemblée, ce dont je ne doute pas, connaissant la sagesse et le sens des responsabilités de mes collègues, je compte sur votre pouvoir de persuasion pour faire inscrire rapidement le texte à l'ordre du jour du Sénat. Il doit pouvoir être adopté définitivement le plus rapidement possible pour que la commission puisse se mettre au travail dans les plus brefs délais car la mise en place d'une allocation d'autonomie, qui est l'essence même de la proposition de loi, ne pourra intervenir qu'après la remise du rapport de ladite commission.

Comprenez bien notre souci : nous souhaitons que les jeunes puissent profiter rapidement d'une telle mesure. Il y a selon nous urgence, et je sais que vous partagez notre avis. Le sommet de la gauche plurielle n'a-t-il pas été l'occasion de rappeler la nécessité « de traiter l'urgence et notamment celle exprimée par les jeunes qui aspirent à une autonomie financière » ? Ce souhait ne doit pas rester lettre morte. Tel est l'objet de la proposition de loi.

Un dernier mot sur les conseils nationaux et départementaux de la jeunesse, qui seront pleinement impliqués dans la future commission.

Ces conseils, qui devraient trouver leur base légale dans la loi de modernisation sociale à venir, seront à la fois institutionnels et souples. Constituant le support d'une politique qui vise à favoriser la participation des jeunes à la vie publique du pays, ils devront – c'est indispensable – être partie prenante dans toutes les réflexions sur la mise en place d'une allocation d'autonomie.

Mes chers collègues, le groupe communiste et apparentés vous propose de voter un texte porteur de progrès social et d'espoir pour notre jeunesse, tant il est vrai qu'apporter des réponses concrètes aux aspirations fortes de notre jeunesse, c'est préparer l'avenir d'une nouvelle société. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. Pierre Cardo.

M. Pierre Cardo. Monsieur le président, mesdames les ministres, mes chers collègues, il nous est proposé aujourd'hui de débattre de l'éventuelle création d'une allocation d'autonomie pour les jeunes de seize à vingt-cinq ans.

Avant d'en venir au fond, je crois nécessaire, comme l'a fort bien réalisé le rapporteur, de faire le point sur la situation actuelle des jeunes et l'état des dispositifs. J'ai d'ailleurs tellement apprécié le contenu de son rapport, bien que nous n'en ayons disposé qu'hier soir, ce qui ne nous a laissé qu'un temps limité pour élaborer un discours cohérent, que je suivrai le même plan pour exposer mes commentaires.

Monsieur le rapporteur, vous écrivez dans votre introduction que « depuis le début des années 1990, la pauvreté des jeunes a augmenté plus vite que celle de la population moyenne ».

Il serait objectif de rappeler que, des années 1975 à 1990, c'est la pauvreté des adultes qui avait augmenté le plus car ces derniers ont été les premiers touchés par la crise pétrolière et la restructuration industrielle qui a suivi.

Les jeunes, surtout les moins qualifiés, ont été touchés à partir des années 90. Affirmer qu'ils étaient plus pauvres que dans les années 70, c'est-à-dire avant la crise, ne paraît en rien surprenant et n'est pas spécifique à la France.

Dans votre chapitre consacré au « difficile accès des jeunes à l'autonomie », vous abordez en premier lieu le « handicap spécifique des jeunes non diplômés », soutenant que « l'accès à l'indépendance constitue en France une épreuve particulièrement difficile pour les jeunes qui sortent du système éducatif sans diplôme. »

Bravo ! (*Sourires.*) Mais pourquoi cet accès serait-il plus facile ailleurs ?

Vous citez des chiffres : 27 % des jeunes sortis du système éducatif sont sans qualification, dont la majorité parvient à une situation d'autonomie cinq ans plus tard. En revanche, 21 % d'entre eux sont exclus du marché du travail au bout de cinq ans.

Il s'agit de chiffres issus d'une étude de 1992. Je les respecte, mais les résultats pour les cinq ans en question ont été obtenus en 1997, c'est-à-dire à la fin de la crise et juste avant la reprise que nous observons. Depuis cette période, les choses se sont un peu améliorées.

Doit-on prendre une mesure d'ordre général quand il s'agit d'une partie de population dans une période de crise ? Ne serait-il pas plus approprié, pour ces périodes, de renforcer les moyens existants et d'éviter d'intervenir globalement alors qu'il faut cibler une population et une situation spécifiques ?

Sans doute pour noircir un peu le tableau, vous ajoutez que 11 % des quinze-vingt-neuf ans titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur étaient en 1999 au chômage, contre 35 % des jeunes actifs sans qualification.

Ces chiffres sont exacts, mais je m'interroge sur la cohérence des tranches d'âge et sur la validité de ce type de comparaison. Combien y a-t-il de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur dans la tranche des quinze-vingt ans ?

Ensuite, je ne crois pas qu'il faille affirmer que la reprise n'a profité qu'aux diplômés. C'est à eux qu'elle a surtout profité, ce qui est un peu différent.

Enfin, je relève que, cette fois-ci, les entreprises ne sont pas mises en cause dans la sélection au niveau de l'embauche. Vous avez eu raison d'éviter cet argument car cette meilleure reprise à l'embauche constatée chez les

plus diplômés a été largement renforcée pendant la période récente par les emplois-jeunes, que vous avez ouverts en les créant, en dépit de nos mises en garde, à tous les jeunes, y compris aux plus diplômés. Cela s'appelle de l'écramage et je regrette que le service public, délégué ou non, y ait contribué.

M. Jean Le Garrec, président de la commission. Non !

M. Pierre Cardo. Reportez-vous aux statistiques, monsieur Le Garrec !

Vous abordez en deuxième lieu le problème des « jeunes en rupture privés de tout filet social ». Vous expliquez leur situation par le cloisonnement des dispositifs et tentez de justifier la future allocation par cet argument car, finalement, elle favoriserait le guichet unique.

M. Jean Le Garrec, président de la commission. Tout à fait !

M. Pierre Cardo. Oserai-je vous rappeler que Bertrand Schwartz avait, il y a dix-huit ans, créé les missions locales avec l'objectif de réaliser un guichet unique ?

Plutôt que de créer un réseau au sein de ces missions locales pour faire en sorte qu'elles atteignent leur objectif, vous préféreriez créer un dispositif supplémentaire qui viendrait s'ajouter à l'empilement existant.

M. Jean Le Garrec, président de la commission. Non !

M. Pierre Cardo. Mais si, puisque les anciens dispositifs ne seraient pas supprimés !

M. Jean Le Garrec, président de la commission. Vous considérez le problème comme résolu !

M. Pierre Cardo. Ainsi donc, par l'effet magique de la loi, comme par miracle, le guichet unique serait créé !

M. Jean Le Garrec, président de la commission. Mais non !

M. Pierre Cardo. Je vous rappelle que l'objectif des missions locales est exactement celui que réclame le Commissariat général du Plan,...

M. Jean Le Garrec, président de la commission. Tout à fait !

M. Pierre Cardo. ... qui a proposé, ainsi que vous le rappelez dans votre rapport, la mise en place d'un filet de sécurité assorti d'un accompagnement social.

Voilà ce qu'on doit faire ! Cela existe déjà dans la loi, mais il manque une volonté politique appuyée par des moyens budgétaires.

En troisième lieu, vous affirmez que « l'entrée des jeunes dans la vie active demeure marquée par la précarité ». Vous constatez une aggravation de cette précarité. A certains égards, votre constat est juste. Pour illustrer votre affirmation, vous rappelez qu'en janvier 1999, 30 % des quinze-vingt-neuf ans occupaient un emploi à durée déterminée, alors qu'ils étaient 49,8 % en mars 2000.

D'abord, ces chiffres ne reflètent pas une aggravation de la précarité : simplement, ces jeunes sont plus nombreux à travailler, ce qui est un phénomène récent dont on ne se plaindra tout de même pas.

Ensuite, pourquoi considérer que l'apprentissage participe à l'aggravation de la précarité ? Voilà une façon étrange de présenter les choses et de valoriser la formation en alternance !

Par ailleurs, vaut-il mieux une précarité de l'emploi ou une pérennisation du chômage ?

Quant aux emplois aidés, vu la réduction du nombre de CES pour les jeunes, il ne peut s'agir que des emplois-jeunes dont vous vantez les mérites au début et à la fin

de votre rapport. Il faudrait savoir : si ces emplois-jeunes aggravent la précarité, pourquoi les avoir créés ? Et si les périodes trop courtes de travail empêchent l'indemnisation du chômage des jeunes, l'employeur n'est peut-être pas le seul en cause. Une analyse plus fine du phénomène nous conduirait sans doute à réfléchir plus à l'adaptation du comportement du jeune face à une autorité qu'à la mise en œuvre d'une indemnisation. C'est là la différence entre des solutions curatives et des solutions préventives.

Vous précisez au surplus que la logique des dispositifs existants ne répond pas aux besoins d'autonomie : « De nombreux dispositifs d'aide à la qualification et au premier emploi s'adressent prioritairement ou exclusivement aux jeunes. » Les emplois aidés concernaient, écrivez-vous, 40 % des jeunes actifs de seize à vingt-cinq ans à la fin de 1998.

« On peut se demander si la logique des dispositifs actuels vise réellement à favoriser la construction de l'autonomie personnelle et professionnelle » : c'est vous qui le dites.

C'est pourtant vous qui avez créé les TUC, les contrats emploi-solidarité et différents autres contrats permettant des emplois aidés. Vous avez voulu protéger, favoriser. C'est louable mais, au final, vous avez peut-être affaibli et appauvri. C'est la différence entre l'autonomie et l'assistance. L'autonomie se développe en donnant à la personne les moyens d'augmenter sa motivation, sa compétence, sa volonté.

M. Jean Le Garrec, président de la commission. Là, je suis d'accord avec vous !

M. Pierre Cardo. Elle n'a jamais été obtenue par un dispositif national d'aides changeant régulièrement et maintenant les personnes dans une situation de semi-précarité et de dépendance. Dans ce domaine, la précarité commence à l'école.

Vous écrivez dans le rapport que « le programme TRACE créé en 1998 par la loi relative à la prévention et à la lutte contre les exclusions qui vise à organiser un parcours individualisé d'insertion professionnelle sur une période de dix-huit mois pour les jeunes sortis du système scolaire sans qualification [...] répond dans son esprit à la nécessité d'accompagner les jeunes les plus en difficulté dans la voie de la conquête de leur autonomie. » Toujours selon vous, l'appréciation portée sur ce programme par les jeunes et les acteurs est positive et je la partage. Les jeunes peuvent percevoir une rémunération et bénéficier d'un accompagnement social ou d'aides ponctuelles grâce au FAJ. Seulement, vous regrettez que les crédits de l'Etat - que vous avez votés - pour le programme TRACE aient fait l'objet d'un redéploiement budgétaire en cours d'année. Y aurait-il une incohérence au sein de la majorité dans sa volonté de lutter contre la précarité ? A moins que ce ne soit qu'une volonté à éclipses...

Vous considérez les emplois-jeunes comme globalement positifs, utiles à développer et à pérenniser. Vous avez sans doute raison. Mais réservez-les plutôt aux jeunes sans qualifications, comme cela vous avait été réclamé lors de leur création. Pérennisez-les donc, et vous ne dépenserez pas plus, tout en luttant réellement contre l'exclusion des jeunes les moins qualifiés.

Or, qu'avez-vous fait sur le terrain ? Lequel d'entre vous en tant qu'élus locaux a réellement joué le jeu, au lieu de procéder à l'« écrémage » dont je parlais tout à l'heure ? On peut s'interroger sur les effets pervers d'une loi *a priori* positive.

Je ne reprendrai pas votre démonstration sur la pauvreté étudiante. Les bourses sont inadaptées dans leur mode de distribution et dans leurs montants. L'allocation d'études a été sous-utilisée en raison de l'incapacité des rectorats à appréhender la demande d'autonomie des étudiants - avez-vous écrit. Alors, adaptez, augmentez les moyens, réformez ! Pas besoin d'une nouvelle loi pour cela ! Prévoyez que les bourses puissent accompagner les étudiants au-delà de la fin de leurs études. Mais attention, cela ne doit pas aller jusqu'à créer cette allocation d'autonomie.

Vous arrivez à la conclusion que le cloisonnement, généré par des dispositifs successifs inadaptés et insuffisants, trouvera une solution dans un nouveau dispositif - pas encore bien étudié : il n'y a qu'à regarder le texte - susceptible de donner une nouvelle chance à ceux qui ont quitté précocement le système scolaire.

Ainsi, plus on quitterait tôt, le système scolaire, plus on aurait de droits ! Le raisonnement est impressionnant. Nombre de gamins des quartiers, ne maîtriseront ni français, ni calcul, se demandent déjà, en sixième, ce qu'ils font à l'école. Imaginez la catastrophe qui en résultera si on leur explique que s'ils continuent comme cela, à seize ans, ils toucheront plus que celui qui travaille pour réussir ses examens ! (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Jean Le Garrec, président de la commission. Mais non !

M. Pierre Cardo. J'exagère...

M. Patrick Malavieille, rapporteur. Eh oui !

M. Pierre Cardo. On ne peut pas préjuger l'interprétation que feront les intéressés de ce dispositif. Mais c'est leur interprétation qui compte, ce n'est pas la nôtre.

Des effets pervers sont toujours à craindre. Dans l'environnement de ces jeunes, il est souvent question d'argent facile. Je crains donc le pire.

Et je ne voudrais pas être un acteur social chargé de gérer au quotidien le futur droit en question. La violence, que l'on contient déjà difficilement avec ce que l'on qualifie parfois de « racket institutionnel », va s'amplifier. Pour ma part, je me refuse à porter une telle responsabilité.

Ce dispositif sera tout de suite interprété et détourné par une minorité qui grandira, hélas ! en nombre et en violence. En tout cas, c'est ma crainte. Je prends à témoin tous ceux qui, chaque jour, sont face à ces jeunes, certes en difficulté, mais aussi difficiles. Rapidement, on ne maîtrisera plus le système.

Ce projet, c'est une véritable bombe à retardement pour notre société. Certains, dans la commission, l'ont d'ailleurs vu ou pressenti. D'où la prudence du rapporteur et des commissaires.

Vous avez immédiatement trouvé la parade : en mettant en œuvre la concertation et l'expérimentation, et en créant quelques nouveaux comités « Théodule ». Ce qui, en langage socialiste, est la traduction littérale de « botter en touche ».

A votre place, j'aurais eu plus de courage et je me serais contenté de réformer le programme TRACE, le FAJ, les missions locales, les emplois-jeunes, les bourses et les rectorats. Surtout, j'aurais refusé le principe d'une allocation d'autonomie qui ressemble un peu trop à un cache-misère - misère des institutions de la République qui n'arrivent plus à exercer leurs missions de prévention et d'éducation, projetant ainsi une partie de nos jeunes dans un avenir sans espoir.

Cette allocation me fait trop penser à une « allocation dépendance ». Un pays qui n'a que cette ambition pour sa jeunesse est véritablement un pays sans courage, sans ambition et sans avenir, une République de vieux dépassés par leur temps. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance - Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.*)

M. le président. La parole est à M. Jean Le Garrec.

M. Jean Le Garrec. Monsieur Cardo, vous m'avez habitué à plus de mesure. Je reconnais que votre référence aux missions locales de Bertrand Schwartz était positive. Pour le reste, en vous écoutant, je pensais au philosophe chinois Lao-Tseu qui disait que le sage regarde l'avenir et que le fou se couvre la tête de cendres en craignant toujours le pire. Bien entendu, monsieur Cardo, quand je parle de « fou », j'ai recours à une licence poétique...

Mesdames les ministres, la création - prévue par la proposition de loi présentée par le groupe communiste et adoptée par la commission des affaires culturelles - d'une commission visant à étudier les conditions de mise en place d'une allocation d'autonomie correspond non seulement à une nécessité, mais aussi à la complexité des situations vécues par la jeunesse.

Après l'excellent travail de notre rapporteur...

M. Pierre Cardo. C'est vrai !

M. Jean Le Garrec. ... je me contenterai de faire cinq remarques, avant de conclure.

Première remarque, d'une banalité affligeante : l'aspiration des jeunes à l'autonomie est une loi de la vie. Mais, jusqu'à ces dernières années, on trouvait naturel qu'elle se fasse dans la dureté. Il ne faut pas habiller le passé de rose. Reportez-vous à la littérature du XIX^e et du XX^e siècle, qui est une littérature de l'apprentissage ; je pense à Jules Vallès, à Daudet et à bien d'autres auteurs.

Aujourd'hui, notre société est plus exigeante, plus soucieuse d'éviter la cassure sociale, mais aussi plus porteuse d'incertitudes - c'est là sa caractéristique. Elle éprouve par ailleurs une sorte de crainte et une certaine crispation face à une jeunesse qui, souvent, lui échappe. Poser comme premier principe celui de l'autonomie de la jeunesse est une exigence qui nous amène à nous poser beaucoup de questions et à essayer d'y répondre en tenant compte de la situation.

Deuxième remarque et autre caractéristique : dans la société complexe qui est la nôtre, le rapport au travail est en totale mutation. C'est pourquoi il est nécessaire de réfléchir aux chemins très différenciés qui peuvent mener à l'insertion sociale, le travail en étant encore la voie d'accès privilégiée, même si ce n'est pas la seule.

Nombre de jeunes suivent des parcours extrêmement difficiles et complexes - nous aurons l'occasion d'en discuter la semaine prochaine -, alternant petits boulots, périodes de chômage ou de précarité. Et la montée du chômage a créé des comportements tout à fait discutables chez les employeurs, comportements qui appellent de notre part une véritable révolution. En France, nous détenons le taux record de chômage chez les moins de vingt-cinq ans, et celui de l'inactivité des plus de cinquante-cinq ans.

Il nous faut prendre en compte cette situation et passer d'une position défensive, qui fut celle de tous les gouvernements de ces vingt dernières années, quelle que soit d'ailleurs leur appartenance politique à une position extrêmement offensive.

Cette véritable révolution culturelle, nous devons la faire non seulement par rapport aux entreprises, par rapport au travail, mais aussi par rapport à tout le système de formation : orientation, formation permanente, apprentissage... Tout cela nous interroge énormément !

La loi contre les exclusions et le programme TRACE sont de bons exemples et constituent incontestablement des mesures positives. Mais le rapport de suivi de Mme Mignon en montre bien les difficultés d'application, en dépit d'éléments fort intéressants. Notre rapporteur insiste sur ces difficultés : cloisonnement du dispositif, isolement, rigidité administrative - certes corrigée par l'intervention des CCAS, des administrations ou des associations -, multiplication des guichets - Dieu sait si nous essayons de nous battre sur ce terrain - et enfin, paradoxalement, non-consommation des moyens existants : dans certains départements, les FAJ, par exemple, ne sont même pas utilisés.

On le voit bien, une véritable révolution culturelle reste à accomplir. C'est difficile, parce que vingt à vingt-cinq ans de montée continue du chômage induisent des positionnements et des attitudes qu'il faut remettre en cause. C'est vrai pour l'ensemble des acteurs politiques, c'est vrai pour l'ensemble des acteurs sociaux, c'est particulièrement vrai pour les entreprises. Et nous avons le devoir de nous poser des questions.

Troisième remarque : les inégalités entre les jeunes seront de moins en moins acceptables. En consultant les statistiques - j'y recourrai peu, elles figurent d'ailleurs dans l'excellent rapport de M. Malavieille -, on constate que 60 000 jeunes sortent sans formation et qu'au départ de la formation initiale, il y a des conduites d'échec. Cela n'est pas acceptable. Là aussi, il est nécessaire de nous poser des questions, si dures soient-elles. En cela, la démarche suivie m'apparaît extrêmement positive : bilan de ce qui a été fait de bien, mais aussi remise en question et mesure des difficultés.

Quatrième remarque : la pauvreté étudiante, qui n'est pas nouvelle, et qui a été soulignée dans les rapports Dauriac et Grignon, est de plus en plus difficile à accepter. On a fait l'effort d'élargir le champ de la formation étudiante et les études sont de plus en plus longues et complexes. A la suite d'un échec, certains jeunes se réorientent vers une filière plus adaptée. D'autres, de plus en plus nombreux, interrompent leur cursus pour se lancer dans des « petits boulots », afin de faire face à des difficultés familiales ou au manque de moyens de leur famille. On arrive à cette situation paradoxale où des jeunes de plus de vingt-cinq ans, poursuivant leurs études, choisissent de plus en plus souvent le RMI comme moyen de faire face à des difficultés purement matérielles. Or tel n'était pas l'objectif du RMI. Voilà des questions fortes auxquelles nous avons le devoir de répondre.

Enfin, et c'est probablement le point le plus important du débat : le refus d'une logique d'assistance.

Mme la ministre déléguée à la famille et à l'enfance. Tout à fait !

M. Jean Le Garrec. C'est d'ailleurs intentionnellement que j'ai cité le cas de ces jeunes de plus de vingt-cinq bénéficiant du RMI.

Le fait de privilégier une logique d'insertion traduit une volonté de solidarité entre les générations. C'est l'élément fondamental de notre démarche et de notre réflexion.

Cette logique d'insertion implique accompagnement et suivi. C'est probablement ce qui est le plus difficile à faire, nous le savons tous pour être, sur le terrain, au

contact des réalités. Nous connaissons d'ailleurs le rôle joué en ce domaine par les structures sociales comme les CCAS.

Il est plus facile d'ouvrir un guichet que d'accompagner.

M. Pierre Cardo. Certes !

M. Jean Le Garrec. M. Malavielle l'a d'ailleurs dit, monsieur Malavielle. C'est le point fort sur lequel nous allons devoir discuter, mesdames les ministres. Je sais que la commission et le Gouvernement en sont d'accord.

Le Mouvement des jeunes socialistes qui, comme tout mouvement de jeunesse, travaille sur ce thème, estime qu'il faut aujourd'hui prendre en compte et rendre possible l'aspiration de la jeunesse à l'autonomie : une autonomie matérielle, certes, mais surtout une autonomie de projet. Le mot « projet » est fondamental. Ses projets peuvent d'ailleurs être très différents selon la volonté de chacun ou la nature sociale. Mais, pour le mener à bien, il faut évidemment des moyens. Il ne s'agit pas d'additionner des moyens à d'autres. Il convient de mettre à plat ces moyens et de voir si l'allocation d'autonomie sera le meilleur guide et constituera le meilleur accompagnement.

L'affirmation d'un projet suppose également le respect de son auteur, ce qui n'est pas toujours le cas.

M. Pierre Cardo. Comme avec le contrat d'insertion...

M. Jean Le Garrec. Elle implique écoute, ce n'est pas toujours facile, responsabilisation et suivi individualisé. Je n'insiste pas sur le mot « écoute » par hasard. Chacun d'entre nous sait que, même à travers le langage, la culture et les différentes approches des problèmes, celle-ci ne coule pas de source, ce qui génère ruptures, donc incompréhensions. Le langage est probablement d'ailleurs le « meilleur » vecteur de ces ruptures, donc de ces incompréhensions ; c'est un facteur tout à fait nouveau, qui caractérise nos sociétés.

En conclusion, je me félicite de l'initiative prise par le groupe communiste et son président, M. Bocquet.

Des travaux existent, auxquels vous vous êtes référée, madame la ministre déléguée. Vous avez même indiqué que vous transmettriez dans les jours à venir des informations très précises au Parlement. C'est une base d'appui tout à fait importante. Les partis de la gauche plurielle ont manifesté une volonté politique en adoptant le principe d'une allocation d'autonomie.

Ce qu'il faut maintenant, c'est que cette commission, placée près du Premier ministre, tout en étant suffisamment large pour permettre à chacun de s'exprimer, aboutisse à des résultats très précis et réponde à des questions pour lesquelles aucun d'entre nous ne peut dire qu'il détient la réponse définitive.

M. Pierre Cardo. Dommage...

M. Jean Le Garrec. L'individualisation de l'allocation, c'est quelque chose que nos administrations, quel que soit leur dévouement, ne savent pas faire ! Il est plus facile de gérer un guichet que de gérer une méthode, nous le savons tous.

La nature de l'opérateur - qui fera ? qui suivra ? - et la manière de prendre en compte le projet - son appréciation, son niveau et sa durée -, voilà les questions de fond. Je le répète, cela ne coule pas de source. Ecoute, intelligence et volonté politique sont nécessaires. La volonté existe, il faut la mettre en œuvre et le plus vite possible la soumettre à expérimentation. Mais, pour cela, il faut savoir comment cela se passe sur le terrain et en tirer des conclusions.

En définitive, le problème posé correspond à une exigence légitime, non seulement des jeunes - qui en sont porteurs -, mais aussi de notre société. Cela implique une volonté ; cela implique de privilégier la souplesse, la créativité, l'adaptation. Je suis persuadé, mesdames les ministres, que nous pouvons, sur ce terrain et avec l'ensemble de votre majorité, travailler avec efficacité. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)*

M. le président. La parole est à M. François Vannson.

M. François Vannson. Monsieur le président, mesdames les ministres, mes chers collègues, aider les jeunes à s'insérer de manière durable dans la vie active est, pour tous les élus, une tâche prioritaire et même, serais-je tenté de dire, naturelle.

Pour réaliser cet objectif, il faut l'inscrire, à mon sens, dans une double perspective. La première consiste à prendre en compte l'état réel de la conjoncture économique. La seconde suppose de se projeter dans l'avenir à partir de bases statistiques, économiques et politiques sérieuses.

Les mesures de façade ne se sont jamais révélées de bonne politique ; toutes, sans exception, ont échoué. Elles n'ont jamais permis d'ouvrir les vrais débats, de poser les bonnes questions et de prendre les décisions adéquates. Les Français attendent autre chose et ils ont raison.

C'est pourquoi on peut s'inquiéter de la création d'une commission nationale pour l'autonomie des jeunes. En effet, selon le dispositif voté par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, il s'agit de mettre en place, une fois encore, une nouvelle structure. Placée sous l'autorité du Premier ministre, elle complètera la myriade d'organismes, groupes de réflexion ou comités d'observation déjà existants.

M. Pierre Cardo. Qui déresponsabilisent l'Assemblée !

M. François Vannson. Certes.

Ce qui tend à laisser croire qu'il en sera ainsi, c'est notamment le fait qu'aucun budget n'est alloué à cette commission. Cette absence de financement a pour résultat prévisible et immédiat de limiter ses pouvoirs puisque sa capacité d'accomplir sa tâche est d'entrée de jeu entravée.

Ce manque de moyens financiers lui est d'autant plus préjudiciable que cette tâche est assez vaste. Elle consiste à travailler en même temps dans cinq directions bien déterminées : dresser le bilan des dispositifs assurant les ressources propres des jeunes de seize à vingt-cinq ans ; étudier la création d'une allocation d'autonomie pour les jeunes ; proposer la mise en place d'un dispositif expérimental dans les départements ; consulter le Conseil national de la jeunesse ; enfin, remettre un rapport sur toutes ces questions d'ici au 31 décembre 2001. Cela fait beaucoup pour une commission sans budget !

Incontestablement, les jeunes doivent être soutenus, je le rappelle avec force du haut de cette tribune, et pas seulement lorsqu'ils arrivent au terme de leur cursus scolaire. Ils doivent l'être bien avant, c'est-à-dire tout au long de leur scolarité. C'est une condition essentielle à remplir si l'on veut qu'ils trouvent au plus vite et dans les meilleures conditions possibles un emploi définitif.

Une étude récente, d'octobre 2000, réalisée par l'INSEE, révèle que d'une façon générale les entreprises ont davantage recruté sur contrat à durée déterminée au cours des années 90. Dans le secteur privé, la part des emplois de courte durée - CDD, intérim et emplois aidés - est

passée de 7 % en 1991 à 12 % en 2000. Par ailleurs, le secteur public emploie de plus en plus de contractuels et de vacataires : 459 000 contrats aidés dans le secteur non marchand fin 1998, contre 250 000 fin 1991. Parmi les personnes arrivées dans les entreprises il y a moins d'un an, la part de contrats temporaires est de 49 % pour les jeunes qui sont depuis cinq ans sur le marché du travail.

C'est dire s'il faut agir tôt, donc en aval de la sortie de la scolarité. Et ce n'est pas une commission qui sera en mesure de redresser durablement cette situation.

Certes, la France connaît aujourd'hui une reprise économique, et nous pouvons tous nous en réjouir. Pour l'année prochaine, les enquêtes de conjoncture évaluent la croissance entre 2,5 % et 2,9 %, ce qui n'est pas négligeable. Il semble que le cauchemar des années 90 s'éloigne enfin de nous. Alors que, durant la période 1993-1997, quatre jeunes sur dix occupaient un emploi au mois de mars de l'année suivant leur sortie de formation initiale, cette proportion est passée à près de 50 % en mars 1998 et à plus de 60 % en mars 2000.

En revanche, il n'en est pas de même pour les chômeurs de cinquante ans et plus. Ils connaissent, plus que les jeunes, de grandes difficultés à réintégrer le groupe des actifs. *Idem* pour les femmes, surtout pour celles qui élèvent seules leurs enfants.

Cela ne veut pas dire pour autant que tout aille bien pour les jeunes. Ceux qui ont bénéficié des emplois-jeunes, notamment, s'inquiètent de plus en plus de leur sortie du dispositif. Le Gouvernement aurait dû tenir compte de nos recommandations lors de la discussion de ce texte, de manière à mieux préparer leur entrée sur le marché du travail en leur donnant une réelle formation pendant ces cinq années. Plus que jamais, un véritable accompagnement est nécessaire pendant les études. Qu'elles soient courtes ou longues, les jeunes de seize à vingt-cinq ans doivent trouver au plus tôt un emploi à durée indéterminée. Il ne s'agit donc pas d'attendre la fin de leur cursus scolaire pour leur proposer d'éventuelles solutions ou pour s'inquiéter de leur avenir.

Ainsi, le développement systématique de la formation en alternance et de l'apprentissage leur serait incontestablement plus profitable. On sait aujourd'hui que l'alternance est un véritable tremplin professionnel pour les jeunes. Il est dommage que le Gouvernement ne se soit pas engagé de façon plus prononcée en faveur du développement de l'apprentissage. Ce dernier doit être une véritable filière professionnelle, aussi qualifiante et reconnue que les filières dites classiques.

Déjà, en 1999, vous avez recentré les aides vers les jeunes les moins qualifiés. Cette mesure est regrettable. Elle ne va pas dans le sens de la valorisation de l'apprentissage. Cette année, le projet initial de budget du travail prévoyait de supprimer la prime destinée aux apprentis pour les entreprises de plus de dix salariés. Cette mesure était maladroite, puisqu'elle portait directement atteinte au développement de l'apprentissage. Elle l'était d'autant plus que, dans de nombreux secteurs d'activité, les entreprises sont confrontées à un manque de main-d'œuvre qualifiée. Cette disposition était enfin injuste pour les jeunes, car la complexité de son application était dissuasive pour les petites entreprises susceptibles d'embaucher.

La suppression de cet article a été demandée sur tous les bancs de l'hémicycle. Le Rassemblement pour la République avait d'ailleurs déposé un amendement dans ce sens. Nous avons été, fort heureusement, entendus.

Un autre moyen efficace pour l'insertion des jeunes dans le monde du travail consisterait à tisser un lien beaucoup plus étroit entre l'école, qu'elle dispense d'un enseignement généraliste ou professionnel, et les entreprises. Il ne s'agit pas seulement de renforcer leurs relations, mais bien plus de mettre les enseignements scolaires au diapason des besoins des entreprises.

Cette mise en adéquation présenterait à mon sens deux avantages : éviter le désarroi des jeunes de seize à vingt-cinq ans qui constatent que leur formation ne correspond pas aux attentes des entreprises ; permettre à ceux qui ont déjà un dessein professionnel de trouver les bons interlocuteurs pour le réaliser. Les uns et les autres tireront profit de cette situation, puisque l'un trouvera un travail qui lui correspond, tandis que l'autre enrichira la société où il entrera en faisant aboutir son projet ; elle n'en sera que plus dynamique.

Enfin, il est également fondamental de soutenir les jeunes qui ont la chance de suivre des études supérieures. La seule multiplication des bourses universitaires n'est pas une solution satisfaisante. Il faut évidemment en augmenter le nombre afin qu'un maximum d'étudiants puissent en profiter, mais cela ne suffit pas. Il faut aussi inciter les étudiants à effectuer des stages dans les entreprises dès la première année de DEUG. Ces stages doivent être pris en compte dans le programme universitaire et doivent être l'une des conditions de l'obtention du diplôme.

Dans le même ordre d'idées, il importe de susciter l'émulation au sein même des laboratoires de recherche, ainsi que pour la vente de leurs projets aux entreprises. Pour ce faire, les seules filières scientifiques ne doivent pas être privilégiées. C'est l'ensemble de l'enseignement supérieur qui est concerné par ce projet, des sciences humaines à la biologie, en passant par le droit et la philosophie.

Les difficultés d'insertion des jeunes dans la vie active sont connues. Des solutions existent. C'est d'une volonté politique que nous avons besoin aujourd'hui et non d'une nouvelle commission sans véritables moyens.

La commission nationale pour l'autonomie des jeunes ne répond pas à toutes ces attentes. C'est pourquoi le groupe du Rassemblement pour la République s'abstiendra.

M. Pierre Cardo et M. Pierre-Christophe Baguet. Très bien !

M. le président. La parole est à M. Jean Pontier.

M. Jean Pontier. Monsieur le président, mesdames les ministres, mes chers collègues, effectivement, la reprise économique est là. Avec le récent yo-yo du dollar et les effets de la hausse du pétrole, elle n'est pas tout à fait aussi soutenue qu'on pouvait l'espérer. Néanmoins, de prévisions en rectifications, la plupart des experts s'accordent à dire que le taux de croissance se situera autour de 3 % en 2000 comme en 2001. Mais ils ajoutent qu'il devrait se maintenir au moins à ce niveau pendant plusieurs années pour aller au plein-emploi.

Effectivement, grâce à la reprise et à la politique volontariste du Gouvernement, le taux de chômage décline régulièrement et peut encore régresser. Mais il faut être ambitieux et réformateur, car rien n'est acquis. Il reste aujourd'hui un volant important de chômeurs : 2,2 millions selon les estimations les plus récentes, soit 9,4 % de la population active, même si certains bons esprits, aussi résignés que pragmatiques, pensent que subsistera toujours un chômage résiduel incompressible, que d'aucuns

portent cyniquement jusqu'à 10 % ! Un taux de 5 % pourrait être un objectif d'étape selon le rapporteur du Conseil d'analyse économique ; un taux de 2,8 % si l'on se réfère à la méthode de Maastricht, soit la moyenne des trois meilleures performances européennes.

Effectivement, avec la reprise, nombre de chefs d'entreprise ne parviennent pas à trouver les personnels formés qu'ils voudraient embaucher. Dans l'artisanat, les compagnons et les jeunes apprentis sont souvent découragés par les conditions de travail qui leur sont imposées. C'est particulièrement vrai pour les métiers de bouche et de service. C'est vrai aussi dans les métiers du bâtiment, pour les activités de dépannage. Tout cela invite à développer une politique de l'offre venant compléter celle de la demande et à lutter contre les trappes à inactivité.

Effectivement, pour avoir culturellement dévalorisé pendant près de trente ans la formation manuelle au bénéfice des emplois du tertiaire, on en est maintenant à envisager, notamment du côté du MEDEF, une reprise de l'immigration. Qui, en effet, parmi les inactifs, voudrait encore récolter les fruits et légumes ? Désormais, point de salut pour les exploitants agricoles de la vallée du Rhône sans la venue massive dans les vergers et les vignobles de la main-d'œuvre marocaine !

Effectivement, les bénéfices des grandes sociétés s'accroissent et elles servent grassement leurs actionnaires, sans que diminue pour autant le nombre des exclus. On constate au contraire que se renforcent leurs difficultés à sortir du ghetto socio-économique, où prennent toujours plus d'ampleur, touchant par ricochet les jeunes, les cortèges de l'assistance et ceux de l'économie parallèle liée au business : recels et trafics en tout genre, délinquance juvénile.

Pour tenter de faire pièce à ce marasme socio-économique qui affecte plus particulièrement les jeunes, il nous est proposé de créer par la loi une allocation d'autonomie pour les seize à vingt-cinq ans. C'est une idée généreuse à laquelle je souscris spontanément, néanmoins sous certaines réserves.

Cette allocation soulagera certainement les familles, en particulier les plus nécessiteuses, et permettra aux jeunes de mieux supporter le coût de leurs études, voire de prendre un peu de champ par rapport à leur entourage, ou de bénéficier d'une seconde chance. Et il n'est pas douteux qu'une telle aide sera appréciée à sa juste valeur et dans toute sa mesure.

Toutefois, le principe de sa généralisation entre la fin de la scolarité obligatoire, à seize ans, et l'ouverture des droits au RMI, à vingt-cinq ans, poserait problème.

M. Pierre Cardo. Eh oui !

M. Jean Pontier. Serait-ce une extension du revenu minimum d'insertion ?

M. Pierre Cardo. C'est toute la question !

M. Jean Pontier. Autrement dit, serions-nous en train d'instituer un RMI à deux vitesses, en même temps qu'une discrimination entre les jeunes ? Entre ceux qui auraient un projet de formation, d'insertion professionnelle ou de création d'entreprise à mettre en œuvre et ceux - toujours les mêmes - les plus désocialisés, les plus désocialisés, qui ne seraient pas en état de former quelque projet que ce soit ni de s'inscrire dans une quelconque sphère d'apprentissage scolaire ou professionnel.

Pour avoir vécu, un temps, dans les institutions publiques d'éducation surveillée, les problèmes afférents aux certifications mensuelles servies par le CNASEA aux

mineurs et jeunes majeurs stagiaires de la formation professionnelle, je sais, hélas ! quels sont les effets pervers des meilleurs systèmes d'aide généralisée. L'on y passe très vite de la possibilité d'aide à l'obligation de ce qui est dû, comme du devoir de se former au droit exclusif à une rémunération. Pour y introduire un peu d'équité, il faut, croyez-moi, beaucoup de pédagogie et autant de suivi individualisé, sur le plan tant administratif qu'éducatif.

La tâche n'est pas facile mais elle n'est certainement pas impossible. Si ce n'est que l'évolution du RMI - d'où a disparu, chacun ici le sait, le devoir d'insertion - n'incite guère à étendre la logique indemnitaire à la tranche des seize à vingt-cinq ans, fût-elle la plus délaissée dans les aides de l'Etat. Aussi louable que soit l'intention de celles et ceux qui ont proposé cette allocation, il ne faudrait pas que ce type de « béquillage » soit exempt d'une exigence d'intégration, comme d'évaluation et de contrôle.

Si le cœur commande à la nation d'être généreuse avec sa jeunesse, conformément d'ailleurs aux engagements pris par la majorité plurielle en novembre dernier, afin de garantir aux jeunes un véritable avenir, la réalité me conduit, devant l'imprécision et la non-évaluation du dispositif de distribution de l'allocation d'autonomie aux seize à vingt-cinq ans, à souhaiter, comme nous tous, pour y voir clair, la création d'une commission interministérielle transversale aux services chargés de la jeunesse. Elle aurait pour tâche d'explorer les méandres de la mise en place du dispositif prévu par la proposition de loi et d'en affiner les effets. Bien évidemment, je serai, en tant que de besoin, disponible pour participer à cette commission. *(Applaudissements sur les bancs du groupe Radical, Citoyen et Vert, du groupe socialiste, du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)*

M. Pierre Cardo. Eh bien voilà !

M. François Vannson. C'est une offre de service !

M. le président. La parole est à M. Pierre-Christophe Baguet.

M. Pierre-Christophe Baguet. Monsieur le président, mesdames les ministres, mes chers collègues, nous sommes appelés aujourd'hui à débattre d'une proposition de loi tendant à créer une allocation d'autonomie pour les jeunes de seize à vingt-cinq ans. En fait, tel était l'objet initial de la proposition de loi avant son passage en commission des affaires culturelles, mercredi dernier. Certes, c'est le rôle d'une commission d'amender les projets et les propositions de loi mais, à ce point, c'est assez rare. En effet, la commission a tout bonnement supprimé le dispositif proposé par le groupe communiste ; la méthode est pour le moins radicale. La majorité ne m'a jamais semblé aussi plurielle !

Il est donc question non plus d'allocation d'autonomie mais de création d'une commission nationale pour l'autonomie des jeunes placée auprès du Premier ministre. Serait-ce un enterrement de première classe ? En tout cas, cela y ressemble tant le dispositif proposé est particulièrement lourd. Cela étant, un tel revirement ne m'étonne pas car la création d'une allocation d'autonomie pour les jeunes a tout de la fausse bonne idée.

Cette proposition, en effet, porte en elle le risque majeur d'amplifier les phénomènes qu'elle souhaite combattre. Il ne faut pas confondre aide et assistance. La sociologie de la famille d'aujourd'hui n'a plus grand-chose à voir avec le schéma issu de mai 68 qui voulait que les parents et les enfants soient en opposition. En l'an 2000 -

et toutes les études sociologiques le montrent – les jeunes restent de plus en plus longtemps chez leurs parents, en grande partie parce qu'ils y sont bien. Je rejoins sur ce point la ministre déléguée à la famille. Cette proposition de loi m'apparaît donc en décalage avec la réalité. La tendance actuelle voudrait en effet qu'on aide d'abord les familles pour permettre à celles-ci d'aider leurs enfants.

M. Pierre Cardo. Eh oui !

M. Pierre-Christophe Baguet. C'est plus porteur pour les « grands adolescents » ou les « jeunes adultes », tous les psychologues le confirment. De plus, on ne peut pas, d'un côté, expliquer que la famille est le meilleur rempart contre la délinquance et, de l'autre, dire, comme vous le faites dans l'exposé des motifs de la proposition de loi, que « des milliers de jeunes se retrouvent sans aide extérieure et sous dépendance complète de leur famille » sans chercher à maintenir ce lien familial.

M. Pierre Cardo. Très bien !

M. Pierre-Christophe Baguet. Franchement, est-ce véritablement un mal, quand on a seize ans, d'être encore sous l'autorité de sa famille ?

M. Jean Le Garrec, président de la commission. Ce n'est pas le problème !

M. Pierre-Christophe Baguet. Je pense que non, et de nombreux jeunes sont heureusement bien dans leur famille.

M. Patrick Malavieille, rapporteur. Nous n'avons pas dit le contraire !

M. Pierre-Christophe Baguet. Le récent rapport de l'Observatoire de la pauvreté précise, en conclusion de son chapitre « Pauvreté et exclusion des jeunes », que « les jeunes qui cumulent échec scolaire et rupture familiale connaissent des parcours chaotiques débouchant parfois sur des formes de grande marginalité et de déviance ».

Par ailleurs, je crains que la création d'une allocation d'autonomie pour les jeunes, tout en faisant éclater un peu plus les familles, ne mette en danger certains jeunes eux-mêmes en déresponsabilisant les parents. Cette autonomie financière ne constituera-t-elle pas, en effet, une bonne raison pour certains parents de ne plus aider leurs enfants ? Il faut y penser car cela peut malheureusement se produire.

M. Pierre Cardo. C'est bien vu !

M. Pierre-Christophe Baguet. Reconnaissons aussi cependant que des jeunes souffrent.

M. Jean Le Garrec, président de la commission. Ah ! Tout de même !

M. Pierre-Christophe Baguet. Certains d'entre eux sont exclus du cocon familial dès leur majorité sans aide ni revenu.

M. Jean Le Garrec, président de la commission. Eh oui !

M. Pierre-Christophe Baguet. Monsieur le président, il y a là un vrai problème. En votant cette proposition de loi, nous allons remettre en cause la structure familiale et le lien de la famille. (*Exclamations sur quelques bancs du groupe socialiste.*)

M. Jean Le Garrec, président de la commission. Mais non !

M. Pierre-Christophe Baguet. Mais si, monsieur le président ! Il y a évidemment un risque !

M. Pierre Cardo. L'allocation d'autonomie pourra avoir cette conséquence, en effet !

M. Pierre-Christophe Baguet. Exactement ! Vous ne pouvez donc pas me répondre, monsieur le président, que ce ne sera jamais le cas. Et il est donc de notre devoir de législateur d'attirer votre attention sur ce point.

M. François Vannson. Absolument !

M. Pierre-Christophe Baguet. Certains jeunes sont exclus du cocon familial dès leur majorité sans aide, ni revenus. On le sait très bien, même si peu d'études ont été effectuées sur le sujet et si peu de chiffres crédibles sont à notre disposition. C'est pourquoi il faut d'abord établir un diagnostic préalable sur la situation des jeunes et recenser tous les problèmes rencontrés. A cet égard, je partage l'objectif premier de la future commission nationale pour l'autonomie des jeunes qui vise précisément à dresser un état des lieux de la situation des jeunes et des aides qui leur sont apportées. Mais surtout, ne créons pas une usine à gaz indépendante de plus. Sachons travailler ensemble. La présence de la CNAF, qui réfléchit depuis longtemps sur ce sujet, me paraît ainsi tout à fait indispensable.

M. Patrick Malavieille, rapporteur. C'est prévu !

M. Pierre-Christophe Baguet. Son rôle au sein de la nouvelle instance doit être prépondérant, car c'est elle qui connaît le mieux les familles de ce pays.

En mars prochain, le Conseil économique et social va aussi traiter du sujet des grands jeunes. Hubert Brin, président de l'UNAF et membre du CES, sera le rapporteur de cet avis. Nous attendons avec impatience ses conclusions. Il faut en effet que nous puissions appuyer notre réflexion et nos propositions sur des études solides qui fassent référence.

Il est certain que la société doit aider les jeunes à accéder à l'indépendance, mais elle ne doit pas pour autant les mettre en situation de se précariser. Elle doit, au contraire, les protéger de ces situations si dramatiques. Plusieurs pistes de travail doivent être explorées à cette fin. La loi famille de 1994, par exemple, proposait de prolonger le versement des allocations familiales jusqu'à vingt-deux ans. C'était une très bonne chose. Mais votre gouvernement a décidé de ne pas appliquer cette loi, pour de prétendues raisons financières, alors pourtant que nous savons tous que la branche famille est excédentaire. C'est bien dommage.

Par ailleurs, les écoles de la deuxième chance, créées en avril-mai 1998 dans le cadre d'un programme européen, mais qui sont réellement financées par les collectivités locales comme à Marseille, constituent une initiative intéressante. Le Gouvernement devrait s'engager davantage dans le développement de ce réseau qui semble répondre à de véritables attentes de certains jeunes.

Dans l'exposé des motifs de la proposition de loi, il est également fait allusion aux bourses d'études. La France est, malheureusement, très en retard sur ce plan. Il faut entièrement repenser notre système de bourse afin de le rendre plus cohérent. Peut-être faudrait-il revaloriser leur montant et supprimer le contingentement de certaines d'entre elles ? Leur attribution permettrait de prendre en compte la situation propre de chaque jeune. Il faudrait encore étendre et réétudier la gestion et l'accessibilité des bourses à tous ceux qui suivent des formations manuelles ou en alternance. Il importe de revaloriser ces secteurs en les rendant encore plus attrayants et plus accessibles.

Chacun le sait, l'indépendance des jeunes passe avant tout par leur insertion dans la vie professionnelle. Dans cet esprit, l'accompagnement personnalisé, et plus précisément l'accompagnement personnalisé avec appui social, donne des résultats qui pourraient être améliorés. Les divers programmes déjà mis en place, comme TRACE, ne doivent pas s'arrêter en chemin. Du reste, face à la volonté du groupe communiste de créer encore autre chose pour aider les jeunes à s'insérer dans le monde professionnel, on peut se demander si les résultats de ces programmes sont si satisfaisants. En tout cas, il ne faut pas que, par principe, la dernière idée chasse à tout prix la précédente ! La course à la modernité ou à la démagogie n'est pas de mise dans un secteur aussi douloureux.

Je rappelle que le programme TRACE n'a même pas deux ans. D'ailleurs, son application a été décalée sur les années 1999, 2000 et 2001, car sa mise en route s'est avérée quelque peu laborieuse. Aujourd'hui, il doit se développer. Ce ne sont ni les bonnes volontés, ni la mobilisation des missions locales qui manquent, mais les moyens, car le suivi individualisé est dévoreur de temps et de personnel, tout le monde en convient. Reste à savoir ce que voulons-nous vraiment. En la matière, le Gouvernement ne doit pas mesurer chichement son soutien. Alors commençons par développer ce qui existe. Et tirons-en le bilan avant d'enterrer ce qui pourrait peut-être devenir demain un succès.

Enfin, il importe de souligner que des pénuries de main-d'œuvre commencent à apparaître dans certains secteurs de notre économie : l'informatique, l'aéronautique, bâtiment, notamment. Dans ce contexte, il ne sera pas supportable de conserver un taux de chômage important chez les jeunes. Notre pays a le devoir de les former très sérieusement et de les orienter vers les secteurs porteurs. Toutes ces actions, mesdames les ministres, me semblent - et de loin - préférables à un « RMI jeunes ». Je suis contre cette idée qui apparaît ici ou là. Penser qu'un jeune pourrait commencer sa vie d'adulte en percevant une allocation de la collectivité nationale m'attriste profondément. Plus grave, je pense qu'une telle allocation peut être le début d'une spirale d'échec et mener tout droit à l'assistance et au désespoir.

En revanche, la société a le devoir de ne pas abandonner les plus fragiles de ses membres et, principalement, les jeunes.

Nous devons donc réfléchir très sérieusement à toutes ces questions. Notre responsabilité, en tant que législateur, est très grande. A la question : « Quelle place souhaitons-nous pour les jeunes dans la société, mais aussi dans leur famille ? », j'ai envie de répondre, la meilleure. Donnons-leur tous les moyens pour leur permettre de l'atteindre, en toute liberté, en toute conscience et en parfaite harmonie avec eux-mêmes, leur famille, leurs proches et la société.

C'est dans cet esprit que le groupe UDF, inquiet des effets pervers d'une telle disposition, aurait voté contre la proposition de loi du groupe communiste. Il s'abstiendra sur le texte proposé par le rapporteur.

M. Pierre Cardo. Très bien !

M. le président. La parole est à Mme Marie-Hélène Aubert.

Mme Marie-Hélène Aubert. Monsieur le président, mesdames les ministres, mes chers collègues, je commencerai par me réjouir, au nom des députés Verts, qu'un texte dont le titre et l'exposé des motifs mentionnent la néces-

sité d'une contribution financière des pouvoirs publics destinée à assurer aux jeunes un revenu d'autonomie soit enfin examiné.

Un peu de chemin a donc été parcouru depuis que mon collègue Jean-Michel Marchand vous sollicitait sur cette question à l'automne 1998, alors que les jeunes se mobilisaient pour demander un revenu d'autonomie, et que moi-même j'essayais sur ce point une fin de non-recevoir de la part de Martine Aubry. On m'avait reproché de vouloir faire de nos jeunes des « assistés ». C'est là bien méconnaître la pensée écologiste fondée, au contraire, sur l'autonomie et la responsabilisation de chacun.

Les Verts, rappelons-le, demandent que soit mis en place, en tenant compte des ressources, un revenu d'autonomie pour tous les jeunes, qui restent de plus en plus longtemps dans leur famille de manière contrainte, qui peinent à financer leurs études, qui ont du mal à trouver un premier emploi, et qui, bien sûr, sont exclus du RMI puisque celui-ci n'est attribué qu'à partir de vingt-cinq ans. Il s'agit donc bien d'établir une véritable égalité des chances et de montrer quelle est notre conception de la place des jeunes dans la société.

Nous sommes bien d'accord pour parler d'« allocation d'autonomie » et non de simple extension du RMI. En effet, l'esprit est tout autre : il est question non pas de réinsérer mais d'apporter un soutien à un jeune pour lui permettre de démarrer sa vie et de formuler un projet. Cependant, le titre n'est pas tout. Nous constatons trop souvent que des formules sont reprises et vidées de leur substance.

C'est sans doute sur le contenu de cette autonomie que les Verts, qui portent cette revendication depuis longtemps, se distinguent d'autres formations politiques en affirmant qu'exiger une « contrepartie » en termes de « projet » n'a pas beaucoup de sens quand on a seize ans et qu'on habite chez ses parents. La question est presque philosophique et touche à la façon dont notre société considère sa jeunesse en l'an 2000. Le revenu pourrait éventuellement n'être versé qu'à partir de dix-huit ans au lieu de seize, mais il se place sur le même plan que le droit de vote. C'est un élément de la prise d'autonomie d'un jeune, qui ne doit donc pas le faire glisser dans une nouvelle dépendance, celle d'un organisme chargé de « vérifier son projet ».

La proposition qui nous était initialement soumise ne contenant pas beaucoup de substance - elle ne prévoyait notamment aucun montant -, il s'agissait de voter un chèque en blanc, dont on peut d'ailleurs se demander s'il est provisionné, étant donné que cette disposition n'a pas été envisagée dans la loi de finances. Aussi, je ne sais pas s'il faut nous réjouir ou nous plaindre de l'amendement du rapporteur qui renvoie à plus tard - pas aux calendes grecques, j'espère ! - la mise en place de cette allocation, et prévoit de commencer par un périmètre pilote.

Cela vaut peut-être mieux. Nous pouvons ainsi espérer que les fonds seront alloués dans la prochaine loi de finances. N'oublions pas que cet important dispositif doit être étendu et global pour être significatif, et qu'il n'a pas vocation à s'empiler sur d'autres dispositifs. C'est tout l'ensemble qu'il nous faut repenser. Dès lors, les fonds devront être substantiels.

Pour notre part, nous suivrons tout cela de très près. Nous espérons bien être très sérieusement associés au travail qui va s'engager, que ce soit par l'intermédiaire des parlementaires, de jeunes ou d'économistes avec lesquels nous sommes en contact. Je rappelle d'ailleurs que cette

question figure dans l'accord conclu le 7 novembre entre les différentes formations de la majorité et au terme duquel une telle disposition doit être mise en place dans les deux ans. C'est pour nous un point fondamental.

En conclusion, je dirai que nous éprouvons une certaine déception en constatant que cette formidable idée est réduite aujourd'hui à la création d'un groupe de travail, d'un comité de pilotage. Nous aurions pu faire beaucoup mieux. Malgré cette déception et cette amertume, nous voterons la présente proposition de loi car elle va dans le bon sens. Nous regrettons toutefois qu'elle ne donne pas lieu à un débat beaucoup plus large sur la façon dont nous considérons les jeunes aujourd'hui dans notre société en abordant tous les aspects de cette question - économiques, sociaux, philosophes, éthiques, liens entre générations. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Radical, Citoyen et Vert, du groupe socialiste et du groupe communiste.*)

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

M. Jean Le Garrec, président de la commission. Après m'être exprimé au nom du groupe socialiste, je me dois d'intervenir en tant que président de la commission, qui a mené sur le sujet une réflexion de qualité.

En fait, mes chers collègues, en mettant l'accent sur la complexité du problème, Mme Aubert a justifié la nécessité de créer une instance de réflexion pour déterminer les contours exacts de l'action que nous voulons engager. Il ne faut donc pas parler de « déception ». On voit bien que, si nous ne voulons pas simplement ajouter un nouveau dispositif et nous en tenir à une approche de guichet, il faut bien cerner la méthode et l'action à mener. A cet égard, je me félicite que le groupe communiste ait perçu très clairement cette nécessité. Mais je m'aperçois que notre démarche n'a pas été bien comprise par tous.

J'ajoute, madame Aubert, que si la pensée écologique prend en compte les notions d'« autonomie » et de « responsabilité », elle n'est pas la seule.

M. Pierre Cardo. Ce n'est pas non plus le monopole de la gauche !

M. Jean Le Garrec, président de la commission. Les Verts ne peuvent pas s'attribuer des valeurs que nous sommes nombreux à véhiculer, depuis très longtemps parfois.

Pourquoi seize ans, madame Aubert ? Tout simplement parce que des situations de rupture peuvent, hélas !, survenir dès cet âge-là et qu'il nous appartient de le prendre en compte.

M. Baguet et M. Pontier ont parlé de « RMI jeunes » : répétons-le - les ministres et le rapporteur l'ont déjà dit très clairement - nous refusons ce concept.

M. Pierre-Christophe Baguet. Très bien !

M. Jean Le Garrec, président de la commission. Ne nous engageons donc pas dans de faux débats !

M. Pierre-Christophe Baguet. Vous, d'accord, mais les communistes ?

M. Jean Le Garrec, président de la commission. Nous refusons le principe de l'assistance pour privilégier celui de l'insertion.

M. Pierre Cardo. On avait dit ça aussi quand on a créé le RMI mais ce n'est pas ce qui s'est passé !

M. Jean Le Garrec, président de la commission. Je sais tout cela aussi bien que vous. J'ai suffisamment travaillé sur toutes ces questions pour savoir que, au fil du temps, face à la complexité des situations, certains dispositifs ne parviennent pas à atteindre exactement le but proposé.

M. Pierre Cardo. Eh oui !

M. Jean Le Garrec, président de la commission. C'est un constat. Je n'en tire pas de jugements de valeur, et je ne regrette pas ce qui a été fait. Le RMI a contribué en effet à éviter une fracture sociale.

M. Marcel Rogemont. Exactement !

M. Jean Le Garrec, président de la commission. Mais il est évident que le dispositif a perdu ce qui faisait sa conception philosophique originale, que je partageais totalement. C'est pourquoi il faut poser différemment ce genre de problèmes et, comme l'ont dit M. le rapporteur et M. Bocquet, mener une réflexion qui permette d'éviter de retomber dans les travers que nous connaissons actuellement.

Monsieur Baguet, ayons tout de même l'honnêteté de reconnaître - et ce n'est pas Mme la ministre de la famille qui, dans toutes ses interventions, souligne avec une très grande justesse le rôle de la famille qui me démentira - qu'il est question, dans cette démarche, non pas de remettre en cause le rôle déterminant de la famille mais simplement de prendre en compte une situation d'une autre nature. Et ce n'est pas par hasard si j'évoquais Vallès, *Le Bachelier*, et ensuite *Le Révolté*.

M. Pierre-Christophe Baguet. Il était les deux !

M. Alain Bocquet. La révolte n'est pas toujours négative !

M. Jean Le Garrec, président de la commission. Voulez-vous l'étudiant inséré ou le révolté ?

M. Patrick Braouezec. S'il est bachelier et révolté, c'est encore mieux !

M. Jean Le Garrec, président de la commission. Voilà la question qui se pose à nous, d'autant que nous comptons désormais plus de deux millions d'étudiants. C'est un phénomène auquel nous devons faire face.

Et il ne me gêne pas de mettre, comme Victor Hugo, « un bonnet rouge au vieux dictionnaire », mon cher collègue. (*Sourires.*) Dans ce domaine-là, je ne serai pas pris en défaut.

Monsieur Pontier, je connais le rôle que vous jouez, nous avons d'ailleurs eu l'occasion de nous rendre sur le terrain. Je comprends donc vos interrogations, mais vous voyez bien qu'il ne s'agit pas - et pourtant le mot ne me fait pas peur - de générosité. Au travers de ce projet d'accompagnement et de suivi, c'est une volonté politique que nous exprimons. Je mesure très bien que cette démarche est la plus dure qui soit. Nous savons qu'il est parfois nécessaire de mettre en place une aide, mais nous savons aussi les ruptures qui se produisent quand on se limite à des politiques de guichet. Je veux souligner au passage le rôle extrêmement important que jouent les CCAS en matière d'accompagnement. Telle est exactement la démarche proposée par le texte du groupe communiste et par son rapporteur.

C'est maintenant au tour du Gouvernement, et je me tourne vers lui, de nous dire qu'il mettra en place cette commission le plus rapidement possible. Elle doit être suffisamment large pour qu'y participent les jeunes, naturellement, mais aussi les associations relevant du mouve-

ment familial, comme l'Union nationale des associations familiales, les organisations syndicales, les animateurs politiques et les élus, qui ont aussi, ô combien ! leur mot à dire.

C'est à travers une telle démarche que nous espérons répondre à des problèmes, qu'il est urgent de résoudre, mais qui sont complexes. Et sans avoir le droit à l'erreur. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur plusieurs bancs du groupe communiste.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée à la famille et à l'enfance.

Mme la ministre déléguée à la famille et à l'enfance. Mesdames et messieurs les députés, je retiens d'abord trois idées fortes, qui me paraissent émerger de la discussion générale.

Première idée, le refus d'une logique d'assistance. Cette idée affirmée encore à l'instant par le président Le Garrec, est partagée par le président Bocquet, elle a aussi été soulignée par votre rapporteur et par plusieurs intervenants. Je considère donc que cet objectif constitue une base consensuelle qui rejoint les orientations du Gouvernement en général, et de la ministre de l'emploi et de la solidarité, Elisabeth Guigou, en particulier.

Deuxième idée, l'intérêt de la méthode proposée. Je remercie votre assemblée et notamment le groupe communiste d'avoir contribué à approfondir et à mettre en place un dispositif qui permettra d'affiner les analyses et de compléter le bilan, au-delà des mesures existantes qui, comme l'ont relevé à l'instant plusieurs orateurs, apportent déjà de bonnes réponses, même si des difficultés perdurent et si de nombreux jeunes échappent au filet de sécurité.

Troisième idée, le souci d'avancer vite, pour répondre au besoin d'autonomie des jeunes. Je dois donc rappeler ici, au nom du Gouvernement, que la conférence de la famille pourra, dès juin prochain, apporter des réponses.

Je voudrais également souligner que le rapport que le Gouvernement devait remettre au Parlement, sur les aides aux familles ayant en charge de jeunes adultes, est mis en distribution dès aujourd'hui - je viens de le découvrir dans le « feuillet ». Les services de l'Assemblée ont été particulièrement rapides, puisque j'ai parlé tout à l'heure d'un dépôt dans les prochains jours. Je me réjouis de la portée symbolique de cette coïncidence : elle donne plus d'ampleur à notre débat.

Monsieur le président Bocquet, vous avez reconnu les efforts faits à travers les emplois-jeunes, le programme TRACE ou les fonds d'aide aux jeunes. Vous avez à juste titre relevé le caractère éclairé des aides et la persistance de certaines difficultés. Vous avez appelé à un travail de bilan et de mise à plat des différentes aides. Tout cela permettra en effet d'avancer au-delà du constat que vous dressez. J'ai pris bonne note aussi de votre remarque, à savoir que les jeunes n'étaient pas demandeurs du RMI.

S'agissant du dispositif d'autonomie lui-même, j'ai souligné que le travail de réflexion et de concertation suggéré par le rapporteur ne constituait qu'une première étape. Le diagnostic que nous élaborerons ensemble, nous permettra de décider du meilleur levier à actionner pour répondre aux besoins des jeunes, tout en tenant compte

Malgré vos critiques portant sur les statistiques, vous avez, monsieur Cardo, reconnu l'intérêt des différents programmes gouvernementaux - TRACE, emplois-jeunes, et autres dispositifs existants.

Toutefois, contrairement à ce que la caricature à laquelle vous vous êtes livré voudrait faire croire, nous avons, pour les jeunes, une autre ambition que la dépendance et le RMI. Je regrette que vous ne m'ayez pas écoutée plus attentivement.

M. Marcel Rogemont. Vous avez compris, monsieur Cardo ?

M. Pierre Cardo. On se croirait à l'école ! *(Sourires.)*

Mme la ministre déléguée à la famille et à l'enfance. Monsieur le président Le Garrec, je salue votre approche à la fois pragmatique et visionnaire du sujet. Vous l'avez affirmé très fortement, le principe d'autonomie est une exigence centrale pour un projet autonome. Il faut passer d'une position défensive à une position offensive - parce que la question des inégalités entre les jeunes est une question politique majeure - en privilégiant l'insertion, et non l'assistance, autour des valeurs de respect, d'écoute, de responsabilisation. Vous avez souhaité que nous aboutissions à des décisions précises répondant à une exigence légitime. Je sais pouvoir compter sur votre engagement et sur le travail de la commission que vous présidez pour appuyer le Gouvernement dans ce sens.

Monsieur François Vannson, vos critiques auraient eu sans doute plus de portée si vous les aviez accompagnées de propositions.

M. François Vannson. J'en ai fait quelques-unes. Vous ne m'avez pas bien écouté.

Mme la ministre déléguée à la famille et à l'enfance. Monsieur Jean Pontier, vous avez proposé de créer une commission pour créer la commission. Comme je viens de le dire, le Gouvernement souhaite aller vite. C'est pourquoi il ne pourra pas retenir votre suggestion.

Monsieur Baguet, vous avez, à juste titre, insisté sur le rôle de la famille tout comme je l'ai fait longuement tout à l'heure. En ce qui concerne la participation de la Caisse nationale d'allocations familiales que vous avez évoquée, elle est par définition associée à la préparation de la conférence de la famille, puisque c'est devant son conseil d'administration que je présente les orientations du Gouvernement. L'UNAF et son président, M. Brin, que j'ai cité également, sont les interlocuteurs prioritaires de cette démarche. Ils sont étroitement associés au processus préparatoire et il n'y a aucune raison pour que cela change.

S'agissant de la loi de 1994, je rappelle que le Gouvernement que vous souteniez n'avait pas prévu son financement. A l'inverse, nous avons déjà prolongé les allocations familiales jusqu'à vingt ans et les allocations logement jusqu'à vingt et un ans.

M. Marcel Rogemont. Tout à fait !

Mme la ministre déléguée à la famille et à l'enfance. Je n'ai pas voulu aller plus loin parce que, précisément, je souhaitais que soit ouvert le débat sur le jeune adulte. Décider dans la précipitation d'étendre ou de reporter indéfiniment les prestations familiales ne me semble pas correspondre à la complexité du problème. Parallèlement,

nous avons remis en place une politique familiale ambitieuse, puisque la dernière conférence de la famille a décidé d'affecter plus de 10,5 milliards de francs au service des familles.

M. Marcel Rogemont. Il est opportun de le rappeler !

Mme la ministre déléguée à la famille et à l'enfance. Le débat est donc ouvert désormais et il s'étend bien au-delà des seules prestations familiales.

Madame Aubert, je vous demande de ne pas éprouver d'amertume, puisque le sujet avance, le débat continue, personne n'en est propriétaire.

Cette dernière intervention est d'ailleurs pour moi l'occasion de remercier très chaleureusement votre assemblée pour sa contribution importante au processus de décision que je souhaite le plus solide, le plus rapide et le plus adapté possible aux attentes des jeunes.

Ensemble, nous pourrions alors répondre à leur besoin d'autonomie tout en nous écartant de toute démagogie, de toute mesure simplificatrice ou de tout empiètement sur les droits individuels des jeunes et sur les droits fondamentaux de leur famille. Rien ne doit affaiblir les solidarités familiales.

Mais le cœur du problème, ce sont les inégalités entre les familles et la façon dont elles peuvent ou non transmettre à leurs enfants une solidité intérieure qui leur permettra de devenir des adultes autonomes. Nous leur devons donc une politique de solidarité et de justice sociale. C'est ce qui nous rassemble aujourd'hui. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.*)

M. le président. La discussion générale est close.

J'appelle maintenant, dans les conditions prévues par l'article 91, alinéa 9, du règlement, l'article unique de la proposition de loi dans le texte de la commission.

Article unique

« *Article unique.* - « Il est créé une commission nationale pour l'autonomie des jeunes, placée auprès du Premier ministre. Cette commission, dont la composition est arrêtée par voie réglementaire, comprend des parlementaires, des élus locaux, des représentants de l'Etat, des organisations représentatives des employeurs et des salariés, d'associations de chômeurs, des mutuelles, de la Caisse nationale des allocations familiales, du Conseil national de la jeunesse, des organisations représentatives des étudiants et des lycéens, des fédérations de parents d'élèves et des personnalités qualifiées.

« Cette commission a pour missions : - ...

« - de faire le bilan des dispositifs assurant des ressources propres aux jeunes de seize à vingt-cinq ans ;

« - d'étudier la création d'une allocation d'autonomie pour les jeunes de seize à vingt-cinq ans, ainsi que les critères de son attribution sur la base notamment d'un projet personnel de formation et d'accès à l'emploi ;

« - de proposer la mise en place d'un dispositif expérimental dans plusieurs départements, après consultation des conseils départementaux de la jeunesse, et dont l'évaluation servira de base à ses travaux et à la généralisation de ce principe.

« Elle consulte le Conseil national de la jeunesse précité.

« Elle remettra son rapport au Premier ministre avant le 31 décembre 2001. Ce rapport est transmis au Parlement. »

L'amendement n° 1 de M. Julien Dray n'est pas défendu.

Avant de mettre aux voix l'article unique de la proposition de loi, j'indique à l'Assemblée que, conformément aux conclusions de la commission, son titre est ainsi rédigé : « Proposition de loi relative à la mise en place d'une allocation d'autonomie pour les jeunes de seize à vingt-cinq ans ».

Je mets aux voix l'article unique de la proposition de loi.

(*L'article unique de la proposition de loi est adopté.*)

4

ORDRE DU JOUR DES PROCHAINES SÉANCES

M. le président. Cet après-midi, à quinze heures, deuxième séance publique :

Questions au Gouvernement ;

Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi, n° 2612, tendant à la création d'une agence française de sécurité sanitaire environnementale :

M. André Aschieri, rapporteur au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (rapport n° 2783).

A vingt et une heures, troisième séance publique :

Eventuellement, suite de l'ordre du jour de la deuxième séance.

Discussion du texte élaboré par la commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports.

Mme Odile Saugues, rapporteure (rapport n° 2785).

La séance est levée.

(*La séance est levée à onze heures dix.*)

*Le Directeur du service du compte rendu intégral
de l'Assemblée nationale,
JEAN PINCHOT*

ANNEXE 4 a.

LOIS

LOI n° 2001-582 du 4 juillet 2001 relative à la mise en place d'une allocation d'autonomie pour les jeunes de seize à vingt-cinq ans (1)

NOR: MESX0004548L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

Article unique

Il est créé une Commission nationale pour l'autonomie des jeunes, placée auprès du Premier ministre. Cette commission, dont la composition est arrêtée par voie réglementaire, comprend des parlementaires, des élus locaux, des représentants de l'Etat, des organisations représentatives des employeurs et des salariés, d'associations de chômeurs, des mutuelles, de la Caisse nationale des allocations familiales, du Conseil national de la jeunesse, des organisations représentatives des étudiants et des lycéens, des fédérations de parents d'élèves, et des personnalités qualifiées.

Cette commission a pour missions :

- de faire le bilan des dispositifs assurant des ressources propres aux jeunes de seize à vingt-cinq ans ;
- d'étudier la création d'une allocation d'autonomie pour les jeunes de seize à vingt-cinq ans, ainsi que les critères de son attribution sur la base notamment d'un projet personnel de formation et d'accès à l'emploi ;
- de proposer la mise en place d'un dispositif expérimental dans plusieurs départements, après consultation des conseils départementaux de la jeunesse, et dont l'évaluation servira de base à ses travaux et à la généralisation de ce principe.

Elle consulte le Conseil national de la jeunesse précité.

Elle remettra son rapport au Premier ministre avant le 31 décembre 2001. Ce rapport est transmis au Parlement.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 4 juillet 2001.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

LIONEL JOSPIN

La ministre de l'emploi et de la solidarité,

ÉLISABETH GUIGOU

Le ministre de l'éducation nationale,

JACK LANG

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

JEAN GLAVANY

La ministre de la jeunesse et des sports,

MARIE-GEORGE BUFFET

La ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées,

SÉGOLÈNE ROYAL

(1) *Travaux préparatoires* : loi n° 2001-582.

Assemblée nationale :

Proposition de loi n° 2737 ;

Rapport de M. Patrick Malavieille, au nom de la commission des affaires culturelles, n° 2784 ;

Discussion et adoption le 12 décembre 2000.

Sénat :

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture, n° 134 (2000-2001) ;

Rapport de M. Roland Muzeau, au nom de la commission des affaires sociales, n° 371 (2000-2001) ;

Discussion et adoption le 19 juin 2001.

SERVICES	CHAPITRES	DATE de l'arrêté	AUTORISATION de programme accordée (en francs)	CRÉDIT de paiement ouvert (en francs)
TITRE V				
Equipements communs, interarmées et de la gendarmerie.....	53-71	31 août 2001	224 044	224 044
Infrastructure	54-41	31 août 2001	522 771	522 771
Totaux pour la section			746 815	10 464 296

ANNEXE 45

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ

Décret n° 2001-900 du 2 octobre 2001 relatif à la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes

NOR : MESA0123182D

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'emploi et de la solidarité, de la ministre de la jeunesse et des sports et de la ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées,

Vu la loi n° 2001-582 du 4 juillet 2001 relative à la mise en place d'une allocation d'autonomie pour les jeunes de seize à vingt-cinq ans ;

Vu le décret n° 46-2 du 3 janvier 1946 portant création à la présidence du Gouvernement d'un conseil du plan de modernisation et d'équipement et fixant les attributions du commissaire général du Plan ;

Vu le décret n° 90-437 du 28 mai 1990, modifié par les décrets n° 97-274 du 21 mars 1997 et n° 2000-928 du 22 septembre 2000, fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France lorsqu'ils sont à la charge des budgets de l'Etat, des établissements publics nationaux à caractère administratif et de certains organismes subventionnés,

Décète :

Art. 1^{er}. - La Commission nationale pour l'autonomie des jeunes créée par la loi du 4 juillet 2001 susvisée est composée, outre son président, de :

1^o Au titre des parlementaires et des élus locaux :

- trois députés ;
- trois sénateurs ;
- deux maires ;
- deux conseillers généraux ;
- deux conseillers régionaux.

2^o Au titre des représentants de l'Etat :

- un représentant du ministre chargé de la jeunesse ;
- un représentant du ministre chargé de l'emploi et de la formation professionnelle ;
- un représentant du ministre chargé de la sécurité sociale ;
- un représentant du ministre chargé de la famille et des affaires sociales ;
- un représentant du ministre chargé de l'économie ;
- un représentant du ministre chargé du budget ;
- un représentant du ministre chargé de l'intérieur ;
- un représentant du ministre chargé de l'éducation nationale ;
- un représentant du ministre chargé de l'enseignement professionnel ;
- un représentant du ministre chargé du logement ;
- un représentant du ministre chargé de l'agriculture ;
- un représentant du ministre chargé de la ville ;
- un représentant du ministre chargé de l'outre-mer.

3^o Au titre des organisations représentatives des employeurs et des salariés :

- un représentant de la Confédération française démocratique du travail ;
- un représentant de la Confédération française des travailleurs chrétiens ;
- un représentant de la Confédération générale du travail ;
- un représentant de la Confédération générale du travail - Force ouvrière ;
- un représentant de la Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres ;
- trois représentants du Mouvement des entreprises de France ;
- un représentant de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises ;
- un représentant de l'Union professionnelle artisanale.

4^o Au titre des associations de chômeurs :

- un représentant d'« Agir ensemble contre le chômage-AC! » ;
- un représentant du Mouvement national des chômeurs et précaires ;
- un représentant de l'Association pour l'emploi, l'information et la solidarité des chômeurs et précaires.

5^o Au titre des mutuelles, nommés sur leurs propositions :

- un représentant de la Mutuelle des étudiants ;
- un représentant de l'Union nationale des sociétés étudiantes mutualistes régionales ;
- un représentant de la Fédération nationale de la mutualité française ;
- un représentant de la Fédération des mutuelles de France ;
- un représentant de la Fédération nationale interprofessionnelle de mutuelles.

6^o Un représentant de la Caisse nationale des allocations familiales.

7^o Six représentants du Conseil national de la jeunesse.

8^o Au titre des organisations représentatives des étudiants et des lycéens :

- un représentant de l'Union nationale des étudiants de France ;
- un représentant de l'Union nationale inter-universitaire ;
- un représentant de la Fédération des associations générales étudiantes ;
- un représentant de « Promotion et défense des étudiants » ;
- un représentant de la Fédération indépendante et démocratique des lycéens ;
- un représentant de l'Union nationale lycéenne.

9^o Au titre des fédérations nationales de parents d'élèves :

- un représentant de la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques ;
- un représentant de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public ;
- un représentant de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre

10^o Douze personnalités qualifiées choisies à raison de leur compétence particulière.

Art. 2. - Le président et les membres de la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes de la commission men-

tionnés à l'article 1^{er} sont nommés par arrêté du Premier ministre, à l'exception des députés et sénateurs désignés respectivement par le président de l'Assemblée nationale et par le président du Sénat.

Art. 3. – Le secrétariat de la commission est assuré par le Commissariat général du Plan.

Art. 4. – La commission conduit ses travaux soit en séance plénière, soit dans le cadre de groupes de travail qu'elle crée en son sein sur des thèmes déterminés. Elle peut y associer les experts de son choix et procéder à toute audition qu'elle juge utile.

Art. 5. – La ministre de l'emploi et de la solidarité, le ministre de l'éducation nationale, le ministre de l'agriculture et de la pêche, la ministre de la jeunesse et des sports et la ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 octobre 2001.

LIONEL JOSPIN

Par le Premier ministre :

La ministre de l'emploi et de la solidarité,

ÉLISABETH GUIGOU

Le ministre de l'éducation nationale,

JACK LANG

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

JEAN GLAVANY

La ministre de la jeunesse et des sports,

MARIE-GEORGE BUFFET

*La ministre déléguée à la famille, à l'enfance
et aux personnes handicapées,*

SÉGOLÈNE ROYAL

Arrêté du 18 septembre 2001 portant approbation du compte financier de l'agence régionale de l'hospitalisation des Pays de la Loire pour l'année 2000

NOR : MESG0123443A

Par arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et de la ministre de l'emploi et de la solidarité en date du 18 septembre 2001, le montant du compte financier pour l'année 2000 de l'agence régionale de l'hospitalisation des Pays de la Loire, arrêté à la somme nette de 5 231 762,93 F en recettes et en dépenses, est approuvé.

Arrêté du 19 septembre 2001 portant approbation du compte financier de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine pour l'année 2000

NOR : MESG0123444A

Par arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et de la ministre de l'emploi et de la solidarité en date du 19 septembre 2001, le montant du compte financier pour l'année 2000 de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine, arrêté à la somme nette de 5 165 390,86 F en recettes et en dépenses, est approuvé.

Arrêté du 19 septembre 2001 relatif au budget de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine pour l'année 2001

NOR : MESG0123445A

Par arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et de la ministre de l'emploi et de la solidarité en date du 19 septembre 2001, le montant du budget primitif pour l'année 2001 de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine est majoré de la somme de 1 261 838 F (décision modificative n° 1).

Arrêté du 19 septembre 2001 relatif au budget de l'agence régionale de l'hospitalisation de Languedoc-Roussillon pour l'année 2001

NOR : MESG0123442A

Par arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et de la ministre de l'emploi et de la solidarité en date du

19 septembre 2001, le montant du budget primitif pour l'année 2001 de l'agence régionale de l'hospitalisation de Languedoc-Roussillon est majoré de la somme nette de 662 159,36 F en recettes et en dépenses (décision modificative n° 1).

Arrêté du 21 septembre 2001 modifiant l'arrêté du 23 juillet 2001 relatif à la date des élections aux commissions administratives paritaires (corps des adjoints administratifs des services déconcentrés)

NOR : MESG0123446A

Par arrêté de la ministre de l'emploi et de la solidarité en date du 21 septembre 2001, l'arrêté du 23 juillet 2001 relatif à la date des élections pour la désignation des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires régionales compétentes à l'égard du corps des adjoints administratifs des services déconcentrés est modifié.

La date de ces élections est fixée au 24 janvier 2002.

Les listes des candidats établies conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié devront être déposées auprès de la direction régionale des affaires sanitaires et sociales concernée le 11 décembre 2001 au plus tard.

Arrêté du 21 septembre 2001 modifiant l'arrêté du 23 juillet 2001 relatif à la date des élections à des commissions administratives paritaires (corps des agents administratifs des services déconcentrés)

NOR : MESG0123447A

Par arrêté de la ministre de l'emploi et de la solidarité en date du 21 septembre 2001, l'arrêté du 23 juillet 2001 relatif à la date des élections pour la désignation des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires régionales compétentes à l'égard du corps des agents administratifs des services déconcentrés est modifié.

La date de ces élections est fixée au 24 janvier 2002.

Les listes des candidats établies conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié devront être déposées auprès de la direction régionale des affaires sanitaires et sociales concernée le 11 décembre 2001 au plus tard.

Arrêté du 27 septembre 2001 fixant le modèle de la convention type mentionnée à l'article L. 1411-2 du code de la santé publique

NOR : MESS0123474A

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, la ministre de l'emploi et de la solidarité, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'agriculture et de la pêche, le ministre délégué à la santé et la secrétaire d'Etat au budget,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L. 321-1-8° et L. 322-3-16 ;

Vu le code de la santé publique, notamment l'article L. 1411-2 ;

Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;

Vu l'arrêté du 24 septembre 2001 fixant la liste des programmes de dépistage organisé de maladies aux conséquences mortelles évitables ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 12 juin 2001,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Les professionnels de santé et les organismes mentionnés à l'article L. 1411-2 du code de la santé publique qui souhaitent participer au programme de dépistage organisé du cancer du sein tel qu'inscrit dans l'arrêté du 24 septembre 2001 susvisé sont tenus de souscrire à la convention type annexée au présent arrêté.

Art. 2. – Le directeur de la sécurité sociale et le directeur général de la santé au ministère de l'emploi et de la solidarité et le directeur des exploitations, de la politique sociale et de l'emploi au ministère de l'agriculture et de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

L'autonomie des jeunes de moins de 25 ans : logement, revenu et insertion

La loi du 4 juillet 2001 relative à la mise en place d'une allocation d'autonomie pour les jeunes de 16 à 25 ans a créé une commission nationale qui s'appuie sur l'avis du Haut conseil de la population et de la famille rendu le 26 novembre 2001. Sans attendre les décisions nationales, le Contrat d'accès à l'autonomie du Département du Nord instaure un accompagnement et un soutien financier afin de favoriser l'insertion et l'accès aux prestations de droit commun des jeunes de 18 à 25 ans, sans emploi, sans ressources, sans formation, en voie de marginalisation familiale et sociale, résidant dans le département depuis plus de six mois. Le Département harmonise les aides aux jeunes en difficultés en créant, à l'instar d'autres collectivités locales, une nouvelle prestation, le Contrat d'accès à l'autonomie (C.A.A.). Il s'agit d'un accompagnement adapté avec un soutien financier afin de favoriser l'insertion des jeunes et leur accès aux prestations de droit commun.

I. - Contrat d'Accès à l'Autonomie

La prestation visant l'insertion sociale puis professionnelle, l'inscription d'un jeune dans le dispositif sera réalisée par un professionnel qui s'engage à poursuivre l'accompagnement du jeune, particulièrement les services sociaux des Unités territoriales, les clubs de prévention, les points accueil jeunes, les missions locales, les Centres d'hébergement et de réadaptation sociale, les Foyers de jeunes travailleurs, les centres sociaux.

Le Département mobilise, en faveur des jeunes qui connaissent des difficultés d'insertion, des moyens sous forme, soit d'aides individuelles, soit d'un soutien à des organismes développant des interventions collectives.

Le C.A.A. se substituera dès septembre 2002 aux dispositifs en faveur des jeunes propres au Département et son financement est assuré par la reconversion des crédits consacrés à ces aides.

Une allocation de 120 à 450 euros

Le montant de l'allocation différentielle, inférieur au plafond de rémunération servie aux stagiaires de formation professionnelle demandeurs d'emploi, de 18 ans et plus, ne peut excéder 300 euros pour une personne seule. Un couple de jeunes, tous deux en situation précaire, pourra toucher un maximum de 450 euros. Pour les jeunes hébergés dans leur famille, ou gratuitement chez un tiers, le maximum de l'allocation sera de 120 euros. Pour l'ouverture des droits, il sera vérifié le niveau des ressources du jeune et de sa famille, notamment la prise en compte du jeune dans l'ouverture des droits sociaux à l'hébergeant.

Il s'agit de favoriser la sortie de l'exclusion et de la rupture sociale de jeunes en grande difficulté qui ne peuvent compter sur un soutien familial dans l'immédiat, par une aide individuelle complémentaire aux dispositifs de droit

commun qui peut s'inscrire dans la durée mais sans vocation à se pérenniser en l'attente du RMI. Elle doit être un outil contribuant à l'accompagnement des jeunes les plus en difficulté; de fait un référent devra être clairement identifié au moment de la demande : le premier projet est de créer du lien entre le jeune et un référent stable afin de cheminer progressivement vers l'élaboration du projet. L'étude de la situation doit être l'occasion de vérifier que l'intéressé bénéficie de l'ensemble de ses droits; contrairement au FLAJ, lors de la première demande ce n'est pas un critère de refus. Cependant lors du premier renouvellement du C.A.A., l'accompagnement devra avoir recherché l'ouverture des droits notamment en matière d'accès à la santé, au logement. Cette aide «durable» mais non pérenne à la subsistance ne se substitue pas aux aides financières du FLAJ. D'ailleurs, la mise en œuvre de l'accompagnement et du projet peut être aidé matériellement par le FLAJ.

Une aide à la subsistance, durable mais non pérenne

Formulée par le jeune soutenu par un professionnel, la demande est instruite dans une commission technique organisée par chaque direction territoriale.

L'aide sera versée mensuellement pour une durée maximum de six mois définie dans le contrat.

Relais des dispositifs départementaux actuels

Le premier contrat peut viser l'accès aux droits sociaux et l'élaboration d'un parcours d'insertion. Le renouvellement sera lié à la présentation d'un projet d'insertion, notamment l'intégration de dispositifs de droit commun (formation professionnelle, programme TRACE, ap-

prentissage...) permettant la sortie du C.A.A. En cas d'interruption de parcours, il sera possible de bénéficier à nouveau du C.A.A.

1) **Les secours aux jeunes demandeurs d'emploi** financés par le Département sont initiés et délivrés par les Centres Communaux d'Action Sociale (C.C.A.S.) pour un mois renouvelable. Ils n'imposent pas un projet d'insertion. Près de 16.000 jeunes sont recensés pour 4 000 mandats mensuels, dont 87 % d'un montant minimum de 250 F par mois (38.11 euros). Cependant, au regard des critères d'attribution, l'ensemble des jeunes percevant le montant minimum de secours a des ressources propres ou liées à l'hébergeant.

Ceux qui perçoivent le maximum, soit 650 F (99.09 euros), n'ont aucune ressource et pourront solliciter le C.A.A.

La réorientation des jeunes bénéficiaires de ce dispositif s'appuiera sur les C.C.A.S. ou, en fonction du projet, des demandes pourront être formulées auprès du Fonds local d'aide aux jeunes (F.L.A.J.).

La fin de ce dispositif est prévue à la date de mise en place du C.A.A. soit le 1^{er} septembre 2002.

2) **Le contrat d'accueil provisoire jeune majeur (A.P.J.M.)** au titre de l'aide sociale à l'enfance (ASE) soutient des jeunes accueillis par l'ASE lorsqu'ils atteignent leur majorité. Ces jeunes, outre l'aide financière différentielle départementale mensuelle, bénéficient d'un accompagnement social, signent un contrat d'insertion vers l'autonomie. Le montant maximum actuellement attribué a été établi en 1996 à 3.735 F (570 euros) par mois; le passage d'un dispositif à un autre se prépare : les contrats en cours sont négociés sur la base d'une allocation de 570 euros par mois, frais d'hébergement compris. Si le jeune majeur est accueilli chez une assistante maternelle, celle-ci touchera directement une allocation d'entretien de 363 euros et le jeune 207 euros. Les jeunes majeurs en autonomie ont élaboré un projet d'insertion sur la base de 570 euros (3 735 F); afin de ne pas compromettre les projets en cours (scolarité, apprentissage, etc) la révision du montant ne peut se faire avant le 1^{er} septembre 2002 au regard de la nouvelle prestation C.A.A.

Les demandes instruites avant le 1^{er} septembre 2002 tiendront compte du relais éventuel vers le dispositif C.A.A. Si l'hébergement est facilité pour les jeunes accueillis chez un(e) assistant(e) maternel(le) ou en maison d'enfants à caractère social, il faudra être attentif à l'accès au logement des jeunes majeurs sortant d'une garde à l'A.S.E.

3) **Les crédits spécifiques** de l'aide sociale à l'enfance soutiennent des actions d'insertion de jeunes ayant besoin d'un accompagnement personnalisé du fait de leur cumul de difficultés (exclusion sociale, marginalité, troubles du comportement, absence de qualification).

Solidarité intergénérationnelle, inégalités et politiques publiques : vers une majorité sociale à 18 ans ?

Pour les jeunes, être autonome signifie essentiellement avoir la maîtrise de leurs conditions d'existence, mais aussi se voir reconnus comme adultes à part entière. Cette reconnaissance, longtemps corollaire d'insertion professionnelle, pose aujourd'hui problème : l'allongement de la période de la jeunesse, la prolongation des études et les difficultés d'accès à l'emploi conduisent les familles à soutenir leurs enfants dans des proportions importantes.

Chaque année, près de 100 milliards de francs (15,24 milliards d'euros) sont transmis d'une génération vers les suivantes, avec pour contrepartie, l'accroissement des inégalités entre ceux qui en bénéficient et les autres. Le Revenu minimum d'insertion (R.M.I) a introduit de fait une majorité sociale à 25 ans. De nombreuses aides sont rattachées à la famille. Dans le même temps, on assiste à une multiplication des interventions publiques en direction des jeunes, bien souvent adossées à une double préoccupation : lutter contre le chômage et contenir le développement de la violence. La disparité de ces dispositifs et la segmentation de l'action publique conduisent à un système complexe qui exclut bien trop souvent ceux dont la situation est la plus précaire.

L'accès des jeunes à l'autonomie et aux responsabilités passe d'abord par l'accompagnement des familles. À partir d'un certain âge, l'individualisation des politiques publiques et des droits sociaux marque l'intérêt de la société dans le processus d'autonomie des jeunes adultes; il s'agit de :

- faciliter l'indépendance par le logement;
- articuler la formation initiale professionnalisée voire le cumul avec un travail salarié;
- attribuer une aide financière modulée aux besoins du jeune;
- veiller au respect de la place des parents en évitant les conflits ou les ruptures conjoncturelles au regard notamment de l'obligation alimentaire.

Le contrat d'Accès à l'autonomie tel qu'il est instauré dans le Nord s'adresse aux jeunes de 18 à 25 ans; il devrait parfois pouvoir servir à aider des jeunes de moins de 18 ans; ce n'est pas prévu mais cela n'est pas interdit pour autant...

Pas de droit sans sanction : le contentieux des C.A.A., compétence du tribunal administratif



Contrat d'accès à l'autonomie des jeunes du Nord

Le contrat : lors de la demande, le référent doit préciser la nature de l'accompagnement à mettre en place et les modalités de soutien au jeune (heure de permanence, moyen à disposition...). Le référent de la situation devra être stable et clairement identifié. Lors du renouvellement de la demande, l'évolution de la situation devra être précisée. Il conviendra d'indiquer la fréquence des rencontres voire certains aspects du projet définis, des aspirations du jeune, de moyens de la structure et des dispositifs existants. L'objet des rencontres ne peut se limiter au renouvellement. A fin de sécuriser le jeune quant aux besoins du quotidien, le renouvellement pourra effectuer au moins une fois sans présentation d'un projet structuré d'insertion. Néanmoins, un écrit devra faire état des éléments d'évolution et de perspectives.

Public concerné : Jeunes de 18 à 25 ans qui connaissent des difficultés sociales telle qu'il leur est impossible de s'inscrire dans un dispositif de droit commun (en amont d'un suivi mission locale ou de dispositif TRACE, contrat aidé...). La problématique de ces jeunes ne leur permet pas de s'inscrire dans une démarche d'élaboration de projet, généralement ils ne peuvent formuler une demande au FLAJ car ils sont dans l'incapacité de répondre à l'exigence, au moment de la demande, de formulation du projet d'insertion. Au regard du cumul de leurs difficultés (sociales, financières, de santé, logement, qualification, problème de personnalité...), la durée de l'accompagnement sera longue et le seul maximum d'aides annuelles du FLAJ est insuffisant.

Les référents : s'agissant de jeunes en grandes difficultés, seuls les Unités territoriales de prévention et d'action sociale, les clubs de prévention, les postes de prévention jeunesse, les points accueil jeunes, les CHRS, les Foyers de jeunes travailleurs, les centres sociaux bénéficiant d'un poste d'animateur d'insertion pourront accompagner la demande, par principe, les jeunes accueillis dans les autres structures ne remplissent pas les critères préalablement définis, pour les associations caritatives, il est essentiel qu'elles puissent jouer un rôle d'orientation ou d'accompagnement vers les autres structures.

Conditions d'attribution : la demande doit être formulée par le jeune de nationalité française ou étranger titulaire d'un titre de séjour en cours de validité, accompagné par un référent, il doit résider dans le Département depuis plus de six mois et disposer d'une résidence administrative sur le territoire où est implantée la structure qui se propose de l'accompagner, les SDF doivent élire résidence administrative sur le territoire de cette structure (sauf cas d'admission dans une structure d'hébergement), le jeune ne doit pas avoir d'enfants à charge et ne pas être pris en compte dans le calcul du RMI de la personne hébergeante.

Critères d'attribution du montant de l'aide : pour les jeunes en autonomie, l'aide est calculée de façon différentielle en prenant en compte ses ressources mensuelles ou celles du couple, notamment l'aide apportée par la famille (sans en faire une obligation préalable) avec un plafond de 300 euros pour une personne seule, de 450 euros pour un couple, de 120 euros pour un jeune hébergé dans sa famille ou gratuitement chez un tiers, les aides au logement ne sont pas prises en compte dans le calcul, les autres revenus (rémunérations liées à un stage ou contrat d'aide) ne sont pris en compte que si les versements sont effectifs, les aides du FLAJ ne sont pas prises en compte en dehors des aides liées à la subsistance. Pour les jeunes hébergés dans leur famille, les ressources cumulées ne doivent pas excéder le plafond R.M.I. auquel aurait droit la famille.

Versement de l'aide : l'allocation n'est pas versée à terme échu, elle est de droit pour le mois complet de la demande, pour les jeunes sans moyen de subsistance, une aide sous forme de régie pourra être versée dont le montant ne pourra excéder le taux maximum mensuel, les mandatements seront traités si possible bimensuellement, pour certains jeunes, sur demande du référent, elle pourrait être versée à un tiers.

Instances décisionnelles : Commission centrale d'attribution sur dossier instruit en Direction territoriale - Recours gracieux auprès du président du Conseil général - Contentieux au tribunal administratif.

Ces crédits correspondent au financement de postes dont la suppression contraindrait les associations à des licenciements coûteux et le Département se priverait d'actions d'insertion pertinentes.

Sur les 46 projets, en 2001, 1 073 jeunes étaient concernés et nécessitaient un accompagnement social, dont 441 ont intégré un contrat, souvent un Contrat d'emploi solidarité (C.E.S.) qui leur confère une relative autonomie financière.

Sans cet accompagnement développé grâce aux crédits spécifiques (évalués à 190 000 euros), ces jeunes ne pourraient pas accéder à ces contrats financés par l'Etat et aux formations liées.

4) Les dispositifs F.L.A.J. et TRACE

Concernant les financements mobilisés au sein du Fonds départemental d'aide aux jeunes, le Département est lié obligatoirement à parité avec l'Etat par une convention. Des critères ont été définis en appui d'un nouveau règlement intérieur, afin de toucher les jeunes les plus en difficulté. L'enveloppe se monte à 1 676 940 euros.

La politique d'accompagnement des jeunes sur le programme TRACE affiche une aide à près de 2 400 jeunes, également à parité, sanctionnée par la signature d'une convention entre le préfet et le président du Conseil général.

Le maintien des financements du Département aux dispositifs F.L.A.J. et TRACE permet d'orienter les jeunes chômeurs vers ces dispositifs et les jeunes qui auront élaboré un projet d'insertion grâce au C.A.A.

Au regard des critères, les différences suivantes apparaissent par rapport au F.L.A.J. :

- le cumul des aides n'a pas de plafond annuel;
- pas d'exigence de projet d'insertion dans un premier temps (dans ce cadre, la priorité est de créer un lien);
- pas d'exigence d'avoir bénéficié préalablement de l'ensemble de ces droits;
- aide limitée à la subsistance mais qui peut s'inscrire dans la durée;
- jeunes qui, du fait de leur problématique, ne peuvent accéder à un dispositif de droit commun;

Répondre à la situation d'urgence sociale vécue par la jeunesse par la garantie d'un revenu régulier

- exigence d'un référent stable avec identification des moyens mis en œuvre;
- dispositif départemental.

Au terme d'un premier semestre de mise en œuvre, une évaluation permettra d'ajuster les moyens financiers et les modalités d'instruction.

De même, toute décision nationale de mise en place d'une allocation d'autonomie pour les jeunes de 16 à 25 ans entraînera une réorientation du dispositif.



L'avis des centres communaux d'action sociale et l'autonomie des jeunes : en attendant le RMI ?

Pour l'Union nationale des centres d'action sociale (UNCCAS), la future allocation d'autonomie des jeunes devra répondre à la situation d'urgence sociale vécue par une fraction croissante de la jeunesse par la garantie d'un revenu régulier, à même de mettre un terme à la précarité financière, et l'intégration dans un processus de formation et d'emploi, en mesure d'assurer au jeune la reconnaissance de son utilité sociale ainsi que la prise en compte de l'environnement du jeune : logement, accès aux soins, transports, situation familiale, scolarité... Si le nouveau dispositif doit être régi dans un cadre national (égalité), sa mise en œuvre ne peut être effectuée avec succès qu'en appuyant sur les acteurs locaux, les Centres communaux d'action sociale (C.C.A.S.) en particulier. La question du mode de gestion de la future allocation d'autonomie apparaît de ce point de vue essentielle.*

Un compromis évolutif

L'UNCCAS souscrit globalement aux propositions de la Commission, en particulier, celles fondées sur la progressivité des changements et l'expérimentation de mesures en matière d'autonomie des jeunes, à condition que les moyens de leur évaluation soient réels.

L'UNCCAS souligne la qualité des travaux et des débats auxquels elle a participé. Elle approuve la proposition d'un «compromis évolutif» en deux étapes : l'attribution, dans un premier temps, d'une allocation de formation, l'évolu-

tion, dans un second temps, vers une allocation universelle.

L'éducation et la formation tout au long de la vie

Si le problème des sorties du système scolaire sans qualification doit être traité prioritairement, les pistes évoquées pour sa résolution paraissent abstraites et lointaines (comment reconnaître effective-

ment que l'école n'est pas la seule institution qui éduque ?).

Par contre, la mise en place d'un service public de l'orientation, plus ouvert sur les enjeux éducatifs et économiques, constitue une proposition concrète allant dans le sens d'une plus grande visibilité des procédures d'orientation et de ses conséquences.

* Union nationale des centres d'action sociale, 6, rue Faidherbe, BP 568, 59208 Tourcoing - Tél. : 03 20 28 07 50 - Fax : 03 20 28 07 51

nb.. Les intertitres sont de la rédaction

Le droit des jeunes à l'insertion professionnelle et à l'emploi doit s'inscrire dans un cadre national



Les assistantes maternelles contestent le contrat d'accès à l'autonomie

Le C.A.A. (contrat d'accès à l'autonomie) tel qu'instauré par le Département du Nord est critiqué par les assistantes maternelles* qui accueillent des jeunes majeurs au titre de l'aide sociale à l'enfance, elles recevaient jusque là une allocation mensuelle de 570 euros et, à partir de septembre, ce montant sera, le cas échéant, remplacé par le versement d'une allocation d'entretien de 363 euros tandis que 207 euros seront versés au jeune directement.

Les assistantes maternelles y voient un risque de précarisation des jeunes et l'aneantissement des efforts entrepris jusqu'à leur majorité. Elles soupçonnent le Conseil général de miser sur le fait qu'elles ne jetteront pas ces jeunes à la rue. Elles revendiquent, outre l'allocation d'entretien du jeune, un salaire qui soit la reconnaissance du travail d'accompagnement qu'elles poursuivent après la majorité du jeune, tout travail mérite salaire, au surplus, l'absence de rémunération aura des implications au niveau de leur retraite. Est-ce une simple affaire de sous et de droit corporatiste ? Ce jeune majeur relevant de l'A.S.E. et bénéficiant d'un C.A.A. est, pour sa part, mieux traité que le jeune hébergé dans sa famille (ou gratuitement chez un tiers) dont l'allocation maximum sera de 120 euros seulement.

Les assistantes maternelles revendiquent un rôle éducatif à poursuivre, n'est-il cependant pas plus équitable que les jeunes pris en charge pendant leur minorité par l'A.S.E. ne soient pas considérés, à leur majorité, comme une race particulière et relèvent des dispositifs d'aide et d'accompagnement de droit commun ? En principe, la réponse est affirmative, en pratique, la faiblesse des revenus garantis renforce les risques de précarisation avancés. Mais cela est vrai pour tous ces jeunes et non seulement ceux qui relevaient de l'A.S.E.

* CGT, syndicat des personnels du Département du Nord, Lille

Un nouveau règlement de l'aide sociale dans le Département du Nord

Le nouveau règlement de l'aide sociale du Département du Nord ne concerne que l'aide aux personnes âgées et aux personnes handicapées, celui de l'aide sociale à l'enfance suivra.

Les principes mis concrètement en œuvre par ce règlement, et dont certains étaient l'objet d'une pratique officieuse parfois depuis longtemps, relèvent du souci de favoriser le maintien à domicile qui, s'il est source d'économies pour le budget départemental, coïncide le plus souvent avec l'intérêt et le souhait des usagers.

Dans ce but, le Département du Nord renonce à la récupération des frais ou à la prise en compte de certaines ressources (entre autres les intérêts de épargne sur livret A) et à la mise en jeu de l'obligation alimentaire ou au recours sur succession pour l'octroi de certaines aides : aide ménagère, frais de repas en foyer-restaurant. Le nouveau règlement instaure des prestations (ou crée un droit à ces prestations existant déjà officieusement) qui favorisent l'autonomie de vie : aide à l'aménagement du logement ou du véhicule, services d'accueil de jour, etc.

Enfin, un droit à l'éducation et à la qualification, gérable dans le temps, sorte de droit de tirage permettant la réversibilité des choix, les validations partielles et, en particulier, des acquis de l'expérience, constitue en soi une innovation favorisant le respect du rythme de chacun, autorisant « le droit à l'erreur » et les changements de cap.

Le droit des jeunes à l'insertion professionnelle et à l'emploi

L'UNCCAS souscrit à cette perspective mais rappelle qu'une négociation entre les partenaires sociaux, les régions et l'Etat dont l'objectif vise à définir les modalités d'exercice réel du droit à un emploi ou à une formation correspondant aux aspirations du jeune, doit s'inscrire dans un cadre national avec une méthode et des objectifs clairement identifiés et partagés sous peine de vouer ce type d'initiative à l'échec.

Une déclinaison territoriale avec objectifs quantifiés à partir d'un tel cadre constitue en soi une garantie d'égalité de traitement sur le territoire national.

L'extension du programme TRACE, l'accroissement de son enveloppe budgétaire sur une période continue plus longue, la simplification des critères d'attribution vont dans le sens d'offrir plus rapidement des réponses aux jeunes.

L'accès à un revenu contractuel d'accès à l'autonomie et à l'activité constitue une réponse à l'urgence sociale - lorsque les dispositifs précédents ne se sont pas avérés opérationnels - à laquelle l'UNCCAS adhère.

Ce contrat, valable six mois et renouvelable une fois assurant à tout jeune 2500 F/mois dès lors que les ressources de sa famille sont inférieures à un plafond, ainsi qu'un fort accompagnement relationnel, constitue une étape dans l'autonomisation des jeunes.

Plaidoyer pro domo

L'UNCCAS rappelle qu'une telle réponse, pour être efficace, doit être mise en œuvre par des acteurs de proximité,

Moduler l'allocation en fonction de l'âge, du type d'enseignement, de l'éloignement, dans un réel souci d'équité

notamment les CCAS qui ont toute légitimité à participer à ce dispositif, de par leur participation aux dispositifs légaux et l'importance de leur investissement en matière d'aides aux jeunes :

- antériorité de la prise en charge de l'accueil, de l'écoute et de l'accompagnement des jeunes en difficulté;
- participation aux différents dispositifs de soutien aux jeunes : FAJ, CASU, accueil et hébergement ...
- investissement volontaire dans des dispositifs d'aide aux jeunes en difficulté dans le cadre de l'aide sociale facultative : aide financière («RMI Jeunes»), accès aux loisirs, à la cul-

ture et au sport, actions de prévention et de médiation (conduites addictives, suicide, violence, relations inter-communautés...).

L'allocation de formation

La substitution d'un dispositif unique d'allocation de formation (lycéens et étudiants) au système actuel, trop complexe, avec libre choix en matière de rattachement fiscal ou de période de mobilisation satisfait l'UNCCAS. Les modulations de l'allocation en fonction de l'âge, du type d'enseignement, de l'éloignement, etc. doivent être réfléchies dans un réel souci d'équité.

La rémunération des jeunes sous contrat de travail

La faiblesse des rémunérations des contrats de travail en alternance participe à leur dévalorisation et à la précarisation de nombreux jeunes. En distinguant l'activité en entreprise de celle en centre de formation en vue de la fixation de sa rémunération, on vise à ne pas décourager le recours à ce type de contrat. Ceci ne peut toutefois dédouaner les entreprises d'un effort de formation accru sous peine de valoriser insuffisamment de tels parcours, ce qui aboutirait à l'effet inverse.



«Ne pas laisser tomber toute une génération !»

Vers un RMI-Jeunes ?

Non, pas un RMI-Jeunes, répond Patrick Kanner : l'aide aux jeunes de moins de 25 ans doit être, à son avis et selon l'Union des centres d'action sociale, une aide par l'emploi et la formation ! Nous avons applaudi la création des emplois-jeune (les C.C.A.S. en ont créé des milliers...), le programme Trace et tous les dispositifs de lutte contre le chômage mais on s'aperçoit que beaucoup des emplois ainsi offerts ont été destinés à des jeunes déjà formés et que 50 % sont restés sur le carreau, dont une dizaine de milliers de jeunes en grande difficulté.

Patrick Kanner : «Nombre d'emplois-jeune ont été destinés à des jeunes déjà formés et il reste des milliers de jeune en difficulté».

Patrick Kanner est juriste, président de l'UNCCAS, vice-président du CCAS de Lille, adjoint

Mais il faut reconnaître les situations d'urgence...

L'insertion passe donc d'abord par l'emploi et la formation : il ne faut pas laisser tomber toute une génération ! Dans le Département du Nord comme ailleurs, mais sans doute plus qu'ailleurs, se trouvent de jeunes en grande difficulté, peu aptes à bénéficier de ces dispositifs d'accès à l'emploi; l'octroi de ressources régulières et le

principe d'une allocation d'autonomie a donc été une priorité dans le Nord mais il faut que ce droit à une allocation de subsistance soit un droit universel, applicable, au nom de l'égalité, sur tout le territoire national; pour autant, ajoute Patrick Kanner, cette aide doit être individualisée, en fonction, notamment, du projet du jeune et de son investissement personnel.

Il faut assurer un revenu régulier permettant de mener une vie digne et, pour cela,

Allocations de subsistance insuffisantes pour mener une vie conforme à la dignité humaine

il faut une loi qui instaure ce droit mais ce droit doit être géré dans la proximité pour permettre l'individualisation.

Ne pas faire au national ce qui peut se faire localement

Patrick Kanner voit la mise en oeuvre de ce principe par la création d'un barème national et la possibilité d'octroyer des compléments locaux selon l'urgence des situations et les besoins particuliers. Rien n'empêche de faire mieux que le national tout en appliquant la règle de subsidiarité consistant à ne pas faire au national ce qui peut se faire au niveau local.

Sans doute les montants évoqués par la commission nationale et ceux prévus dans le contrat d'accès à l'autonomie qu'instaure le Département du Nord sont ils modestes et ces allocations de subsistance, de survie même, ne semblent pas suffisantes pour mener une vie conforme à la dignité humaine; cela repose d'évidence la question de l'ensemble des minima sociaux en France : voyez le montant du salaire minimum, celui des retraites ou celui du revenu garanti aux personnes handicapées (569,38 euros par mois pour un handicapé vivant seul !).

L'aide des parents

Lorsque les jeunes ne vivent plus chez leurs parents, l'implication financière des familles reste forte, surtout pour les étudiants (neuf ménages étudiants sur dix reçoivent une aide financière régulière, monétaire ou en nature, de sorte que 20 % seulement sont en dessous du seuil de pauvreté).

A contrario, les jeunes ménages dont les membres sont au chômage ou inactifs non étudiants se trouvent dans une situation plus précaire, moins fréquemment aidés par leur famille, près de 50 % sont en risque de pauvreté élevée.

Source : INSEE Première, n°286, févr. 2002, Ed. INSEE, 18, bd Adolphe-Pinard, 75675 Paris Cedex 14 - tél. : 01 41 17 50 50

Logement, revenu et insertion

Ce revenu, même régulier, ne permet guère de mener une vie convenable ni d'envisager un contrat d'autonomie à la mode nordiste si le jeune ne dispose pas d'un logement.

Les Centres d'hébergement d'urgence ne sont, en général, pas adaptés à une population de jeunes dont une bonne part n'a, par ailleurs, guère de possibilité d'accès à un logement autonome et au FSL;

or de ces jeunes qui ont besoin de poser leurs valises, il y en a partout. La collaboration des communes a donc été recherchée pour créer des structures adaptées sur le modèle du SARL (voir ci-contre) qui offrent une semi autonomie et un encadrement éducatif en vue d'une insertion professionnelle (emploi ou contrat de qualification). Tout un programme !

Jean-Pierre Bartholomé

Accueil et réinsertion par le logement :

Un parcours du combattant !

Crée en 1996 à Lille, le S.A.R.L.* est une résidence sociale qui a pour objectif le relogement autonome et définitif de jeunes de 18 à 26 ans en situation d'errance ou de grande instabilité de logement. Il peut accueillir douze couples avec ou sans enfants ou paires de jeunes (deux garçons ou filles par logement) pour une durée de six à douze mois. En 2001, 26 ménages ont occupé la résidence sociale : cinq couples, 13 garçons et huit filles. La même année, 17 ménages ont quitté le S.A.R.L. : quatre jeunes sont retournés dans leur famille, deux ont été relogés en Foyer de jeunes travailleurs, onze ont été relogés de manière autonome, en majorité dans le secteur locatif privé.

Le S.A.R.L. n'est pas un centre d'hébergement d'urgence et les admissions font l'objet d'une procédure stricte : les demandes d'admission sont étudiées à partir d'une "note de situation d'un référent social" (sic); les candidats sont reçus à deux entretiens, le premier avec l'équipe éducative, le second avec la psychologue et l'admission est validée ou non en réunion d'équipe (en 2001, 25 candidatures ont été ainsi retenues pour 75 demandes).

Une équipe comprenant notamment deux travailleurs sociaux et un psychologue assure un accompagnement qui peut durer jusqu'à 24 mois en cas de logement autonome (22 ménages ont été suivis en 2001 dans leur nouveau logement). Dès le premier entretien d'admission, les jeunes sont informés de l'obligation d'adhérer à l'accompagnement social proposé; cet accompagnement comporte, de façon incontournable, plusieurs dimensions : le logement (sensibilisation aux droits et devoirs des locataires, entretien du logement, paiement du loyer, organisation des rythmes de vie, etc.), l'insertion professionnelle, la gestion du budget, l'accès aux droits sociaux, suivi sanitaire, socialisation-comportement. Sauf cas extrêmes (alcoolisation à répétition, toxicomanie ou comportements violents), la consultation de la psychologue n'est pas obligatoire mais proposée.

L'équipe du S.A.R.L. note que le relogement des jeunes s'avère parfois être un parcours du combattant, les bailleurs restant méfiants lorsque la situation financière n'est pas stabilisée. Le versement d'une caution et l'engagement d'une garantie financière facilite le relogement. L'équipe souhaite élargir les possibilités d'hébergement par la mise à disposition de logement en A.L.T. (allocation logement temporaire), notamment pour orienter des personnes que la résidence sociale ne peut accueillir, faute de place.

* Service d'accueil et de réinsertion par le logement, tél. 03 20 52 54 10